

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/006599]

14 MARS 2024. — Décret instituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Code de la gestion des ressources du sous-sol*

Article 1^{er} - Les dispositions suivantes forment la partie décrétable du Livre 3 du Code de l'Environnement constituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol.

« Livre 3 - Gestion des ressources du sous-sol

Partie 1. — Principes, champ d'application et définitions**TITRE 1^{er}. — Principes et champ d'application**

Art. D.I.1. § 1^{er}. Les ressources du sous-sol de la Région wallonne constituent le patrimoine commun de ses habitants.

Elles sont exploitées selon un principe de gestion parcimonieuse, dans le respect de la santé et de la sécurité de l'Homme et de la protection de l'Environnement, conformément aux objectifs environnementaux, aux mesures de protection et aux modes de gestion de l'eau visés au Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et aux régimes de protection prévus par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

§ 2. A cette fin, le présent Code régit la gestion des ressources du sous-sol wallon en ce compris les activités en milieu souterrain et règle, dans le respect du développement durable, du climat, de l'eau et de la biodiversité, l'exploration et l'exploitation, en ce compris le cas échéant la post-gestion, notamment :

- 1° des mines;
- 2° des gisements d'hydrocarbures et de gaz combustibles;
- 3° des sites de stockage géologique d'énergie de chaleur ou de froid;
- 4° des gîtes de géothermie profonde aux fins de production d'énergie (chaleur ou électricité);
- 5° des terrils historiques et des terrisses;
- 6° des cavités souterraines anthropiques ou naturelles;
- 7° des sites de stockage géologique du dioxyde de carbone sur le territoire de la Région wallonne.

Ne sont pas considérées comme ressources du sous-sol wallon au sens du présent Code, les masses de substances minérales ou fossiles qui ne sont pas classées comme mines.

§ 3. Le présent Code s'applique sans préjudice de la législation sur les carrières, de la législation en matière d'eau et des autres législations relatives aux autres permis.

§ 4. Le présent Code ne s'applique pas aux activités suivantes :

- 1° l'exploitation des carrières;
- 2° l'archéologie;
- 3° la spéléologie;
- 4° les visites et explorations à but scientifique;
- 5° la géothermie peu profonde inférieure à 500 mètres; 6° l'exploitation des eaux souterraines.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, s'appliquent à ces activités :

- 1° les articles D.V.1 à D.V.3 relatifs aux déclarations d'exploration et d'exploitation, et de découvertes de cavités;
- 2° l'article D.IV.1 relatif à la banque de données;
- 3° l'article D.III.1 relatif au plan stratégique à l'exception de l'exploitation des carrières;
- 4° les articles D.II.1 et D.II.2 relatifs au Conseil du sous-sol;
- 5° l'article D.VI.7, seulement en ce qui concerne la géothermie peu profonde.

Art. D.I.2. Les ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4° et 7°, exploitables et situées sur le territoire de la Région wallonne sont administrées par la Région. La gestion et l'exploitation des ressources visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, à l'exception de la houille, du lignite et des schistes bitumineux, 3°, 4° et 7° sont d'intérêt général.

Le Gouvernement peut accorder sur les ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° et 7°, des droits exclusifs d'exploration ou d'exploitation, sans préjudice de la nécessité de l'obtention d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou d'un permis similaire en Communauté germanophone, ou de tout autre permis requis, pour l'exercice des activités correspondantes et pour l'exploitation des installations et équipements associés et sans préjudice des objectifs climatiques, des objectifs environnementaux et des mesures de protection et des modes de gestion de l'eau visés au Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et des régimes de protection prévus par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Art. D.I.3. Sauf disposition contraire, tout envoi visé dans le présent Code se fait soit :

- 1° par envoi recommandé avec accusé de réception;
- 2° par le recours à toute formule similaire déterminée par le Gouvernement permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution de l'envoi utilisé; 3° par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés, en ce compris électroniques, qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception.

Art. D.I.4. L'envoi se fait au plus tard le jour de l'échéance du délai.

Le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

TITRE 2. — Définitions

Art. D.I.5. Au sens du présent Code, l'on entend par :

1° activités et installations en milieu souterrain :

a) les activités sportives, récréatives, culturelles et touristiques, à l'exclusion des activités de spéléologie d'exploration et de recherche scientifique;

b) les exploitations horticoles et les champignonnières;

c) les dépôts de toute nature dans des cavités souterraines, naturelles ou artificielles, en ce compris les mines dont les gîtes ne sont plus exploités;

d) les installations nécessaires à l'exercice de ces activités, à l'exception des tunnels liés à des voies de communication en activité et dans le domaine militaire, ainsi que des canalisations de transport de fluide;

2° administration : le ou les services désignés par le Gouvernement;

3° CoDT : le Code du Développement territorial;

4° concession de mine : l'acte autorisant l'exploitation d'une mine visé par le décret du 7 juillet 1988 des mines, les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 ou par toute loi antérieure;

5° déchets : les déchets tels que définis à l'article 5, § 1^{er}, 1°, du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique;

6° exploitation des ressources du sous-sol: la mise en valeur des ressources du sous-sol dans un périmètre ou un volume, éventuellement fixée dans un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation, soit en extrayant tout ou partie des couches et corps géologiques existants, à des fins de commercialisation, avec ou sans traitement, des roches, minéraux, substances et fluides extraits, soit en extrayant ou stockant de la chaleur, des gaz ou des fluides, à l'exception des ouvrages et opérations de prise d'eau souterraine, soit en valorisant des cavités existantes;

7° exploration des ressources du sous-sol : toute opération ou campagne d'opérations menées dans un périmètre fixé et visant à caractériser le sous-sol et certaines de ses ressources, en vue de déterminer leur existence et leur localisation ainsi que d'en évaluer les possibilités d'exploitation ou de valorisation, quels que soient les moyens mis en oeuvre sur le terrain;

8° fonctionnaire technique : le ou les fonctionnaires désignés par le Gouvernement;

9° fonctionnaire du sous-sol : le ou les fonctionnaires désignés par le Gouvernement;

10° formation géologique : la division lithostratigraphique au sein de laquelle s'observent des couches de roche distinctes pouvant faire l'objet d'une cartographie ou d'études de recherche scientifique;

11° fracturation : méthode préalable à l'extraction dont le principe repose sur la modification de la perméabilité du milieu;

12° géothermie peu profonde : énergie renouvelable dont l'ensemble des procédés permettent la valorisation de l'énergie thermique. Il s'agit de l'énergie emmagasinée sous forme de chaleur sous la surface de la terre solide à des profondeurs inférieures ou égales à cinq cents mètres;

13° géothermie profonde : énergie renouvelable dont l'ensemble des procédés permettent l'extraction de l'énergie géothermique et sa valorisation, qu'elle soit thermique ou électrique. Il s'agit de l'énergie emmagasinée sous forme de chaleur sous la surface de la terre solide, à des profondeurs supérieures à cinq cents mètres;

14° gîte géothermique : le gîte renfermé dans le sein de la terre dont on peut extraire de l'énergie sous forme thermique par l'intermédiaire de fluide;

15° les mines : soit :

a) les masses de substances minérales ou fossiles dans le sous-sol qui sont connues pour contenir en filons, en couches ou en amas, de l'or, de l'argent, du platine, du mercure, du plomb, du fer, du cuivre, de l'étain, du zinc, de la calamine, du bismuth, du cobalt, de l'arsenic, du manganèse, de l'antimoine, du molybdène, de la plombagine, du gallium, du germanium, du hafnium, de l'indium, du niobium, du scandium, du tantale, du tungstène, du vanadium, de l'uranium ou autres matières métalliques, ainsi que leurs sels et oxydes, du baryum, du lithium, de la barytine, du soufre, du graphite, du charbon de terre ou de pierre, du bois fossile, des bitumes, de l'alun et du sel, ainsi que les roches bitumineuses susceptibles d'un traitement industriel ayant pour objet d'en tirer notamment des substances hydrocarbonées et les roches phosphatées susceptibles d'un traitement industriel ayant pour objet la production de fertilisants;

b) les gisements de roche en place ou altérée et déplacée naturellement qui renferment des terres rares valorisables industriellement, à savoir le scandium, l'yttrium, le lanthane, le cérium, le praséodyme, le néodyme, le prométhium, le samarium, l'europium, le gadolinium, le terbium, le dysprosium, l'holmium, l'erbium, le thulium, l'ytterbium et le lutécium;

c) les substances dissoutes dans les eaux souterraines baignant naturellement les masses visées en a) et les gisements visés en b) lorsque ces eaux sont extraites pour en isoler une des substances visées au présent article, présente dans ces massifs ou gisements et mise en solution naturellement;

16° permis d'environnement : le permis visé à l'article 1^{er}, 1°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

17° permis de recherche de mine : le permis visé à l'article 5 du décret du 7 juillet 1988 des mines ou par les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919;

18° permis exclusif d'exploration : la décision par laquelle le Gouvernement octroie l'exclusivité des activités d'exploration des ressources visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, à un titulaire désigné;

19° permis exclusif d'exploitation: la décision par laquelle le Gouvernement octroie l'exclusivité des activités d'exploitation des ressources visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, à un titulaire désigné;

20° postgestion : les obligations d'entretien, de surveillance, de contrôle et de remédiation mises à charge du titulaire d'un permis exclusif à la suite de la cessation totale ou partielle de l'exploration ou de l'exploitation;

21° remise en état : la remise en état au sens de l'article 1^{er}, 13°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

22° site : le périmètre constitué des parcelles cadastrales visées dans le permis d'environnement;

23° stockage géologique d'énergie de chaleur ou de froid : rétention temporaire d'énergie thermique dans un volume du sous-sol en vue de l'utiliser ultérieurement, quelle que soit cette utilisation;

24° terril historique : l'installation de gestion de déchets de l'industrie d'extraction et de traitement de la houille, d'un volume supérieur à 50 000 mètres cubes, établie antérieurement à la date d'entrée en vigueur du Code;

25° terrisse : terril historique d'un volume inférieur à 50 000 mètres cubes.

TITRE 3. — Exécution des obligations européennes

Art. D.I.6. Le présent Code transpose partiellement :

- 1° la directive 94/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 1994 sur les conditions d'octroi et d'exercice des autorisations de prospecter, d'exploiter et d'extraire des hydrocarbures;
- 2° la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement;
- 3° la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil;
- 4° la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Partie 2. — Instances consultatives et de coordination

TITRE 1^{er}. — Conseil du sous-sol et comité scientifique

Art. D.II.1. § 1^{er}. Il est institué un Conseil du sous-sol. Ce conseil se compose de membres désignés par le Gouvernement :

- 1° pour un tiers de fonctionnaires émanant de l'Administration;
- 2° pour un tiers de représentants des exploitants et des organisations représentant les travailleurs, comprenant au moins cinq représentants des exploitants et au moins trois représentants des organisations représentatives des travailleurs;
- 3° pour un tiers de représentants des intérêts divers, comprenant des membres scientifiques.

§ 2. Sans préjudice du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant. Lorsque le membre est, en vertu des dispositions qui régissent le fonctionnement et l'organisation du Conseil du sous-sol, désigné en raison d'une fonction spécifique qu'il assume ou d'un titre qu'il porte, il peut être dérogé à cette règle.

Un membre suppléant peut siéger uniquement en l'absence du membre effectif qu'il remplace.

Le membre suppléant dispose des mêmes documents afférents aux réunions de l'organisme que les membres effectifs. Ces documents sont transmis aux membres suppléants concomitamment à leur transmission aux membres effectifs.

§ 3. Les ministres peuvent être invités aux réunions lorsqu'une question relevant de leur compétence est soumise à l'avis du Conseil du sous-sol.

§ 4. Le Conseil du sous-sol est composé d'au moins 24 membres permanents ainsi que de minimum une section supplémentaire spécialisée relative aux activités de la géothermie profonde.

Le Gouvernement détermine la répartition des représentants de l'Administration au sein du Conseil du sous-sol, conformément aux modalités prévues à l'article 92^{ter} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Le Gouvernement détermine le nombre de membres du Conseil du sous-sol, les modalités de présentation de ceux-ci et le fonctionnement du Conseil du sous-sol.

Le Gouvernement désigne le président et le vice-président du Conseil du sous-sol parmi les membres visés au paragraphe 1^{er}.

§ 5. Le Gouvernement peut créer des sections supplémentaires spécialisées au sein du Conseil du sous-sol en déterminant le nombre et la qualité des membres additionnels. Il désigne les membres selon les modalités qu'il fixe.

§ 6. En cas de dossier relatif à la géothermie profonde, siège au sein du Conseil du sous-sol, la section spécialisée géothermie profonde.

Le Gouvernement détermine le nombre de membres additionnels et les modalités de présentation de ceux-ci.

§ 7. Il est créé un comité scientifique indépendant composé de membres désignés par le Gouvernement. Le Conseil du sous-sol peut solliciter ce comité scientifique chaque fois qu'il le juge utile.

Le Gouvernement détermine le nombre de membres du comité scientifique, les modalités de présentation de ceux-ci, ainsi que le fonctionnement de celui-ci en ce compris les règles de rémunération et de conflit d'intérêts de manière à garantir l'indépendance du comité scientifique.

Il détermine la répartition des représentants, le cas échéant, conformément aux modalités prévues à l'article 92^{ter} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. D.II.2. § 1^{er}. Le Conseil du sous-sol a pour missions :

- 1° de donner un avis sur le projet de plan stratégique de gestion des ressources du sous-sol visé à l'article D.III.1;
- 2° d'informer le Gouvernement de tous les aspects afférents à l'exploration et à l'exploitation des ressources du sous-sol visées au présent Code;
- 3° de donner un avis sur les projets de travaux d'infrastructure, en regard de l'exploitation rationnelle des ressources du sous-sol ou de sites de stockage;
- 4° de donner un avis sur les utilisations concurrentes visant un même gîte ou une même zone en sous-sol;
- 5° de donner un avis sur les demandes de permis exclusifs d'exploration ou d'exploitation;
- 6° de donner un avis sur la classification des terrils historiques visée à l'article D.VI.8;
- 7° de donner un avis sur toute demande d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou d'un permis similaire en Communauté germanophone, ou de tout autre permis requis, relative à un terril historique;
- 8° de donner un avis sur toutes les questions relatives au sous-sol et à ses ressources visées notamment à l'article D.I.1, § 2, qui lui sont soumises par le Gouvernement.

§ 2. Le Conseil du sous-sol peut remettre des avis d'initiative et solliciter l'avis du comité scientifique indépendant.

§ 3. Le comité scientifique indépendant a pour missions :

- 1° de donner un avis sur le projet de plan stratégique de gestion des ressources du sous-sol visé à l'article D.III.1 et sur le suivi de sa mise en oeuvre;
- 2° de donner un avis sur les demandes de permis exclusifs d'exploration ou d'exploitation;

3° d'éclairer le Conseil du sous-sol ou le Gouvernement sur tous les aspects scientifiques de l'exploration ou de l'exploitation des ressources du sous-sol et leurs conséquences, par des avis à la demande ou d'initiative.

TITRE 2. — Structure de coordination de l'intervention de la Région en matière de mouvements de terrain dus à des ouvrages ou travaux souterrains d'exploration et d'exploitation ou à des cavités anthropiques ou naturelles

Art. D.II.3. Le Gouvernement peut organiser une structure de coordination permanente de ses services en matière de mouvements de terrain dus à des ouvrages ou travaux souterrains d'exploration ou d'exploitation minière ou carrière ou à des cavités anthropiques ou naturelles, pendant et en dehors d'une crise, destinée notamment à :

1° mener une réflexion stratégique sur la problématique de ces mouvements de terrain, tant dans le domaine de la prévention que dans le domaine de la gestion de crise;

2° coordonner les interventions des autorités et différents services de la Région en cas de mouvements de terrain et en particulier des affaissements et des effondrements de terrain;

3° rendre des avis et conseiller sur demande expresse une autorité en charge d'une gestion de crise consécutive à un mouvement de terrain et en particulier en cas d'affaissement ou d'effondrement affectant ou risquant d'affecter directement ou indirectement un bien public.

Le Gouvernement peut préciser les missions de la structure visée à l'alinéa 1^{er} et il peut étendre son champ de compétence à d'autres types de mouvements de terrain, d'origine géologique ou géomécanique, notamment aux tassements, au retrait-gonflement d'argiles, aux glissements de terrain et à l'éboulement de parois rocheuses.

Partie 3. — Plan stratégique de gestion des ressources du sous-sol

Art. D.III.1. § 1^{er}. Le Gouvernement établit un plan stratégique de gestion des ressources du sous-sol visées notamment à l'article D.I.1, § 2. Ce plan établit une analyse de la situation en matière de gestion des ressources du sous-sol sur le territoire wallon, ainsi que les objectifs et moyens de la Région pour assurer la gestion parcimonieuse de ces ressources répondant aux besoins actuels et à une échéance de 20 et 50 ans, tout en assurant la pérennité de ces ressources à long terme. Il fixe des actions à mener par le Gouvernement de manière à réaliser les objectifs et à encadrer les valorisations actuelles et futures en fonction de l'évolution des besoins et des techniques.

Le plan est établi dans le respect prioritaire des objectifs climatiques fixés en vertu du droit de l'Union européenne et du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone, des objectifs environnementaux, des mesures de gestion et de protection de la ressource en eau inclus dans le Code de l'Eau, de la protection des sols inclus dans le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols et de la protection de la biodiversité visés par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Le plan stratégique comporte au moins les éléments suivants :

1° un état des lieux des ressources du sous-sol wallon, en distinguant les types et localisation des gisements connus ou présumés de mines, d'hydrocarbures, de gaz combustibles et des gîtes géothermiques, l'estimation des volumes de gisements et des potentiels de gîtes géothermiques, l'accessibilité de ceux-ci et les facilités d'exploitation au regard de leur localisation et des techniques actuelles;

2° une évaluation des besoins et des marchés pour identifier les filières rentables et les comparer aux ressources du sous-sol wallon qui pourraient y répondre, en intégrant les ressources de substitution issues de l'économie circulaire;

3° une estimation des techniques d'exploitation actuelles et leur évolution probable;

4° une estimation de la possibilité d'exploitation différente d'un même territoire comportant des gisements et des gîtes différents;

5° lorsque cela est possible, un ordre de priorité entre l'exploitation de diverses ressources du sous-sol concurrentes;

6° le cas échéant, la détermination spatiale de zones en sous-sol indisponibles à la recherche et à l'exploitation, soit en raison des caractéristiques hydrogéologiques du sous-sol, soit en raison de caractéristiques d'occupation anthropique de ces zones ou de zones mitoyennes, soit en raison de risques pour l'environnement, soit pour toute raison impérative, y compris d'ordre socio-économique, scientifique ou paysagère;

7° les données relatives à la coordination avec les objectifs et les mesures prévues par la Stratégie du développement durable prévue par le décret du 27 juin 2013 relatif à la stratégie wallonne de développement durable et aux thématiques de transition en émanant et par d'autres plans sectoriels et impactant d'autres milieux, notamment le plan de gestion de district hydrographique visé à l'article D.24 du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, le schéma de développement du territoire visé à l'article D.II.2. du CoDT, le programme d'action pour la protection de la nature prévu par l'article D.46, 4°, du Livre 1^{er} du Code de l'environnement, le Plan Air Climat Énergie (PACE) constituant la contribution de la Région wallonne au plan national énergie climat (PNEC) visé à l'article 3 du Règlement (UE) 2018/1999 du 18 décembre 2019, et par d'autres stratégies, notamment celle des réseaux de chaleur et de froid alimentés par des cogénérations, des énergies fatales ou des sources d'énergies renouvelables; 8° un bilan du plan stratégique précédent.

§ 2. Le plan stratégique est établi pour une durée maximale de vingt ans et est renouvelé selon les modalités de son élaboration. Le Gouvernement peut prévoir une durée moindre du plan ou une révision en deçà de la période de vingt ans.

Aucun permis exclusif ne peut être délivré dans une zone en sous-sol indisponible à la recherche et à l'exploitation au sens du paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 6°, sauf décision du Gouvernement justifiée par des raisons impératives d'intérêt public majeur et à défaut d'alternative.

§ 3. Un permis exclusif d'exploration et un permis exclusif d'exploitation peuvent s'écarter du plan stratégique moyennant une motivation démontrant que le projet ne compromet pas les objectifs du plan.

Partie 4. — Banque de données relatives au sous-sol

Art. D.IV.1. § 1^{er}. Le Gouvernement organise la collecte, la conservation et la valorisation, notamment sous forme de banque de données, et la diffusion des données et informations relatives au sous-sol wallon et notamment :

1° à la constitution géologique de la Wallonie, en ce compris les formations superficielles et les phénomènes d'altération;

2° aux gisements et gîtes de ressources du sous-sol wallon;

3° à l'hydrogéologie du territoire de la Région;

4° au cadastre des concessions de mines, permis exclusifs, permis d'environnement associés et exploitations en cours;

5° à la production, à la consommation et aux flux des ressources minérales et énergétiques extraites du sous-sol en Wallonie, sans préjudice du secret des données industrielles;

6° aux ouvrages souterrains d'exploitation, actifs ou mis hors service, tels que puits, forages, tunnels et galeries superficielles;

7° aux aléas de mouvement de terrain d'origine naturelle et anthropique et aux incidents et accidents liés à des mouvements de terrain.

§ 2. La finalité de la diffusion de ces données et des travaux de valorisation est de permettre le partage des connaissances du sous-sol, notamment au moyen d'une carte géologique et d'autres cartes thématiques, plus denses et plus précises. A cet effet, le Service public de Wallonie assure l'accessibilité et la diffusion des données et des travaux de valorisation de celles-ci via internet.

Les données sont collectées par le biais de différents documents tels des permis et autorisations, agréments, déclarations de travaux de découvertes de puits et cavités, études d'incidences, observations des géologues, dossiers d'intervention en cas de sinistres, études et recensements géologiques et scientifiques, publications doctrinales, statistiques d'instituts habilités.

Elles sont conservées par le Fonctionnaire du sous-sol, sous format papier, en original ou en copie, ou sous format électronique.

§ 3. Les données personnelles demeurent dans la base de données aussi longtemps que ces documents sont recensés.

Le Service géologique de Wallonie au sein du Service public de Wallonie est, au sens de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, responsable du traitement des données personnelles transmises.

§ 4. Les archives de la Carte géologique de Wallonie, dont la garde est confiée à l'Administration, sont tenues à la disposition du public, à l'exclusion des données ayant fait l'objet d'une déclaration de confidentialité et dans le respect des données à caractère personnel.

Partie 5. — Obligation de déclarer les explorations du sous-sol

Art. D.V.1. § 1^{er}. Est subordonnée à une déclaration informative préalable, de début de travaux d'exploration du sous-sol, au sens de l'article D.I.5, 7°, faite dans les conditions et selon le formulaire fixé par le Gouvernement :

1° l'entreprise, ainsi que la reprise par voie d'extension ou d'approfondissement, de tout travail de fouille, y compris les galeries, les puits, les sondages et les forages de toute espèce, qui, même exécutée dans un but purement scientifique, est prévue pour s'enfoncer à dix mètres et plus sous le niveau du sol naturel;

2° tout levé de prospection géophysique, même entrepris dans un but purement scientifique, sans préjudice de l'obtention préalable des autorisations prescrites par l'article 120^{ter} du Code pénal;

3° tout traçage destiné à déterminer la circulation des eaux souterraines.

§ 2. Est subordonnée à une déclaration informative a posteriori dans les 15 jours calendrier, dans les conditions et selon le formulaire fixé par le Gouvernement, toute découverte de cavités naturelles ou anthropiques et de puits et issues de mines anciennes, encore inconnues ou seulement connues par des plans ou documents.

§ 3. Sont exemptés de la déclaration informative, visée aux paragraphes 1^{er} et 2 :

1° les essais géotechniques de type essais de pénétration au cône, de toutes formes, les essais pressiométriques et les essais de perméabilité in situ;

2° les découvertes d'extensions de cavités souterraines dans le cadre d'opérations d'exploration spéléologique;

3° les opérations visées au paragraphe 1^{er} dont la date de début des travaux a déjà été explicitement communiquée au fonctionnaire du sous-sol en application d'une autre disposition du présent code ou a été communiquée à l'Administration en application d'une autre réglementation.

Art. D.V.2. Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ont, en tout temps où une activité s'y exerce, accès aux bureaux, ateliers et chantiers de fouille et de prospection.

Ils ont également accès, de la même manière, aux endroits où une découverte telle que visée à l'article D.V.1, § 2, a été effectuée.

Ils peuvent se faire remettre tous renseignements et échantillons utiles à la confection de la carte géologique, de la carte hydrogéologique et de la carte du potentiel géothermique de la Région wallonne. Dans ce même but, ils peuvent procéder à la description des cavités, puits et issues découverts.

Art. D.V.3. Les résultats des explorations du sous-sol, au sens de l'article D.I.5, 7°, ainsi que les descriptions des cavités et puits et issues découverts sont consignés dans la banque de données relatives au sous-sol visée à l'article D.IV.1.

Si l'auteur des recherches ou de la découverte, ainsi que le propriétaire dans le cas des cavités pénétrables, spécifie dans la déclaration visée à l'article D.V.1 qu'il y a lieu de les considérer comme confidentielles, aucun document ou échantillon y relatif ne peut, sans l'autorisation préalable et écrite de l'auteur des recherches ou de la découverte, ainsi que le propriétaire dans le cas des cavités pénétrables, être communiqué, ni aucun résultat être divulgué avant l'expiration d'un délai fixé par l'auteur des recherches. Cette durée ne peut excéder la durée du permis exclusif si les recherches sont liées à la mise en oeuvre de celui-ci.

La confidentialité des données ne s'applique plus à la fin de l'exploitation du gisement objet d'un permis ou la faillite ou la liquidation de la personne morale qui a produit les données si elles se produisent avant l'échéance du permis.

En cas de découverte d'une cavité ou d'un puits ou d'une issue de nature à générer un aléa de mouvement de terrain, l'Administration est autorisée à diffuser la localisation ou le contour de l'objet menaçant.

Partie 6. — Exploration et exploitation des ressources du sous-sol

TITRE 1^{er}. — Exploration des ressources du sous-sol

CHAPITRE 1^{er}. — Exploration des ressources du sous-sol soumise à permis exclusif

Art. D.VI.1. § 1^{er}. Nul ne peut se réserver un droit d'explorer des ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, même sur des terrains lui appartenant, sans être titulaire d'un permis exclusif d'exploration délivré par le Gouvernement selon les modalités prévues dans la présente partie.

§ 2. La fracturation induite artificiellement destinée à l'exploration d'hydrocarbures liquides et de gaz combustibles est interdite.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut, lors de l'octroi ou par une modification des conditions du permis exclusif d'exploration, prévoir des exceptions temporaires pour les méthodes visant à rétablir le niveau de porosité initial autour des forages d'exploitation de gaz de houille ou autour des forages d'exploitation de géothermie profonde.

CHAPITRE 2. — *Activités d'exploration des ressources du sous-sol*

Art. D.VI.2. Les activités et installations nécessaires à l'exploration des ressources du sous-sol, ne peuvent être exercées qu'en vertu d'une déclaration ou d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou d'un permis similaire en Communauté germanophone, ou de tout autre permis requis, en plus du permis exclusif d'exploration.

TITRE 2. — *Exploitation des ressources du sous-sol*

CHAPITRE 1^{er}. — *Exploitation des ressources du sous-sol soumise à permis exclusif*

Art. D.VI.3. § 1^{er}. Nul ne peut se réserver un droit d'exploiter des ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, même sur des terrains lui appartenant, sans être titulaire d'un permis exclusif d'exploitation délivré selon les modalités prévues dans la présente partie.

§ 2. La fracturation induite artificiellement destinée à l'exploitation d'hydrocarbures liquides et de gaz combustibles est interdite.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Gouvernement peut, lors de l'octroi ou par une modification des conditions du permis exclusif d'exploitation, prévoir des exceptions temporaires pour les méthodes visant à rétablir le niveau de porosité initial autour des forages d'exploitation de gaz de houille ou autour des forages d'exploitation de géothermie profonde.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, n'est pas soumise à permis exclusif l'extraction de substances minières de moins de 3 tonnes par an qui est l'accessoire d'une activité de visites souterraines d'anciens travaux miniers à des fins touristiques et didactiques.

§ 4. Aucune demande de permis exclusif d'exploitation ne peut être introduite avant l'adoption du plan stratégique visé à l'article D.III.1. à l'exception :

1° des demandes de permis exclusifs d'exploitation relatifs au gaz extrait des formations du Houiller ou des anciens travaux houillers et à la géothermie profonde;

2° des demandes de permis exclusifs et pour lesquels le fonctionnaire du sous-sol dispose d'un rapport final d'une exploration réalisée en vertu d'un permis exclusif d'exploration, pour autant que la demande ne soit pas en contradiction avec les objectifs définis par le Gouvernement wallon.

Le Gouvernement détermine le contenu et les modalités du rapport final d'exploration visé à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Art. D.VI.4. Le permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol comporte le droit exclusif d'exploration.

Art. D.VI.5. Hormis le cas où il est accordé à la Région wallonne, le permis exclusif d'exploitation peut uniquement être octroyé à une personne morale existante ou en formation. Dans ce dernier cas, la personne morale est constituée dans le délai fixé par le Gouvernement.

CHAPITRE 2. — *Activités d'exploitation des ressources du sous-sol*

Section 1. — *Installations et activités d'exploitation des ressources du sous-sol exercées dans le cadre des permis exclusifs*

Art. D.VI.6. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article D.170 du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les installations et activités nécessaires ou utiles à l'exploitation des ressources du sous-sol pour l'objet visé par les permis exclusifs d'exploitation, en ce compris les installations de gestion des déchets d'extraction, les puits, galeries, communications souterraines et fosses d'extraction, peuvent uniquement être implantées et exploitées qu'en vertu, le cas échéant, d'une déclaration ou d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou d'un permis similaire en Communauté germanophone, ou de tout autre permis requis, en plus des permis exclusifs.

§ 2. Par dérogation à l'article 50 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le permis d'environnement ou le permis unique ne peut être délivré pour une durée supérieure à celle du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol.

§ 3. Le permis d'environnement visé au paragraphe 1^{er} est assorti d'une sûreté au sens de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

§ 4. Durant la procédure d'instruction d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou d'un permis similaire en Communauté germanophone, ou de tout autre permis requis, aucune autre activité, installation, ou acte incompatible avec l'exploitation concernée ne peut être autorisé.

Le permis d'environnement et le permis d'urbanisme ne peuvent pas être délivrés lorsque les activités et installations, et actes et travaux y afférents sont incompatibles avec d'autres activités ou installations autorisées en application d'une autre police administrative.

§ 5. Lorsqu'elle est introduite par un opérateur privé et porte sur un projet de géothermie profonde, la demande du permis d'environnement, du permis d'urbanisme, du permis unique ou du permis similaire en Communauté germanophone visé au paragraphe 1^{er}, contient :

1° un rapport relatif à l'appel à manifestation d'intérêt à participer au projet de géothermie profonde émis à destination des citoyens;

2° un rapport relatif à l'appel à manifestation d'intérêt à participer au projet de géothermie profonde émis à destination des pouvoirs locaux;

3° les offres de participation émises à destination des pouvoirs locaux et des citoyens, à concurrence de 24,99% pour chacun des deux groupes.

L'appel à manifestation d'intérêt visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, est organisé au plus tard lors de la réunion d'information préalable.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, est clôturé et présenté lors de la réunion d'information préalable.

Le Gouvernement définit les modalités de l'appel à manifestation d'intérêt, la forme et le contenu du rapport relatif à l'appel à manifestation d'intérêt, ainsi que les modalités des offres de participation, qui ont pour objectif d'assurer l'ouverture des projets à des conditions économiques équivalentes aux conditions de marché.

Section 2. — Gîtes de géothermie peu profonde

Art. D.VI.7. Sans préjudice de l'application de l'article D.170 du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les installations et activités nécessaires à l'exploitation des gîtes de géothermie peu profonde, peuvent uniquement être implantées et exploitées qu'en vertu, le cas échéant, d'une déclaration ou d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou d'un permis similaire en Communauté germanophone, ou de tout autre permis requis.

§ 2. Le permis d'environnement peut être assorti d'une sûreté au sens de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Section 3. — Terrils historiques et terrisses

Art. D.VI.8. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les critères pour classer, éventuellement de manière cumulative, les terrils historiques selon leur vocation à être ou devenir :

1° un site bénéficiant d'une protection en matière d'environnement, de conservation de la nature, de patrimoine ou d'aménagement du territoire (catégorie I);

2° un site pouvant être mis en valeur pour son intérêt social, pédagogique, culturel ou touristique (catégorie II);

3° un site pouvant faire l'objet d'une exploitation économique autre que touristique ou minérale, ou constituant une réserve potentielle de matériaux minéraux ou énergétiques ou nécessitant, en partie ou en totalité, un réaménagement, une modification de son relief ou une évacuation de matériaux pour en assurer la stabilité et la protection des propriétés et voies de communication voisines (catégorie III).

Cette classification est établie en fonction de l'intérêt ou des intérêts majeurs que chaque terril historique, individuellement ou comme élément d'un ensemble cohérent, présente au niveau industriel, patrimonial, paysager, environnemental, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, social, récréatif ou touristique, pédagogique ou culturel.

Les terrils classés comme ancienne installation de gestion de déchets de l'industrie extractive présentant un risque pour la santé humaine et l'environnement en application de l'article 20 de la directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la directive 2004/35/CE, sont classés en catégorie III. Le risque pour la santé humaine et l'environnement est dûment motivé.

La vocation d'un terril historique peut ne pas être définie en l'absence de mise en évidence d'au moins un critère majeur.

§ 2. Le projet de classification, ou de révision, totale ou partielle de cette classification est accompagné, pour chaque terril historique, de la justification de la catégorie proposée.

Le Gouvernement arrête la classification ou sa révision après enquête publique selon les modalités définies au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement et avis du Conseil du sous-sol, de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, et le cas échéant, du Contrat de Bassin minier historique, visé au paragraphe 6, concerné et des communes sur le territoire desquelles se situent les terrils historiques.

Le Gouvernement peut désigner d'autres instances d'avis à consulter.

Les instances d'avis et communes adressent leur avis au Gouvernement dans les trente jours de la réception du projet. A défaut, la procédure est poursuivie.

Un avis relatif au projet de classement et à la tenue de l'enquête publique est notifié aux titulaires de droits réels sur les terrils historiques. Sous leur entière responsabilité et sans que la légalité de l'arrêté de classement ne puisse être mise en cause pour cette raison, les titulaires des droits qui ont reçu l'information en adressent, sans délai, une copie aux tiers qui détiennent un droit personnel ou réel sur le bien immobilier.

§ 3. Aucun permis d'urbanisme ou d'environnement ne peut être délivré s'il contrevient à l'utilisation du terril historique déterminée dans la classification établie en vertu du paragraphe 1^{er}.

L'arasement, partiel ou total, et la modification du relief, partielle ou totale, d'un terril historique est interdit, sauf pour les terrils de catégorie III lorsque ces opérations sont compatibles avec la destination particulière du terril ou sont nécessaires à assurer la sécurité publique ou la protection des propriétés et voiries voisines, sans préjudice des mesures de protection et aux modes de gestion de l'eau visés au Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et des régimes de protection prévus par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, en cas de danger imminent, l'arasement, partiel ou total, ou la modification du relief, partielle ou totale, d'un terril historique peuvent être admis lorsque ces opérations sont nécessaires à assurer la sécurité publique ou la protection des propriétés et voies de communication voisines.

La demande de dérogation, accompagnée d'un dossier technique motivant la nécessité de la dérogation, est adressée au Fonctionnaire du sous-sol.

Le Fonctionnaire du sous-sol sollicite l'avis du Conseil du sous-sol, des bourgmestres concernés et du contrat de gestion des terrils historiques concerné le premier jour ouvrable suivant la réception de la demande de dérogation. En absence d'avis des instances sollicitées dans un délai de cinq jours ouvrables, celui-ci est réputé favorable.

Le Fonctionnaire du sous-sol adresse la demande de dérogation, le dossier technique, les avis des instances consultées ainsi que son propre avis au ministre des richesses naturelles dans les huit jours suivant la réception de la demande de dérogation.

Le ministre des richesses naturelles statue dans un délai de trois jours suivant la réception de l'ensemble du dossier de demande de dérogation.

La décision du ministre des richesses naturelles est notifiée au demandeur, au Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, aux bourgmestres concernés et au contrat de gestion des terrils historiques concerné.

En l'absence de notification dans les délais, l'avis du fonctionnaire du sous-sol vaut décision.

La décision est exécutable d'office dès la notification ou au terme du délai pour celle-ci. La décision fait l'objet d'un avis affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage dans la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles s'étend le terril visé par la demande de dérogation. La décision est également affichée, de manière parfaitement visible, aux abords du terril concerné.

La décision autorisant l'arasement partiel ou total, ou la modification du relief, partielle ou totale du terril concerné vaut permis d'urbanisme au sens de l'article D.IV.4, du CoDT et permis d'environnement au sens de l'article 10 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Le Gouvernement peut préciser la procédure de la dérogation.

§ 5. Le Gouvernement peut étendre la classification à tout ou partie des terrisses.

§ 6. Le Gouvernement détermine les modalités d'établissement et de fonctionnement des contrats de Bassin minier historique.

A l'initiative de pouvoirs locaux, d'opérateurs des déchets de l'industrie extractive ou d'associations, de titulaires de droits réels ou d'occupants de terrils historiques et terrisses, il peut être créé une association participative dénommée « Contrat de Bassin minier historique » au sein d'aires géographiques correspondant à d'anciens bassins miniers déterminées par le Gouvernement. Cette association prend la forme d'une association sans but lucratif au sens du Code des sociétés et des associations.

Par dérogation octroyée conformément aux modalités arrêtées par le Gouvernement, il peut être créé plusieurs Contrats de Bassin minier historique par aire géographique visée à l'alinéa 2.

Le Contrat de Bassin minier historique est constitué des trois groupes suivants :

- les titulaires de droits réels et occupants des terrils historiques concernés;
- les membres proposés par les acteurs locaux;
- les membres proposés par les administrations et les organes consultatifs concernés.

Les acteurs locaux visés à l'alinéa 4 sont :

- les associations actives dans le domaine environnemental;
- les acteurs liés aux différentes activités qui ont un impact significatif sur l'aire géographique concernée, tels les entreprises ou le tourisme;
- les acteurs liés aux activités culturelles et éducatives qui s'exercent dans la même aire.

Les organes de décision sont organisés de manière à être représentatifs des associés, sans qu'il y ait prédominance d'un groupe d'associés.

§ 7. En cas de pluralité de Contrats de Bassin minier historique au sein d'une même aire géographique déterminée par le Gouvernement en vertu du paragraphe 6, ils coordonnent leur action suivant les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 8. Le Contrat de Bassin minier historique a pour objet d'informer et de sensibiliser de manière intégrée, globale et concertée sur les caractéristiques, les ressources et les potentialités des terrils et d'organiser le dialogue entre l'ensemble de ses membres en vue d'établir un protocole d'accord.

Ce protocole d'accord contribue à atteindre les objectifs de mise en valeur des terrils historiques compatibles avec les exigences environnementales décrites à l'article D.I.1 en engageant ses signataires, chacun dans le cadre de ses responsabilités, à atteindre des objectifs déterminés.

Le Gouvernement peut attribuer au Contrat de Bassin minier historique des missions techniques.

§ 9. Le Gouvernement peut octroyer des subventions au Contrat de Bassin minier historique selon les règles qu'il détermine. Il peut les conditionner à un programme d'activité.

Le Contrat de Bassin minier historique établit un rapport annuel d'activités. En cas de pluralité de Contrats de Bassin minier historique au sein d'une même aire géographique déterminée par le Gouvernement en vertu du paragraphe 6, un rapport annuel d'activités coordonné par aire géographique est établi.

L'évaluation du Contrat de Bassin minier historique est réalisée annuellement par l'administration et communiquée au ministre ayant les richesses naturelles dans ses attributions.

Art. D.VI.9. Les terrils historiques et leurs dépendances peuvent uniquement être exploités qu'en vertu, le cas échéant, d'une déclaration d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou d'un permis similaire en Communauté germanophone, ou de tout autre permis requis.

Le permis d'environnement est assorti d'une sûreté au sens de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Section 4. — Activités et installations en milieu souterrain

Art. D.VI.10. Les activités et installations en milieu souterrain sont soumises le cas échéant, à déclaration ou à un permis d'environnement ou à permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou d'un permis similaire en Communauté germanophone, ou de tout autre permis requis. Une sûreté au sens de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement peut être imposée.

Section 5. — Stockage géologique de CO2 d'une capacité de stockage totale envisagée inférieure à cent kilotonnes entrepris à des fins d'exploration et de développement ou d'expérimentation de nouveaux produits et procédés

Art. D.VI.11. Le stockage géologique de CO2 d'une capacité de stockage totale envisagée inférieure à cent kilotonnes, entrepris à des fins d'exploration et de développement ou d'expérimentation de nouveaux produits et procédés est soumis le cas échéant à permis d'environnement ou à déclaration suivant les règles prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ou à tout autre permis requis par d'autres législations.

TITRE 3 — Demandes de permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

CHAPITRE 1^{er}. — *Introduction des demandes de permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol*

Art. D.VI.12. § 1^{er}. Les permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol sont octroyés par le Gouvernement à l'issue d'une procédure au cours de laquelle les demandeurs intéressés peuvent présenter une demande de permis.

La procédure est ouverte par un avis de mise en concurrence invitant à présenter les demandes, publié au Journal officiel de l'Union européenne et au *Moniteur belge*, soit à l'initiative du Gouvernement, soit à la suite de l'acceptation d'une requête d'un demandeur, établie par envoi recommandé ou par tout moyen permettant de conférer date certaine déterminé par le Gouvernement, à l'adresse du Gouvernement.

Les demandeurs disposent d'un délai de cent-vingt jours après la date de cette publication pour présenter un dossier de demande. La publication est demandée par le Gouvernement.

L'avis spécifie :

- 1° le type de permis;
- 2° la ou les aires géographiques faisant ou pouvant faire, en tout ou en partie, l'objet d'une demande;
- 3° l'objet de la demande;
- 4° l'observation des critères objectifs et non discriminatoires sur la base desquels la demande sera appréciée, à savoir :

- a) les capacités techniques et financières des demandeurs pour entreprendre et conduire les travaux, ainsi que pour s'acquitter des charges résultant de l'octroi du permis;
- b) la manière dont ils comptent procéder à l'exploration ou à l'exploitation de l'aire géographique en question, dans le respect des objectifs et mesures prévus par le plan stratégique visé à l'article D.III.1, à partir de son entrée en vigueur;
- c) la qualité des études préalables réalisées pour la définition du programme de travaux;
- d) les mesures de postgestion que le demandeur envisage de mettre en oeuvre au terme du permis exclusif;
- e) l'efficacité et la compétence dont les demandeurs ont fait preuve à l'occasion d'éventuelles autres autorisations, particulièrement en ce qui concerne la protection de l'environnement;
- f) le respect des objectifs climatiques applicables à la Région wallonne en vertu du droit de l'Union européenne et du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone, des objectifs environnementaux et des mesures de gestion et de protection fixés en vertu du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau pour les masses d'eau concernées et des régimes de protection prévus par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;
- g) la prise en compte des risques pour la sécurité, les risques sismiques, l'impact pour l'environnement, y compris le climat et la biodiversité, la qualité paysagère des territoires concernés;
- h) l'éventuelle proximité d'une zone déjà explorée ou exploitée par les demandeurs;
- i) les répercussions positives et négatives envisagées pour le développement de la Région wallonne et des activités technologiques sur son territoire;
- j) les répercussions positives et négatives sur le développement socio-économique.

Les références des conditions et exigences minimales relatives à l'exercice et l'arrêt des activités concernées fixées par le Gouvernement sont jointes à l'avis.

Le Gouvernement peut déterminer d'autres critères objectifs et non discriminatoires pour apprécier la demande.

§ 2. Le Gouvernement peut exceptionnellement décider de ne pas appliquer la procédure visée au paragraphe 1^{er}, lorsque des considérations géologiques ou d'exploitation impératives justifient qu'un permis exclusif pour une aire donnée soit accordé au détenteur du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation pour une aire contiguë qui en fait la demande. Les détenteurs de permis exclusif d'exploration ou d'exploitation, de concessions de mines ou de permis de recherche et d'exploitation de pétrole et de gaz combustibles en cours de validité pour toute autre aire contiguë sont alors informés par le Gouvernement afin qu'ils puissent, dans les cent vingt jours de la réception de cette information, présenter également une demande.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, il n'y a pas de mise en concurrence lorsqu'un permis exclusif d'exploitation est sollicité par le titulaire du permis exclusif d'exploration visant les mêmes ressources, pour autant que la demande ait fait l'objet d'une décision du fonctionnaire du sous-sol déclarant soit :

- 1° le caractère complet et recevable de la demande au sens de l'article D.VI.16 rendue avant l'expiration du permis exclusif d'exploration;
- 2° le caractère incomplet de la demande au sens de l'article D.VI.16 rendue avant l'expiration du permis exclusif d'exploration, pour autant que le demandeur ait communiqué les compléments d'information avant l'expiration du terme octroyé par la décision du fonctionnaire du sous-sol.

Dans ce cas, toute demande de permis exclusif d'exploitation introduite par un tiers est déclarée irrecevable et le permis exclusif d'exploration est prorogé jusqu'à la décision du Gouvernement statuant sur la demande de permis exclusif d'exploitation.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, il n'y a pas de mise en concurrence lorsqu'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation est demandé au profit de la Région wallonne.

Art. D.VI.13. La demande de permis est adressée au fonctionnaire du sous-sol.

Le Gouvernement arrête les modalités et les conditions de l'introduction de la demande de permis.

CHAPITRE 2. — Contenu des demandes de permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.VI.14. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la demande de permis exclusif d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol, ainsi que le nombre d'exemplaires qui doivent être introduits, l'échelle et le contenu des différents plans qui doivent être joints.

La demande permet notamment de déterminer :

- 1° l'identité précise du demandeur, son éventuelle appartenance à un groupe économique et les liens d'interdépendance entre le demandeur et le groupe;
- 2° le type de permis sollicité;
- 3° la ou les aires géographiques faisant ou pouvant faire, en tout ou en partie, l'objet d'une demande;
- 4° l'objet de la demande incluant les ressources et substances visées;
- 5° les critères objectifs et non discriminatoires sur la base desquels la demande est appréciée, à savoir :
 - a) les capacités techniques et financières du demandeur pour entreprendre et conduire les travaux, ainsi que pour s'acquitter des charges résultant de l'octroi du permis;
 - b) la manière dont le demandeur compte procéder à l'exploration ou à l'exploitation de l'aire géographique en question, dans le respect des objectifs et mesures prévus par le plan stratégique visé à l'article D.III.1, s'il est entré en vigueur;
 - c) la qualité des études préalables réalisées pour la définition du programme de travaux;
 - d) les mesures de postgestion que le demandeur envisage de mettre en oeuvre au terme du permis exclusif;
 - e) l'efficacité et la compétence dont le demandeur a fait preuve à l'occasion d'éventuelles autres autorisations, particulièrement en ce qui concerne la protection de l'environnement;

f) le respect des objectifs climatiques applicables à la Région wallonne en vertu du droit de l'Union européenne et du décret « climat » du 20 février 2014, des objectifs environnementaux et des mesures de gestion et de protection fixés en vertu du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau pour les masses d'eau concernées et des régimes de protection prévus par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et des objectifs du Plan Air Climat Énergie (PACE);

g) la prise en compte des risques pour la sécurité, les risques sismiques, l'impact pour l'environnement, y compris le climat et la biodiversité, la qualité paysagère des territoires concernés;

h) l'éventuelle proximité d'une zone déjà explorée ou exploitée par le demandeur;

i) les répercussions positives et négatives envisagées pour le développement de la Région wallonne et des activités technologiques sur son territoire;

j) les répercussions positives et négatives sur le développement socio-économique.

§ 2. Lorsque la demande de permis exclusif est déposée par la Région wallonne, celle-ci est dispensée de fournir les éléments visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 5°, a) et e).

Art. D.VI.15. La demande comporte un rapport sur les incidences environnementales conforme à l'article D.56 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement et, le cas échéant, une évaluation appropriée des incidences au sens de l'article 29, § 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, et le cas échéant, tous documents requis concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Par dérogation à l'article D.56, § 4, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, le Gouvernement fixe par voie réglementaire, sur avis du Pôle « Environnement », des communes et de toute autre instance qu'il juge utile de consulter, l'ampleur et le degré de précision des informations que le rapport sur les incidences environnementales doit contenir, pour chaque type de demande de permis exclusif, outre le contenu minimal visé à l'article D.56, § 3, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

CHAPITRE 3. — *Instruction des demandes de permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol*

Art. D.VI.16. § 1^{er}. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis par ou en vertu des articles D.VI.14 et D.VI.15.

§ 2. La demande est irrecevable si :

1° elle a été introduite en violation de l'article D.VI.13;

2° elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé à l'article D.VI.17, § 2.

Art. D.VI.17. § 1^{er}. Le fonctionnaire du sous-sol statue sur le caractère complet et recevable de la demande et envoie au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable, dans un délai de trente jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire du sous-sol envoie au demandeur la liste des documents manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

§ 2. Le demandeur envoie au fonctionnaire du sous-sol les compléments demandés dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande de compléments. Si le demandeur n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, le fonctionnaire du sous-sol déclare la demande irrecevable. Les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte.

§ 3. Dans les trente jours à dater de la réception des compléments par le fonctionnaire du sous-sol, celui-ci envoie au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

Si le fonctionnaire du sous-sol estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

§ 4. Si la demande est irrecevable, le fonctionnaire du sous-sol informe le demandeur, dans les conditions et délais visés aux paragraphes 1^{er} et 3.

Art. D.VI.18. Dans la décision par laquelle le fonctionnaire du sous-sol déclare la demande complète et recevable, celui-ci désigne les instances à consulter et les communes dont le territoire est situé dans le périmètre visé par la demande.

Le Gouvernement peut désigner des instances dont la consultation est obligatoire.

Art. D.VI.19. Si le fonctionnaire du sous-sol n'a pas envoyé au demandeur la décision visée à l'article D.VI.17, § 1^{er}, ou celle visée à l'article D.VI.17, § 3, la demande est considérée comme recevable, au terme des délais prévus par ces dispositions. La procédure est poursuivie.

Art. D.VI.20. Toute demande de permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol est soumise à une enquête publique conformément aux dispositions du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Art. D.VI.21. A la clôture de l'enquête publique, le demandeur dispose d'un délai de trente jours pour prendre connaissance du dossier d'enquête publique et répondre aux observations.

Passé ce délai, la commune communique dans les huit jours le dossier au fonctionnaire du sous-sol.

Art. D.VI.22. Le jour où il atteste du caractère complet et recevable de la demande conformément à l'article D.VI.17, § 1^{er}, ou à l'expiration du délai prévu à l'article D.VI.17, § 3, le fonctionnaire du sous-sol envoie une copie du dossier de demande ainsi que ses compléments éventuels pour avis aux instances d'avis désignées et aux communes concernées.

Ces instances et communes envoient leur avis dans un délai de cent-vingt jours à dater de leur saisine par le fonctionnaire du sous-sol.

Les instances d'avis peuvent proroger leur délai, sur décision motivée, une seule fois et au maximum de trente jours.

Si les avis ne sont pas envoyés dans ce délai, la procédure est poursuivie.

Art. D.VI.23. § 1^{er}. Sur la base des avis recueillis ou à l'expiration du délai visé à l'article D.VI.22, le fonctionnaire du sous-sol établit dans un délai de cent-vingt jours un projet de rapport de synthèse qui contient une proposition de décision désignant, en cas de pluralité de demandes, la demande retenue et comprenant, le cas échéant, des conditions particulières.

Dans l'hypothèse visée à l'article D.VI.22, alinéa 3, le délai imparti au fonctionnaire du sous-sol pour envoyer son projet de rapport de synthèse est prorogé d'un délai identique à celui fixé pour les instances d'avis et les communes.

Le projet de rapport de synthèse mentionne et prend en compte :

1° les résultats de l'enquête publique et les avis recueillis en cours de procédure;

2° la manière dont les incidences environnementales ont été intégrées dans la demande, ainsi que l'exposé des principales mesures de suivi des incidences non négligeables qui pourront être réalisées par le titulaire du permis exclusif;

3° le plan stratégique visé à l'article D.III.1 si celui-ci est d'application;

4° les objectifs climatiques applicables en vertu du droit de l'Union européenne et du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone, les objectifs environnementaux et mesures de gestion et de protection au sens du Code de l'eau et les régimes de protection prévus par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

5° tous les éléments permettant d'apprécier les critères objectifs et non discriminatoires sur la base desquels la demande est appréciée, visés à l'article D.VI.14, § 1^{er}, alinéa 2, 5°;

6° tout manque d'efficacité et de responsabilité dont le demandeur a fait preuve dans le cadre d'activités réalisées au titre d'autorisations précédentes.

Une évaluation des demandes, basée notamment sur les critères objectifs et non discriminatoires visés à l'article D.VI.12, § 1^{er}, alinéa 4, 4°, est proposée par le fonctionnaire du sous-sol.

Le rapport de synthèse relatif aux demandes de permis exclusif d'exploitation comporte une proposition de contribution forfaitaire due aux communes, dont le montant est calculé conformément à l'article D.VI.35, § 3.

§ 2. Le dossier comportant le projet de rapport de synthèse est soumis au Conseil du sous-sol et au comité scientifique indépendant, lesquels rendent leurs avis dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande du fonctionnaire du sous-sol.

Le Conseil du sous-sol ou le comité scientifique indépendant peut proroger son délai, sur décision motivée, une seule fois et au maximum de vingt jours. En cas de prorogation, ils en informent le fonctionnaire du sous-sol.

Si les avis ne sont pas envoyés dans ces délais, la procédure est poursuivie.

§ 3. Dans les trente jours de la réception de l'avis du Conseil du sous-sol et du comité scientifique indépendant, le fonctionnaire du sous-sol transmet son rapport de synthèse au Gouvernement et aux demandeurs.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} peut être prorogé sur décision du fonctionnaire du sous-sol. La durée de la prorogation ne peut pas excéder trente jours. Cette décision est envoyée aux demandeurs dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. D.VI.24. § 1^{er}. Si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé dans le délai imparti, le Gouvernement poursuit la procédure en tenant compte de l'ensemble du dossier et de toute autre information à sa disposition.

§ 2. Si le Conseil du sous-sol ou le comité scientifique indépendant n'ont pas été consultés par le fonctionnaire du sous-sol en vertu de l'article D.VI.23, le Gouvernement sollicite leurs avis dans les quinze jours. Le Conseil du sous-sol ou le comité scientifique indépendant rendent leurs avis dans un délai de soixante jours à dater de réception de la demande du Gouvernement.

Le Conseil du sous-sol ou le comité scientifique indépendant peut proroger son délai, sur décision motivée, une seule fois et au maximum de vingt jours.

Si l'avis n'est pas envoyé dans ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 3. Si le projet visé par la demande de permis exclusif fait l'objet d'une aide d'État, le Gouvernement envoie le dossier à la Commission européenne.

Art. D.VI.25. § 1^{er}. Le Gouvernement délibère collégalement sur les demandes de permis exclusifs, sans préjudice des objectifs climatiques applicables en vertu du droit de l'Union européenne et du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone, des objectifs environnementaux et des mesures de gestion et de protection des eaux prévus en vertu du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'eau et des régimes de protection prévus en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et des objectifs du Plan Air Climat Énergie (PACE).

§ 2. Le Gouvernement notifie sa décision dans un délai de soixante jours à dater de :

1° la réception de l'avis de la Commission européenne, ou de la décision de la Commission de ne pas émettre d'avis, dans le cas visé à l'article D.VI.24, § 3;

2° la réception du rapport de synthèse;

3° l'expiration du délai visé à l'article D.VI.23, § 2, si le rapport de synthèse n'a pas été envoyé dans le délai imparti lorsque le fonctionnaire du sous-sol a consulté le Conseil du sous-sol;

4° la réception de l'avis du Conseil du sous-sol dans l'hypothèse où le rapport de synthèse n'a pas été envoyé dans le délai imparti et où le Gouvernement consulte le Conseil du sous-sol;

5° l'expiration du délai imparti au Conseil du sous-sol dans l'hypothèse où le rapport de synthèse n'a pas été envoyé dans le délai imparti, où le Gouvernement doit consulter le Conseil du sous-sol et où le Conseil du sous-sol n'a pas remis son avis dans le délai imparti.

§ 3. La décision du Gouvernement est notifiée au demandeur et aux communes dont le territoire est concerné par la décision ainsi que, par envoi ordinaire, au fonctionnaire du sous-sol, au fonctionnaire technique, au fonctionnaire délégué visé à l'article D.I.3 du CoDT ou, le cas échéant, au fonctionnaire compétent en matière d'urbanisme au sein de la Communauté germanophone et au fonctionnaire chargé de la surveillance visé aux articles D.146 à D.154 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, ainsi qu'à chaque instance consultée.

§ 4. En cas d'absence de décision du Gouvernement dans le délai visé au paragraphe 2, le demandeur peut adresser au Gouvernement un rappel dans un délai d'un an à dater de la réception du rapport de synthèse ou du délai imparti pour rendre celui-ci.

En cas d'absence de rappel dans le délai mentionné à l'alinéa 1^{er}, le demandeur est censé renoncer à sa demande.

En cas d'absence de décision du Gouvernement dans les 60 jours de la réception de la lettre de rappel, le permis est réputé refusé.

Art. D.VI.26. Lorsqu'une demande de permis exclusif a fait l'objet de demandes en concurrence, la décision octroyant le permis à l'un des demandeurs prononce, en même temps, le rejet des autres demandes sur la surface comprise à l'intérieur du périmètre du permis.

La décision est notifiée aux demandeurs non retenus simultanément à l'envoi au bénéficiaire.

La décision par laquelle le Gouvernement décide de ne pas octroyer le permis est notifiée simultanément à tous les demandeurs.

Art. D.VI.27. L'arrêté du Gouvernement statuant sur la demande de permis exclusif est accompagné d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la décision, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les avis émis ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan ou du programme tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

L'arrêté du Gouvernement, par extrait, et la déclaration environnementale sont publiés au *Moniteur belge*.

CHAPITRE 4. — Registres

Art. D.VI.28. § 1^{er}. Le fonctionnaire du sous-sol met en place et tient un registre des permis exclusifs d'exploration et des permis exclusifs d'exploitation des ressources du sous-sol accordés, cédés, retirés ou échus.

L'objectif du registre est de donner une vision claire et cohérente de l'ensemble des permis exclusifs en cours, cédés, retirés ou échus.

§ 2. Les données personnelles reprises dans les permis visés au paragraphe 1^{er} sont collectées au fur et à mesure de la délivrance de ces permis. Elles demeurent dans le registre aussi longtemps que ces permis sont recensés.

§ 3. Le fonctionnaire du sous-sol est, au sens de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, responsable du traitement des données personnelles recensées dans le registre.

TITRE 4. — Contenu, effets et durée des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

CHAPITRE 1^{er}. — Contenu, effets et durée du permis exclusif d'exploration des ressources du sous-sol

Section 1. — Contenu du permis exclusif d'exploration des ressources du sous-sol

Art. D.VI.29. § 1^{er}. Le permis exclusif d'exploration contient au minimum :

- 1° le nom et l'adresse du titulaire du permis exclusif;
- 2° la ou les ressources visées par le permis exclusif;
- 3° la durée de validité du permis et la date de sa délivrance;
- 4° le périmètre, et le cas échéant le volume, couverts par le permis exclusif;
- 5° le programme général des recherches;
- 6° la manière dont les incidences environnementales ont été intégrées dans la décision;
- 7° l'exposé des principales mesures de suivi des incidences non négligeables qui devront être réalisées par le titulaire du permis exclusif;
- 8° les conditions particulières de mise en oeuvre du permis exclusif;
- 9° les informations à fournir périodiquement au Gouvernement;
- 10° les dépenses minimales à engager et leur indexation éventuelle;
- 11° le montant de la contribution du titulaire du permis exclusif au Fonds commun de garantie pour la réparation des dommages liés à l'exploitation des ressources du sous-sol visé à l'article D.IX.4;
- 12° un plan de postgestion, conformément à l'article D.VIII.5, ainsi que le montant de la sûreté y relative. Le montant est équivalent aux frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient faire procéder aux obligations de postgestion.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer des mentions supplémentaires devant figurer dans le permis exclusif d'exploration.

Section 2. — Effets du permis exclusif d'exploration des ressources du sous-sol

Art. D.VI.30. § 1^{er}. Le permis exclusif d'exploration confère, sans préjudice de l'obtention d'un permis d'environnement pour les activités et installations y relatives, l'exclusivité de prospecter, dans un périmètre ou un volume déterminé, les ressources du sous-sol qu'il énumère.

§ 2. Le permis exclusif d'exploration n'est exécutoire qu'à partir du moment où le fonctionnaire du sous-sol constate que la sûreté a été constituée.

La sûreté consiste, au choix du demandeur, en un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations ou en une garantie bancaire indépendante ou en toute autre forme de sûreté que le Gouvernement détermine, à concurrence du montant précisé dans le permis.

Dans le cas où la sûreté consiste en un versement en numéraire, le titulaire du permis exclusif est tenu d'augmenter annuellement la sûreté à concurrence des intérêts produits durant l'année précédente.

Dans le cas où la sûreté consiste en une garantie bancaire indépendante, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un État membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

§ 3. Durant la période de validité d'un permis d'exploration, aucune autre activité ou acte incompatible avec l'objet du permis d'exploration ne peut être autorisé en vertu du présent Code ou en application d'une autre police administrative.

§ 4. Le permis d'exploration ne peut pas être délivré lorsque les activités y afférentes sont incompatibles avec d'autres activités ou installations autorisées en application d'une autre police administrative.

Art. D.VI.31. Sous réserve des obligations générales des titulaires de permis exclusifs et les conditions particulières du permis, tout titulaire d'un permis exclusif d'exploration a le droit de disposer des produits de l'exploration, mais seulement après constat par le fonctionnaire du sous-sol et pour autant que les activités et installations d'exploration proprement dites soient autorisées et exécutées conformément aux dispositions du permis d'environnement ou de la déclaration.

Le constat porte sur l'origine des produits et les conditions de leur extraction. Le fonctionnaire du sous-sol adresse au titulaire un procès-verbal de constat dans les trente jours de la demande qui lui en est faite.

Section 3. — Durée du permis exclusif d'exploration des ressources du sous-sol

Art. D.VI.32. Le permis exclusif d'exploration est octroyé pour une durée qui ne dépasse pas la durée nécessaire pour réaliser l'exploration, et au maximum pour dix ans.

La durée de validité du permis se calcule à partir du lendemain de la notification qui en est faite au demandeur.

CHAPITRE 2. — *Contenu, effets et durée du permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol**Section 1. — Contenu du permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol*

Art. D.VI.33. § 1^{er}. Le permis exclusif d'exploitation contient au minimum :

- 1° le nom et l'adresse du titulaire du permis exclusif;
- 2° la ou les ressources visées par le permis exclusif;
- 3° la durée de validité du permis et la date de sa délivrance;
- 4° le périmètre, et le cas échéant le volume, couverts par le permis exclusif d'exploitation;
- 5° les répercussions positives attendues du projet pour le développement de la Région wallonne et des activités technologiques sur son territoire;
- 6° le programme général d'exploitation;
- 7° la manière dont les incidences environnementales ont été intégrées dans la décision;
- 8° l'exposé des principales mesures de suivi des incidences non négligeables qui devront être réalisées par le titulaire du permis exclusif;
- 9° les conditions particulières de mise en oeuvre du permis exclusif, y compris d'éventuelles mesures compensatoires;
- 10° les informations à fournir périodiquement au Gouvernement;
- 11° les dépenses minimales à engager et leur indexation éventuelle;
- 12° le cas échéant, les indemnités revenant à l'inventeur, pour la découverte du gisement;
- 13° le montant de la contribution forfaitaire due aux communes, conformément à l'article D.VI.35, § 3;
- 14° le montant de la contribution du titulaire du permis exclusif au Fonds commun de garantie pour la réparation des dommages liés à l'exploitation des ressources du sous-sol visé à l'article D.IX.4;
- 15° un plan postgestion, conformément à l'article D.VIII.5, ainsi que le montant de la sûreté y relative. Le montant est équivalent aux frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient faire procéder aux obligations de postgestion. Le permis exclusif peut disposer que la constitution de la sûreté est fractionnée en tranches dans la mesure où celles-ci correspondent à des phases d'exploitation prévues dans ce permis.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer des mentions supplémentaires devant figurer dans le permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol.

Section 2. — Effets du permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.VI.34. § 1^{er}. Le permis exclusif d'exploitation confère, sans préjudice de l'obtention d'un permis d'environnement ou d'un permis unique pour les activités et installations y relatives, l'exclusivité sur l'exploitation, dans un périmètre ou un volume déterminé, des ressources du sous-sol qu'il énumère.

L'octroi d'un permis exclusif d'exploitation rend caduc le permis exclusif d'exploration, le permis de recherche de mines et le permis exclusif de recherche de pétrole et des gaz combustibles à l'intérieur du périmètre ou du volume visé par le permis exclusif d'exploitation pour les substances qui sont visées par ce dernier.

§ 2. Le permis exclusif d'exploitation n'est exécutoire qu'à partir du moment où le fonctionnaire du sous-sol constate que la sûreté a été constituée.

Lorsque la sûreté est fractionnée, le permis d'environnement n'est exécutoire pour une partie de l'exploitation qu'à partir du moment où le fonctionnaire du sous-sol constate que la tranche correspondante de la sûreté requise a été constituée.

La sûreté consiste, au choix du demandeur, en un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations ou en une garantie bancaire indépendante ou en toute autre forme de sûreté que le Gouvernement détermine, à concurrence du montant précisé dans le permis.

Dans le cas où la sûreté consiste en un versement en numéraire, le titulaire du permis exclusif est tenu d'augmenter annuellement la sûreté à concurrence des intérêts produits durant l'année précédente.

Dans le cas où la sûreté consiste en une garantie bancaire indépendante, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un État membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

§ 3. Le permis exclusif d'exploitation ne peut être délivré lorsque les activités y afférentes sont incompatibles avec d'autres activités ou installations autorisées en application d'une autre police administrative.

Art. D.VI.35. § 1^{er}. Sous réserve des obligations générales des titulaires de permis exclusifs et les conditions particulières du permis, tout titulaire d'un permis exclusif d'exploitation a la propriété des produits de l'exploitation visés par le permis, pour autant que les activités et installations d'exploitation proprement dites soient régulièrement autorisées.

Le titulaire du permis exclusif d'exploitation peut disposer des substances non visées par le permis exclusif dont les travaux entraînent nécessairement l'extraction, ainsi que de l'eau d'exhaure, à l'exclusion des substances mines visées à l'article D.I.5, 15°.

§ 2. Le propriétaire de la surface peut réclamer la disposition de celles des substances qui ne sont pas reprises dans le permis exclusif d'exploitation et qui ne sont pas utilisées à l'exploitation des ressources du sous-sol, moyennant paiement d'une indemnité correspondant aux frais normaux d'extraction.

§ 3. L'octroi du permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol donne lieu à une contribution annuelle due aux communes sises dans le périmètre visé par le permis exclusif.

La contribution est fixée par le Gouvernement lors de l'octroi du permis exclusif, après consultation du fonctionnaire du sous-sol et des communes concernées.

Le montant de base de la contribution communale est de 30 euros par hectare, indexé au 1^{er} janvier de chaque année sur base de l'indice santé du mois d'octobre qui précède. Ils sont rattachés à l'indice pivot du mois d'octobre 2023.

Le montant de la contribution, fixé par le Gouvernement, est calculé au prorata de la superficie, en fonction du type d'exploitation et de l'impact environnemental de la méthode d'exploitation utilisée, et en fonction des valeurs de ces paramètres, précisées par le Gouvernement, selon la formule suivante :

$C=30 \times f \times T \times S$ où :

- C est la contribution annuelle (en euro);
- T est le facteur relatif au type d'exploitation;
- f est le facteur environnemental d'exploitation;
- S est la surface du permis exclusif d'exploitation sur le territoire de la commune bénéficiaire (en hectare).

Les paramètres T et f sont établis, et peuvent être révisés, par le Gouvernement sur avis du fonctionnaire du sous-sol, du Conseil du sous-sol, du comité scientifique indépendant et de l'Union des Villes et Communes de Wallonie.

Le facteur f sera établi à 0 pour le secteur de la géothermie.

Section 3. — Durée du permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.VI.36. Le permis exclusif d'exploitation est octroyé pour une durée qui ne peut pas excéder trente années, laquelle débute le lendemain de la notification qui est faite au demandeur.

TITRE 5. — *Cession, extension et renouvellement des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol*

CHAPITRE 1^{er}. — *Extension des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation à d'autres substances dans le même gîte*

D.VI.37. Moyennant autorisation accordée par le Gouvernement et après avis du Conseil du sous-sol et du Comité scientifique, les permis exclusifs d'exploration et d'exploitation en cours de validité peuvent être étendus à d'autres substances dans le même gîte et le même périmètre.

Art. D.VI.38. § 1^{er}. La demande de recherche ou d'exploitation d'autres substances dans le même gîte dans le périmètre d'un permis exclusif visée à l'article D.VI.37 est adressée au fonctionnaire du sous-sol par le titulaire du permis exclusif.

§ 2. La demande d'extension contient un rapport sur les incidences environnementales au sens de l'article D.VI.15, l'exposé de la manière dont les incidences environnementales ont été intégrées dans la demande, ainsi que l'exposé des principales mesures de suivi des incidences non négligeables au sens de l'article D.VI.15.

Le Gouvernement détermine la forme et le contenu de la demande, ainsi que le nombre d'exemplaires qui doivent être introduits, l'échelle et le contenu des différents plans qui doivent être joints.

§ 3. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis par ou en vertu du paragraphe 2.

La demande est irrecevable si :

- 1° elle a été introduite en violation du paragraphe 1^{er};
- 2° elle est jugée incomplète à deux reprises;
- 3° le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé au paragraphe 4.

§ 4. Le fonctionnaire du sous-sol statue sur le caractère complet et recevable de la demande et envoie au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable, dans un délai de trente jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire du sous-sol envoie au demandeur la liste des documents manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Le demandeur envoie au fonctionnaire du sous-sol les compléments demandés dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande de compléments. Si le demandeur n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, le fonctionnaire du sous-sol déclare la demande irrecevable. Les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte.

Dans les trente jours à dater de la réception des compléments par le fonctionnaire du sous-sol, celui-ci envoie au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

Si le fonctionnaire du sous-sol estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

Si la demande est irrecevable, le fonctionnaire du sous-sol informe le demandeur, dans les conditions et délais visés aux alinéas 1^{er} et 3.

Si le fonctionnaire du sous-sol n'a pas envoyé au demandeur la décision visée à l'alinéa 1^{er} ou celle visée à l'alinéa 4, la demande est considérée comme recevable, au terme des délais prévus par ces dispositions. La procédure est poursuivie.

§ 5. La demande d'extension est soumise à une enquête publique conformément aux dispositions du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Dans les nonante jours de la décision par laquelle il déclare le dossier recevable et complet, ou au terme du délai fixé au paragraphe 4, alinéa 7, le fonctionnaire du sous-sol adresse un rapport au Conseil du sous-sol et au comité scientifique indépendant.

Le Conseil du sous-sol et le comité scientifique indépendant disposent d'un délai de trente jours, à dater de la réception de la demande, pour rendre leur avis. Si l'avis n'est pas envoyé dans ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 6. Le fonctionnaire du sous-sol adresse au Gouvernement son rapport, comprenant une proposition de décision, dans les soixante jours de la réception de l'avis du Conseil du sous-sol et du comité scientifique indépendant, ou, à défaut, à l'expiration du délai imparti au conseil du sous-sol pour rendre son avis.

Le Gouvernement statue dans un délai de soixante jours à dater de la réception du rapport du fonctionnaire du sous-sol, sans préjudice des objectifs climatiques applicables en vertu du droit de l'Union européenne et du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone, des objectifs environnementaux et des mesures de gestion et de protection des eaux prévus en vertu du Livre 2 du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau et des régimes de protection prévus en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et des objectifs du Plan Air Climat Énergie (PACE).

Le Gouvernement détermine les obligations particulières du nouveau permis et la date d'expiration de celui-ci.

La décision du Gouvernement est accompagnée d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la décision, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les avis émis ont été pris en considération, ainsi que les raisons du choix du plan ou du programme tel qu'adopté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

L'arrêté du Gouvernement, par extrait et la déclaration environnementale sont publiés au *Moniteur belge*.

CHAPITRE 2. — *Cession des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation*

Art. D.VI.39. § 1^{er}. Moyennant autorisation accordée par le Gouvernement et après avis du Conseil du sous-sol et du comité scientifique indépendant, les permis exclusifs d'exploration et d'exploitation en cours de validité peuvent être cédés, totalement ou partiellement, sous quelque forme que ce soit, en ce compris, notamment, par fusion, fusion-absorption ou rachat de sociétés, par cession d'actions, de parts sociales ou d'actifs.

La demande d'autorisation de cession est adressée au fonctionnaire du sous-sol par le cessionnaire.

§ 2. La demande contient au minimum les éléments requis à l'article

D.VI.14, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, et 5^o, a), e) et f).

Le Gouvernement détermine la forme et le contenu de la demande, ainsi que le nombre d'exemplaires qui doivent être introduits, l'échelle et le contenu des différents plans qui doivent être joints.

§ 3. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis par ou en vertu du paragraphe 2.

La demande est irrecevable si :

1^o elle a été introduite en violation du paragraphe 1^{er};

2^o elle est jugée incomplète à deux reprises;

3^o le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé au paragraphe 4.

§ 4. Le fonctionnaire du sous-sol statue sur le caractère complet et recevable de la demande et envoie au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable, dans un délai de trente jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire du sous-sol envoie au demandeur la liste des documents manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Le demandeur envoie au fonctionnaire du sous-sol les compléments demandés dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande de compléments. Si le demandeur n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, le fonctionnaire du sous-sol déclare la demande irrecevable. Les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte.

Dans les trente jours à dater de la réception des compléments par le fonctionnaire du sous-sol, celui-ci envoie au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

Si le fonctionnaire du sous-sol estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

Si la demande est irrecevable, le fonctionnaire du sous-sol informe le demandeur, dans les conditions et délais visés aux alinéas 1^{er} et 3.

Si le fonctionnaire du sous-sol n'a pas envoyé au demandeur la décision visée à l'alinéa 1^{er} ou celle visée à l'alinéa 4, la demande est considérée comme recevable, au terme des délais prévus par ces dispositions. La procédure est poursuivie.

§ 5. Dans les soixante jours de la décision par laquelle il déclare le dossier recevable et complet, ou au terme du délai fixé au paragraphe 4, alinéa 7, le fonctionnaire du sous-sol adresse un rapport au Conseil du sous-sol et au comité scientifique indépendant.

Le Conseil du sous-sol et le comité scientifique indépendant disposent d'un délai de trente jours, à dater de la réception de la demande, pour rendre leurs avis. Si les avis ne sont pas envoyés dans ce délai, la procédure est poursuivie.

Le fonctionnaire du sous-sol adresse au Gouvernement son rapport, comprenant une proposition de décision, dans les soixante jours de la réception de l'avis du Conseil du sous-sol et du comité scientifique indépendant, ou, à défaut, à l'expiration du délai imparti au Conseil du sous-sol et au comité scientifique indépendant pour rendre leurs avis.

Le Gouvernement statue dans un délai de soixante jours à dater de la réception du rapport du fonctionnaire du sous-sol, sans préjudice des objectifs climatiques applicables en vertu du droit de l'Union européenne et du décret du 16 novembre 2023 Neutralité Carbone, des objectifs environnementaux et des mesures de gestion et de protection des eaux prévus en vertu du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et des régimes de protection prévus en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et des objectifs du Plan Air Climat Énergie (PACE).

La décision est notifiée au demandeur et publiée par extrait au *Moniteur belge*.

La décision par laquelle le Gouvernement autorise la cession ne prend effet qu'à partir du moment où le fonctionnaire du sous-sol reconnaît que la sûreté requise a été constituée.

§ 6. Lorsque la Région wallonne est bénéficiaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation en vertu de la procédure simplifiée visée à l'article D.VI.12, § 4, elle ne peut céder le permis sans recommencer la procédure de mise en concurrence visée à l'article D.VI.12, § 1^{er}.

CHAPITRE 3. — *Extension et renouvellement des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation*

Art. D.VI.40. Les permis exclusifs d'exploration et d'exploitation peuvent être :

1^o renouvelés une fois, à la demande de leur titulaire, lorsque la durée est insuffisante pour mener les recherches ou la mise à fruit;

2^o étendus à un territoire contigu, pour autant que la superficie sollicitée ne dépasse pas le tiers de la superficie visée par le permis exclusif d'exploitation, avec un maximum de trois cents hectares. Cette possibilité est valable une seule fois et jusqu'à l'échéance du permis exclusif initial.

La superficie sur laquelle porte le nouveau permis peut être réduite; elle englobe les gisements déjà reconnus par le titulaire du permis.

Art. D.VI.41. Les dispositions relatives à la demande de permis exclusif d'exploration et d'exploitation prévues aux articles D.VI.12 à D.VI.27 sont applicables à la demande de renouvellement de permis et à la demande d'extension à un territoire contigu, à l'exception de la mise en concurrence prévue à l'article D.VI.12, § 1^{er}.

Le Gouvernement peut préciser le contenu des dossiers de demande et des décisions relatives à ces demandes spécifiques.

TITRE 6. — Retrait et renonciation aux permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.VI.42. § 1^{er}. Le titulaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation peut se voir retirer son permis exclusif dans l'un des cas suivants :

1° l'absence de mise en oeuvre du programme général de travail dans les deux ans de la notification de l'octroi du permis;

2° l'absence de mise en oeuvre ou la mise en oeuvre insuffisante du programme annuel durant deux années consécutives, notamment en cas d'inactivité persistante ou d'activité manifestement sans rapport avec l'effort financier souscrit;

3° l'inobservation des obligations générales et des conditions particulières;

4° l'absence de paiement ou le paiement insuffisant de la contribution au Fonds commun de garantie visé à l'article D.IX.4;

5° l'absence de paiement ou le paiement insuffisant de la contribution annuelle due aux communes visées à l'article D.VI.35.

§ 2. Le fonctionnaire du sous-sol, sur la base de l'examen du programme général et du programme annuel visés aux paragraphes 1^{er}, envoie au titulaire du permis exclusif :

1° une proposition de décision;

2° l'information selon laquelle le titulaire du permis exclusif a la possibilité d'envoyer ses observations dans un délai de trente jours à compter de la réception de la lettre et peut demander à être entendu;

3° la possibilité de se faire assister ou représenter par un conseil.

Le fonctionnaire du sous-sol détermine, le cas échéant, le jour où le titulaire est invité à exposer oralement sa défense.

§ 3. A l'échéance du délai visé au paragraphe 2 ou avant l'échéance de ce délai si le titulaire reconnaît les faits ou, le cas échéant, après avoir entendu le titulaire ou son conseil exposer oralement sa défense, le fonctionnaire du sous-sol transmet son rapport contenant les documents visés au paragraphe 1^{er} au Gouvernement.

§ 4. Dans les soixante jours de la réception du rapport, le Gouvernement statue sur le rapport du fonctionnaire du sous-sol. L'arrêté prononçant le retrait d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation est publié au *Moniteur belge* et notifié au titulaire.

Art. D.VI.43. Le titulaire d'un permis exclusif peut y renoncer moyennant notification au fonctionnaire du sous-sol.

La renonciation prend effet, avec le déclenchement des obligations prévues à la Partie VIII, dans les nonante jours de la notification qui en est faite.

Art. D.VI.44. Le retrait ou la renonciation au permis exclusif d'exploration ou d'exploitation emporte caducité du permis d'environnement et du permis unique en ce qu'il tient lieu de permis d'environnement délivrés pour l'exercice des activités et les installations nécessaires à l'exploration et l'exploitation, ou de la déclaration, à l'exception des activités et installations nécessaires à la remise en état et à la postgestion ainsi que la sûreté y afférente.

TITRE 7. — Obligations des titulaires de permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

CHAPITRE 1^{er}. — *Obligations générales des titulaires de permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol*

Art. D.VI.45. Le titulaire d'un permis exclusif d'exploration et d'exploitation respecte les obligations générales et les conditions particulières afférentes à son permis.

Art. D.VI.46. Le titulaire d'un permis exclusif d'exploration et d'exploitation :

1° élit un domicile administratif en Région wallonne et en informe le fonctionnaire du sous-sol;

2° désigne en son sein une personne responsable chargée de la mise en oeuvre de l'exploration ou de l'exploitation.

Art. D.VI.47. § 1^{er}. Le titulaire du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation présente au fonctionnaire du sous-sol :

1° dans le mois de la délivrance du permis, le programme de travail pour le reste de l'année en cours;

2° avant le 31 décembre de chaque année, le programme de travail de l'année suivante, avec une proposition d'adaptation des mesures de postgestion et de la sûreté correspondante;

3° dans le premier trimestre, le compte rendu des travaux effectués au cours de l'année écoulée.

§ 2. Les titulaires de permis exclusif d'exploration et d'exploitation d'un gîte géothermique présentent au fonctionnaire du sous-sol, outre les informations visées au paragraphe 1^{er}, un rapport sismique mensuel.

§ 3. Le fonctionnaire du sous-sol examine la proposition d'adaptation des mesures de postgestion dans les 60 jours de sa réception. Il peut, selon les cas :

- approuver la proposition d'adaptation des mesures de postgestion;

- inviter le titulaire du permis exclusif à modifier certaines mesures de postgestion ou proposer d'autres mesures de postgestion dans le délai qu'il fixe;

- imposer des mesures de postgestion ou modifier les mesures proposées;

- décider qu'il n'y a pas lieu d'adapter les mesures de postgestion.

Dans la décision visée à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire du sous-sol fixe le cas échéant le montant adapté de la sûreté.

Le titulaire du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol envoie au fonctionnaire du sous-sol la preuve de l'adaptation de la sûreté au plus tard dans le mois qui suit la mise à jour du plan de postgestion.

Un recours est ouvert auprès du Gouvernement au titulaire du permis exclusif contre la décision adoptée conformément à l'alinéa 1^{er}, deuxième et troisième tirets.

A peine de forclusion, le recours est introduit par requête auprès du Gouvernement dans les trente jours de la notification de cette décision. Le recours est suspensif de la décision attaquée.

Le Gouvernement envoie sa décision dans un délai de trente jours à dater du premier jour suivant la réception du recours.

En l'absence de décision dans le délai prescrit à l'alinéa 6, la décision ayant fait l'objet du recours est censée être confirmée.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités du recours.

Art. D.VI.48. L'accès aux travaux et dépendances est interdit au public, sauf autorisation expresse et sous la responsabilité du titulaire du permis exclusif. L'interdiction est matérialisée par les soins du titulaire du permis exclusif, à l'aide de clôtures ou à défaut de clôtures, au moyen d'inscriptions précises.

Art. D.VI.49. Les titulaires de permis exclusifs fournissent au fonctionnaire du sous-sol tous les renseignements qu'il juge utile de leur réclamer au sujet de l'exploitation qu'ils se proposent de réaliser, ainsi que des sièges d'extraction et des installations superficielles dont ils projettent l'établissement.

Art. D.VI.50. Indépendamment du permis délivré et sans préjudice des obligations imposées par d'autres dispositions, le titulaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation :

1° prend toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients pour la sûreté publique, la conservation des édifices et la salubrité des travaux et les propriétés, résultant de la mise en oeuvre de son permis exclusif ou y remédier;

2° prend toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou, le cas échéant, compenser les dommages causés ou susceptibles d'être causés à l'environnement, résultant de la mise en oeuvre de son permis exclusif;

3° signale immédiatement au fonctionnaire du sous-sol, au fonctionnaire technique et au bourgmestre, tout accident ou incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés aux 1° et 2°;

4° fournit toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires compétents de mener à bien les actions visées à l'article D.162 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement;

5° informe le fonctionnaire du sous-sol et le fonctionnaire technique de toute interruption significative du programme de travail visé à l'article D.VI.47 au moins dix jours avant cette opération sauf cas de force majeure;

6° informe le fonctionnaire du sous-sol et le fonctionnaire technique de la réorganisation judiciaire ou de la faillite dans les dix jours de son prononcé sauf cas de force majeure;

7° informe le fonctionnaire du sous-sol et le fonctionnaire technique de leur décision de cessation d'activités au moins six mois avant celle-ci.

CHAPITRE 2. — Tenue des plans

Art. D.VI.51. Tout titulaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol tient des plans exacts et des registres d'avancement de tous les travaux entrepris dans le périmètre du permis exclusif.

Le Gouvernement précise les obligations relatives à la tenue des plans.

Art. D.VI.52. Le titulaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation fait placer, conformément aux instructions du fonctionnaire du sous-sol, des bornes en des points de surface à l'intérieur du périmètre visé par le permis exclusif à désigner par celui-ci, pour en marquer les limites et certains points importants. Cette opération a lieu à la requête et en présence du fonctionnaire du sous-sol, qui en dresse procès-verbal.

Art. D.VI.53. Le titulaire du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation tient à jour, en double exemplaire, un plan parcellaire de la surface sur lequel sont représentés les limites du périmètre visé par le permis, l'emplacement des bornes et des points de repère, les principales voies de communication, les édifices publics et les travaux d'art importants, la position des puits, des bâtiments et autres constructions intéressant l'exploration ou l'exploitation, ainsi que toutes les habitations et constructions existantes à la surface dans le périmètre et dans un rayon de cent mètres autour du périmètre du permis. Un exemplaire est conservé au siège d'exploitation, et le deuxième exemplaire est adressé, dès sa mise à jour, à l'administration.

Le titulaire du permis exclusif transmet une copie du plan visé à l'alinéa 1^{er} à toute commune sur le territoire de laquelle le permis exclusif s'étend, qui en ferait la demande.

CHAPITRE 3. — Modification des conditions particulières des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.VI.54. § 1^{er}. D'initiative ou à la demande du titulaire du permis exclusif ou d'une ou plusieurs communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre du permis exclusif, ou dont le territoire jouxte le périmètre d'un permis exclusif, le Gouvernement peut, sur avis du fonctionnaire du sous-sol et des instances désignées par le Gouvernement, compléter ou modifier les conditions particulières du permis exclusif d'exploration ou du permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol dans le cas où il constate que ces conditions ne sont plus appropriées pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients à l'environnement, à la sécurité ou à la santé ou y remédier.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la proposition de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation et de la demande de complément ou de modification des conditions particulières du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol, ainsi que le nombre d'exemplaires à introduire.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de complément ou de modification des conditions particulières visées au paragraphe 1^{er}, est adressée au fonctionnaire du sous-sol accompagnée soit d'un rapport sur les incidences environnementales conformément à l'article D.VI.15, soit d'une demande motivée d'exemption d'évaluation des incidences sur l'environnement, s'il estime que la modification n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement. Dans ce dernier cas, il justifie sa demande par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article D.54 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

§ 3. Le Fonctionnaire du sous-sol envoie sa proposition de complément ou de modification des conditions particulières visées au paragraphe 1^{er} à l'exploitant.

La proposition est accompagnée d'un rapport sur les incidences environnementales conformément à l'article D.VI.15. Si le fonctionnaire du sous-sol estime qu'il s'agit d'une modification mineure du permis exclusif, qui n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, il peut solliciter du Gouvernement une exemption d'évaluation des incidences sur l'environnement. Dans ce dernier cas, il justifie sa demande par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences, visés à l'article D.54 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

§ 4. En cas de demande d'exemption d'évaluation des incidences sur l'environnement, le Gouvernement consulte le pôle « Environnement » et les personnes et instances qu'il juge utile de consulter. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande au Gouvernement. Passé ce délai, la procédure est poursuivie. Dans les trente jours de la clôture des consultations, le Gouvernement statue sur la demande d'exemption. La décision du ministre et les raisons pour lesquelles il a décidé d'exempter le projet d'une évaluation des incidences est publiée au *Moniteur belge*.

§ 5. Le fonctionnaire du sous-sol envoie la demande ou la proposition de décision de complément ou de modification des conditions particulières visées au paragraphe 1^{er}, le cas échéant, accompagnée du rapport sur les incidences environnementales pour avis au Conseil du sous-sol, aux instances d'avis qu'il juge utile de consulter et aux communes concernées.

Ces instances et communes envoient leur avis dans un délai de trente jours à dater de leur saisine par le fonctionnaire du sous-sol. Si les avis ne sont pas envoyés dans ce délai, la procédure est poursuivie.

§ 6. Si la demande ou la proposition de décision de complément ou de modification des conditions particulières visées au paragraphe 1^{er} fait l'objet d'un rapport sur les incidences environnementales, le dossier est soumis à une enquête publique conformément aux dispositions du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

A la clôture de l'enquête publique, la commune communique dans les huit jours le dossier au fonctionnaire du sous-sol.

§ 7. Dans les trente jours de la réception des avis et le cas échéant des observations de l'enquête publique, le fonctionnaire du sous-sol transmet au Gouvernement son rapport de synthèse accompagné d'une proposition de décision. Ce délai peut être prorogé une fois, pour un délai maximal de trente jours.

§ 8. Le Gouvernement statue sur la demande ou la proposition de décision de complément ou de modification des conditions particulières visées au paragraphe 1^{er} dans les trente jours de la réception du rapport de synthèse.

La décision du ministre est accompagnée d'une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la décision, et dont le rapport sur les incidences environnementales et les avis émis ont été pris en considération, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

L'arrêté du Gouvernement, par extrait, et le cas échéant la déclaration environnementale sont publiés au *Moniteur belge*.

§ 9. Le Gouvernement peut préciser les procédures d'application du présent article.

Partie 7. — Droits réels, occupation des terrains d'autrui, servitudes et acquisition d'immeubles aux fins d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

TITRE 1^{er}. — Principes

CHAPITRE 1^{er}. — Activités et installations souterraines jusqu'à vingt mètres de profondeur dans le cadre des permis d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.VII.1. Le titulaire d'un permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol doit disposer des droits réels sur les terrains qui comprennent des activités et des installations souterraines nécessaires à l'exploitation des ressources du sous-sol jusqu'à et y compris vingt mètres de profondeur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le titulaire d'un permis exclusif d'exploitation des ressources du sous-sol relatif à une mine à ciel ouvert, doit disposer soit d'un droit réel, soit d'un droit de jouissance concédé par le titulaire de droits réels.

CHAPITRE 2. — Activités et installations ou ouvrages de surface et souterrains entre vingt mètres et cent mètres de profondeur dans le cadre de la mise en oeuvre des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.VII.2. § 1^{er}. Pour les activités et installations ou ouvrages de surface et les activités et installations ou ouvrages souterrains entre vingt mètres et cent mètres de profondeur, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre déterminé par le permis exclusif d'exploration ou d'exploitation, ainsi que les voies de communication et les canalisations privées de transport de fluide ou d'énergie, le Gouvernement peut après une enquête publique selon les modalités du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, décréter qu'il y a utilité publique à établir de telles installations ou ouvrages et à exercer de telles activités, sous, sur ou au-dessus des terrains privés ou du domaine privé.

Cette déclaration d'utilité publique confère au titulaire du permis exclusif au profit de qui elle est faite le droit d'établir de telles installations sous, sur ou au-dessus de ces terrains privés ou du domaine privé, d'en assurer la surveillance et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien, le tout aux conditions déterminées dans ladite déclaration.

Les travaux peuvent être entamés uniquement après l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la notification qui en est faite aux détenteurs de droits réels et locataires intéressés, par envoi recommandé.

§ 2. Le bénéficiaire de la servitude prévue au paragraphe 1^{er} paie une indemnité au profit du propriétaire du fonds grevé de cette servitude ou de détenteurs de droits réels attachés à ce fonds.

L'indemnité fait l'objet d'un paiement unique qui tient lieu d'indemnité forfaitaire.

En cas d'indivision entre plusieurs détenteurs de droits réels sur le terrain grevé de la servitude, le montant de l'indemnité forfaitaire est réparti entre eux au prorata de leurs quotités respectives dans l'indivision.

En cas de démembrement du droit de propriété attaché au terrain grevé de la servitude, le montant de l'indemnité forfaitaire est payé au détenteur du droit réel de jouissance sur l'immeuble concerné, sans préjudice du recours éventuel du nu-propiétaire, du bailleur emphytéotique ou du tréfoncier contre ce détenteur du droit réel sur la base des règles de droit civil auxquelles sont soumises leurs relations.

En cas de servitude contractuelle ou légale existante grevant le terrain occupé, le montant de l'indemnité forfaitaire est payé intégralement au propriétaire du fonds qui en est grevé, sans préjudice du recours éventuel du bénéficiaire de la servitude existante contre ce propriétaire sur la base des règles de droit civil auxquelles sont soumises leurs relations.

§ 3. Le Gouvernement détermine :

1° la procédure à suivre pour la déclaration d'utilité publique visée au paragraphe 1^{er}, notamment la forme de la demande, les documents qui doivent l'accompagner, l'instruction du dossier et les délais dans lesquels l'autorité compétente statue et notifie sa décision au demandeur;

2° le montant de l'indemnité visée au paragraphe 2, calculé selon la formule suivante : $I = M \times S$, où :

I est la valeur de l'indemnité en euro;

M est le montant de référence en euro/m², calculé sur base de valeurs fixées réglementairement relatives au type d'installation concernée, à la province concernée et à l'affectation du terrain occupé;

S est la surface en m² délimitée par les plans verticaux distants d'1,50 mètre des limites extérieures des installations ou ouvrages visés par la déclaration d'utilité publique.

Le montant de référence M est indexé au 1^{er} janvier de chaque année sur base de l'indice santé du mois d'octobre qui précède. Ils sont rattachés à l'indice pivot du mois d'octobre 2023.

Art. D.VII.3. L'occupation partielle de terrains privés ou du domaine privé respecte l'usage auquel ceux-ci sont affectés. Elle n'entraîne aucune dépossession mais est constitutive d'une servitude légale d'utilité publique interdisant tout acte de nature à nuire aux installations ou à leur exploitation.

Le Gouvernement détermine les interdictions et prescriptions à observer par quiconque exécute, fait exécuter ou envisage d'exécuter des actes et travaux à proximité des installations.

En cas d'infraction aux interdictions et prescriptions prévues par ou en vertu du présent article, le bénéficiaire de la servitude a le droit de démolir les constructions érigées et les plantations et de remettre les lieux dans leur état primitif, ainsi que de prendre toutes les mesures conservatoires jugées utiles, le tout aux frais du contrevenant, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels l'infraction pourrait donner lieu.

Si l'infraction ne fait pas obstacle à une intervention nécessaire d'urgence sur les installations bénéficiant de la servitude, le bénéficiaire de la servitude met préalablement le contrevenant en demeure de mettre fin immédiatement à l'infraction et de remettre les lieux dans leur état primitif. Il fixe à cet effet au contrevenant un délai qui ne peut pas être inférieur à trente jours.

Art. D.VII.4. Le propriétaire du fonds grevé de cette servitude peut, dans le délai fixé par le Gouvernement, informer le Gouvernement qu'il demande au bénéficiaire de cette servitude d'acheter, en tout ou en partie le terrain occupé.

Il en va de même, si les travaux entrepris ne sont que temporaires, lorsque l'occupation des terrains prive le propriétaire du sol de la jouissance du revenu au-delà d'une année ou lorsque, après les travaux, les terrains ne sont plus propres à leur utilisation normale.

Si aucun accord de vente amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le bénéficiaire de la servitude, l'article D.VII.7 s'applique. Lorsque le titulaire du permis exclusif achète ou fait exproprier à la demande du propriétaire tout ou partie du terrain occupé par ce dernier, l'indemnité forfaitaire perçue en contrepartie de la servitude d'utilité publique grevant le terrain concerné est constitutive d'une avance sur le prix d'acquisition ou l'indemnisation d'expropriation à convenir à l'amiable ou à fixer le cas échéant par le juge dans le cadre de la procédure d'expropriation.

Pour la fixation de ce prix ou de cette indemnité d'expropriation, il n'est pas tenu compte de la moins-value résultant des contraintes liées à l'occupation du terrain par les installations du titulaire du permis exclusif.

Le cas échéant, le solde positif entre le prix d'acquisition ou l'indemnisation d'expropriation et l'avance perçue est majoré d'un intérêt calculé au taux d'intérêt légal en vigueur sur la période prenant cours à la date du début d'occupation effective du terrain par le titulaire du permis exclusif et prenant fin à la date de la première offre amiable d'acquisition adressée par le titulaire du permis exclusif au propriétaire.

Art. D.VII.5. § 1^{er}. Les installations sont déplacées et, s'il y a lieu, enlevées à la requête du propriétaire du fonds grevé ou de celui qui est en droit d'y ériger des constructions, s'ils désirent user de ce droit. Le Gouvernement peut octroyer un délai supplémentaire au bénéficiaire de la servitude pour lui permettre d'obtenir les autorisations requises par ce déplacement.

Si les intéressés usent de ce droit sans exiger le déplacement ou l'enlèvement des installations, le bénéficiaire de la servitude conserve le droit d'exercer la surveillance de ces installations et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement, à leur entretien et à leur réparation.

Le coût du déplacement ou de l'enlèvement des installations est à la charge du bénéficiaire de la servitude; toutefois, les personnes mentionnées à l'alinéa 1^{er} préviennent par écrit six mois au moins avant d'entreprendre les travaux projetés. Si les travaux ne sont pas significativement entamés dans les deux ans de la notification, les coûts de déplacement des installations doivent être remboursés au bénéficiaire de la servitude, à sa demande.

§ 2. Nonobstant le paragraphe 1^{er}, afin d'éviter de déplacer les installations, le bénéficiaire de la servitude peut proposer au propriétaire d'acheter le terrain occupé. Il en informe le Gouvernement. Si aucun accord amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le gestionnaire des installations, les dispositions de l'article D.VII.7 s'appliquent.

Art. D.VII.6. Le titulaire du permis exclusif répare les dommages causés par les travaux auxquels il a procédé lors de l'établissement ou de l'exploitation de ses installations, ainsi qu'à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait de ses travaux, soit du fait de l'utilisation du fonds grevé de la servitude. Les indemnités du chef des dommages causés sont entièrement à charge du titulaire du permis exclusif. Elles sont dues aux personnes qui subissent ces dommages; leur montant est déterminé soit à l'amiable, soit par les tribunaux.

Art. D.VII.7. Le titulaire du permis exclusif au profit duquel un arrêté du Gouvernement de déclaration d'utilité publique a été pris peut, sur sa demande et dans les limites de cet arrêté, être autorisé par le Gouvernement à poursuivre à ses frais, au nom de la Région wallonne ou en son nom propre s'il dispose du pouvoir d'exproprier en vertu d'une disposition décrétole, les expropriations nécessaires.

Art. D.VII.8. Dans la portion de son tracé en domaine privé non bâti, aucune construction en élévation ou enterrée, ni plantation arbustive ne peut être établie au-dessus du raccordement, sur la surface s'étendant de part et d'autre de l'axe de la canalisation jusqu'à une distance d'un mètre cinquante centimètres à partir de cet axe.

CHAPITRE 3. — *Activités, installations et ouvrages souterrains au-delà de cent mètres de profondeur dans le cadre des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol.*

Art. D.VII.9. Le placement d'installations ou ouvrages souterrains nécessaires à l'exploitation des ressources du sous-sol au-delà de cent mètres de profondeur et l'exercice des activités qui s'y rapportent sont constitutifs d'une servitude légale d'utilité publique, à charge pour le titulaire du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation d'en assurer la surveillance et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien.

CHAPITRE 4. — *Autres cas nécessitant l'acquisition de droits réels*

Art. D.VII.10. Le Gouvernement peut déterminer d'autres cas où la mise en oeuvre du permis exclusif et la demande de permis d'urbanisme et d'environnement relatifs aux activités et installations d'exploitation des ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, sont subordonnées à l'acquisition de droits réels par le titulaire du permis sur les biens concernés par l'exploitation.

CHAPITRE 5. — *Mentions dans les actes de cession*

Art. D.VII.11. Dans tout acte entre vifs, sous seing privé ou authentique, de cession, qu'il soit déclaratif, constitutif ou translatif de droit réel ou personnel de jouissance de plus de neuf ans, d'emphytéose ou de superficie de tout ou partie du terrain, relatif à un immeuble bâti ou non bâti, y compris dans les actes constatant un bail à ferme, il est fait mention :

1° de l'existence d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol et sa durée;

2° de l'existence d'un permis de recherche de mines ou d'une concession de mine;

3° de l'existence d'un permis exclusif de recherches ou d'exploitation de roches bitumeuses, du pétrole et des gaz combustibles, visé à l'article 2 de l'arrêté royal n° 83 du 28 novembre 1939 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumeuses, du pétrole et des gaz combustibles;

4° de l'existence de la servitude visée à l'article D.VII.2;

5° la présence d'un puits de mine ou d'une issue de mine relevant d'une concession existante ou retirée ayant fait l'objet de mesures de sécurisation ou connu sur le terrain.

TITRE 2. — *Acquisition de terrains*

Art. D.VII.12. Le Gouvernement peut décréter qu'il y a utilité publique à exproprier tout immeuble nécessaire à la recherche et à l'exploitation des ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, 3°, 4°, et 6°, à l'aménagement de leurs voies d'accès ou aux travaux complémentaires d'infrastructure.

Art. D.VII.13. § 1^{er}. Les terrains acquis en application des articles D.VII.12 sont mis à la disposition des utilisateurs par location, amodiation, emphytéose ou vente.

L'acte de mise à disposition contient une clause précisant l'activité économique qui sera exercée sur le terrain, ainsi que les autres modalités de son utilisation et, notamment, la date à laquelle l'activité devrait commencer.

En cas de vente, l'acte contient aussi une clause selon laquelle la Région ou la personne de droit public intéressée a la faculté de racheter le terrain, si l'utilisateur cesse l'activité économique indiquée ou s'il ne respecte pas les modalités d'utilisation.

Dans cette hypothèse, et à défaut d'accord entre les parties, le prix de rachat des terrains est déterminé par les comités d'acquisition de l'Administration, agissant dans le cadre de la procédure en matière d'expropriation.

D'autre part, et à défaut d'accord entre les parties, le matériel et l'outillage, les bâtiments construits et l'infrastructure établie depuis que le bien a été cédé par la Région ou par une personne de droit public sont payés à leur valeur vénale lors du rachat du terrain. Cette valeur est déterminée par les comités d'acquisition.

En cas de vente, l'utilisateur peut revendre le bien uniquement moyennant l'accord de la Région ou de la personne de droit public vendeuse; les clauses visées aux alinéas 2 et 3 figurent dans l'acte de vente.

§ 2. Quelle que soit la personne de droit public intéressée, les comités d'acquisition de l'Administration, ainsi que les receveurs des domaines, ont qualité de procéder, sans formalités spéciales et suivant les modalités prévues au paragraphe 1^{er}, à la vente de gré à gré, à la location de gré à gré, pour une période ne dépassant pas nonante-neuf ans, des immeubles acquis ou expropriés en vertu du présent décret ou des immeubles domaniaux, auxquels le Gouvernement décide de donner une affectation prévue par le présent décret. Il peut être délivré des grosses des actes visés au présent alinéa.

Les personnes de droit public intéressées peuvent procéder elles-mêmes à la vente, à la location ou à l'amodiation des immeubles acquis ou expropriés par elles en vertu du présent décret. Lorsqu'elle ne fait pas appel au comité ou au receveur, la personne de droit public soumet au visa de l'un de ceux-ci le projet d'acte de vente, de location ou de l'amodiation. Le comité ou le receveur notifie son visa ou son refus de viser dans un délai d'un mois à dater de la réception du dossier. En cas de nécessité, ce délai peut être prorogé d'un mois à la demande du comité ou du receveur.

En cas de refus de viser, le comité ou le receveur détermine, en les motivant, les conditions qu'il exige pour donner le visa. Le visa est censé être accordé lorsque le comité ou le receveur laisse écouler le délai déterminé à l'alinéa 2.

TITRE 3. — *Droit d'occupation et d'exploitation des terres d'autrui pour l'exploitation des mines à ciel ouvert*

Art. D.VII.14. A défaut du consentement du propriétaire, le Gouvernement peut donner le droit à toute entreprise qui en fait la demande d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui en vue d'assurer l'approvisionnement d'un siège d'exploitation d'une mine à ciel ouvert où l'on extrait ces mêmes substances depuis cinq ans au moins, à condition que ces terres soient enclavées dans son champ d'exploitation ou y fassent saillie et qu'elles entravent l'exploitation économique et rationnelle du gisement, et pour autant que les réserves de gisement faisant l'objet du droit ne soient pas nécessaires à la continuation de l'activité industrielle ou à l'amortissement satisfaisant des installations d'une entreprise similaire voisine qui les détenait.

La procédure à suivre pour l'obtention de tels droits est définie par le Gouvernement et comprend notamment une enquête publique selon les modalités définies au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Le bénéficiaire du droit d'occuper et d'exploiter les terres d'autrui verse au propriétaire une indemnité qui, à défaut d'accord de gré à gré entre les parties, est déterminée selon la procédure prévue en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TITRE 4. — *Du bail à ferme des terrains faisant l'objet d'un permis d'environnement octroyé pour une mine à ciel ouvert ainsi que leurs dépendances*

Art. D.VII.15. En cas de bail à ferme relatif à des terrains faisant l'objet d'un permis d'environnement octroyé pour une mine à ciel ouvert ainsi que leurs dépendances, et à défaut d'accord entre les parties, l'exploitant peut disposer des terrains faisant l'objet d'un permis d'environnement au plus tôt après la récolte des produits croissant au moment de la délivrance de ce permis. Les indemnités dues au preneur sont celles prévues par les articles 45 et 46 du Code civil, Livre 3, Titre 8, Chapitre 2, Section 3 : Des règles particulières aux baux à ferme.

TITRE 5. — *Levée ou révision des restrictions imposées lors de la fermeture des puits de mine*

Art. D.VII.16. Le fonctionnaire du sous-sol peut lever ou réviser les impositions faites dans les décisions de la Députation permanente du Conseil provincial visées à l'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1992 fixant la procédure et les conditions pour le retrait d'un titre minier, ou prises en vertu des législations antérieures, à la demande du propriétaire de la surface, ou à l'occasion de demandes de permis d'urbanisme ou d'urbanisation au sens du CoDT ou de permis équivalents en ce qui concerne la Communauté germanophone.

Partie 8. — Dispositions relatives à la postgestion des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

TITRE 1^{er}. — Principes

Art. D.VIII.1. § 1^{er}. Les droits attachés à un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol prennent fin soit à l'échéance du permis exclusif, soit par retrait ou renonciation du titulaire.

§ 2. L'échéance, le retrait ou la renonciation au permis exclusif d'exploration ou d'exploitation laissent entièrement subsister les dispositions relatives à la postgestion, jusqu'à ce que le fonctionnaire du sous-sol ait constaté que les obligations de postgestion sont entièrement remplies et donné son accord à la libération de la sûreté y afférente.

§ 3. Au plus tard deux années avant l'échéance du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation, le titulaire du permis exclusif soit :

1° dépose une demande de renouvellement du permis exclusif ou, le cas échéant, une nouvelle demande;

2° met en oeuvre les premières opérations de la remise en état prévues dans le permis d'environnement et les opérations de postgestion.

Art. D.VIII.2. Les sociétés dissoutes ne peuvent pas clore leur liquidation avant que le fonctionnaire du sous-sol ait constaté la réalisation complète des obligations de postgestion imposées par le permis exclusif et autorisé la levée de la sûreté y afférente ou réalisé d'office des obligations et activé la sûreté.

Art. D.VIII.3. § 1^{er}. Dans les soixante jours de la renonciation, de l'échéance du délai visé à l'article D.VIII.1 ou du retrait, le Gouvernement peut décider de suspendre la réalisation des obligations de postgestion dans le cas où la Région wallonne décide de reprendre elle-même l'exploitation ou l'exploration ou de procéder à une mise en concurrence visée à l'article D.VI.12.

Dans un tel cas, le titulaire du permis exclusif procède, pendant une durée de trois ans à dater de la notification de la décision du Gouvernement, à l'entretien des travaux et installations souterrains, en ce compris les fosses à ciel ouvert, nécessaires à leur conservation. En cas de reprise effective de l'exploration ou de l'exploitation, le délai de trois ans peut être réduit par le Gouvernement.

Cette décision emporte suspension des obligations de remise en état.

§ 2. La renonciation du titulaire au permis exclusif d'exploitation emporte de plein droit l'obligation d'entretien visée au paragraphe 1^{er}, sauf si le fonctionnaire du sous-sol en dispense le titulaire par une décision qui constate que le gisement est mis à fruit ou n'est plus économiquement exploitable.

Art. D.VIII.4. A défaut pour le titulaire de permis exclusif de se conformer à ses obligations de postgestion ou d'entretien, le fonctionnaire du sous-sol peut y pourvoir d'office aux frais du titulaire du permis exclusif après mise en demeure de celui-ci. En cas d'urgence, le fonctionnaire du sous-sol peut y faire procéder même sans cette formalité.

Pour réaliser ces actions d'office, le fonctionnaire du sous-sol fait appel à la sûreté. Si le montant est insuffisant, il récupère les frais complémentaires exposés auprès du titulaire du permis exclusif.

TITRE 2. — Plan de postgestion

Art. D.VIII.5. § 1^{er}. Le plan de postgestion, le cas échéant adapté en vertu de l'article D.VI.47, § 1^{er}, fixe les objectifs et le cadre global, à l'échelle du périmètre du permis exclusif :

1° de la réintégration des sites d'activité d'exploration et d'exploitation et des zones influencées par ces activités dans leur environnement;

2° de la surveillance après remise en état;

3° ou des actions palliatives des conséquences négatives pérennes, telles que le démergement.

§ 2. Le plan de postgestion contient au minimum les dispositions opérationnelles relatives :

1° aux effets de la subsidence;

2° aux risques géotechniques associés aux ouvrages souterrains;

3° au régime des eaux souterraines et de surface;

4° à la sismicité induite;

5° aux remontées de gaz et d'éléments radioactifs;

6° à la conservation, création, suppression d'habitats naturels et/ou d'espèces;

7° au démergement.

Le Gouvernement peut compléter et préciser le contenu minimal du plan.

Partie 9. — Réparation des dommages causés dans le cadre des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. D.IX.1. § 1^{er}. Le titulaire d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol répare de plein droit les dommages causés, soit par l'exploration, soit par l'exploitation des ressources du sous-sol, y compris les dommages environnementaux au sens de la Partie VII du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement et tout autre préjudice écologique.

§ 2. Sans préjudice de sa part contributive au Fonds commun de garantie pour la réparation des dommages visé à l'article D.IX.4, le titulaire du permis d'exploration ou d'exploitation fournit une garantie, à la demande du fonctionnaire du sous-sol, si les travaux sont de nature à causer, dans un délai rapproché, un dommage déterminé et s'il est à craindre que ses ressources ne soient pas suffisantes pour faire face à sa responsabilité éventuelle.

Le fonctionnaire du sous-sol fixe la nature et le montant de la garantie visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. En cas de transfert ou de dévolution des droits conférés par un permis de recherche ou d'exploitation, la responsabilité des dommages provenant de travaux déjà faits au moment du transfert ou de la dévolution, incombe solidairement à l'ancien et au nouveau titulaire du permis exclusif.

Art. D.IX.2. Le titulaire du permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol, échu, retiré, ou auquel il a renoncé, répare les dommages causés visés à l'article D.IX.1, § 1^{er}, par ses travaux, en ce compris les puits, galeries et autres ouvrages souterrains établis à demeure, jusqu'à la décision du fonctionnaire du sous-sol attestant de la réalisation complète de ses obligations de postgestion.

Art. D.IX.3. § 1^{er}. Toute demande introductive d'instance en matière d'indemnisation d'une personne propriétaire lésée par les actes et travaux d'exploitation des ressources du sous-sol est préalablement soumise, à la requête d'une des parties, à fin de conciliation, au juge compétent pour en connaître au premier degré de juridiction.

En cas de contestation de responsabilité, le titulaire du permis exclusif le déclare lors de la comparution en conciliation.

En l'absence de contestation de sa responsabilité, le titulaire du permis exclusif fait une offre transactionnelle irrévocable au demandeur dans les six mois de la requête. Pour le cas d'urgence, un délai plus court est fixé par le juge compétent. Si un accord intervient, le procès-verbal de conciliation en constate les termes et l'expédition est revêtue de la formule exécutoire.

§ 2. Les experts sont pris parmi les personnes porteuses du diplôme d'ingénieur civil des mines ou d'ingénieur civil des mines et géologue, ou parmi les personnes notables et expérimentées dans le fait des mines et de leurs travaux ou dans l'exploitation du gaz ou des ressources géothermiques, selon le cas.

§ 3. Nul plan n'est admis comme pièce probante dans une contestation, s'il n'a été levé ou vérifié par une personne porteuse du diplôme d'ingénieur civil des mines ou d'ingénieur civil des mines et géologue. La vérification des plans est toujours gratuite.

§ 4. La réparation de tout autre préjudice écologique que celui visé par les dommages environnementaux au sens de la Partie VII du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement est demandée par le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement selon les modalités fixées par le Gouvernement.

TITRE 2. — Fonds commun de garantie pour la réparation des dommages liés à l'exploitation des ressources du sous-sol

Art. D.IX.4. § 1^{er}. Il est institué un Fonds budgétaire commun de garantie pour la réparation des dommages liés à l'exploitation des ressources du sous-sol dans le champ d'application du présent Code.

§ 2. Le Fonds est alimenté par :

1° les titulaires de permis exclusifs d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol selon la répartition suivante :

a) une partie forfaitaire de la contribution est versée avant la mise en oeuvre du permis. Le versement effectif de la contribution conditionne le caractère exécutoire du permis;

b) une partie de la contribution est versée annuellement en fonction de l'état d'avancement des travaux d'exploration et d'exploitation;

2° une contribution forfaitaire des titulaires de concessions de mine et de permis exclusifs de recherche et d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles, d'un montant de trente euros par puits recensé sur la concession ou le périmètre du permis exclusif.

Le Gouvernement fixe le montant de la partie forfaitaire de la contribution visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, a).

§ 3. La contribution annuelle au Fonds pour les titulaires de permis exclusifs visée au paragraphe 2, à l'exception des permis exclusifs portant sur des sites de stockage géologique d'énergie de chaleur ou de froid et des permis exclusifs portant sur des gîtes de géothermie profonde aux fins de production d'énergie, est proportionnelle au volume exploité annuellement.

Elle est déterminée en fonction de la technique d'exploitation utilisée par le biais d'un facteur environnemental d'exploitation, fixé par le Gouvernement, favorisant les techniques respectueuses de l'environnement.

Le calcul s'établit selon la formule suivante :

$C.F. = f \times V \times tF$ où :

1° C.F. est la contribution annuelle au fonds, exprimée en euros;

2° f est le facteur environnemental d'exploitation;

3° V est le volume exploité durant l'année écoulée, sous-produits et stériles inclus, exprimé en Nm³ pour les extraits gazeux et en m³ pour les extraits non gazeux;

4° tF est le taux de contribution au fonds exprimé en euro/Nm³.

Le Gouvernement détermine les valeurs du taux tF par type de substance exploitée.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, la contribution annuelle au Fonds pour les titulaires de permis exclusif portant sur des sites de stockage géologique d'énergie de chaleur ou de froid et de permis exclusif portant sur des gîtes de géothermie profonde aux fins de production d'énergie est de cinq mille euros par an par doublet de forages, soit deux mille cinq cent euros par forage, indexés au 1^{er} janvier de chaque année sur base de l'indice santé du mois d'octobre qui précède. Ils sont rattachés à l'indice pivot du mois d'octobre 2023.

Art. D.IX.5. § 1^{er}. Le Fonds intervient pour la réparation des dommages aux biens bâtis, infrastructures et voiries causés par les exploitations exercées en vertu d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation ou en vertu d'un permis exclusif de recherche et d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles, lorsque le titulaire du permis est insolvable ou n'existe plus, à la condition que les biens endommagés soient régulièrement autorisés par ou en vertu d'une déclaration ou un permis d'environnement ou un permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou un permis similaire en Communauté germanophone, ou tout autre permis requis.

§ 2. Le Fonds intervient pour la réparation des dommages aux biens bâtis, infrastructures et voiries causés par les exploitations exercées en vertu d'une concession de mine, existante ou retirée, lorsque le concessionnaire est insolvable ou n'existe plus, aux conditions suivantes :

1° les procédures de demandes de réparation prévues par la loi ont été préalablement mises en oeuvre par le demandeur et elles n'ont pas pu aboutir à l'indemnisation;

2° le dommage est lié à d'anciens puits et issues de mine ou d'une section de galerie à faible profondeur, compris dans la concession;

3° les biens endommagés sont régulièrement autorisés en vertu d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou d'un permis similaire en Communauté germanophone, ou de tout autre permis requis.

Art. D.IX.6. § 1^{er}. Le Fonds intervient dans les cas suivants :

1° pour les demandes de réparation, sur la base d'un jugement ou d'une convention obligeant le titulaire défaillant du permis à la réparation de dommages;

2° pour les travaux de sécurisation ordonnés par le bourgmestre, les fonctionnaires chargé de la surveillance visés aux articles D.146 à D.154 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement ou le fonctionnaire du sous-sol selon les procédures fixées à l'article D.X.3 et à l'article D.169 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, à la condition que ces travaux aient reçu l'approbation préalable du fonctionnaire du sous-sol, pour tout ou partie des travaux soumis à approbation, sans préjudice des autres autorisations requises;

3° pour les travaux de sécurisation à réaliser sur ses biens par le propriétaire non exploitant de ressources du sous-sol et à condition que ces travaux aient reçu l'approbation préalable du fonctionnaire du sous-sol, pour tout ou partie des travaux soumis à approbation, sans préjudice des autres autorisations requises;

4° pour le financement d'études et des actions relatives à la prévention des risques en sous-sol.

§ 2. Le Gouvernement prévoit la procédure d'accord préalable des travaux ainsi que la procédure de remboursement des travaux de sécurisation.

La personne éligible au bénéfice d'une indemnité pour couvrir les dommages liés à l'exploration et à l'exploitation des ressources du sous-sol, et qui en fait la demande, apporte la preuve du lien de causalité entre l'activité en sous-sol et le dommage subi.

L'octroi de l'indemnité est subordonné, le cas échéant, à la sécurisation préalable de la cause du dommage, conformément aux instructions du fonctionnaire du sous-sol.

La procédure de remboursement n'est éligible que pour autant que le dommage n'ait pas déjà été couvert par un autre système d'indemnisation.

§ 3. La bonne réalisation des travaux est constatée par le fonctionnaire du sous-sol. L'intervention est basée sur une facture d'une entreprise agréée par Buildwise.

Art. D.IX.7. Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement et d'intervention du Fonds commun de garantie pour la réparation des dommages liés à l'exploitation des ressources du sous-sol.

Partie 10. — Surveillance, mesures administratives, infractions et sanctions

TITRE 1^{er}. — Surveillance et mesures administratives

CHAPITRE 1^{er}. — Surveillance

Art. D.X.1. Le fonctionnaire du sous-sol et les agents contractuels ou statutaires désignés par le Gouvernement exercent une surveillance de police pour la conservation des édifices et la sûreté du sol. Ils observent la manière dont l'exploitation est menée pour éclairer les exploitants sur les défauts ou l'amélioration de l'exploitation.

Art. D.X.2. Sans préjudice des dispositions prévues au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, les titulaires de permis exclusifs fournissent au fonctionnaire du sous-sol et les agents statutaires ou contractuels désignés par le Gouvernement, tous les moyens de visiter les travaux et notamment de pénétrer en tout endroit sauf ce qui constitue un domicile. Ils produisent, à leur demande, tout document nécessaire à la mission. Lors des visites souterraines, ils les font accompagner par toute personne habilitée à fournir les indications nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Art. D.X.3. Sans préjudice des dispositions prévues au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement et au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les propriétaires et occupants de terrains sur lesquels sont situés d'anciens puits de mines ou ouvrages répertoriés dans la banque de données relatives au sous-sol visée à l'article D.IV.1 donnent accès au fonctionnaire du sous-sol, aux agents statutaires ou contractuels désignés par le Gouvernement et aux titulaires de permis exclusifs ou de concessions de mines en vue de la vérification de l'état et de la sécurité des ouvrages.

Le fonctionnaire du sous-sol a le droit de pénétrer sur les terrains à traverser pour atteindre les terrains visés à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 2. — Mesures administratives

Art. D.X.4. § 1^{er}. Le fonctionnaire du sous-sol est compétent au même titre que les agents désignés par le Gouvernement pour prendre les mesures prévues à l'article 71 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, pour les activités, installations et établissements soumis à permis d'environnement en vertu de la présente partie. Les hypothèses d'intervention prévues à l'article précité sont étendues aux menaces pesant sur la conservation des ouvrages souterrains, à la solidité des travaux entrepris dans le sous-sol ou à la surface, ainsi qu'à la conservation des propriétés.

§ 2. Les travaux, y compris ceux à effectuer pour la sécurité des anciens puits de mines existant dans le périmètre du permis exclusif d'exploitation de mines, sont à charge du titulaire du permis exclusif d'exploitation ou de l'exploitant d'un établissement soumis à permis d'environnement, même lorsque ces travaux sont exécutés d'office.

§ 3. Le fonctionnaire du sous-sol et les fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er} peuvent requérir la force publique dans l'exercice de leurs missions.

Art. D.X.5. S'il n'y a plus d'exploitant ou que l'exploitant est insolvable, les fonctionnaires visés à l'article D.X.4 disposent des mêmes prérogatives à l'égard des propriétaires des biens concernés.

TITRE 2. — Infractions et sanctions

Art. D.X.6. § 1^{er}. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de l'article D.178, § 2, alinéa 3, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, celui qui :

1° procède à la recherche ou à l'exploitation des ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, sans disposer du permis exclusif requis par les articles D.VI.1 et D.VI.3;

2° viole les clauses et conditions insérées dans les permis exclusifs d'exploration ou d'exploitation, les actes de concession de mine et les cahiers des charges des permis de recherche et d'exploitation;

3° viole les conditions générales et particulières des permis exclusifs prévues aux articles D.VI.45 à D.VI.54;

4° ne se conforme pas aux injonctions du fonctionnaire du sous-sol en vertu de l'article D.X.4;

5° détériore, enlève, ou entrave l'accès à un dispositif de sécurisation ou de fermeture d'anciens puits ou issues de mine;

6° pénètre dans des ouvrages et travaux miniers dont l'accès est interdit;

7° fait obstacle à la mission de contrôle par le fonctionnaire du sous-sol des puits désaffectés renseignés dans la banque de données relatives au sous-sol en vertu de l'article D.IV.1.

§ 2. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la Partie VIII de la partie décrétable du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, le titulaire d'une concession de mine qui ne remplit pas l'obligation visée à l'article D.XII.2 de sécurisation de l'ensemble des puits de sa concession et de rapport au fonctionnaire du sous-sol dans les trois ans de l'entrée en vigueur du Code.

Art. D.X.7. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de l'article D.178, § 2, de la Partie VIII de la partie décrétable du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, celui qui contrevient aux dispositions du Titre V ou aux dispositions réglementaires prises pour leur exécution.

Partie 11. — Dispositions relatives au stockage géologique du dioxyde de carbone**TITRE 1^{er}. — Dispositions générales**

Art. D.XI.1. La présente partie s'applique à l'exploration et au stockage géologique du CO₂.

La présente partie ne s'applique pas au stockage géologique du CO₂ d'une capacité de stockage totale envisagée inférieure à cent kilotonnes, entrepris à des fins de recherche et développement ou d'expérimentation de nouveaux produits et procédés.

Art. D.XI.2. Pour l'application de la présente partie, l'on entend par :

1° le stockage géologique du CO₂ : l'injection accompagnée du stockage de flux de CO₂ dans des formations géologiques souterraines;

2° le site de stockage : un volume défini au sein d'une formation géologique, utilisé pour le stockage géologique du CO₂, et les installations de surface et d'injection qui y sont associées;

3° la fuite : tout dégagement de CO₂ à partir du complexe de stockage;

4° le complexe de stockage : le site de stockage et le domaine géologique environnant qui est susceptible d'influer sur l'intégrité et la sécurité globales du stockage, c'est-à-dire les formations de confinement secondaires;

5° l'unité hydraulique : l'espace poreux lié à l'activité hydraulique, dans lequel on observe une conductibilité de pression techniquement mesurable, et qui est délimité par des barrières d'écoulement, telles que failles, dômes salins, barrières lithologiques, ou par un amenuisement ou un affleurement de la formation;

6° l'exploration : l'évaluation des complexes de stockage potentiels aux fins du stockage géologique du CO₂ au moyen d'activités menées dans les formations souterraines telles que des forages en vue d'obtenir des informations géologiques sur les strates contenues dans le complexe de stockage potentiel et, s'il y a lieu, la réalisation de tests d'injection afin de caractériser le site de stockage;

7° le permis d'exploration : la décision du Gouvernement autorisant l'exploration et précisant les conditions dans lesquelles elle peut avoir lieu;

8° l'exploitant : toute personne physique ou morale, du secteur public ou privé, qui exploite ou contrôle un site de stockage ou qui s'est vu déléguer un pouvoir économique déterminant à l'égard du fonctionnement technique de ce site de stockage;

9° le permis de stockage : la décision du Gouvernement autorisant le stockage géologique du CO₂ dans un site de stockage par l'exploitant, et précisant les conditions dans lesquelles il peut avoir lieu;

10° la modification substantielle : toute modification non prévue dans le permis de stockage qui est susceptible d'avoir des effets sensibles sur l'environnement ou la santé humaine;

11° le flux de CO₂ : un flux de substances qui résulte des procédés de captage du CO₂;

12° la zone de diffusion du CO₂ : le volume dans lequel le CO₂ diffuse dans les formations géologiques;

13° la migration : le déplacement du CO₂ au sein du complexe de stockage;

14° l'irrégularité notable : toute irrégularité dans les opérations d'injection ou de stockage, ou concernant l'état du complexe de stockage proprement dit, qui implique un risque de fuite ou un risque pour l'environnement ou la santé humaine;

15° le risque significatif : la combinaison entre la probabilité de survenance d'un dommage et la gravité de celui-ci, qu'il est impossible de méconnaître sans remettre en cause le stockage géologique en toute sécurité pour l'environnement, du dioxyde de carbone afin de contribuer à la lutte contre le changement climatique, pour le site de stockage concerné;

16° les mesures correctives : les mesures prises pour corriger les irrégularités notables ou pour stopper les fuites afin d'éviter ou d'arrêter le dégagement de CO₂ à partir du complexe de stockage;

17° la fermeture d'un site de stockage : l'arrêt définitif de l'injection de CO₂ dans ce site de stockage;

18° la postfermeture : la période faisant suite à la fermeture d'un site de stockage, y compris la période qui suit le transfert de responsabilité à la Région wallonne;

19° le réseau de transport : le réseau de pipelines, y compris les stations de compression et de détente associées, destiné à transporter le CO₂ jusqu'au site de stockage;

20° le décret du 10 novembre 2004 : le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

21° la directive 2009/31/CE : la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil.

TITRE 2. — Sélection des sites de stockage

Art. D.XI.3. § 1^{er}. Les sites de stockage sont désignés par le Gouvernement, après une évaluation de la capacité de stockage disponible dans certaines parties ou la totalité du territoire de la Région wallonne.

§ 2. L'évaluation de la capacité de stockage disponible est effectuée par le titulaire d'un permis d'exploration visé à l'article D.XI.4, § 1^{er}, et selon les critères de caractérisation et d'évaluation fixés à l'annexe 1e.

§ 3. Une formation géologique dans un périmètre fixé est désignée en tant que site de stockage uniquement si, dans les conditions d'utilisation proposées, il n'existe pas de risque significatif de fuite ni de risque significatif pour l'environnement ou la santé.

TITRE 3. — Dispositions relatives aux permis d'exploration et de stockage**CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions communes**

Art. D.XI.4. § 1^{er}. L'exploration ne peut pas être entreprise sans permis d'exploration, délivré selon les modalités du présent chapitre.

Le stockage géologique de CO₂ peut s'effectuer uniquement dans un site de stockage désigné en application de l'article D.XI.3 et ne peut pas être entrepris sans permis de stockage, délivré selon les modalités du présent chapitre.

§ 2. Le titulaire d'un permis d'exploration est le seul habilité à explorer le complexe de stockage de CO₂ potentiel. Il peut y avoir uniquement un exploitant par site de stockage.

Durant la période de validité d'un permis d'exploration et durant la procédure de délivrance d'un permis de stockage, aucune autre activité ou usage incompatible du complexe ne peut être autorisée en vertu de la présente partie ou en application d'une autre police administrative. Le permis d'exploration et le permis de stockage ne peuvent pas être délivrés lorsque les activités y afférentes sont incompatibles avec d'autres activités ou installations autorisées en application d'une autre police administrative.

§ 3. Le permis de stockage relatif à un site donné est accordé en priorité au titulaire du permis d'exploration portant sur ce site, à condition que l'exploration du site en question soit achevée, que toutes les conditions prévues dans le permis d'exploration aient été respectées, et que la demande de permis de stockage conforme à l'article D.XI.5, § 3, soit envoyée pendant la période de validité du permis d'exploration.

Art. D.XI.5. § 1^{er}. La demande de permis est envoyée au Gouvernement en cinq exemplaires.

§ 2. La demande de permis d'exploration comprend au minimum les renseignements suivants :

1° les nom, prénom, qualité, nationalité et domicile du demandeur :

a) si la demande est faite au nom d'une société, la raison sociale, la forme juridique, le siège social de celle-ci, un exemplaire des statuts coordonnés et la justification des pouvoirs de la personne qui a signé la demande;

b) si la demande est présentée par plusieurs sociétés agissant à titre conjoint et solidaire, les renseignements concernant le demandeur sont fournis par chacune d'elles;

2° la situation et la description des installations et/ou activités projetées dans le cadre de l'exploration;

3° la nature, les quantités et les effets significatifs des émissions prévisibles de l'activité d'exploration dans chaque milieu;

4° l'identification des techniques prévues pour prévenir ou, si cela n'est pas possible, réduire ces émissions;

5° la description des servitudes du fait de l'homme et/ou des obligations conventionnelles concernant l'utilisation du sol qui s'opposent à la réalisation de l'exploration;

6° la durée du permis d'exploration sollicité;

7° ses limites géographiques;

8° les permis de recherches minières et concessions minières, les permis exclusifs de recherche et d'exploitation de pétrole et de gaz combustibles, les permis d'exploration et d'exploitation d'un gisement géothermique, les permis d'exploration et de stockage délivrés en application du présent décret et les permis fédéraux d'exploitation d'un site « réservoirs de stockage souterrain de gaz naturel » compris en tout ou en partie dans le périmètre sollicité, détenus par le demandeur ou par des tiers;

9° le programme général et l'échelonnement des travaux que le demandeur projette d'exécuter pendant la durée du permis d'exploration;

10° l'investissement financier minimum que le demandeur s'engage à consacrer aux recherches;

11° les documents suivants, de nature à justifier les capacités techniques et financières du demandeur pour entreprendre et conduire les travaux, ainsi que pour s'acquitter des charges résultant de l'octroi du permis d'exploration :

a) les titres, diplômes et références professionnelles des cadres de l'entreprise chargés de la conduite et du suivi des travaux d'exploration ou d'exploitation;

b) la liste des travaux d'exploration ou d'exploitation de pétrole, de gaz combustibles ou de mines auxquels l'entreprise a participé au cours des trois dernières années, accompagnée d'un descriptif sommaire des travaux les plus importants;

c) un descriptif des moyens humains et techniques envisagés pour l'exécution des travaux;

d) les trois derniers bilans et comptes de l'entreprise;

e) les engagements hors bilan de l'entreprise, les garanties et les cautions consenties par elle, une présentation des litiges en cours et des risques financiers pouvant en résulter pour l'entreprise;

f) les garanties et cautions dont bénéficie l'entreprise;

g) tout autre document approprié pour justifier de ses capacités financières;

h) toutes précisions complémentaires demandées par le fonctionnaire du sous-sol sur les éléments d'information et les pièces mentionnés au présent paragraphe;

12° les documents cartographiques suivants, du général au plus précis, signés par le demandeur et présentés dans des conditions assurant leur conservation :

a) un exemplaire d'une carte à petite échelle 1/100 000e situant le périmètre sollicité sur une portion du territoire de la Région;

b) un exemplaire d'une carte à grande échelle 1/20 000e sur lequel sont précisés les sommets et les limites du périmètre sollicité, les points géographiques et géodésiques servant à les définir et le cas échéant, les limites des actes visés au 8° compris en tout ou en partie à l'intérieur de ce périmètre;

13° un mémoire justifiant les limites de ce périmètre et fournissant des renseignements sur les travaux d'exploration ou d'exploitation déjà effectués à l'intérieur de ce périmètre et leurs résultats;

14° une copie électronique du dossier de demande.

§ 3. La demande de permis de stockage comprend au minimum les renseignements suivants :

1° les renseignements visés au paragraphe 2, 1°, 5°, 7°, 8°, 10° et 11°;

2° la caractérisation du site de stockage et du complexe de stockage et l'évaluation de la sécurité probable du stockage conformément à l'article D.XI.3, §§ 2 et 3;

3° la quantité totale de CO₂ à injecter et à stocker, ainsi que les sources et les méthodes de transport envisagées, la composition des flux de CO₂, les débits et pressions d'injection et l'emplacement des installations d'injection;

4° une description de mesures visant à prévenir des irrégularités notables;

5° une proposition de plan de surveillance conformément à l'article D.XI.23, § 2;

6° une proposition de mesures correctives conformément à l'article D.XI.26, § 2;

7° une proposition de plan de postfermeture provisoire conformément à l'article D.XI.27, § 3;

8° une étude des incidences sur l'environnement du projet conforme aux dispositions du chapitre 3 de la Partie 5 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement;

9° la preuve que la garantie financière ou toute autre disposition équivalente prévue à l'article D.XI.29 est valable et effective avant le commencement de l'injection;

10° une copie électronique du dossier de demande.

Art. D.XI.6. § 1^{er}. La demande est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis par l'article D.XI.5, §§ 2 ou 3, selon qu'il s'agisse d'une demande de permis d'exploration ou d'une demande de permis de stockage.

§ 2. La demande est irrecevable si :

1° elle a été introduite en violation de l'article D.XI.5, § 1^{er};

2° elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° le demandeur ne fournit pas les compléments dans le délai visé à l'article D.XI.7, § 2.

Art. D.XI.7. § 1^{er}. Le Gouvernement statue sur le caractère complet et recevable de la demande et envoie au demandeur la décision déclarant la demande complète et recevable, dans un délai de trente jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est incomplète, le Gouvernement envoie au demandeur la liste des documents manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception par le Gouvernement.

§ 2. Le demandeur envoie au Gouvernement les compléments demandés dans un délai de six mois à dater de la réception de la demande de compléments. Si le demandeur n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, le Gouvernement déclare la demande irrecevable. Les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte.

§ 3. Dans les trente jours à dater de la réception des compléments par le Gouvernement, celui-ci envoie au demandeur la décision sur le caractère complet et recevable de la demande.

Si le Gouvernement estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

§ 4. Si la demande est irrecevable, le Gouvernement informe le demandeur, dans les conditions et délais visés aux paragraphes 1^{er} et 3.

Art. D.XI.8. Dans la décision par laquelle le Gouvernement déclare la demande complète et recevable conformément à l'article D.XI.7, celui-ci désigne les instances qui doivent être consultées.

Art. D.XI.9. Si le Gouvernement n'a pas envoyé au demandeur la décision visée à l'article D.XI.7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou celle visée à l'article D.XI.7, § 3, la demande est considérée comme recevable, au terme des délais prévus par ces dispositions. La procédure est poursuivie.

Art. D.XI.10. Les délais de procédure jusqu'à la prise de décision visée à l'article D.XI.15 se calculent :

1° à dater du jour où le Gouvernement ou son délégué a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande;

2° à défaut, à dater du jour suivant le délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère recevable de la demande.

Art. D.XI.11. § 1^{er}. L'enquête publique relative à la demande de permis de stockage se déroule conformément au chapitre 3, du Titre 3, de la Partie 3, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

§ 2. Le jour où il atteste du caractère complet et recevable de la demande conformément à l'article D.XI.7 ou à l'expiration du délai visé à l'article D.XI.9, le Gouvernement envoie une copie du dossier de demande ainsi que ses compléments éventuels aux communes désignées conformément à l'article D.29-4 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

§ 3. L'avis d'enquête publique visé à l'article D.29-7 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement est affiché dans les cinq jours de la réception des documents visés au paragraphe 2.

Le collège communal de chaque commune où une enquête publique a été organisée envoie, dans les dix jours de la clôture de l'enquête, au Gouvernement, les objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique, y compris le procès-verbal visé à l'article D.29-19 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement. Il y joint son avis éventuel.

Art. D.XI.12. Le jour où il atteste du caractère complet et recevable de la demande conformément à l'article D.XI.7 ou à l'expiration du délai prévu à l'article D.XI.9, le Gouvernement envoie une copie du dossier de demande ainsi que ses compléments éventuels pour avis aux différentes instances qu'il désigne en application de l'article D.XI.8.

Ces instances envoient leur avis dans un délai de cent cinquante jours à dater de leur saisine par le Gouvernement ou son délégué.

Dans le mois du jour où le Gouvernement juge la demande visant à l'obtention d'un permis de stockage complète et recevable, celui-ci informe la Commission européenne du fait que cette demande est à sa disposition.

Art. D.XI.13. § 1^{er}. Sur la base des avis recueillis, le Gouvernement établit dans un délai de deux cents jours le rapport de synthèse qui comporte les avis recueillis en cours de procédure et contient une proposition de décision comprenant, le cas échéant, des conditions d'exploitation. Il en avise le demandeur.

§ 2. Le délai visé au paragraphe 1^{er} peut être prorogé. La durée de la prorogation ne peut pas excéder cent jours. Cette décision est envoyée au demandeur dans le délai visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Si la demande vise à l'obtention d'un permis de stockage, le Gouvernement envoie à la Commission européenne la demande de permis de stockage, le rapport de synthèse et le projet de décision joint à ce rapport.

A compter de la date de cet envoi, la procédure est suspendue pour une durée de quatre mois, sauf si la Commission européenne a informé le Gouvernement de sa décision de ne pas émettre d'avis au sujet du projet, auquel cas la suspension prend fin dès réception de cette décision par le Gouvernement.

A l'expiration du délai visé à l'alinéa 2, le Gouvernement ou son délégué statue sur la demande dans le délai visé à l'article D.XI.15.

Art. D.XI.14. Si le rapport de synthèse n'a pas été établi dans le délai imparti, le Gouvernement poursuit la procédure en tenant compte notamment du dossier d'évaluation des incidences et de toute autre information à sa disposition.

Si la demande vise à l'obtention d'un permis de stockage, le Gouvernement envoie les éléments visés à l'alinéa 1^{er} à la Commission européenne.

A compter de la date de l'envoi visé à l'alinéa 2, la procédure est suspendue pour une durée de quatre mois, sauf si la Commission européenne a informé le Gouvernement de sa décision de ne pas émettre d'avis au sujet du projet, auquel cas la suspension prend fin dès réception de cette décision.

A l'expiration du délai visé à l'alinéa 3, le Gouvernement statue sur la demande, dans le délai visé à l'article D.XI.15.

Art. D.XI.15. Le Gouvernement envoie sa décision au demandeur ainsi que, par envoi ordinaire, à chaque autorité ou administration consultée dans un délai de deux cent cinquante jours, augmenté s'il y a lieu du délai de prorogation visé à l'article D.XI.13, § 2.

Si le rapport de synthèse est établi avant l'expiration du délai visé à l'article D.XI.13, § 1^{er}, le Gouvernement envoie sa décision au demandeur ainsi que, par pli ordinaire, à chaque autorité ou administration consultée dans un délai de cinquante jours à dater de la réalisation de ce rapport de synthèse.

Si le Gouvernement s'écarte de l'avis de la Commission européenne, il en précise les motifs.

Le Gouvernement notifie sa décision à la Commission européenne.

Art. D.XI.16. Le permis est censé refusé si la décision n'a pas été envoyée dans le délai prévu à l'article D.XI.15.

CHAPITRE 2. — Dispositions particulières relatives au permis d'exploration

Art. D.XI.17. § 1^{er}. La décision d'octroi du permis d'exploration contient au minimum :

- 1° le nom et l'adresse du titulaire du permis;
- 2° la durée de validité du permis;
- 3° les modalités selon lesquelles le permis peut être prorogé si la durée de validité du permis s'avère insuffisante pour mener à son terme l'exploration lorsque celle-ci a été menée conformément au permis;
- 4° les limites géographiques dans lesquelles l'exploration peut être réalisée;
- 5° les modalités et la fréquence selon lesquelles le titulaire du permis communique au Gouvernement les éléments visés à l'article D.XI.24.

§ 2. Le permis d'exploration est délivré pour un volume limité et pour une durée qui ne dépasse pas la durée nécessaire pour réaliser l'exploration.

§ 3. Le Gouvernement peut fixer des mentions supplémentaires à la décision d'octroi du permis d'exploration.

CHAPITRE 3. — Dispositions particulières relatives au permis de stockage

Art. D.XI.18. Le Gouvernement délivre un permis de stockage seulement si, sur la base de la demande présentée conformément à l'article D.XI.5, et de toute autre information pertinente, il s'est assuré que :

- 1° toutes les exigences requises par ou en vertu de la présente partie et des autres dispositions législatives ou réglementaires pertinentes qui font suite à des exigences de droit européen sont respectées;
- 2° les finances de l'exploitant sont saines et ce dernier est fiable et techniquement compétent pour exploiter et contrôler le site;
- 3° le perfectionnement et la formation professionnelle et technique de l'exploitant et de tous les membres du personnel sont assurés;
- 4° lorsqu'une unité hydraulique compte plus d'un site de stockage, les interactions potentielles de pression sont telles que les deux sites peuvent satisfaire simultanément aux exigences de la présente partie.

Le Gouvernement prend en considération tout avis de la Commission européenne sur le projet de permis de stockage rendu conformément aux articles D.XI.13, § 3, et D.XI.14.

Art. D.XI.19. § 1^{er}. La décision d'octroi de permis de stockage contient au minimum :

- 1° le nom et l'adresse de l'exploitant;
- 2° l'emplacement et la délimitation du site de stockage et du complexe de stockage, et les éléments d'information utiles relatifs à l'unité hydraulique;
- 3° les conditions à remplir pour l'opération de stockage, la quantité totale de CO₂ pour lequel le stockage géologique est autorisé, les limites de pression du réservoir et les débits et pressions d'injection maximaux;
- 4° les exigences concernant la composition du flux de CO₂ et la procédure d'acceptation du flux de CO₂ conformément à l'article D.XI.22 ainsi que, le cas échéant, les autres exigences pour l'injection et le stockage, visant en particulier à prévenir des irrégularités notables;
- 5° le plan de surveillance approuvé par le Gouvernement, l'obligation de mettre en oeuvre le plan et les exigences d'actualisation du plan conformément à l'article D.XI.23, ainsi que les exigences en matière d'informations à fournir conformément à l'article D.XI.24;
- 6° l'obligation d'informer le Gouvernement en cas de fuite ou d'irrégularité notable, le plan de mesures correctives approuvé et l'obligation de le mettre en oeuvre en cas de fuite ou d'irrégularité notable, conformément à l'article D.XI.26;
- 7° les conditions de fermeture et le plan de postfermeture provisoire approuvé visé à l'article D.XI.27;
- 8° toutes dispositions relatives à la modification, au réexamen, à l'actualisation et au retrait du permis de stockage conformément à l'article D.XI.20;
- 9° l'obligation d'établir et de maintenir la garantie financière ou toute autre disposition équivalente conformément à l'article D.XI.29.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer des mentions supplémentaires à la décision d'octroi du permis de stockage.

Art. D.XI.20. § 1^{er}. L'exploitant informe le Gouvernement de tout changement prévu dans l'exploitation d'un site de stockage, y compris des changements qui le concernent. Le cas échéant, le Gouvernement actualise le permis de stockage ou les conditions dont il est assorti.

§ 2. Aucune modification substantielle ne peut pas être effectuée sans qu'un nouveau permis de stockage ou un permis de stockage actualisé ait été délivré par ou en vertu de la présente partie.

§ 3. Le Gouvernement réexamine et, si nécessaire, actualise ou retire le permis de stockage, soit :

- 1° lorsque des fuites ou des irrégularités notables lui ont été notifiées ou ont été portées à sa connaissance conformément à l'article D.XI.26, § 1^{er};
- 2° s'il ressort des rapports présentés en application de l'article D.XI.24 ou des inspections environnementales effectuées en application de l'article D.XI.25 que les conditions dont le permis est assorti ne sont pas respectées ou qu'il existe des risques de fuite ou d'irrégularité notable;
- 3° lorsqu'il est informé de tout autre manquement de l'exploitant par rapport aux conditions stipulées dans le permis;
- 4° si cela apparaît nécessaire d'après les dernières constatations scientifiques et évolutions technologiques;

5° sans préjudice des 1° à 4°, cinq ans après la date de délivrance du permis, puis tous les dix ans.

Lorsque le Gouvernement envisage d'actualiser ou de retirer un permis de stockage, sauf urgence spécialement motivée, il en avise l'exploitant. L'exploitant dispose d'un délai de trente jours pour envoyer ses observations par écrit au Gouvernement ainsi que pour indiquer s'il souhaite être entendu. Le Gouvernement communique aussitôt à l'exploitant la date et le lieu de l'audition, qui se tient dans les trente jours de la réception de la demande d'audition.

§ 4. Après le retrait d'un permis de stockage conformément au paragraphe 3, le Gouvernement délivre un nouveau permis de stockage ou ferme le site de stockage conformément à l'article D.XI.27, § 1^{er}, 3°.

Jusqu'à ce qu'un nouveau permis de stockage soit délivré, le Gouvernement assume temporairement toutes les obligations légales en rapport avec :

1° les critères d'acceptation lorsqu'il décide de poursuivre les injections de CO₂;

2° la surveillance et les mesures correctives conformément aux exigences de la présente partie;

3° la restitution de quotas en cas de fuite conformément au décret du 10 novembre 2004;

4° les actions de prévention et de réparation conformément aux articles D.112, alinéa 1^{er}, et D.113, alinéa 1^{er}, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

Le Gouvernement récupère tous les frais engagés auprès de l'ancien exploitant, y compris en recourant à la garantie financière visée à l'article D.XI.29.

En cas de fermeture du site de stockage conformément à l'article D.XI.27, § 1^{er}, 3°, l'article D.XI.27, § 4, s'applique.

TITRE 4. — Occupation des terrains

Art. D.XI.21. § 1^{er}. Le titulaire d'un permis d'exploration ou de stockage peut, dans la zone délimitée par le permis et sous les conditions énumérées ci-dessous, occuper des terrains afin d'y ériger tous les bâtiments et les installations de surface requis et d'y effectuer les travaux nécessaires à l'exécution des activités auxquelles se rapporte le permis.

L'occupation de terrains sur lesquels des constructions sont érigées requiert l'autorisation de tous les ayants droit sur la surface du sol et sur les constructions qui y sont érigées.

Sans préjudice de l'alinéa 2, les ayants droit par rapport à la surface du sol autorisent le titulaire d'un permis d'exploration ou de stockage délivré en vertu de la présente partie, à y effectuer les opérations d'exploration ou le stockage géologique de CO₂, conformément aux règles auxquelles ces activités sont soumises, si ces activités ont lieu à une profondeur d'au moins huit cents mètres en dessous de la surface du sol.

Cette obligation ne porte pas préjudice au droit à l'indemnisation des ayants droit pour les dommages causés à la surface du sol et aux constructions qui y sont érigées, et à l'indemnisation préalable pour la perte de jouissance à la suite de l'occupation de leurs terrains.

L'occupation d'autres terrains que ceux visés à l'alinéa 2 est uniquement possible après le paiement d'une indemnisation annuelle à tous les titulaires d'un droit réel sur la surface du sol en question. Une indemnisation est payée conformément aux articles 45 et 46 de la loi sur les baux à ferme aux fermiers dont le contrat d'affermage en cours est résilié sur la base de l'article 6, § 3, de la loi sur les baux à ferme.

A défaut d'accord, le montant de l'indemnisation des titulaires d'un droit réel est, à la demande de la partie la plus diligente, fixé par le juge de paix, qui peut, si nécessaire, faire appel à des experts en la matière. L'indemnisation représente au moins une fois et demie le montant des revenus que les terrains auraient rapportés au titulaire du droit réel s'ils n'avaient pas été occupés.

§ 2. Les bâtiments et les installations érigés par le titulaire du permis demeurent, par dérogation à l'article 546 du Code civil ancien, la propriété du propriétaire initial. L'article 555 du Code civil ancien ne s'applique ni à ce dernier, ni au titulaire du permis.

§ 3. L'occupation de terrains par le titulaire du permis est un droit précaire qui prend en toute hypothèse et au plus tard fin à la date limite de validité du permis. Le titulaire du permis retire les bâtiments et installations érigés par ses soins sur ces terrains, et ce dans les six mois suivant l'expiration du permis ou la cessation des activités autorisées.

§ 4. Le propriétaire des terrains ou des constructions peut demander au juge de paix qu'il condamne le titulaire du permis à les lui racheter. Le juge de paix fait droit à cette demande dans l'hypothèse où, après la fin des activités auxquelles se rapporte le permis, les terrains ou les constructions qui y sont érigées ne conviennent plus ou ne conviendront plus pour l'utilisation qui en était faite avant l'occupation ou dans l'hypothèse où la durée de l'occupation a pour effet de priver le propriétaire de sa jouissance paisible de manière disproportionnée.

A défaut d'accord, le prix de vente est, à la demande de la partie la plus diligente, fixé par le juge de paix, qui peut faire appel, si nécessaire, à des experts en la matière. Le prix de vente représente au moins une fois et demie la valeur qu'avaient ces terrains ou les constructions avant leur occupation. Les indemnités déjà payées au propriétaire dans le cadre du paragraphe 1^{er} sont prises en compte lors de la fixation du prix de vente.

§ 5. Les ayants droit par rapport à la surface du sol au droit des installations de stockage dont la responsabilité a été transférée à la Région wallonne en application de l'article D.XI.28 sont tenus de donner libre accès en tout temps à ces installations pour permettre les opérations d'inspection, de surveillance et de maintenance.

TITRE 5. — Obligations liées l'exploitation, à la fermeture et à la postfermeture

Art. D.XI.22. § 1^{er}. Un flux de CO₂ est majoritairement composé de dioxyde de carbone. A cet effet, aucun déchet ni aucune autre matière ne peut y être ajouté en vue de son élimination. Cependant, un flux de CO₂ peut contenir des substances qui se sont accidentellement associées dès la source ou lors des opérations de captage ou d'injection et des substances traces peuvent y être ajoutées afin d'aider à contrôler et à vérifier la migration du CO₂. Les concentrations de toutes les substances associées par accident ou ajoutées sont inférieures aux niveaux qui seraient susceptibles soit :

1° de compromettre l'intégrité du site de stockage ou des infrastructures de transport appropriées;

2° de présenter un risque significatif pour l'environnement ou la santé humaine;

3° d'enfreindre les dispositions de la législation applicable.

§ 2. L'exploitant prend en considération les lignes directrices adoptées par la Commission européenne en application de l'article 12, § 2, de la directive 2009/31/CE pour le respect des critères visés au paragraphe 1^{er}.

§ 3. L'exploitant accepte des flux de CO₂ et procède à leur injection uniquement s'il a été procédé à une analyse de leur composition, y compris des substances corrosives, et à une évaluation des risques, et si cette dernière a établi que les niveaux de contamination sont conformes aux conditions visées au paragraphe 1^{er}.

Pour chaque site d'injection, l'exploitant tient un registre des quantités et des propriétés des flux de CO₂ livrés et injectés, y compris la composition de ces flux.

§ 4. Le Gouvernement peut préciser les niveaux susceptibles de compromettre l'intégrité du site de stockage ou des infrastructures de transport appropriées, de présenter un risque significatif pour l'environnement ou la santé humaine ou d'enfreindre les dispositions de la législation applicable.

Le Gouvernement peut également déterminer les méthodes à mettre en oeuvre pour calculer ces niveaux, le cas échéant, en tenant compte des lignes directrices fixées par la Commission européenne.

Art. D.XI.23. § 1^{er}. L'exploitant procède à la surveillance des installations d'injection, du complexe de stockage, y compris si possible de la zone de diffusion du CO₂, et, s'il y a lieu, du milieu environnant, afin de :

1° comparer le comportement réel du CO₂ et de l'eau de formation dans le site de stockage à la modélisation de ce comportement;

2° détecter les irrégularités notables;

3° détecter la migration de CO₂;

4° détecter les fuites de CO₂;

5° détecter des effets délétères manifestes sur le milieu environnant, y compris en particulier sur l'eau potabilisable, pour les populations humaines ou pour les utilisateurs de la biosphère environnante;

6° évaluer l'efficacité des mesures correctives prises en vertu de l'article D.XI.26;

7° mettre à jour l'évaluation de la sécurité et de l'intégrité du complexe de stockage à court et à long terme, y compris en déterminant si le CO₂ stocké restera confiné parfaitement et en permanence.

§ 2. Pour exercer la surveillance visée au paragraphe 1^{er}, l'exploitant établit un plan de surveillance et se base sur celui-ci, conformément aux critères fixés par l'annexe 2, qui comprend des données détaillées sur la surveillance conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre et aux lignes directrices établies en vertu de l'article 14 et de l'article 23, § 2, de la directive 2003/87/CE du Parlement et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil.

Ce plan est mis à jour conformément aux exigences énoncées à l'annexe 2 et, en tout état de cause, tous les cinq ans pour tenir compte de l'évolution du risque de fuite évalué, de l'évolution des risques évalués pour l'environnement et la santé humaine, des nouvelles connaissances scientifiques et des améliorations dans les meilleures technologies disponibles. Les plans mis à jour sont à nouveau soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. D.XI.24. Selon une périodicité déterminée par le Gouvernement et, en tout état de cause, au moins une fois par an, l'exploitant lui communique :

1° tous les résultats de la surveillance réalisée conformément à l'article D.XI.23 durant la période considérée, y compris les informations sur les techniques de surveillance employées;

2° les quantités et les propriétés des flux de CO₂ livrés et injectés, y compris la composition de ces flux, au cours de la période considérée, enregistrées conformément à l'article D.XI.22, § 3, alinéa 2;

3° la preuve de la mise en place et du maintien de la garantie financière, conformément à l'article D.XI.29 et à l'article D.XI.19, § 1^{er}, 9°;

4° toute autre information jugée utile par le Gouvernement pour évaluer le respect des conditions stipulées dans le permis de stockage et pour améliorer la connaissance du comportement du CO₂ dans le site de stockage.

TITRE 6. — Surveillance et mesures administratives

Art. D.XI.25. § 1^{er}. Le Gouvernement met en place un système d'inspections de routine ou ponctuelles sur tous les complexes de stockage relevant de la présente partie, afin de contrôler et de favoriser le respect des exigences de cette dernière et de surveiller les effets sur l'environnement et la santé humaine.

§ 2. Les inspections comprennent des visites des installations de surface, y compris des installations d'injection, l'évaluation des opérations d'injection et de surveillance réalisées par l'exploitant et la vérification de tous les dossiers conservés par l'exploitant.

§ 3. Des inspections de routine sont effectuées au moins une fois par an jusqu'à trois ans après la fermeture et tous les cinq ans jusqu'au transfert de la responsabilité à la Région wallonne. Elles portent sur les installations d'injection et de surveillance, et passent en revue tous les effets que le complexe de stockage est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine.

§ 4. Des inspections ponctuelles sont réalisées :

1° lorsque des fuites ou des irrégularités notables ont été notifiées au Gouvernement ou ont été portées à sa connaissance conformément à l'article D.XI.26, § 1^{er};

2° lorsque les rapports visés à l'article D.XI.24 ont montré que les conditions stipulées dans les permis n'étaient pas bien respectées;

3° afin d'examiner les plaintes sérieuses relatives à l'environnement ou à la santé humaine;

4° dans tous les cas où le Gouvernement le juge utile.

§ 5. Le Gouvernement établit un rapport relatif aux résultats de l'inspection. Ce rapport évalue le respect des exigences de la présente partie et indique s'il y a lieu de prendre d'autres mesures. Il est envoyé à l'exploitant concerné dans les deux mois suivant l'inspection et est rendu public dans le même délai.

§ 6. Le Gouvernement peut recourir aux offices d'un expert à l'occasion des mesures de surveillance visées au présent article.

§ 7. Le Gouvernement peut déterminer des mesures complémentaires d'inspection et de surveillance en application du présent article.

Art. D.XI.26. § 1^{er}. En cas de fuite ou d'irrégularité notable, l'exploitant informe immédiatement le Gouvernement, ainsi que le bourgmestre et le gouverneur de la Province concernés. Il prend les mesures correctives nécessaires, notamment des mesures ayant trait à la protection de la santé humaine. En cas de fuite ou d'irrégularité notable impliquant un risque de fuite, l'exploitant informe également l'autorité visée à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 10 novembre 2004.

§ 2. Les mesures correctives visées au paragraphe 1^{er} sont prises au minimum sur la base d'un plan de mesures correctives soumis au Gouvernement conformément à l'article D.XI.5, § 3, 6°, et à l'article D.XI.19, § 1^{er}, 6°. § 3. Le Gouvernement peut à tout moment exiger que l'exploitant prenne les mesures correctives nécessaires ainsi que les mesures liées à la protection de la santé humaine. Il peut s'agir de mesures supplémentaires ou différentes de celles prévues dans le plan de mesures correctives.

Le Gouvernement peut aussi prendre à tout moment des mesures correctives.

§ 4. Si l'exploitant ne prend pas les mesures correctives nécessaires, le Gouvernement prend lui-même ces mesures.

§ 5. L'état des frais engagés dans le cadre des mesures visées aux paragraphes 3 et 4 a force exécutoire.

Le Gouvernement récupère ces frais auprès de l'exploitant, y compris en recourant à la garantie financière prévue à l'article D.XI.29.

Art. D.XI.27. § 1^{er}. Un site de stockage est fermé soit :

1° si les conditions stipulées dans le permis sont réunies;

2° à la demande justifiée de l'exploitant, après autorisation du Gouvernement;

3° si le Gouvernement le décide après retrait du permis de stockage conformément à l'article D.XI.20, § 3.

§ 2. Après la fermeture d'un site de stockage en vertu du paragraphe 1^{er}, 1° ou 2°, l'exploitant demeure responsable de la surveillance, de la communication d'informations et des mesures correctives conformément aux exigences de la présente partie, et continue à assumer toutes les obligations concernant la restitution de quotas en cas de fuite conformément au décret du 10 novembre 2004, et les actions de prévention et de réparation conformément aux articles D.112 à D.129 du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, jusqu'à ce que la responsabilité du site de stockage soit transférée à la Région wallonne conformément à l'article D.XI.28, §§ 1^{er} à 5.

L'exploitant est également responsable du scellement du site de stockage et du démontage des installations d'injection.

§ 3. Les obligations visées au paragraphe 2 sont remplies sur la base d'un plan de postfermeture établi par l'exploitant d'après les meilleures pratiques et conformément aux exigences à l'annexe 2.

Un plan de postfermeture provisoire est soumis au Gouvernement ou à son délégué pour approbation, conformément à l'article D.XI.5, § 3, 7°, et à l'article D.XI.19, § 1^{er}, 7°.

Préalablement à la fermeture d'un site de stockage en vertu du paragraphe 1^{er}, 1° ou 2°, le plan de postfermeture provisoire est :

1° mis à jour en fonction des besoins, compte tenu de l'analyse des risques, des meilleures pratiques et des améliorations technologiques;

2° soumis au Gouvernement pour approbation;

3° approuvé par le Gouvernement en tant que plan de post fermeture définitif.

§ 4. Après la fermeture d'un site de stockage en vertu du paragraphe 1^{er}, 3°, la Région wallonne est responsable de la surveillance et des mesures conformément aux exigences de la présente partie et assume toutes les obligations concernant la restitution de quotas en cas de fuite conformément au décret du 10 novembre 2004, et les actions de prévention et de réparation conformément aux articles D.112, et D.113, alinéa 1^{er}, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

La Région wallonne respecte les exigences de postfermeture requises par la présente partie, sur la base du plan de postfermeture provisoire visé au paragraphe 3, qui est mis à jour en fonction des besoins.

§ 5. Le Gouvernement établit et approuve l'état des frais engagés dans le cadre des mesures visées au paragraphe 4. Cet état a force exécutoire.

Le Gouvernement récupère ces frais auprès de l'exploitant y compris en recourant à la garantie financière prévue à l'article D.XI.29.

TITRE 7. — *Transfert de responsabilité*

Art. D.XI.28. § 1^{er}. Lorsqu'un site de stockage a été fermé en vertu de l'article D.XI.27, toutes les obligations légales concernant la surveillance et les mesures correctives conformément aux exigences de la présente partie, la restitution de quotas en cas de fuite conformément au décret du 10 novembre 2004, et les actions de prévention et de réparation conformément aux articles D.112, alinéa 1^{er}, et D.113, alinéa 1^{er}, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement sont transférées à la Région wallonne sur décision du Gouvernement ou à la demande de l'exploitant, si les conditions suivantes sont remplies :

1° tous les éléments disponibles tendent à prouver que le CO2 stocké reste confiné parfaitement et en permanence;

2° une période minimale à définir par le Gouvernement s'est écoulée. La durée de cette période minimale ne peut pas être inférieure à vingt ans, sauf si le Gouvernement ou son délégué est convaincu que le critère visé au 1° est respecté avant la fin de cette période;

3° les obligations financières visées à l'article D.XI.30 ont été respectées;

4° il a été procédé au scellement du site et au démontage des installations d'injection.

§ 2. L'exploitant établit un rapport démontrant que la condition énoncée au paragraphe 1^{er}, 1°, a été respectée, qu'il fait parvenir au Gouvernement pour qu'il approuve le transfert de responsabilité.

Ce rapport démontre au minimum que :

1° le comportement réel du CO2 injecté est conforme au comportement modélisé;

2° il n'y a pas de fuite détectable;

3° le site de stockage évolue vers une situation de stabilité à long terme.

Le Gouvernement peut fixer des modalités concernant l'évaluation des éléments visés à l'alinéa 2, en y soulignant les éventuelles implications pour les critères techniques à prendre en considération pour définir la période minimale visée au paragraphe 1^{er}, 2° et en tenant compte des lignes directrices adoptées par la Commission européenne en application de l'article 18, § 8, de la directive 2009/31/CE.

§ 3. Après s'être assuré que les conditions visées au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, sont respectées, le Gouvernement établit un projet de décision d'approbation du transfert de responsabilité. Ce projet de décision précise la méthode à utiliser pour appliquer les conditions visées au paragraphe 1^{er}, 4°, et contient d'éventuelles exigences actualisées pour le scellement du site de stockage et pour le démontage des installations d'injection.

Si le Gouvernement estime que les conditions visées au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, ne sont pas respectées, il en communique les raisons à l'exploitant.

§ 4. Le Gouvernement met à la disposition de la Commission européenne les rapports visés au paragraphe 2 dans un délai d'un mois après leur réception. Il fournit également toute autre documentation y afférente qu'il prend en considération lorsqu'il prépare un projet de décision d'approbation sur le transfert de responsabilité.

Il envoie à la Commission tous les projets de décisions d'approbation établis conformément au paragraphe 3, et toute autre documentation ayant été prise en considération pour parvenir à sa conclusion.

Le Gouvernement suspend sa décision pendant un délai de quatre mois à compter de cet envoi, sauf si la Commission européenne indique qu'elle décide de ne pas rendre d'avis, auquel cas la procédure n'est suspendue que pour une durée d'un mois à compter de l'envoi du projet de décision d'approbation.

§ 5. Après s'être assuré que les conditions visées au paragraphe 1^{er}, 1° à 4°, sont respectées, le Gouvernement adopte la décision finale et l'envoie à l'exploitant. Le Gouvernement envoie également la décision finale à la Commission, en la justifiant s'il s'écarte de l'avis de la Commission.

§ 6. Une fois le transfert de responsabilité intervenu, les inspections de routine prévues à l'article D.XI.25, § 3, cessent et la surveillance peut être réduite à un niveau permettant la détection des fuites ou des irrégularités notables. Si des fuites ou des irrégularités notables sont détectées, la surveillance est intensifiée suivant les besoins, afin de déterminer l'ampleur du problème et l'efficacité des mesures correctives.

§ 7. En cas de faute de la part de l'exploitant, y compris en cas d'insuffisance des données, de dissimulation d'informations pertinentes, de négligence, de tromperie délibérée ou de manque de diligence, le Gouvernement récupère, auprès de l'ancien exploitant, les frais engagés après que le transfert de responsabilité a eu lieu.

Le Gouvernement dresse l'état des frais engagés dans ce contexte. Cet état a force exécutoire.

Sans préjudice de l'article D.XI.30, il n'y a pas d'autre récupération de frais après le transfert de responsabilité.

§ 8. Lorsqu'un site de stockage a été fermé en vertu de l'article D.XI.27, § 1^{er}, 3°, le transfert de responsabilité est considéré comme effectif dès lors que tous les éléments disponibles tendent à prouver que le CO₂ stocké sera confiné parfaitement et en permanence et que le site a été scellé et les installations d'injection démontées.

TITRE 8. — Dispositions financières

Art. D.XI.29. § 1^{er}. L'exploitant potentiel, dans le cadre de sa demande de permis de stockage, présente la preuve que des dispositions appropriées peuvent être prises, sous la forme d'une garantie financière ou de toute autre disposition équivalente afin de garantir que toutes les obligations découlant du permis, délivré conformément à la présente partie, y compris les exigences de fermeture et de postfermeture et les actions de prévention et de réparation conformément aux articles D.112, alinéa 1^{er}, et D.113, alinéa 1^{er}, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement ainsi que les obligations résultant de l'inclusion du site de stockage dans le champ d'application du décret du 10 novembre 2004, sont respectées.

Cette garantie financière est valable et effective avant le commencement de l'injection.

§ 2. La garantie financière est périodiquement adaptée pour tenir compte de l'évolution du risque de fuite évalué et des coûts estimés de toutes les obligations découlant du permis délivré conformément à la présente partie, ainsi que de toutes les obligations résultant de l'inclusion du site de stockage dans le champ d'application du décret du 10 novembre 2004.

La garantie financière est valablement adoptée uniquement de l'accord écrit et exprès du Gouvernement qui vise le nouveau contrat ou son avenant.

§ 3. La garantie financière ou toute autre disposition équivalente visée au paragraphe 1^{er} reste valable et effective :

1° après la fermeture d'un site de stockage en vertu de l'article D.XI.27, § 1^{er}, 1° ou 2°, jusqu'à ce que la responsabilité du site de stockage soit transférée au Gouvernement conformément à l'article D.XI.28, §§ 1^{er} à 5;

2° après le retrait d'un permis de stockage conformément à l'article D.XI.20, § 3 :

a) jusqu'à ce qu'un nouveau permis de stockage ait été délivré;

b) en cas de fermeture du site en vertu de l'article D.XI.27, § 1^{er}, 3°, jusqu'au transfert de responsabilité conformément à l'article D.XI.28, § 8, à condition que les obligations financières visées à l'article D.XI.30 aient été respectées.

§ 4. Le Gouvernement peut déterminer les modalités selon lesquelles la garantie financière est constituée et peut être libérée.

Art. D.XI.30. § 1^{er}. L'exploitant met une contribution financière à la disposition du Gouvernement, avant que le transfert de responsabilité n'ait eu lieu conformément à l'article D.XI.28.

La contribution de l'exploitant tient compte des critères visés à l'annexe 1e et des éléments liés à l'historique du stockage du CO₂ qui sont pertinents pour établir les obligations postérieures au transfert et couvre au moins le coût prévisionnel de la surveillance pendant une période de trente ans.

Cette contribution financière peut être utilisée pour couvrir les coûts supportés par le Gouvernement après le transfert de responsabilité afin de garantir que le CO₂ reste confiné parfaitement et en permanence dans les sites géologiques de stockage après le transfert de responsabilité.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer des conditions et modalités complémentaires relatives à la contribution financière visée au paragraphe 1^{er} en prenant en considération les lignes directrices adoptées par la Commission européenne en application de l'article 20, § 2, de la directive 2009/31/CE.

TITRE 9. — Accès à des tiers

Art. D.XI.31. § 1^{er}. Les utilisateurs potentiels accèdent aux réseaux de transport et aux sites de stockage aux fins du stockage géologique du CO₂ produit et capté, conformément au présent article.

L'exploitant du réseau de transport assure l'accès visé à l'alinéa 1^{er} d'une manière transparente et non discriminatoire, selon les modalités qu'il propose et qui sont approuvées par le Gouvernement en tenant compte des éléments suivants :

1° la capacité de stockage disponible ou pouvant raisonnablement être rendue disponible, ainsi que de la capacité de transport disponible ou pouvant raisonnablement être rendue disponible;

2° la part des obligations de réduction des émissions de CO₂ de la Région dont elle a l'intention de s'acquitter grâce au captage et au stockage géologique du CO₂;

3° la nécessité de refuser l'accès en cas d'incompatibilité des spécifications techniques ne pouvant être résolue de façon raisonnable;

4° la nécessité de respecter les besoins raisonnables et dûment justifiés du propriétaire ou de l'exploitant du site de stockage ou du réseau de transport et les intérêts de tous les autres utilisateurs du site ou du réseau ou des installations de traitement ou de manutention qui pourraient être concernés.

§ 2. Les exploitants des réseaux de transport et les exploitants des sites de stockage peuvent refuser l'accès en invoquant le manque de capacité. Le refus est dûment justifié.

§ 3. L'exploitant qui refuse l'accès en raison d'un manque de capacité ou d'une absence de raccordement procède à tout aménagement nécessaire pour autant qu'il soit économiquement réalisable ou qu'un client potentiel soit disposé à en assumer le coût, et à condition qu'il n'en résulte pas d'incidence négative sur la sécurité du transport et du stockage géologique du CO₂ du point de vue de l'environnement.

Art. D.XI.32. En cas de litige transfrontalier, le système de règlement des litiges de l'État membre de la juridiction duquel relève le réseau de transport ou le site de stockage auquel l'accès a été refusé s'applique.

Si, dans un litige transfrontalier, le réseau de transport ou le site de stockage concerné relève de plusieurs États membres, ces derniers se consultent pour faire en sorte que les dispositions de la directive 2009/31/CE soient appliquées de façon cohérente.

TITRE 10. — Registres

Art. D.XI.33. § 1^{er}. Le Gouvernement met en place et tient :

1° un registre des permis de stockage accordés;

2° un registre permanent de tous les sites de stockage fermés et des complexes de stockage environnants, incluant des cartes et des sections montrant leur étendue, les informations disponibles permettant d'établir que le CO₂ stocké restera confiné parfaitement et en permanence, ainsi que l'ensemble des archives techniques concernant ce site.

§ 2. Pour la police administrative qui la concerne, chaque autorité compétente prend les registres visés au paragraphe 1^{er} en considération dans les procédures de planification pertinentes et lors de l'autorisation d'activités susceptibles d'avoir des incidences sur le stockage géologique du CO₂ dans les sites de stockage enregistrés, ou d'être perturbées par ce dernier.

Art. D.XI.34. Les informations environnementales relatives au stockage géologique du CO₂ sont mises à la disposition du public conformément au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

TITRE 11. — Indemnisation des dommages

Art. D.XI.35. Le titulaire d'un permis d'exploration ou de stockage répare de plein droit les dommages causés, soit par la recherche, soit par l'exploitation du site de stockage.

TITRE 12. — Sanctions pénales

Art. D.XI.36. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de l'article D.178, § 2, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, celui qui contrevient aux dispositions de la présente partie ou aux arrêtés d'exécution pris en application de celle-ci.

Toutefois, commet une infraction de troisième catégorie au sens de l'article D.178, § 2, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, celui qui contrevient à l'article D.XI.20, § 1^{er}.

Partie 12. — Dispositions transitoires

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. D.XII.1. § 1^{er}. Dans les deux ans de l'entrée en vigueur du présent Code, les titulaires de permis de recherche de mines, les concessionnaires de mines satisfaisant aux exigences de déclaration visées à l'article 71, alinéa 1^{er}, 1^{er} et 2^e tirets, du décret du 7 juillet 1988 des mines, dans les délais prescrits à l'article 71, alinéa 2, du même décret ou délivrés postérieurement à l'entrée en vigueur du décret du 7 juillet 1988 des mines, introduisent une demande de permis d'environnement visant les installations et activités nécessaires ou utiles à l'exploration et à l'exploitation des ressources du sous-sol pour les substances visées par la concession de mine ou le permis exclusif, en ce compris les installations de gestion des déchets d'extraction, les puits, galeries, communications souterraines et fosses d'extraction.

Les conditions particulières et le cahier des charges fixés dans ces permis et concessions restent applicables, nonobstant l'application des obligations générales des titulaires de permis exclusifs visées au Titre 7 de la Partie 6. En cas de contradiction entre les conditions particulières et les obligations générales, les obligations générales priment.

Les dispositions relatives à la modification des conditions particulières des permis exclusifs prévues à l'article D.VI.54 sont applicables aux conditions particulières et cahier des charges fixés dans ces permis et concessions.

A défaut d'introduire la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans le délai prescrit, les permis concernés sont caducs, sauf en ce qui concerne les obligations de remise en état et de postgestion, et les concessionnaires sont censés renoncer à leur concession.

Les concessionnaires déposent un dossier de demande de renonciation conformément aux articles D.XII.6 et D.XII.7 dans un délai de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent Code, en vue du retrait de la concession.

§ 2. Les concessions de mines dont les concessionnaires n'ont pas satisfait aux exigences de déclaration visées à l'article 71, alinéa 1^{er}, 1^{er} et 2^e tirets, du décret du 7 juillet 1988 des mines, dans les délais prescrits à l'article 71, alinéa 2, du même décret, sont caduques à la date d'entrée en vigueur du présent Code, sauf en ce qui concerne les obligations de remise en état et de postgestion.

Les concessionnaires visés à l'alinéa 1^{er} déposent un dossier de demande de renonciation conformément aux articles D.XII.6 et D.XII.7 dans un délai de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent Code.

Par dérogation à l'alinéa 2, les concessionnaires visés à l'alinéa 1^{er} qui ont introduit un dossier de renonciation selon les dispositions de l'article 48 du décret du 7 juillet 1988 des mines et des arrêtés et règlements pris pour son exécution gardent le bénéfice de leur demande.

Le retrait des concessions est poursuivi selon la procédure prévue à l'article D.XII.8.

Art. D.XII.2. § 1^{er}. Les titulaires de concessions de mines assurent la sécurité des puits de la concession. Ils établissent un rapport relatif à cette sécurisation qu'ils adressent au fonctionnaire du sous-sol dans les trois ans de l'entrée en vigueur du présent Code.

Le rapport contient au minimum :

1° l'emplacement connu ou supposé du puits ou de l'issue de mine;

2° la date de la dernière inspection;

3° un descriptif de l'état de sécurisation du puits;

4° un rapport photographique de cet état de sécurisation;

5° un historique de l'état du puits ou de l'issue de mine depuis sa fermeture;

6° en cas de non-sécurisation, une analyse démontrant un risque d'effondrement acceptable.

Le Gouvernement peut étendre le contenu du rapport visé à l'alinéa 1^{er}, et fixer ses modalités d'élaboration et de transmission et les modalités du contrôle de l'état de sécurisation des puits par le fonctionnaire du sous-sol.

§ 2. La cession des concessions de mine, sous quelque forme que ce soit, en ce compris par cession ou fusion de sociétés, ou cession d'actions, de parts sociales ou d'actifs, ainsi que la location et l'amodiation des concessions de mine sont interdites.

Art. D.XII.3. § 1^{er}. Les dispositions des Titres V et VII de la Partie VI, et des Parties VIII, IX et X sont applicables aux permis de recherche de mines, aux concessions de mines, aux permis exclusifs de recherche de pétrole et des gaz combustibles et aux permis exclusifs d'exploitation de pétrole et de gaz combustibles.

§ 2. Le titulaire d'un titre minier, retiré pour quelque cause que ce soit, répare les dommages causés par ses travaux, en ce compris les puits, galeries et autres ouvrages souterrains établis à demeure. Dans le cas où le titre minier est retiré sur la base d'une renonciation acceptée, cette obligation est valable jusqu'à la décision du Gouvernement attestant de la réalisation complète de ses obligations de postgestion.

§ 3. Les dispositions du chapitre 2, de la Partie VII, du Titre 1^{er}, sont applicables uniquement aux installations et activités placées ou exercées en surface dans le cadre des permis et concessions visés au paragraphe 1^{er} après l'entrée en vigueur du présent Code, et non entre vingt et cent mètres de profondeur.

§ 4. Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application des dispositions visés aux paragraphes 1^{er} à 3 auxquelles il est renvoyé.

Art. D.XII.4. § 1^{er}. Les permis exclusifs de recherche et d'exploitation de pétrole et des gaz combustibles délivrés avant l'entrée en vigueur du présent Code restent valables pour le terme fixé par le permis, sans préjudice des dispositions prévues à l'article D.XII.3, § 1^{er}, et sont assimilés à des permis exclusifs au sens du présent Code.

Les dispositions du D.XII.3, § 1^{er}, sont d'application au 1^{er} janvier de la troisième année qui suit l'entrée en vigueur du présent Code.

§ 2. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent Code ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

§ 3. Sont dispensées de la mise en concurrence visée à l'article D.VI.12 les demandes de permis exclusifs déposées par un titulaire de permis exclusif de recherche et d'exploitation de pétrole et des gaz combustibles et visant pour les mêmes substances, un territoire contigu pour autant que la superficie sollicitée ne dépasse pas le tiers de la superficie du permis initial, avec un maximum de trois cents hectares. Cette possibilité n'est valable qu'une seule fois.

Art. D.XII.5. La classification des terrils fixée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mars 1995 fixant la classification des terrils reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur de la classification des terrils historiques selon leur vocation prévue à l'article D.VI.8.

TITRE 2. — Renonciation aux concessions de mine

Art. D.XII.6. La demande de renonciation totale ou partielle à une concession de mine est adressée en deux exemplaires au fonctionnaire du sous-sol par envoi recommandé avec accusé de réception.

Art. D.XII.7. § 1^{er}. La demande indique :

1° les nom, prénom, qualité, nationalité, domicile du demandeur, et s'il s'agit d'une société, la raison sociale, la forme juridique et le siège social de celle-ci;

2° les titres miniers portant sur les substances visées dont le demandeur est titulaire en spécifiant ceux qui sont compris en tout ou en partie dans le périmètre pour lequel la renonciation est sollicitée.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, si la demande est présentée par plusieurs sociétés agissant à titre conjoint et solidaire, les renseignements concernant le demandeur sont fournis par chacune d'elles.

§ 2. A la demande de renonciation sont annexées les pièces suivantes :

1° tous documents de nature à justifier les droits du demandeur et, le cas échéant, des pouvoirs du signataire de la demande. Si la concession est détenue conjointement par plusieurs titulaires, les renseignements concernant le demandeur sont fournis par chacun d'eux;

2° les documents cartographiques suivants signés du demandeur et présentés dans des conditions assurant leur conservation :

a) un exemplaire de la carte à l'échelle 1/100 000e situant sur le territoire des provinces concernées le périmètre pour lequel la renonciation est sollicitée;

b) un exemplaire de la carte à l'échelle 1/20 000e sur laquelle sont précisés les sommets et les limites du périmètre pour lequel la renonciation est sollicitée, les points géographiques ou géodésiques servant à les définir et éventuellement, les limites de concessions et permis de recherche de mine de toute nature compris en tout ou en partie à l'intérieur de ce périmètre, les noms des concessions voisines, les limites des zones ayant fait l'objet d'exploitation en vertu de la concession pour laquelle la renonciation est demandée, les limites des zones ayant fait l'objet d'amodiation;

3° dans le cas d'une demande en renonciation partielle comportant une modification des limites du périmètre de la concession, les plans mentionnés au 2° portent les indications du nouveau périmètre;

4° un certificat du conservateur des hypothèques constatant qu'il n'existe pas d'inscription hypothécaire sur la concession ou dans le cas contraire, un état de celles qui auraient été prises en y joignant la mainlevée de ces inscriptions;

5° une liste exhaustive des puits et issues de mines ayant fait l'objet d'un arrêté d'abandon de la députation permanente du Conseil provincial visés à l'article 16 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 avril 1992 fixant la procédure et les conditions pour le retrait d'un titre minier, ou prises en vertu des législations antérieures, avec les références de cet arrêté;

6° une liste exhaustive et une carte au 1/10 000 situant l'emplacement des puits et issues de mines n'ayant fait l'objet d'aucun arrêté d'abandon, qu'ils soient repérés en surface, ou non repérés en surface mais connus par les plans;

7° une déclaration sur l'honneur signée par le ou les titulaires certifiant que les puits et issues mentionnés au 5° satisfont aux conditions des arrêtés d'abandon;

8° une analyse de risques dont le contenu est fixé par le Gouvernement;

Si ce n'est pas le cas, les titulaires notifient le délai dans lequel ils se proposent de régulariser la situation.

Art. D.XII.8. § 1^{er}. Le fonctionnaire du sous-sol vérifie, dans un délai d'un an, si le demandeur a satisfait ou non à ses obligations. Si le demandeur n'a pas satisfait à ses obligations, le fonctionnaire du sous-sol fixe les délais dans lesquels le demandeur, d'une part, exécute les travaux de sûreté prescrits conformément aux lois et règlements et, d'autre part, obtient mainlevée de toutes les inscriptions prises sur la mine.

§ 2. A l'expiration des délais prévus au paragraphe 1^{er}, le demandeur adresse au fonctionnaire du sous-sol un certificat du conservateur des hypothèques constatant que la mine est quitte et libre de toute inscription et l'informe de l'exécution des travaux prescrits.

§ 3. Dans les soixante jours de la réception du document visé au paragraphe 2, le fonctionnaire adresse au Gouvernement un rapport contenant une proposition de décision.

§ 4. Dans les soixante jours de la réception du rapport du fonctionnaire du sous-sol, le Gouvernement statue sur la demande de renonciation.

En cas de renonciation partielle, l'arrêté impose éventuellement au concessionnaire de nouvelles obligations et un nouveau cahier des charges.

§ 5. L'arrêté du Gouvernement prononçant le retrait total ou partiel de la concession pour cause de renonciation est publié au *Moniteur belge* et notifié au demandeur.

TITRE 3. — *Retrait d'office des concessions de mine*

Art. D.XII.9. § 1^{er}. Le Gouvernement peut procéder d'office au retrait des concessions de mine dans les cas suivants :

1° lorsque le concessionnaire n'existe plus ou est introuvable;

2° après mise en demeure, lorsque le concessionnaire reste en défaut de respecter ses obligations de demande de renonciation répondant aux articles D.XII.6 à D.XII.8 ou à l'article 48 du décret du 7 juillet 1988 des mines et des arrêtés et règlements pris pour son exécution;

3° après mise en demeure du concessionnaire, en cas de non-respect du programme de travail prévu au cahier des charges ou des obligations générales des concessionnaires.

§ 2. Le fonctionnaire du sous-sol rédige un rapport sur le retrait d'office.

La procédure prévue à l'article D.XII.8, §§ 4 et 5, est applicable.

L'arrêté du Gouvernement prononçant le retrait d'office de la concession ou du permis de recherche est transcrit à la conservation des hypothèques.

TITRE 4. — *Demandes introduites avant l'entrée en vigueur du Code*

Art. D.XII.10. Les demandes de permis de valorisation de terrils visés à l'article 2 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du Code poursuivent leur instruction selon les dispositions du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils.

Art. D.XII.11. Les demandes de permis d'environnement et permis unique relatif à des projets de géothermie profonde et/ou de stockage géologique de chaleur ou de froid, dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du Code poursuivent leur instruction selon les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

TITRE 5. — *Activités nouvellement soumises à permis exclusif*

Art. D.XII.12. Pour les activités d'exploration des ressources visées à l'article D.I.1, § 2, régulièrement exercées à la date d'entrée en vigueur du Code et nouvellement soumises à permis exclusif, la requête visée à l'article D.VI.12, § 1^{er}, alinéa 2, doit être introduite par le titulaire du permis autorisant cette activité ou celui qui exerce cette activité qui ne nécessite pas de permis, dans les trois mois de l'entrée en vigueur du Code, et être suivie, dans les six mois du dépôt d'une demande de permis exclusif.

A défaut pour le titulaire visé à l'alinéa 1^{er} de satisfaire à ces obligations, le titulaire du permis ou celui qui exerce l'activité ne peut prétendre à la garantie de l'exclusivité de la poursuite des activités d'exploration sur le site concerné.

Le Gouvernement procède à la publication de l'avis visé à l'article D.VI.12, § 1^{er}, dans les 60 jours de la réception de la requête déposée par le titulaire visé à l'alinéa 1^{er}.

Si le permis exclusif n'est pas accordé au titulaire visé à l'alinéa 1^{er}, ce dernier doit cesser ses activités dans les six mois de la réception de la décision de refus visée D.VI.25, § 1^{er}, ou de la notification visée à l'article D.VI.26, alinéa 2.

En l'absence de décision visée D.VI.25, § 1^{er}, si le titulaire visé à l'alinéa 1^{er} n'a pas adressé le rappel prévu à l'article D.VI.25, § 4, il doit cesser ses activités dans les six mois de l'échéance du délai visé à l'article D.VI.25, § 4, alinéa 2.

En l'absence de décision du Gouvernement consécutive à la lettre de rappel visée à l'article D.VI.24, § 4, alinéa 2, le titulaire doit cesser ses activités dans les six mois de la décision de refus tacite visée à l'article D.VI.25.

Art. D.XII.13. § 1^{er}. Pour les activités d'exploitation d'un gisement de géothermie profonde et/ou d'un réservoir géologique de stockage de chaleur et de froid, autorisées en vertu d'un permis d'environnement ou d'un permis d'urbanisme ou d'un permis unique, ou d'un permis similaire en Communauté germanophone, ou de tout autre permis requis autre que les permis exclusifs visés par le présent Code, ou exercées effectivement à la date d'entrée en vigueur du présent Code sans devoir disposer des permis précités, l'exploitant introduit auprès de l'Administration une demande simplifiée de permis exclusif dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Code.

A défaut pour le titulaire visé à l'alinéa 1^{er} de satisfaire à ces obligations, le titulaire du permis ou celui qui exerce l'activité ne peut prétendre à la garantie de l'exclusivité de la poursuite des activités d'exploitation sur le site concerné.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction de la demande simplifiée de permis exclusif.

§ 3. Par dérogation aux articles D.VI.12 et D.VI.13, le Gouvernement octroie, un permis exclusif d'une durée de 3 ans, de périmètre circulaire, d'un rayon de 1,5 km, centré sur chaque forage d'exploitation actif à la date d'entrée en vigueur du présent code.

§ 4. L'exploitant dispose d'un délai de 3 ans à dater de la délivrance du permis pour se mettre en conformité avec les dispositions des Titres V et VII de la Partie VI, et des Parties VIII, IX et X.

A défaut pour l'exploitant de se mettre en conformité avec les dispositions visées à l'alinéa 1^{er}, le titulaire du permis ou celui qui exerce l'activité ne peut prétendre à la garantie de l'exclusivité de la poursuite des activités d'exploitation sur le site concerné.

Annexe 1 - Critères de caractérisation et d'évaluation
du complexe de stockage potentiel du dioxyde de carbone et des environs

La caractérisation et l'évaluation du complexe de stockage potentiel et des environs s'effectuent en trois étapes selon les meilleures pratiques en vigueur au moment de l'évaluation et les critères ci-après. Des dérogations à un ou plusieurs de ces critères peuvent être autorisées par le Gouvernement à condition que l'exploitant ait apporté la preuve que cela ne nuit pas à l'efficacité de la caractérisation et de l'évaluation.

Étape 1 : Collecte des données

Il convient de rassembler suffisamment de données pour construire un modèle géologique volumétrique et tridimensionnel (3D) statique du site de stockage et du complexe de stockage y compris les terrains de couverture, ainsi que des environs y compris les zones communiquant par des phénomènes hydrauliques.

Ces données concernent au minimum les caractéristiques intrinsèques suivantes du complexe de stockage :

- a) géologie et géophysique;
- b) hydrogéologie (en particulier, existence d'aquifères destinés à la consommation);
- c) ingénierie des réservoirs (y compris calculs volumétriques du volume du pore pour l'injection du CO₂ et capacité finale de stockage);
- d) géochimie (vitesses de dissolution; vitesses de minéralisation);
- e) géomécanique (perméabilité, pression de fracture);
- f) sismicité;
- g) présence de voies de passage naturelles ou créées par l'homme, y compris les puits de forage, qui pourraient donner lieu à des fuites, et l'état de ces chemins de fuite.

Des documents sont présentés concernant les caractéristiques ci-après des alentours du complexe :

- a) domaines entourant le complexe de stockage susceptibles d'être affectés par le stockage de CO₂ dans le site de stockage;
- b) distribution de la population dans la région au-dessous de laquelle se trouve le site de stockage;
- c) proximité de ressources naturelles importantes;
- d) activités autour du site de stockage et interactions possibles avec ces activités (par exemple, exploration, production et stockage d'hydrocarbures, exploitation géothermique des aquifères et utilisation de réserves d'eau souterraines);
- e) proximité des sources potentielles de CO₂ (y compris estimations de la masse totale potentielle de CO₂ pouvant faire l'objet d'un stockage dans des conditions économiquement avantageuses) et réseaux de transport adéquats.

Étape 2 : Construction du modèle géologique tridimensionnel statique

A l'aide des données collectées lors de l'étape 1, est construit un modèle ou une série de modèles géologiques tridimensionnels statiques du complexe de stockage proposé, y compris des terrains de couverture et des zones où des fluides sont susceptibles de communiquer par des phénomènes hydrauliques, en utilisant des simulateurs de réservoirs sur ordinateur. Le ou les modèles géologiques statiques caractérisent le complexe sous les angles suivants :

- a) structure géologique du piège naturel;
- b) propriétés géomécaniques et géochimiques et propriétés d'écoulement du réservoir, des couches sus-jacentes (terrains de couverture, formations étanches, horizons poreux et perméables) et des formations environnantes;
- c) caractérisation du système de fractures et présence éventuelle de voies de passage créées par l'homme;
- d) superficie et hauteur du complexe de stockage;
- e) volume de vides (y compris répartition de la porosité);
- f) répartition des fluides dans la situation de référence;
- g) toute autre caractéristique pertinente.

L'incertitude associée à chacun des paramètres utilisés pour construire le modèle est évaluée en élaborant une série de scénarios pour chaque paramètre, et en calculant les intervalles de confiance appropriés. L'incertitude éventuellement associée au modèle proprement dit est également évaluée.

Étape 3 : Caractérisation du comportement dynamique du stockage, caractérisation de la sensibilité, évaluation des risques

Les caractérisations et l'évaluation reposent sur une modélisation dynamique comprenant des simulations d'injection de CO₂ dans le site de stockage avec différents pas de temps à l'aide du ou des modèles géologiques tridimensionnels statiques fournis par le simulateur du complexe de stockage sur ordinateur conçu à l'étape 2.

Étape 3.1 : Caractérisation du comportement dynamique dans le stockage Les facteurs suivants sont au moins pris en considération :

- a) débits d'injection possibles et propriétés des flux de CO₂;
- b) efficacité de la modélisation couplée des processus (la façon dont les divers effets reproduits par le ou les simulateurs interagissent);
- c) processus réactifs (la façon dont les réactions du CO₂ injecté avec les minéraux in situ sont intégrées dans le modèle);
- d) simulateur de réservoir utilisé (plusieurs simulations peuvent s'avérer nécessaires pour valider certaines observations);
- e) simulations à court et long terme (pour déterminer le devenir du CO₂ et le comportement du réservoir au cours des siècles et des millénaires, ainsi que la vitesse de dissolution du CO₂ dans l'eau). La modélisation dynamique fournit des informations sur :
 - a) la pression et la température de la formation de stockage en fonction du débit d'injection et de la quantité injectée cumulée dans le temps;
 - b) la superficie et la hauteur de la zone de diffusion du CO₂ en fonction du temps;
 - c) la nature du flux de CO₂ dans le réservoir, ainsi que le comportement des phases injectées;

- d) les mécanismes et les vitesses de piégeage du CO₂ (y compris les points de fuite et les formations étanches latérales et verticales);
- e) les systèmes de confinement secondaires au sein du complexe de stockage global;
- f) la capacité de stockage et les gradients de pression du site de stockage;
- g) le risque de fracturation des formations de stockage et de la roche de couverture;
- h) le risque de pénétration du CO₂ dans les terrains de couverture;
- i) le risque de fuite à partir du site de stockage (par exemple, par des puits abandonnés ou mal scellés);
- j) la vitesse de migration;
- k) les vitesses de colmatage des fractures;
- l) les modifications dans la chimie des fluides, ainsi que les réactions subséquentes intervenant dans les formations (par exemple, modification du pH, formation de minéraux) et l'intégration de modélisations réactives pour évaluer les effets;
- m) le déplacement des fluides présents dans les formations;
- n) l'accroissement de la sismicité et de l'élévation au niveau de la surface.

Étape 3.2 : Caractérisation de la sensibilité

Des simulations multiples sont réalisées pour déterminer la sensibilité de l'évaluation aux hypothèses posées concernant certains paramètres. Les simulations sont réalisées en faisant varier les paramètres dans le ou les modèles géologiques statiques et en modifiant les fonctions du débit et les hypothèses s'y rapportant lors de la modélisation dynamique. Une sensibilité appréciable est prise en compte dans l'évaluation des risques.

Étape 3.3 : Évaluation des risques

L'évaluation des risques est notamment constituée des composantes ci-après :

3.3.1. Caractérisation des dangers

La caractérisation des dangers consiste à décrire le risque de fuite à partir du complexe de stockage, tel qu'il est établi par la modélisation dynamique et la caractérisation de la sécurité décrites ci-dessus. A cet effet, les aspects suivants sont notamment pris en considération :

- a) les chemins de fuite potentiels;
- b) l'ampleur possible des fuites pour les chemins de fuite recensés (débits);
- c) les paramètres critiques pour le risque de fuite (par exemple, pression maximale du réservoir, débit d'injection maximal, température, sensibilité du ou des modèles géologiques statiques aux diverses hypothèses);
- d) les effets secondaires du stockage de CO₂, notamment les déplacements des fluides contenus dans les formations et les nouvelles substances créées par le stockage de CO₂;
- e) tout autre facteur pouvant représenter un danger pour la santé humaine ou pour l'environnement (par exemple, structures physiques associées au projet).

La caractérisation des dangers couvre toutes les conditions d'exploitation possibles permettant de tester la sécurisation du complexe de stockage.

3.3.2. Évaluation de l'exposition basée sur les caractéristiques de l'environnement et la distribution et les activités de la population humaine au niveau du complexe de stockage, ainsi que sur le comportement et le devenir potentiel du CO₂ s'échappant par les chemins de fuite mis en évidence lors de l'étape 3.3.1.

3.3.3. Évaluation des effets basée sur la sensibilité d'espèces, de communautés ou d'habitats particuliers aux fuites potentielles envisagées à l'étape 3.3.1. Le cas échéant, il convient de tenir compte des effets d'une exposition à des concentrations élevées de CO₂ dans la biosphère (y compris dans les sols, les sédiments marins et les eaux benthiques (asphyxie, hypercapnie) et du pH réduit dans ces environnements, du fait des fuites de CO₂). L'évaluation porte également sur les effets d'autres substances éventuellement présentes dans les flux de CO₂ qui s'échappent (impuretés présentes dans le flux d'injection ou nouvelles substances créées par le stockage du CO₂).

Ces effets sont envisagés pour différentes échelles temporelles et spatiales, et sont associés à des fuites d'ampleur variable.

3.3.4. Caractérisation des risques qui comprend une évaluation de la sécurité et de l'intégrité du site à court et à long terme, et une évaluation du risque de fuite dans les conditions d'utilisation proposées, ainsi que des conséquences sanitaires et environnementales dans le pire des scénarios. La caractérisation des risques s'appuie sur l'évaluation des dangers, de l'exposition et des effets. Elle comporte une évaluation des sources d'incertitude identifiées au cours des étapes de caractérisation et d'évaluation du site de stockage et, si les circonstances le permettent, une description des possibilités de réduction de l'incertitude.

Annexe 2 - Critères pour l'établissement et la mise à jour du plan de surveillance
ainsi que pour la surveillance postfermeture du site de stockage géologique du dioxyde de carbone

1. Établissement et mise à jour du plan de surveillance

Le plan de surveillance visé à l'article D.XI.23, § 2, est établi en fonction de l'analyse de l'évaluation des risques effectuée à l'étape 3 de l'annexe 1e, et mis à jour dans le but de satisfaire aux exigences de surveillance énoncées à l'article D.XI.23, § 1^{er}, en fonction des critères suivants :

1.1. Établissement du plan

Le plan de surveillance détaille la surveillance à mettre en oeuvre aux principaux stades du projet, notamment la surveillance de base, la surveillance opérationnelle et la surveillance postfermeture. Les éléments suivants sont précisés pour chaque phase :

- a) paramètres faisant l'objet de la surveillance;
- b) techniques de surveillance employées et justification du choix de ces techniques;
- c) lieux de surveillance et justification de l'échantillonnage spatial;
- d) fréquence d'application et justification de l'échantillonnage temporel.

Les paramètres faisant l'objet de la surveillance sont choisis de façon à répondre aux objectifs de la surveillance. Cependant, le plan prévoit toujours une surveillance continue ou intermittente des éléments suivants :

- e) émissions fugitives de CO₂ au niveau de l'installation d'injection;

- f) débit volumique de CO₂ au niveau des têtes de puits d'injection;
- g) pression et température du CO₂ au niveau des têtes de puits d'injection (pour déterminer le débit massique);
- h) analyse chimique des matières injectées;
- i) température et pression du réservoir (pour déterminer le comportement et l'état de phase du CO₂).

Le choix des techniques de surveillance est fonction des meilleures techniques disponibles au moment de la conception. Les solutions suivantes sont envisagées et le cas échéant retenues;

- j) techniques permettant de détecter la présence, la localisation et les voies de migration du CO₂ dans les formations souterraines et en surface;
- k) techniques fournissant des informations sur le comportement pression-volume et la distribution verticale et horizontale de la zone de diffusion du CO₂ afin d'ajuster la simulation numérique 3D aux modèles géologiques 3D de la formation de stockage conçus conformément à l'article D.XI.3 et à l'annexe 1e;
- l) techniques permettant d'obtenir une large couverture en surface afin de recueillir des informations sur d'éventuels chemins de fuite non encore repérés sur toute la superficie du complexe de stockage et des environs, en cas d'irrégularité notable ou de migration de CO₂ en dehors du complexe de stockage.

1.2. Mise à jour du plan

Les données recueillies lors de la surveillance sont rassemblées et interprétées. Les résultats observés sont comparés au comportement prévu par la simulation dynamique 3D du comportement pression-volume et de saturation entreprise dans le cadre de la caractérisation de la sécurité conformément à l'article D.XI.3 et à l'annexe 1e, étape 3.

En cas d'écart important entre le comportement observé et le comportement prévu, le modèle 3D est recalé pour rendre compte du comportement observé. Le recalage s'appuie sur les observations effectuées à partir du plan de surveillance, ainsi que sur les données supplémentaires obtenues le cas échéant pour améliorer la fiabilité des hypothèses de recalage.

Les étapes 2 et 3 de l'annexe 1e sont réitérées avec le ou les modèles 3D recalés afin d'obtenir de nouveaux scénarios de dangers et de nouveaux débits et afin de réviser et d'actualiser l'évaluation des risques.

Au cas où la corrélation historique et le recalage des modèles permettent de mettre en évidence de nouvelles sources de CO₂ et de nouveaux chemins de fuite et débits ou de constater des écarts notables par rapport aux évaluations antérieures, le plan de surveillance est mis à jour en conséquence.

2. Surveillance postfermeture

La surveillance postfermeture est basée sur les informations rassemblées et modélisées durant la mise en oeuvre du plan de surveillance visé à l'article D.XI.23, § 2, et au point 1.2 de la présente annexe. Elle sert notamment à fournir les renseignements nécessaires aux fins de l'article D.XI.28, § 1^{er}.

CHAPITRE 2. — Dispositions modificatives, abrogatoires et finales

Section 1^{re}. — Dispositions modificatives

Sous-section 1^{re}. — Code judiciaire

Art. 2 - A l'article 591 du Code judiciaire, modifié par le décret du 10 juillet 2013, le 10^o est abrogé.

Sous-section 2. — Code civil - Loi sur les baux à ferme

Art. 3 - Dans l'article 6, § 3, de la section 3 (« Des règles particulières aux baux à ferme ») du Livre 3, Titre 8, chapitre 2, du Code civil, remplacé par la loi du 7 novembre 1988 et modifié par le décret du 10 juillet 2013, les mots « à l'article 22 du décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone » sont remplacés par les mots « à l'article D.XI.21 du Code de la gestion des ressources du sous-sol ».

Sous-section 3. — Loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature

Art. 4 - A l'article 1^{er}bis, 28^o, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, inséré par le décret du 6 décembre 2001, les c. et e. sont abrogés.

Sous-section 4. — Décret du 7 juillet 1988 des mines

Art. 5 - Les articles 1^{er} à 4, 6 et 7, 9 à 12, 13, modifié par le décret du 31 mai 2007, 15 et 16, 24 à 35, 36, modifié par le décret du 20 juillet 2016, 37 à 46, 47, modifié par le décret du 1^{er} mars 2018, 48 à 56, 61, remplacé par le décret du 5 juin 2008, 63, remplacé par le décret du 5 juin 2008, 65, 67 à 73, du décret du 7 juillet 1988 des mines sont abrogés.

Sous-section 5. — Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 6 - Dans l'article 13 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par les décrets des 18 décembre 2008, 10 juillet 2013 et 20 juillet 2016, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le fonctionnaire technique est compétent pour connaître des déclarations et des demandes de permis d'environnement relatives :

- 1^o aux établissements mobiles;
- 2^o aux établissements situés sur le territoire de plusieurs communes;
- 3^o à tout établissement constituant une installation de gestion de déchets d'extraction minière telle que définie par le Gouvernement;
- 4^o aux activités et installations afférentes à la mise en oeuvre d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol;
- 5^o aux installations de captage et de stockage géologique de dioxyde de carbone (CO₂) ainsi que pour les installations de forage et équipements de puits destinés à l'exploration et l'injection en vue du stockage géologique de CO₂;
- 6^o pour les demandes de permis d'environnement qui portent sur les modifications mineures des permis délivrés par le Gouvernement visés à l'alinéa 4. ».

Art. 7 - A l'article 50, § 1^{er}, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le permis relatif aux activités et installations afférentes aux permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol visés dans le Code de la gestion des ressources du sous-sol est délivré pour une durée allant jusqu'à l'échéance du permis exclusif auquel il se rapporte. »;

2° il est complété par un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Les permis d'environnement autorisant des activités et installations nécessaires à la postgestion prévue par les permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol visés dans le Code de la gestion des ressources du sous-sol peuvent être délivrés au-delà de l'échéance du permis exclusif, sans pouvoir excéder vingt ans. ».

Art. 8 - A l'article 81, § 2, alinéa 3, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 2 mai 2019, les mots « ainsi qu'à tout établissement constituant une installation de gestion de déchets d'extraction minière telle que définie par le Gouvernement et à toutes installations et activités nécessaires ou utiles à la recherche et à l'exploitation des ressources du sous-sol en ce compris, les puits, galeries, communications souterraines et fosses d'extraction » sont remplacés par les mots « ainsi qu'à tout établissement constituant une installation nécessaire dans le cadre d'un permis exclusif d'exploration ou d'exploitation des ressources du sous-sol visé au Code de la gestion des ressources du sous-sol et les installations de gestion de déchets d'extraction minière telle que définie par le Gouvernement ».

Sous-section 6. — Livre 1^{er} du Code de l'Environnement

Art. 9 - A l'article D.29-1, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement, inséré par le décret du 31 mai 2007 et modifié en dernier lieu par le décret du 22 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est complété par un 9° rédigé de la manière suivante :

« 9° les permis exclusifs d'exploration et d'exploitation des ressources du sous-sol visés par le Code de la gestion des ressources du sous-sol. »;

2° le paragraphe 4, a., est complété par un 11° rédigé de la manière suivante :

« 11° les décisions relatives au classement des terrils historiques prévues à l'article D.VI.8 du Code de la gestion des ressources du sous-sol; »;

3° le paragraphe 4, a., est complété par un 12° rédigé de la manière suivante :

« 12° les déclarations d'utilité publique de l'établissement d'installations ou ouvrages d'exploitation des ressources du sous-sol prévus à l'article

D.VII.2 du Code de la gestion des ressources du sous-sol; »;

4° au paragraphe 4, b., les 2° à 4°, sont abrogés;

5° le paragraphe 4, b., est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° l'octroi des droits d'occupation et d'exploitation des terres d'autrui prévu dans le Code de la gestion des ressources du sous-sol. »;

6° au paragraphe 4, b., 7°, les mots « aux articles 2, 11° et 5, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone » sont remplacés par les mots « au Code de la gestion des ressources du sous-sol ».

Art. 10 - A l'article D.46, alinéa 1^{er}, du même Code, il est inséré un 6° libellé de la manière suivante :

« 6° un plan stratégique de gestion des ressources du sous-sol tel que visé par le Code de la gestion des ressources du sous-sol. ».

Art. 11 - A l'article D.49 du même Code, remplacé par le décret du 31 mai 2007 et modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le c. est abrogé;

2° au f., les mots « décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone » sont remplacés par les mots « Code de la gestion des ressources du sous-sol ».

Art. 12 - A l'article D.138, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 24 novembre 2021, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 6° est remplacé comme suit :

« 6° le Livre 3 du Code de l'Environnement contenant le Code de la gestion des ressources du sous-sol; »; 2° le 13° est abrogé.

Art. 13 - A l'annexe 1e, point 12, du même Code, insérée par le décret du 22 novembre 2007, modifiée par le décret du 10 juillet 2013, les mots « décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone » sont remplacés par les mots « Code de la gestion des ressources du sous-sol ».

Sous-section 7. — Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Art. 14 - Dans l'article D.170, 8°, modifié par le décret du 10 juillet 2013, du Livre 2 du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, les mots « au décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone ou exclue du champ d'application de ce décret en vertu de son article 2, § 2 » sont remplacés par les mots « au Code de la gestion des ressources du sous-sol ou exclue du champ d'application de ce Code en vertu de son article D.VI.11. ».

Sous-section 8. — Décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative

Art. 15 - L'article 1^{er}, 3°, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, remplacé par le décret du 16 février 2017, est complété par ce qui suit : « u. Conseil du sous-sol;

v. Comité scientifique institué par ou en vertu du Code de la gestion des ressources du sous-sol. ».

Art. 16 - Dans l'article 2/4, § 1^{er}, 5^o, du même décret, inséré par le décret du 16 février 2017, les mots « le décret du 9 mai 1985 relatif à la valorisation des terrils » sont remplacés par les mots « le Code de la gestion des ressources du sous-sol ».

Sous-section 9. — Code du Développement territorial

Art. 17 - Dans l'article D.IV.106, du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé de la manière suivante :

« Le permis d'urbanisme est délivré par le fonctionnaire délégué lorsqu'il concerne des actes et travaux relatifs aux activités et installations nécessaires à l'exploration et à l'exploitation des ressources du sous-sol visées à l'article D.I.1, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, du Code de la gestion des ressources du sous-sol ».

Art. 18 - Dans l'article D.IV.4 du même Code, à l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 17^o libellé comme suit :

« 17^o recouvrir ou modifier un dispositif de sécurisation d'une issue ou d'un puit de mine sécurisé ».

Section 2. — Dispositions abrogatoires

Art. 19 - Les lois sur les mines, minières et carrières coordonnées par arrêté royal du 15 septembre 1919, modifiées en dernier lieu par le décret du 4 juillet 2002, sont abrogées pour la Région wallonne.

Art. 20 - L'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n^o 83 du 28 novembre 1939 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumineuses, du pétrole et des gaz combustibles, confirmé par la loi du 16 juin 1947, modifié par le décret du 19 février 1998, est abrogé pour la Région wallonne.

Art. 21 - L'arrêté royal de pouvoirs spéciaux n^o 84 du 28 novembre 1939 portant obligation de déclarer les explorations du sous-sol, confirmé par la loi du 16 juin 1947, est abrogé pour la Région wallonne.

Art. 22 - L'article 3 du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils, modifié en dernier lieu par le décret du 22 novembre 2018, est abrogé.

Art. 23 - Le décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone est abrogé.

Section 3. — Dispositions finales

Art. 24 - § 1^{er}. Le Gouvernement peut modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions des lois et des décrets qui ne sont pas abrogées par les articles 19 à 23, en vue de les mettre en concordance avec la numérotation du Livre 3 du Code de l'Environnement.

§ 2. Le Gouvernement peut modifier les références aux dispositions abrogées par les articles 19 à 23 qui seraient contenues dans les dispositions des décrets ayant pour objet la modification ou l'abrogation des dispositions abrogées par les articles 19 à 23 et qui ne sont pas entrées en vigueur au moment de l'entrée en vigueur du présent décret.

Le Gouvernement peut de même adapter, coordonner ou mettre en concordance les dispositions transitoires relatives à ces modifications ou abrogations, sans cependant pouvoir en modifier le sens ou la portée.

§ 3. Le Gouvernement peut modifier les références aux dispositions des lois et des décrets qui sont contenues dans les dispositions de la partie décrétable du Livre 3 du Code de l'Environnement et qui ne sont pas entrées en vigueur au moment de l'adoption ou de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 25 - Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard le 1^{er} juillet 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 mars 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de la Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2023-2024.*

Documents du Parlement wallon, 1510 (2023-2024) N^{os} 1 à 1^{ter} à 9

Compte rendu intégral, séance plénière du 13 mars 2024

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/006599]

14. MÄRZ 2014 — Dekret zur Einführung des Gesetzbuchs über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen*

Artikel 1 - Die folgenden Bestimmungen bilden den dekretalen Teil von Buch 3 des Umweltgesetzbuches, das das Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen bildet.

„Buch 3 – Bewirtschaftung der Bodenschätze

Teil 1 — Grundsätze, Anwendungsbereich und Definitionen**TITEL 1 — Grundsätze und Anwendungsbereich**

Art. D.I.1. Paragraph 1. Die Bodenschätze der Wallonischen Region sind das gemeinsame Erbe ihrer Einwohner.

Sie werden nach dem Grundsatz der sparsamen Bewirtschaftung unter Beachtung der Gesundheit und Sicherheit der Menschen und des Umweltschutzes gemäß den Umweltzielen, Schutzmaßnahmen und Wasserbewirtschaftungsmethoden gemäß Buch 2 des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, und den Schutzregelungen des Naturschutzgesetzes vom 12. Juli 1973 genutzt.

Paragraph 2. Zu diesem Zweck regelt das vorliegende Gesetzbuch die Bewirtschaftung der Ressourcen des wallonischen Untergrundes, einschließlich der Aktivitäten im Untergrund, und regelt unter Beachtung der nachhaltigen Entwicklung, des Klimas, des Wassers und der Biodiversität die Erkundung und den Abbau, gegebenenfalls einschließlich des Post-Managements, insbesondere:

- 1° Bergwerke;
- 2° Vorkommen von Kohlenwasserstoffen und brennbaren Gasen;
- 3° Standorte für die geologische Speicherung von Energie, Wärme oder Kälte;
- 4° tiefe geothermische Lagerstätten zum Zweck der Energiegewinnung (Wärme oder Strom);
- 5° der historischen Halden und „Terrisses“;
- 6° anthropogene oder natürliche unterirdische Hohlräume;
- 7° Standorte für die geologische Speicherung von Kohlendioxid auf dem Gebiet der Wallonischen Region.

Nicht als Ressourcen des wallonischen Untergrundes im Sinne dieses Gesetzbuches gelten Massen von mineralischen oder fossilen Substanzen, die nicht als Bergwerke klassifiziert sind.

Paragraph 3. Dieses Gesetzbuch gilt unbeschadet der Gesetzgebung über Steinbrüche, der Wassergesetzgebung und anderer Gesetze, die sich auf andere Genehmigungen beziehen.

Paragraph 4. Das vorliegende Gesetzbuch gilt nicht für die folgenden Aktivitäten:

- 1° Betrieb von Steinbrüchen;
- 2° Archäologie;
- 3° Höhlenforschung;
- 4° Besichtigungen und Erkundungen zu wissenschaftlichen Zwecken;
- 5° Geothermie in einer geringen Tiefe von weniger als 500 Metern;
- 6° die Nutzung von Grundwasser.

Abweichend von Absatz 1 gelten für diese Aktivitäten:

- 1° Artikel D.V.1 bis D.V.3 über Erklärungen zur Erforschung und Nutzung sowie zur Entdeckung von Höhlen;
- 2° Artikel D.IV.1, der sich auf die Datenbank bezieht;
- 3° Artikel D.III.1 über den strategischen Plan mit Ausnahme der Nutzung von Steinbrüchen;
- 4° die Artikel D.II.1 und D.II.2 über den Rat für die Nutzung des Untergrundes;
- 5° Artikel D.VI.7, nur in Bezug auf Geothermie in geringer Tiefe.

Art. D.I.2 Die in Artikel D.I.1, Paragraph 2, Absatz 1, Ziffer 1 bis 4 und Ziffer 7 genannten abbaubaren Bodenschätze, die sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden, werden von der Region verwaltet. Die Bewirtschaftung und Nutzung der in Artikel D.I.1, Paragraph 2, Absatz 1, Ziffer 1, mit Ausnahme von Steinkohle, Braunkohle und Ölschiefer, Ziffer 3, 4 und 7 genannten Ressourcen sind von allgemeinem Interesse.

Die Regierung kann für die unterirdischen Ressourcen, die in Artikel D.I.1, Paragraph 2, Absatz 1, Ziffer 1, 2, 3, 4 und 7, ausschließliche Rechte zur Erkundung oder Gewinnung gewähren, unbeschadet der Notwendigkeit, eine Umweltgenehmigung oder eine Baugenehmigung oder eine Globalgenehmigung oder eine ähnliche Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder jede andere erforderliche Genehmigung zu erhalten, für die Ausübung der entsprechenden Tätigkeiten und für den Betrieb der zugehörigen Anlagen und Ausrüstungen und unbeschadet der Klimaziele, der Umweltziele und der Schutzmaßnahmen und Wasserbewirtschaftungsarten gemäß Buch 2 des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, sowie der Schutzregelungen gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur.

Art. D.I.3 Sofern nichts anderes bestimmt ist, erfolgt jede in diesem Gesetzbuch genannte Sendung entweder:

- 1° per Einschreiben mit Rückschein;
- 2° durch die Verwendung eines ähnlichen, von der Regierung festgelegten Mittels, das es ermöglicht, das Datum des Versands und des Empfangs der Urkunde mit Sicherheit zu bestimmen, unabhängig davon, welcher Zustelldienst für die Versendung verwendet wird; 3° durch die Hinterlegung der Urkunde gegen Empfangsbestätigung.

Die Regierung kann eine Liste der Verfahren, einschließlich elektronischer Verfahren, festlegen, die sie als geeignet anerkennt, um das Datum des Versands und des Empfangs mit Sicherheit zu bestimmen.

Art. D.I.4. Der Versand erfolgt spätestens am Tag des Fristablaufs.

Der Tag des Eingangs der Urkunde, welcher als Ausgangspunkt für eine Frist gilt, ist darin nicht enthalten.

Der Tag der Fälligkeit wird in die Frist eingerechnet. Wenn dieser Tag ein Samstag, Sonntag oder gesetzlicher Feiertag ist, so ist der Fälligkeitstag der nächstfolgende Werktag.

TITEL 2 — Begriffsbestimmungen

Art. D.I.5. Im Sinne dieses Gesetzbuches wird verstanden unter:

1° Aktivitäten und Einrichtungen im Untergrund:

a) Sport-, Freizeit-, Kultur- und Tourismusaktivitäten, mit Ausnahme von Höhlenforschung zur Erkundung und wissenschaftlichen Forschung;

b) Gartenbaubetriebe und Pilzzuchtbetriebe;

c) Lager jeglicher Art in natürlichen oder künstlichen unterirdischen Hohlräumen, einschließlich Bergwerken, deren Lagerstätten nicht mehr ausgebeutet werden;

d) Anlagen, die für die Ausübung dieser Aktivitäten notwendig sind, mit Ausnahme von Tunneln, die mit aktiven Verkehrswegen verbunden sind und im militärischen Bereich, sowie Leitungen für den Transport von Flüssigkeiten;

2° Verwaltung: der (die) von der Regierung bestimmte(n) Dienst(e);

3° GRE: Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung;

4° Bergbaukonzession: die Urkunde, die den Betrieb eines Bergwerks gemäß dem Dekret vom 7. Juli 1988 über den Bergbau, den durch den Königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetzen über die Bergwerke, Gruben und Steinbrüche, oder gemäß jedem früheren Gesetz genehmigt;

5° Abfall: Abfall gemäß der Definition in Artikel 5 § 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit;

6° Ausbeutung von Bodenschätzen: die Erschließung von Bodenschätzen innerhalb eines Bereichs oder Volumens, der gegebenenfalls in einer Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Gewinnung festgelegt ist, entweder durch die vollständige oder teilweise Gewinnung aus vorhandenen geologischen Schichten und Körpern zum Zweck der Vermarktung der gewonnenen Gesteine, Mineralien, Substanzen und Flüssigkeiten mit oder ohne Aufbereitung, oder durch die Gewinnung oder Speicherung von Wärme, Gasen oder Flüssigkeiten, mit Ausnahme von Bauwerken und Maßnahmen zur Entnahme von Grundwasser, oder durch die Nutzung vorhandener Hohlräume;

7° Erkundung von Bodenschätzen: jede Maßnahme oder Kampagne von Maßnahmen, die innerhalb eines festgelegten Gebiets durchgeführt wird und die darauf abzielt, den Untergrund und bestimmte Bodenschätze zu charakterisieren, um deren Existenz und Lage zu bestimmen sowie die Möglichkeiten ihrer Gewinnung oder Aufwertung zu bewerten, unabhängig von den vor Ort eingesetzten Mitteln;

8° technischer Beamter: der oder die von der Regierung benannte(n) Beamte(n);

9° für die Nutzung des Untergrundes zuständiger Beamter: der oder die von der Regierung benannte(n) Beamte(n);

10° geologische Formation: die lithostratigraphische Unterteilung, innerhalb derer unterschiedliche Gesteinsschichten beobachtet werden, die Gegenstand von Kartierungen oder wissenschaftlichen Forschungsstudien sein können;

11° Fracking: eine Methode vor der Förderung, deren Prinzip auf der Veränderung der Durchlässigkeit des Mediums beruht;

12° oberflächennahe Geothermie: erneuerbare Energie, bei der die Gesamtheit der Verfahren die Nutzung der Wärmeenergie ermöglicht. Hierbei handelt es sich um Energie, die in Form von Wärme unter der Oberfläche der festen Erde in Tiefen von bis zu 500 Metern gespeichert ist;

13° Tiefengeothermie: erneuerbare Energie, bei der die Gesamtheit der Verfahren die Gewinnung geothermischer Energie und ihre Nutzung, sei es thermisch oder elektrisch, ermöglicht. Hierbei handelt es sich um Energie, die in Form von Wärme unter der Oberfläche der festen Erde in Tiefen von mehr als 500 Metern gespeichert ist;

14° geothermische Lagerstätte: die im Erdinneren eingeschlossene Lagerstätte, aus der über eine Flüssigkeit Energie in Form von Wärme gewonnen werden kann;

15° Bergwerke: entweder:

a) Massen von mineralischen oder fossilen Stoffen im Untergrund, von denen bekannt ist, dass sie in Adern, Schichten oder Klumpen Gold, Silber, Platin, Quecksilber, Blei, Eisen, Kupfer, Zinn, Zink, Galmei, Wismut, Kobalt, Arsen, Mangan, Antimon, Molybdän, Bleiagin, Gallium, Germanium, Hafnium, Indium, Niob, Scandium, Tantal, Wolfram, Vanadium, Uran oder andere metallische Stoffen sowie deren Salze und Oxide, Barium, Lithium, Baryt, Schwefel, Graphit, Steinkohle, fossiles Holz, Bitumen, Alaun und Salz sowie bituminöse Gesteine enthalten, die für eine industrielle Behandlung zur Gewinnung insbesondere von Kohlenwasserstoffen in Frage kommen, und phosphathaltige Gesteine, die für eine industrielle Behandlung zur Herstellung von Düngemitteln in Frage kommen;

b) Vorkommen in anstehendem oder natürlich verändertem und verschobenem Gestein, die industriell verwertbare Seltene Erden enthalten, nämlich Scandium, Yttrium, Lanthan, Cer, Praseodym, Neodym, Promethium, Samarium, Europium, Gadolinium, Terbium, Dysprosium, Holmium, Erbium, Thulium, Ytterbium und Lutetium;

c) Stoffe, die im Grundwasser gelöst sind, das die unter a) genannten Massen und die unter b) genannten Lagerstätten auf natürliche Weise umspült, wenn dieses Wasser extrahiert wird, um einen der in diesem Artikel genannten Stoffe, der in diesen Massen oder Lagerstätten vorkommt und auf natürliche Weise in Lösung gegangen ist, daraus zu isolieren;

16° "Umweltgenehmigung": die in Artikel 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte Genehmigung.

17° Genehmigung für die Suche nach Bergwerken: die Genehmigung gemäß Artikel 5 des Dekrets vom 7. Juli 1988 über den Bergbau oder den durch den Königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetzen über die Bergwerke, Gruben und Steinbrüche;

18° Exklusivgenehmigung zur Erkundung: der Beschluss, durch den die Regierung einem bestimmten Inhaber die Exklusivität der Aktivitäten zur Erkundung der in Artikel D.I.1, § 2, Absatz 1, 1° bis 4° genannten Ressourcen verleiht;

19° Exklusivgenehmigung zur Nutzung: der Beschluss, durch den die Regierung einem bestimmten Inhaber die Exklusivität der Aktivitäten zur Nutzung der in Artikel D.I.1, § 2, Absatz 1, 1° bis 4° genannten Ressourcen verleiht;

20° Nachsorge: die Verpflichtungen zur Instandhaltung, Überwachung, Kontrolle und Sanierung, die dem Inhaber einer Exklusivgenehmigung nach der vollständigen oder teilweisen Einstellung der Erkundung oder Nutzung auferlegt werden;

21° Wiederherstellung: die Wiederherstellung im Sinne von Artikel 1, Ziffer 13 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

22° Standort: das Gebiet, das aus den in der Umweltgenehmigung genannten Katasterparzellen besteht;

23° geologische Speicherung von Wärme- oder Kälteenergie: die zeitweilige Speicherung von Wärmeenergie in einem Volumen des Untergrundes mit dem Ziel einer späteren Nutzung, unabhängig von der Art dieser Nutzung;

24° historische Halde: die Anlage zur Entsorgung von Abfällen aus der Kohlegewinnungs- und -verarbeitungsindustrie mit einem Volumen von mehr als 50.000 Kubikmetern, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches angelegt wurde;

25° "Terrisse": historische Halde mit einem Volumen von weniger als 50.000 Kubikmetern.

TITEL 3 — Erfüllung der europäischen Verpflichtungen

Art. D.I.6. Dieses Gesetzbuch setzt teilweise um:

1° die Richtlinie 94/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 1994 über die Erteilung und Nutzung von Genehmigungen zur Prospektion, Erkundung und Gewinnung von Kohlenwasserstoffen;

2° die Richtlinie 2001/42/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juli 2001 in Bezug auf die Bewertung der Auswirkungen bestimmter Pläne und Programme auf die Umwelt

3° die Richtlinie 2009/31/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid und zur Änderung der Richtlinie 85/337/EWG des Rates, der Richtlinien 2000/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG und 2008/1/EG sowie der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates;

4° die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen.

Teil 2 — Beratungs- und Koordinierungsinstanzen

TITEL 1 — Rat für die Nutzung des Untergrunds und wissenschaftlicher Ausschuss

Art. D.II.1. § 1. Es wird ein Rat für die Nutzung des Untergrunds eingerichtet. Dieser Rat besteht aus Mitgliedern, die durch die Regierung bezeichnet werden:

1° zu einem Drittel aus Beamten, die aus der Verwaltung kommen;

2° zu einem Drittel aus Vertretern der Betreiber und der Organisationen, die die Arbeitnehmer vertreten, bestehend aus mindestens fünf Vertretern der Betreiber und mindestens drei Vertretern der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen;

3° zu einem Drittel aus Vertretern verschiedener Interessen, darunter auch wissenschaftliche Mitglieder.

Paragraf 2. Unbeschadet des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der beratenden Funktion wird für jedes Vollmitglied ein stellvertretendes Mitglied ernannt. Wenn das Mitglied nach den Bestimmungen, die die Arbeitsweise und Organisation des Rates für den Untergrund regeln, aufgrund einer bestimmten Funktion, die es innehat, oder eines Titels, den es trägt, ernannt wird, kann von dieser Regel abgewichen werden.

Ein stellvertretendes Mitglied kann nur in Abwesenheit des Vollmitglieds, das es vertritt, an der Sitzung teilnehmen.

Das stellvertretende Mitglied verfügt über dieselben Unterlagen im Zusammenhang mit den Sitzungen des Gremiums wie die ordentlichen Mitglieder. Diese Dokumente werden den stellvertretenden Mitgliedern gleichzeitig mit der Übermittlung an die Vollmitglieder übermittelt.

Paragraf 3. Minister können zu den Sitzungen eingeladen werden, wenn eine Angelegenheit aus ihrem Zuständigkeitsbereich dem Rat für die Nutzung des Untergrundes zur Stellungnahme vorgelegt wird.

Paragraf 4. Der Rat für die Nutzung des Untergrundes besteht aus mindestens 24 ständigen Mitgliedern sowie mindestens einer zusätzlichen Fachgruppe, die sich auf Aktivitäten im Bereich der Tiefengeothermie bezieht.

Die Regierung bestimmt die Verteilung der Vertreter der Verwaltung im Rat für die Nutzung des Untergrundes gemäß den in Artikel 92ter des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehenen Modalitäten.

Die Regierung bestimmt die Anzahl der Mitglieder des Rates für die Nutzung des Untergrundes, die Modalitäten ihrer Vorstellung und die Arbeitsweise des Rates für die Nutzung des Untergrundes.

Die Regierung ernennt aus dem Kreis der in Absatz 1 genannten Mitglieder den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Rates für die Nutzung des Untergrundes.

Paragraf 5. Die Regierung kann innerhalb des Rates für die Nutzung des Untergrundes zusätzliche Fachsektionen einrichten, indem sie die Anzahl und die Qualität der zusätzlichen Mitglieder festlegt. Sie ernennt die Mitglieder nach den von ihr festgelegten Modalitäten.

Paragraf 6. Im Falle eines Dossiers, das sich auf Tiefengeothermie bezieht, tagt im Rat für die Nutzung des Untergrundes die Fachgruppe Tiefengeothermie.

Die Regierung bestimmt die Anzahl der zusätzlichen Mitglieder und die Art und Weise, wie diese vorgestellt werden.

Paragraf 7. Es wird ein unabhängiger wissenschaftlicher Ausschuss eingerichtet, der sich aus Mitgliedern zusammensetzt, die von der Regierung ernannt werden. Der Rat für die Nutzung des Untergrundes kann diesen wissenschaftlichen Ausschuss immer dann einberufen, wenn er es für notwendig erachtet.

Die Regierung legt die Anzahl der Mitglieder des wissenschaftlichen Ausschusses, die Art und Weise, wie diese vorgestellt werden, sowie die Arbeitsweise des Ausschusses einschließlich der Regeln für Vergütung und Interessenkonflikte so fest, dass die Unabhängigkeit des wissenschaftlichen Ausschusses gewährleistet ist.

Sie bestimmt gegebenenfalls die Verteilung der Vertreter gemäß den in Artikel 92ter des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgesehenen Modalitäten.

Art. D.II.2. Paragraf 1 Der Rat für die Nutzung des Untergrundes hat folgende Aufgaben:

1° Abgabe einer Stellungnahme zu dem in Artikel D.III.1. genannten Entwurf des strategischen Plans zur Bewirtschaftung der Bodenschätze

2° Informieren der Regierung über alle Aspekte, die mit der Erforschung und Nutzung der in diesem Gesetzbuch genannten Bodenschätze zusammenhängen;

3° Abgabe einer Stellungnahme zu Projekten für Infrastrukturarbeiten im Hinblick auf die rationelle Nutzung von Bodenschätzen oder Lagerstätten;

4° Abgabe einer Stellungnahme zu konkurrierenden Nutzungen, die sich auf dieselbe Lagerstätte oder dieselbe unterirdische Zone beziehen;

5° Abgabe einer Stellungnahme zu Anträgen auf eine Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung;

6° Abgabe einer Stellungnahme zu der in Artikel D.VI.8 genannten Klassifizierung historischer Halden;

7° Abgabe einer Stellungnahme zu jedem Antrag auf eine Umweltgenehmigung oder eine Baugenehmigung oder eine Globalgenehmigung oder eine ähnliche Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder jede andere erforderliche Genehmigung in Bezug auf eine historische Halde;

8° Abgabe einer Stellungnahme zu allen Fragen bezüglich des Untergrundes und seiner Ressourcen, die insbesondere in Artikel D.I.1, Paragraph 2 genannt werden und die ihm von der Regierung vorgelegt werden.

Paragraf 2. Der Rat für die Nutzung des Untergrundes kann aus eigener Initiative Stellungnahmen abgeben und die Meinung des unabhängigen wissenschaftlichen Ausschusses einholen.

Paragraf 3. Der unabhängige wissenschaftliche Ausschuss hat folgende Aufgaben:

1° Abgabe einer Stellungnahme zu dem in Artikel D.III.1. genannten Entwurf des strategischen Plans zur Bewirtschaftung der Bodenschätze und zur Überwachung ihrer Umsetzung;

2° Abgabe einer Stellungnahme zu Anträgen auf eine Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung;

3° Informieren des Rats für die Nutzung des Untergrundes oder der Regierung über alle wissenschaftlichen Aspekte der Erforschung oder Nutzung von Bodenschätzen und deren Folgen durch Stellungnahmen auf Anfrage oder aus eigener Initiative.

TITEL 2 — Struktur zur Koordinierung der Intervention der Region im Bereich von Bodenbewegungen, die durch unterirdische Bauwerke oder Erkundungs- und Abbauarbeiten oder durch anthropogene oder natürliche Hohlräume verursacht werden

Art. D.II.3. Die Regierung kann während und außerhalb einer Krise eine Struktur zur ständigen Koordinierung ihrer Dienststellen im Bereich der Bodenbewegungen aufgrund von unterirdischen Bauwerken oder Arbeiten zur Erkundung oder zum Abbau von Bodenschätzen oder Steinbrüchen oder aufgrund von anthropogenen oder natürlichen Hohlräumen organisieren, die insbesondere dazu bestimmt ist:

1° strategische Überlegungen zur Problematik dieser Bodenbewegungen anzustellen, sowohl im Bereich der Prävention als auch im Bereich des Krisenmanagements;

2° die Interventionen der Behörden und verschiedenen Dienste der Region im Falle von Bodenbewegungen und insbesondere von Bodensenkungen und -einbrüchen zu koordinieren;

3° Stellungnahmen abzugeben und auf ausdrücklichen Wunsch eine Behörde zu beraten, die mit dem Krisenmanagement nach einer Bodenbewegung betraut ist, insbesondere im Falle einer Absenkung oder eines Einsturzes, die direkt oder indirekt ein öffentliches Gut betreffen oder betreffen könnten.

Die Regierung kann die Aufgaben der in Absatz 1 genannten Struktur präzisieren und sie kann ihren Zuständigkeitsbereich auf andere Arten von Bodenbewegungen geologischen oder geomechanischen Ursprungs ausdehnen, insbesondere auf Setzungen, Schwinden und Quellen von Tonschichten, Erdbeben und den Einsturz von Felswänden.

Teil 3 — Strategischer Plan zur Bewirtschaftung von Bodenschätzen

Art. D.III.1. Paragraph 1. Die Regierung erstellt einen strategischen Plan zur Bewirtschaftung der insbesondere in Artikel D.I.1, Paragraph 2 genannten Bodenschätze. Dieser Plan enthält eine Analyse der Situation im Bereich der Bewirtschaftung der Bodenschätze auf wallonischem Gebiet sowie die Ziele und Mittel der Region, um eine sparsame Bewirtschaftung dieser Ressourcen zu gewährleisten, die dem aktuellen Bedarf und dem Bedarf in 20 und 50 Jahren entspricht und gleichzeitig den langfristigen Fortbestand dieser Ressourcen sicherstellt. Er legt die Maßnahmen fest, die von der Regierung zu ergreifen sind, um die Ziele zu erreichen und die gegenwärtige und zukünftige Verwertung entsprechend der Entwicklung der Anforderungen und der Technik zu steuern.

Der Plan wird unter vorrangiger Beachtung der nach dem Recht der Europäischen Union und dem Dekret vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität festgelegten Klimaziele, der Umweltziele, der im Wassergesetzbuch enthaltenen Maßnahmen zur Bewirtschaftung und zum Schutz der Wasserressourcen, des im Dekret vom 1. März 2018 über die Bewirtschaftung und Sanierung von Böden enthaltenen Bodenschutzes und des im Naturschutzgesetz vom 12. Juli 1973 genannten Schutzes der Artenvielfalt erstellt.

Der Strategieplan umfasst mindestens die folgenden Elemente:

1° eine Bestandsaufnahme der Ressourcen des wallonischen Untergrundes, unterschieden nach Art und Lage der bekannten oder vermuteten Vorkommen von Bergwerken, Kohlenwasserstoffen, brennbaren Gasen und geothermischen Lagerstätten, der Schätzung des Volumens der Vorkommen und des Potenzials der geothermischen Lagerstätten, der Zugänglichkeit dieser Vorkommen und den Erleichterungen ihrer Nutzung im Hinblick auf ihre Lage und die aktuellen Techniken;

2° eine Bedarfs- und Marktbewertung, um rentable Produktionszweige zu identifizieren und sie mit den Ressourcen des wallonischen Untergrundes zu vergleichen, die diese Bedürfnisse erfüllen könnten, wobei alternative Ressourcen aus der Kreislaufwirtschaft einbezogen werden;

3° eine Einschätzung der derzeitigen Nutzungstechniken und ihrer wahrscheinlichen Entwicklung;

4° eine Schätzung der Möglichkeit, dass ein und dasselbe Gebiet mit unterschiedlichen Vorkommen und Lagerstätten unterschiedlich genutzt werden kann;

5° wenn möglich, eine Rangfolge der Nutzung verschiedener konkurrierender Bodenschätze;

6° gegebenenfalls die räumliche Festlegung von unterirdischen Bereichen, die aufgrund der hydrogeologischen Eigenschaften des Untergrundes, aufgrund der Merkmale der anthropogenen Besiedlung dieser Bereiche oder angrenzender Bereiche, aufgrund von Umweltrisiken oder aus jedem zwingenden Grund, einschließlich sozioökonomischer, wissenschaftlicher oder landschaftlicher Gründe, für die Suche und Nutzung nicht zur Verfügung stehen;

7° Daten zur Koordinierung mit den Zielen und Maßnahmen, die in der Strategie für nachhaltige Entwicklung vorgesehen sind, die im Dekret vom 27. Juni 2013 über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung und die sich daraus ergebenden Übergangsthemen vorgesehen ist, sowie mit anderen sektoriellen Plänen, die andere Umweltmedien betreffen, insbesondere mit dem Bewirtschaftungsplan für das Einzugsgebiet gemäß Artikel D.24 des Buches 2 des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, mit dem Raumentwicklungsplan gemäß Artikel D.II.2. des GRE, das Aktionsprogramm für den Naturschutz gemäß Artikel D.46, Ziffer 4 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches, der Luft-Klima-Energie-Plan (LKEP), der den Beitrag der Wallonischen Region zum nationalen Klimaenergieplan (NEKP) gemäß Artikel 3 der Verordnung (EU) 2018/1999 vom 18. Dezember 2019 darstellt, und durch andere Strategien, insbesondere die Strategie der Wärme- und Kältenetze, die durch Kraft-Wärme-Kopplung, Energierückgewinnung oder erneuerbare Energiequellen gespeist werden; 8° eine Bilanz des vorherigen strategischen Plans.

Paragraf 2. Der Strategieplan wird für einen Zeitraum von höchstens zwanzig Jahren erstellt und wird gemäß den Modalitäten seiner Erstellung erneuert. Die Regierung kann eine kürzere Laufzeit des Plans oder eine Überarbeitung unterhalb des 20-Jahres-Zeitraums vorsehen.

Keine Exklusivgenehmigung darf in einem unterirdischen Bereich erteilt werden, der für die Suche und die Nutzung im Sinne von Paragraf 1, Absatz 3, Ziffer 6 nicht verfügbar ist, es sei denn, die Regierung trifft eine Entscheidung, die durch zwingende Gründe des überwiegenden öffentlichen Interesses gerechtfertigt ist, und es gibt keine Alternative.

Paragraf 3. Eine Exklusivgenehmigung für die Erkundung und eine Exklusivgenehmigung für die Nutzung können vom Strategieplan abweichen, wenn eine Begründung vorliegt, die belegt, dass das Projekt die Ziele des Plans nicht gefährdet.

Teil 4 — Datenbank zum Untergrund

Art. D.IV.1. Paragraf 1. Die Regierung organisiert die Sammlung, Aufbewahrung und Verwertung, insbesondere in Form einer Datenbank, sowie die Verbreitung von Daten und Informationen über den wallonischen Untergrund und insbesondere:

- 1° die geologische Beschaffenheit der Wallonie, einschließlich der Oberflächenformationen und der Verwitterungsphänomene;
- 2° auf Vorkommen und Lagerstätten von Ressourcen des wallonischen Untergrundes;
- 3° die Hydrogeologie des Gebiets der Region;
- 4° zum Kataster der Bergbaukonzessionen, Exklusivgenehmigungen, zugehörigen Umweltgenehmigungen und laufenden Betriebe;
- 5° die Produktion, den Verbrauch und die Ströme der mineralischen und energetischen Ressourcen, die in der Wallonie aus dem Untergrund gewonnen werden, unbeschadet der Geheimhaltung von Industriedaten;
- 6° aktive oder stillgelegte unterirdische Betriebsanlagen wie Schächte, Bohrlöcher, Tunnel und oberirdische Stollen;
- 7° Gefahren durch Bodenbewegungen natürlichen und anthropogenen Ursprungs sowie Vorfälle und Unfälle im Zusammenhang mit Bodenbewegungen.

Paragraf 2. Zweck der Verbreitung dieser Daten und der Verwertungsarbeiten ist es, die gemeinsame Nutzung des Wissens über den Untergrund zu ermöglichen, insbesondere durch eine geologische Karte und andere thematische Karten, die dichter und genauer sind. Zu diesem Zweck sorgt der Öffentliche Dienst der Wallonie für die Zugänglichkeit und Verbreitung der Daten und der Arbeiten zu ihrer Nutzung über das Internet.

Die Daten werden durch verschiedene Dokumente wie Genehmigungen und Zulassungen, Zustimmungen, Erklärungen über die Entdeckung von Schächten und Höhlen, Umweltverträglichkeitsstudien, Beobachtungen von Geologen, Unterlagen über Interventionen bei Schadensfällen, geologische und wissenschaftliche Studien und Erhebungen, Lehrveröffentlichungen, Statistiken von berechtigten Instituten gesammelt.

Sie werden von dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten in Papierform, als Original oder Kopie, oder in elektronischer Form aufbewahrt.

Paragraf 3. Personenbezogene Daten bleiben so lange in der Datenbank, wie diese Dokumente verwendet werden.

Der Geologische Dienst der Wallonie innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ist im Sinne des Gesetzes vom 30. Juli 2018 über den Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten der Verantwortliche für die Verarbeitung der übermittelten personenbezogenen Daten.

Paragraf 4. Die Archive der Geologischen Karte der Wallonie, deren Aufbewahrung der Verwaltung anvertraut ist, werden der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt, mit Ausnahme der Daten, die Gegenstand einer Vertraulichkeitserklärung waren, und unter Beachtung der personenbezogenen Daten.

Teil 5 — Meldepflicht für die Erkundung des Untergrundes

Art. D.V.1. Paragraf 1. Die Aufnahme von Arbeiten zur Erkundung des Untergrundes im Sinne von Artikel D.I.5, Ziffer 7 ist an eine vorherige informative Erklärung gebunden, die unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen und gemäß dem ihr Formular abgegeben wird:

- 1° das Unternehmen sowie die Wiederaufnahme durch Erweiterung oder Vertiefung von Grabungsarbeiten, einschließlich Stollen, Schächten, Sondierungen und Bohrungen aller Art, die, selbst wenn sie zu rein wissenschaftlichen Zwecken durchgeführt werden, zehn Meter und mehr unter die natürliche Bodenoberfläche reichen sollen;
- 2° jede geophysikalische Prospektionsvermessung, auch wenn sie zu rein wissenschaftlichen Zwecken durchgeführt wird, unbeschadet der vorherigen Einholung der in Artikel 120ter des Strafgesetzbuches vorgeschriebenen Genehmigungen;
- 3° jede Rückverfolgung, die dazu dient, die Zirkulation des Grundwassers zu bestimmen.

Paragraf 2. Jede Entdeckung von natürlichen oder anthropogenen Hohlräumen sowie von Schächten und Ausläufen ehemaliger Bergwerke, die noch unbekannt oder nur durch Pläne oder Dokumente bekannt sind, unterliegt einer nachträglichen informativen Meldung innerhalb von 15 Kalendertagen unter den Bedingungen und gemäß dem von der Regierung festgelegten Formular.

Paragraf 3. Von der informativen Erklärung, die in den Absätzen 1 und 2 genannt wird, sind ausgenommen:

- 1° geotechnische Prüfungen vom Typ Konuspenetrationsversuch, in allen Formen, Pressiometerversuche und Durchlässigkeitsprüfungen in situ;
- 2° Entdeckungen von Erweiterungen unterirdischer Hohlräume im Rahmen von speläologischen Erkundungsoperationen;
- 3° die in Absatz 1 genannten Maßnahmen, deren Datum des Arbeitsbeginns dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten bereits ausdrücklich in Anwendung einer anderen Bestimmung des vorliegenden Gesetzbuches mitgeteilt wurde oder der Verwaltung in Anwendung einer anderen Regelung mitgeteilt wurde.

Art. D.V.2 Die von der Regierung ernannten Beamten haben zu jeder Zeit, in der dort eine Tätigkeit ausgeübt wird, Zugang zu den Büros, Werkstätten und Ausgrabungs- und Prospektionsorten.

Sie haben in gleicher Weise auch Zugang zu den Orten, an denen eine Entdeckung im Sinne von Artikel D.V.1, Paragraf 2 gemacht wurde.

Sie können sich alle Informationen und Proben aushändigen lassen, die für die Erstellung der geologischen Karte, der hydrogeologischen Karte und der Karte des geothermischen Potenzials der Wallonischen Region nützlich sind. Zu demselben Zweck können sie eine Beschreibung der entdeckten Hohlräume, Schächte und Ausgänge vornehmen.

Art. D.V.3. Die Ergebnisse der Erkundung des Untergrundes im Sinne von Artikel D.I.5, Ziffer 7, sowie die Beschreibungen der entdeckten Hohlräume, Schächte und Ausgänge werden in der in Artikel D.IV.1. genannten Datenbank über den Untergrund festgehalten.

Wenn der Urheber der Suche oder der Entdecker sowie der Eigentümer im Falle von durchdringbaren Hohlräumen in der in Artikel D.V.1 genannten Erklärung angibt, dass sie als vertraulich zu betrachten sind, dürfen ohne vorherige schriftliche Genehmigung des Suchers oder Entdeckers sowie des Eigentümers im Falle von durchdringbaren Hohlräumen keine diesbezüglichen Dokumente oder Proben vor Ablauf einer vom Sucher festgelegten Frist mitgeteilt oder irgendwelche Ergebnisse bekannt gemacht werden. Diese Dauer darf die Dauer der Exklusivgenehmigung nicht überschreiten, wenn die Suche mit der Umsetzung der Exklusivgenehmigung zusammenhängt.

Die Vertraulichkeit der Daten gilt nicht mehr bei Beendigung der Nutzung der Lagerstätte, die Gegenstand einer Genehmigung ist, oder bei Konkurs oder Liquidation der juristischen Person, die die Daten erzeugt hat, wenn dies vor Ablauf der Genehmigung geschieht.

Wird ein Hohlraum, ein Schacht oder ein Ausgang entdeckt, der eine Gefahr durch Bodenbewegungen erzeugen kann, darf die Verwaltung den Standort oder den Umriss des bedrohlichen Objekts verbreiten.

Teil 6 — Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen

TITEL 1 — Erkundung von Bodenschätzen

KAPITEL 1 — Erkundung von Bodenschätzen, für die eine Exklusivgenehmigung erforderlich ist

Art. D.VI.1. Paragraph 1. Niemand kann sich ein Recht zur Erkundung der in Artikel D.I.1, Paragraph 2, Absatz 1, Ziffer 1 bis 4 genannten Bodenschätze vorbehalten, auch nicht auf Grundstücken, die ihm gehören, ohne Inhaber einer exklusiven Erkundungsgenehmigung zu sein, die von der Regierung gemäß den im vorliegenden Teil vorgesehenen Modalitäten erteilt wurde.

Paragraph 2. Künstlich induziertes Fracking zur Erkundung von flüssigen Kohlenwasserstoffen und brennbaren Gasen ist verboten.

Abweichend von Absatz 1 kann die Regierung bei der Erteilung oder durch eine Änderung der Bedingungen der exklusiven Erkundungsgenehmigung zeitlich begrenzte Ausnahmen für Methoden zur Wiederherstellung des ursprünglichen Porositätsniveaus um Bohrungen zur Gewinnung von Kohleflözgas oder um Bohrungen zur Gewinnung von Tiefengeothermie vorsehen.

KAPITEL 2 — Aktivitäten der Erkundung von Bodenschätzen

Art. D.VI.2 Aktivitäten und Einrichtungen, die für die Erkundung von Bodenschätzen erforderlich sind, dürfen nur auf der Grundlage einer Erklärung oder einer Umweltgenehmigung oder einer Baugenehmigung oder einer Globalgenehmigung oder einer ähnlichen Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder jeder anderen Genehmigung, die zusätzlich zur Exklusivgenehmigung für die Erkundung erforderlich ist, ausgeübt werden.

TITEL 2 — Nutzung von Bodenschätzen

KAPITEL 1 — Nutzung von Bodenschätzen, für die eine Exklusivgenehmigung erforderlich ist

Art. D.VI.3. Paragraph 1. Niemand kann sich ein Recht zur Nutzung der in Artikel D.I.1, Paragraph 2, Absatz 1, Ziffer 1 bis 4 genannten Bodenschätze vorbehalten, auch nicht auf Grundstücken, die ihm gehören, ohne Inhaber einer Exklusivgenehmigung zur Nutzung zu sein, die gemäß den in diesem Teil vorgesehenen Modalitäten erteilt wurde.

Paragraph 2. Künstlich induziertes Fracking zur Nutzung von flüssigen Kohlenwasserstoffen und brennbaren Gasen ist verboten.

Abweichend von Paragraph 1 kann die Regierung bei der Erteilung oder durch eine Änderung der Bedingungen der exklusiven Nutzungsgenehmigung zeitlich begrenzte Ausnahmen für Methoden zur Wiederherstellung des ursprünglichen Porositätsniveaus um Bohrungen zur Gewinnung von Kohleflözgas oder um Bohrungen zur Gewinnung von Tiefengeothermie vorsehen.

Paragraph 3. Abweichend von Absatz 1 unterliegt die Gewinnung von mineralischen Stoffen in einer Menge von weniger als 3 Tonnen pro Jahr nicht der Exklusivgenehmigung, wenn sie als Nebenprodukt einer Tätigkeit erfolgt, bei der unterirdische Besichtigungen von ehemaligen Bergwerken zu touristischen und didaktischen Zwecken durchgeführt werden.

Paragraph 4. Vor der Verabschiedung des in Artikel D.III.1. genannten Strategieplans darf kein Antrag auf eine Exklusivgenehmigung gestellt werden, mit Ausnahme von:

1° Anträgen auf exklusive Nutzungsgenehmigungen für Gas, das aus Kohleformationen oder ehemaligen Kohlearbeiten gewonnen wird, und für Tiefengeothermie;

2° Anträgen auf Exklusivgenehmigungen und für die der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte über einen Abschlussbericht einer Erkundung verfügt, die im Rahmen einer exklusiven Erkundungsgenehmigung durchgeführt wurde, sofern der Antrag nicht im Widerspruch zu den von der Wallonischen Regierung festgelegten Zielen steht.

Die Regierung bestimmt den Inhalt und die Modalitäten des in Absatz 1, 2° genannten abschließenden Erkundungsberichts.

Art. D.VI.4. Die Exklusivgenehmigung zur Nutzung von Bodenschätzen beinhaltet das Exklusivrecht zur Erkundung.

Art. D.VI.5. Abgesehen von dem Fall, dass sie der Wallonischen Region erteilt wird, kann die exklusive Nutzungsgenehmigung nur einer bestehenden oder in Gründung befindlichen juristischen Person erteilt werden. Im letzteren Fall wird die juristische Person innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist gegründet.

KAPITEL 2 — Aktivitäten der Nutzung von Bodenschätzen

Abschnitt 1 — Anlagen und Tätigkeiten zur Nutzung von Bodenschätzen, die im Rahmen von Exklusivgenehmigungen ausgeübt werden

Art. D.VI.6. Paragraph 1. Unbeschadet der Anwendung von Artikel D.170 des Buches 2 des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, dürfen Anlagen und Aktivitäten, die für die Nutzung von Bodenschätzen für den in der Exklusivgenehmigung genannten Zweck erforderlich oder nützlich sind, einschließlich der Anlagen zur Entsorgung von Abfällen aus der Gewinnung, Schächte, Stollen, unterirdische Verbindungen und Abbaugruben, nur auf der Grundlage einer Erklärung oder einer Umweltgenehmigung oder einer Baugenehmigung oder einer Globalgenehmigung oder einer ähnlichen Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder jeder anderen

Genehmigung, die zusätzlich zu den Exklusivgenehmigungen erforderlich ist, eingerichtet und betrieben werden.

Paragraf 2. Abweichend von Artikel 50 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung darf die Umweltgenehmigung oder die Globalgenehmigung nicht für eine längere Dauer ausgestellt werden als die der Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen.

Paragraf 3. Die in Absatz 1 genannte Umweltgenehmigung ist mit einer Sicherheit im Sinne von Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden.

Paragraf 4. Während des Verfahrens zur Erteilung einer Umweltgenehmigung oder einer Baugenehmigung oder einer Globalgenehmigung oder einer ähnlichen Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder einer anderen erforderlichen Genehmigung darf keine andere Tätigkeit, Anlage oder Handlung genehmigt werden, die mit dem betreffenden Betrieb unvereinbar ist.

Umwelt- und Baugenehmigungen dürfen nicht erteilt werden, wenn die damit verbundenen Tätigkeiten und Anlagen sowie Handlungen und Arbeiten mit anderen Tätigkeiten oder Anlagen unvereinbar sind, die aufgrund einer anderen Verwaltungspolizei genehmigt wurden.

Paragraf 5. Wenn er von einem privaten Betreiber eingereicht wird und sich auf ein Tiefengeothermieprojekt bezieht, enthält der Antrag auf die Umweltgenehmigung, die Baugenehmigung, die Globalgenehmigung oder die ähnliche Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemäß Absatz 1:

1° einen Bericht über den an die Bürger gerichteten Aufruf zur Interessenbekundung für die Teilnahme am Tiefengeothermieprojekt;

2° einen Bericht über den an lokale Behörden gerichteten Aufruf zur Interessenbekundung für die Teilnahme am Tiefengeothermieprojekt;

3° Beteiligungsangebote, die an lokale Behörden und Bürger gerichtet werden, bis zu je 24,99 % für beide Gruppen.

Der in Absatz 1, Ziffer 1 genannte Aufruf zur Interessenbekundung wird spätestens bei der vorher stattfindenden Informationsveranstaltung organisiert.

Der in Absatz 1, Ziffer 2 genannte Bericht wird abgeschlossen und bei der vorher stattfindenden Informationsveranstaltung vorgestellt.

Die Regierung legt die Modalitäten der Aufforderung zur Interessenbekundung, die Form und den Inhalt des Berichts über die Aufforderung zur Interessenbekundung sowie die Modalitäten der Teilnahmeangebote fest, die darauf abzielen, die Öffnung der Projekte zu wirtschaftlichen Bedingungen, die den Marktbedingungen entsprechen, zu gewährleisten.

Abschnitt 2 — Bodennahe geothermische Lagerstätten

Art. D.VI.7. Unbeschadet der Anwendung von Artikel D.170 von Buch 2 des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, dürfen Anlagen und Aktivitäten, die für die Nutzung bodennaher geothermischer Lagerstätten erforderlich sind, nur dann errichtet und betrieben werden, wenn eine Erklärung oder eine Umweltgenehmigung oder eine Baugenehmigung oder eine Globalgenehmigung oder eine ähnliche Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder eine andere erforderliche Genehmigung vorliegt.

Paragraf 2. Die Umweltgenehmigung kann mit einer Sicherheit im Sinne von Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden werden.

Abschnitt 3 — Historische Halden und „Terrisses“

Art. D.VI.8. Paragraf 1. Die Regierung legt die Kriterien fest, um historische Halden - möglicherweise kumulativ - danach zu klassifizieren, ob sie sein oder werden sollen:

1° eine Stätte, die in hinsichtlich Umwelt, Naturschutz, Kulturerbe oder Raumplanung unter Schutz steht (Kategorie I);

2° eine Stätte, die aufgrund ihrer sozialen, pädagogischen, kulturellen oder touristischen Bedeutung hervorgehoben werden kann (Kategorie II);

3° eine Stätte, die für eine andere wirtschaftliche Nutzung als Tourismus oder Mineralien in Frage kommt, oder die eine potenzielle Reserve an Mineralien oder Energieträgern darstellt oder die ganz oder teilweise eine Neugestaltung, eine Veränderung des Reliefs oder einen Abtransport von Material erfordert, um ihre Stabilität zu gewährleisten und um benachbarte Grundstücke und Verkehrswege zu schützen (Kategorie III).

Diese Klassifizierung erfolgt aufgrund des oder der Hauptinteressen, die jede historische Halde, einzeln oder als Teil eines zusammenhängenden Ensembles, in den Bereichen Industrie, Kulturerbe, Landschaft, Umwelt, Raum- und Stadtplanung, Soziales, Erholung oder Tourismus, Pädagogik oder Kultur aufweist.

Halden, die gemäß Artikel 20 der Richtlinie 2006/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Änderung der Richtlinie 2004/35/EG als ehemalige Abfallentsorgungseinrichtung für mineralische Abfälle, die ein Risiko für die menschliche Gesundheit und die Umwelt darstellen, eingestuft sind, werden in die Kategorie III eingestuft. Das Risiko für die menschliche Gesundheit und die Umwelt ist angemessen zu begründen.

Die Zweckbestimmung einer historischen Halde kann möglicherweise nicht definiert werden, wenn nicht mindestens ein Hauptkriterium hervorgehoben wird.

Paragraf 2. Der Entwurf einer Klassifizierung oder einer vollständigen oder teilweisen Überarbeitung dieser Klassifizierung wird für jede historische Halde mit einer Begründung der vorgeschlagenen Kategorie versehen.

Die Regierung beschließt die Klassifizierung oder ihre Überarbeitung nach einer öffentlichen Untersuchung gemäß den in Buch 1 des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten und nach Stellungnahme des Rats für den Untergrund, der Wallonischen Agentur für Luft und Klima, des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt und gegebenenfalls des in Absatz 6 genannten Vertrags für das historische Bergbaugebiet, der betroffen ist, sowie der Gemeinden, auf deren Gebiet sich die historischen Halden befinden.

Die Regierung kann weitere zu konsultierende Beratungsgremien benennen.

Die Beratungsgremien und Gemeinden richten ihre Stellungnahme innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt des Entwurfs an die Regierung. Andernfalls wird das Verfahren fortgesetzt.

Den Inhabern von dinglichen Rechten an historischen Halden wird eine Mitteilung über den Entwurf der Einstufung und die Durchführung der öffentlichen Untersuchung zugestellt. Unter ihrer vollen Verantwortung und ohne, dass die Rechtmäßigkeit des Klassifizierungsbeschlusses aus diesem Grund in Frage gestellt werden kann, übermitteln die Rechtsinhaber, die die Information erhalten haben, Dritten, die ein persönliches oder dingliches Recht an der Immobilie besitzen, unverzüglich eine Kopie davon.

Paragraf 3. Keine Bau- oder Umweltgenehmigung darf erteilt werden, wenn sie gegen die Nutzung der historischen Halde verstößt, die in der gemäß Absatz 1 erstellten Klassifizierung festgelegt wurde.

Die teilweise oder vollständige Abtragung und die teilweise oder vollständige Veränderung des Reliefs einer historischen Halde ist verboten, außer bei Halden der Kategorie III, wenn diese Maßnahmen mit der besonderen Bestimmung der Halde vereinbar oder notwendig sind, um die öffentliche Sicherheit oder den Schutz benachbarter Grundstücke und Straßen zu gewährleisten, unbeschadet der Schutzmaßnahmen und Wasserbewirtschaftungsarten gemäß Buch 2 des Umweltgesetzbuches, das das Wassergesetzbuch enthält, und der Schutzregelungen gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur.

Paragraf 4. Abweichend von Absatz 3 kann bei unmittelbarer Gefahr die teilweise oder vollständige Abtragung oder die teilweise oder vollständige Veränderung des Reliefs einer historischen Halde zugelassen werden, wenn diese Maßnahmen notwendig sind, um die öffentliche Sicherheit zu gewährleisten oder um benachbarte Grundstücke und Verkehrswege zu schützen.

Der Antrag auf eine Ausnahmeregelung ist zusammen mit einem technischen Dossier, in dem die Notwendigkeit der Ausnahmeregelung begründet wird, an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten zu richten.

Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte holt am ersten Werktag nach Erhalt des Ausnahmeantrags die Meinung des Rats für die Nutzung des Untergrundes, der betroffenen Bürgermeister und des betroffenen Verwaltungsvertrags für historische Halden ein. Wenn die ersuchten Stellen nicht innerhalb von fünf Arbeitstagen eine Stellungnahme abgeben, gilt diese als positiv.

Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte übermittelt den Antrag auf eine Ausnahmegenehmigung, die technischen Unterlagen, die Stellungnahmen der konsultierten Instanzen sowie seine eigene Stellungnahme innerhalb von acht Tagen nach Erhalt des Antrags auf eine Ausnahmegenehmigung an den Minister für Naturschätze.

Der Minister für Naturschätze entscheidet innerhalb von drei Tagen nach Eingang der vollständigen Unterlagen des Antrags auf Ausnahmegenehmigung.

Die Entscheidung des Ministers für Naturschätze wird dem Antragsteller, dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, den betroffenen Bürgermeistern und dem betroffenen Verwaltungsvertrag für die historischen Halden mitgeteilt.

Erfolgt keine fristgerechte Mitteilung, gilt die Stellungnahme des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten als Entscheidung.

Die Entscheidung ist ab dem Zeitpunkt der Zustellung oder nach Ablauf der Frist für die Zustellung automatisch vollstreckbar. Die Entscheidung wird in einer Bekanntmachung veröffentlicht, die 20 Tage lang an den üblichen Anschlagstellen in der Gemeinde oder den Gemeinden, auf deren Gebiet sich die Halde, auf die sich der Antrag auf Ausnahmegenehmigung bezieht, erstreckt, ausgehängt wird. Die Entscheidung wird auch gut sichtbar in der Umgebung der betroffenen Halde ausgehängt.

Der Beschluss, der die teilweise oder vollständige Abtragung oder die teilweise oder vollständige Änderung des Reliefs der betroffenen Halde genehmigt, gilt als Baugenehmigung im Sinne von Artikel D.IV.4, GRE und als Umweltgenehmigung im Sinne von Artikel 10 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.

Die Regierung kann das Verfahren für die Ausnahmeregelung näher bestimmen.

Paragraf 5. Die Regierung kann die Klassifizierung auf alle oder einen Teil der „Terrisses“ ausdehnen.

Paragraf 6. Die Regierung legt die Modalitäten der Einrichtung und Funktionsweise der Verträge für historische Bergbaugebiete fest.

Auf Initiative von lokalen Behörden, Betreibern von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie oder Vereinigungen, Inhabern von dinglichen Rechten oder Bewohnern von historischen Halden und „Terrisses“ kann innerhalb von geografischen Gebieten, die ehemaligen Bergbaurevieren entsprechen und von der Regierung festgelegt werden, eine partizipative Vereinigung mit der Bezeichnung „Vertrag über das historische Bergbaugebiet“ gegründet werden. Diese Vereinigung hat die Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen.

Durch eine Ausnahmeregelung, die gemäß den von der Regierung beschlossenen Modalitäten gewährt wird, können mehrere Verträge über historische Bergbaugebiete pro geografischem Gebiet gemäß Absatz 2 abgeschlossen werden.

Der Vertrag über das historische Bergbaugebiet wird von den folgenden drei Gruppen geschlossen:

- Inhabern von dinglichen Rechten und Nutzern der betroffenen historischen Halden;
- Mitgliedern, die von lokalen Akteuren vorgeschlagen werden;
- Mitgliedern, die von den jeweiligen Verwaltungen und beratenden Gremien vorgeschlagen werden.

Die in Absatz 4 genannten lokalen Akteure sind:

- Vereinigungen, die im Umweltbereich tätig sind;
- Akteure, die mit den verschiedenen Aktivitäten verbunden sind, die einen erheblichen Einfluss auf das betreffende geografische Gebiet haben, wie Unternehmen oder der Tourismus;
- Akteure, die mit Kultur- und Bildungsaktivitäten verbunden sind, die in demselben Gebiet ausgeübt werden.

Die Entscheidungsgremien sind so organisiert, dass sie die Teilhaber repräsentieren, ohne dass eine Gruppe von Teilhabern vorherrscht.

Paragraf 7. Im Falle mehrerer Verträge über historische Bergbaugebiete innerhalb desselben von der Regierung gemäß Paragraf 6 festgelegten geografischen Gebiets koordinieren sie ihre Maßnahmen gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten.

Paragraf 8. Der Vertrag über das historische Bergbaugebiet hat zum Ziel, auf integrierte, globale und konzertierte Weise über die Merkmale, Ressourcen und Potenziale der Halden zu informieren und zu sensibilisieren und den Dialog zwischen allen seinen Mitgliedern im Hinblick auf die Erstellung eines Vereinbarungsprotokolls zu organisieren.

Dieses Vereinbarungsprotokoll trägt dazu bei, die Ziele der Aufwertung der historischen Halden zu erreichen, die mit den in Artikel D.I.1 beschriebenen Umweltaforderungen vereinbar sind, indem es seine Unterzeichner verpflichtet, jeweils im Rahmen ihrer Verantwortlichkeiten bestimmte Ziele zu erreichen.

Die Regierung kann dem Vertrag über das historische Bergbaugebiet technische Aufgaben zuweisen.

Paragraf 9. Die Regierung kann dem Vertrag über das historische Bergbaugebiet nach den von ihr festgelegten Regeln Subventionen gewähren. Sie kann sie an ein Aktivitätsprogramm knüpfen.

Der Vertrag über das historische Bergbaugebiet erstellt einen jährlichen Tätigkeitsbericht. Im Falle mehrerer Verträge über historische Bergbaugebiete innerhalb desselben geografischen Gebiets, das von der Regierung gemäß Absatz 6 festgelegt wird, wird ein jährlicher Tätigkeitsbericht erstellt, der nach geografischen Gebieten koordiniert wird.

Die Bewertung des Vertrags über das historische Bergbaugebiet wird jährlich von der Verwaltung durchgeführt und dem Minister, der für die natürlichen Reichtümer zuständig ist, mitgeteilt.

Art. D.VI.9. Historische Halden und ihre Nebengebäude dürfen nur auf der Grundlage einer Erklärung, einer Umweltgenehmigung oder einer Baugenehmigung oder einer Globalgenehmigung oder einer ähnlichen Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder einer anderen erforderlichen Genehmigung betrieben werden.

Die Umweltgenehmigung ist mit einer Sicherheit im Sinne von Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verbunden.

Abschnitt 4 — Aktivitäten und Einrichtungen im Untergrund:

Art. D.VI.10. Aktivitäten und Anlagen im Untergrund sind gegebenenfalls meldepflichtig oder bedürfen einer Umwelt- oder Baugenehmigung oder einer Globalgenehmigung oder einer ähnlichen Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder jeder anderen erforderlichen Genehmigung. Eine Sicherheit im Sinne von Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung kann auferlegt werden.

Abschnitt 5 — Geologische Speicherung von CO₂ mit einer geplanten Gesamtspeicherkapazität von weniger als 100 Kilotonnen, die zu Zwecken der Erkundung und Entwicklung oder Erprobung neuer Produkte und Verfahren vorgenommen wird

Art. D.VI.11. Die geologische Speicherung von CO₂ mit einer geplanten Gesamtspeicherkapazität von weniger als 100 Kilotonnen, die zu Zwecken der Erkundung und Entwicklung oder der Erprobung neuer Produkte und Verfahren vorgenommen wird, unterliegt gegebenenfalls einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung gemäß den Vorschriften des Dekrets vom 11. März 1999 über Umweltgenehmigungen oder jeder anderen Genehmigung, die aufgrund anderer Rechtsvorschriften erforderlich ist.

TITEL 3 — Anträge auf Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen

KAPITEL 1 — Einreichen von Anträgen auf Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen

Art. D.VI.12. Paragraph 1. Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen werden von der Regierung nach einem Verfahren erteilt, in dessen Verlauf interessierte Antragsteller einen Antrag auf Erteilung einer Genehmigung stellen können.

Das Verfahren wird durch eine Ausschreibung eröffnet, in der zur Einreichung von Anträgen aufgefordert wird und die im Amtsblatt der Europäischen Union und im *Belgischen Staatsblatt* entweder auf Initiative der Regierung oder nach Annahme eines Antrags eines Antragstellers, der per Einschreiben oder auf eine andere von der Regierung bestimmte Art und Weise, mit der ein bestimmtes Datum vermittelt wird, an die Adresse der Regierung gerichtet ist, veröffentlicht wird.

Die Antragsteller haben nach dieser Veröffentlichung einhundertzwanzig Tage Zeit, ihre Antragsunterlagen einzureichen. Die Veröffentlichung wird von der Regierung beantragt.

In der Stellungnahme wird angegeben:

- 1° die Art der Genehmigung;
- 2° das oder die geografischen Gebiete, die ganz oder teilweise Gegenstand eines Antrags sind oder sein können;
- 3° der Gegenstand des Antrags;
- 4° die Beobachtung der objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien, auf deren Grundlage der Antrag beurteilt wird, nämlich:
 - a) der technischen und finanziellen Fähigkeiten der Antragsteller, die Arbeiten zu beginnen und durchzuführen sowie die aus der Erteilung der Genehmigung resultierenden Kosten zu tragen;
 - b) wie sie die Erkundung oder Nutzung des betreffenden geografischen Gebiets im Einklang mit den Zielen und Maßnahmen des in Artikel D.III.1 genannten strategischen Plans ab dessen Inkrafttreten durchzuführen gedenken;
 - c) der Qualität der Voruntersuchungen, die für die Festlegung des Arbeitsprogramms durchgeführt wurden;
 - d) der Nachsorgemaßnahmen, die der Antragsteller nach Ablauf der Exklusivgenehmigung umzusetzen gedenkt;
 - e) der Effizienz und Kompetenz, die die Antragsteller bei möglichen anderen Genehmigungen unter Beweis gestellt haben, insbesondere im Hinblick auf den Umweltschutz;
 - f) der Einhaltung der für die Wallonische Region geltenden Klimaziele gemäß dem Recht der Europäischen Union und dem Dekret vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität, der Umweltziele und der Bewirtschaftungs- und Schutzmaßnahmen, die gemäß Buch 2 des Umweltgesetzbuches mit dem Wassergesetzbuch für die betroffenen Wasserkörper festgelegt wurden, sowie der Schutzregelungen gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;
 - g) Berücksichtigung von Sicherheitsrisiken, Erdbebenrisiken, Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich des Klimas und der Artenvielfalt, sowie der landschaftlichen Qualität der betroffenen Gebiete;
 - h) die mögliche Nähe zu einem Gebiet, in dem die Antragsteller bereits erkunden oder fördern;
 - i) die geplanten positiven und negativen Auswirkungen auf die Entwicklung der Wallonischen Region und der technologischen Aktivitäten auf ihrem Gebiet
 - j) positive und negative Auswirkungen auf die sozioökonomische Entwicklung.

Die Referenzen der von der Regierung festgelegten Mindestbedingungen und -anforderungen für die Ausübung und Beendigung der betreffenden Tätigkeiten sind der Bekanntmachung beigelegt.

Die Regierung kann weitere objektive und nicht diskriminierende Kriterien zur Beurteilung des Antrags festlegen.

Paragraph 2. Die Regierung kann ausnahmsweise beschließen, das in Paragraph 1 genannte Verfahren nicht anzuwenden, wenn zwingende geologische oder betriebliche Erwägungen es rechtfertigen, dass eine Exklusivgenehmigung für ein bestimmtes Gebiet dem Inhaber der Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung für ein angrenzendes Gebiet auf Antrag erteilt wird. Die Inhaber einer gültigen Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder

Nutzung, einer Bergbaukonzession oder einer Genehmigung zur Suche und Ausbeutung von Erdöl und brennbaren Gasen für jedes andere zusammenhängende Gebiet werden dann von der Regierung informiert, damit sie innerhalb von 120 Tagen nach Erhalt dieser Information ebenfalls einen Antrag stellen können.

Paragraf 3. Abweichend von Absatz 1 findet keine Ausschreibung statt, wenn eine exklusive Betriebsgenehmigung vom Inhaber der eine exklusive Erkundungsgenehmigung für dieselben Ressourcen beantragt wird, sofern der Antrag Gegenstand einer Entscheidung des meldenden für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten war, die sich entweder:

1° auf die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags im Sinne von Artikel D.VI.16 bezog, der vor Ablauf der Exklusivgenehmigung zur Erkundung gestellt wurde;

2° oder auf die Unvollständigkeit des Antrags im Sinne von Artikel D.VI.16 bezog, der vor Ablauf der exklusiven Erkundungsgenehmigung eingereicht wurde, sofern der Antragsteller die ergänzenden Informationen vor Ablauf der durch die Entscheidung des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten gewährten Frist übermittelt hat.

In diesem Fall wird jeder von einem Dritten eingereichte Antrag auf eine Exklusivgenehmigung für unzulässig erklärt und die Exklusivgenehmigung für die Erkundung wird bis zur Entscheidung der Regierung über den Antrag auf eine Exklusivgenehmigung für die Erkundung verlängert.

Paragraf 4. Abweichend von Absatz 1 findet keine Ausschreibung statt, wenn eine Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung zugunsten der Wallonischen Region beantragt wird.

Art. D.VI.13. Der Antrag auf eine Genehmigung wird an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten gerichtet.

Die Regierung legt die Modalitäten und Bedingungen für die Einreichung des Antrags auf Erteilung einer Genehmigung fest.

KAPITEL 2 — *Inhalt von Anträgen auf Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen*

Art. D.VI.14. Paragraf 1. Die Regierung legt Form und Inhalt des Antrags auf eine Exklusivgenehmigung zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen fest, sowie die Anzahl der einzureichenden Exemplare, den Maßstab und den Inhalt der verschiedenen Pläne, die beigefügt werden müssen.

Im Antrag werden unter anderem festgelegt:

1° die genaue Identität des Antragstellers, seine mögliche Zugehörigkeit zu einer Wirtschaftsgruppe und die wechselseitigen Abhängigkeiten zwischen dem Antragsteller und der Gruppe;

2° die Art der beantragten Genehmigung;

3° das oder die geografischen Gebiete, die ganz oder teilweise Gegenstand eines Antrags sind oder sein können;

4° der Gegenstand des Antrags, einschließlich der Ressourcen und Substanzen, auf die er sich bezieht;

5° die objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien, auf deren Grundlage der Antrag beurteilt wird, nämlich:

a) die technischen und finanziellen Fähigkeiten des Antragstellers, die Arbeiten zu beginnen und durchzuführen sowie die aus der Erteilung der Genehmigung resultierenden Kosten zu tragen;

b) wie der Antragsteller die Erkundung oder Nutzung des betreffenden geografischen Gebiets im Einklang mit den Zielen und Maßnahmen des in Artikel D.III.1 genannten strategischen Plans ab dessen Inkrafttreten durchzuführen gedenkt;

c) die Qualität der Voruntersuchungen, die für die Festlegung des Arbeitsprogramms durchgeführt wurden;

d) die Nachsorgemaßnahmen, die der Antragsteller nach Ablauf der Exklusivgenehmigung umzusetzen gedenkt;

e) die Effizienz und Kompetenz, die der Antragsteller bei möglichen anderen Genehmigungen unter Beweis gestellt hat, insbesondere im Hinblick auf den Umweltschutz;

f) die Einhaltung der für die Wallonische Region geltenden Klimaziele gemäß dem Recht der Europäischen Union und dem Klimadekret vom 20. Februar 2014, der Umweltziele und der Bewirtschaftungs- und Schutzmaßnahmen, die gemäß Buch 2 des Umweltgesetzbuches mit dem Wassergesetzbuch für die betroffenen Wasserkörper festgelegt wurden, sowie der Schutzregelungen gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und der Ziele des Luft-Klima-Energie-Plan (LKEP);

g) Berücksichtigung von Sicherheitsrisiken, Erdbebenrisiken, Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich des Klimas und der Artenvielfalt, sowie der landschaftlichen Qualität der betroffenen Gebiete;

h) die mögliche Nähe zu einem Gebiet, in dem der Antragsteller bereits erkundet oder fördert;

i) die geplanten positiven und negativen Auswirkungen auf die Entwicklung der Wallonischen Region und der technologischen Aktivitäten auf ihrem Gebiet

j) positive und negative Auswirkungen auf die sozioökonomische Entwicklung.

Paragraf 2. Wenn der Antrag auf eine Exklusivgenehmigung von der Wallonischen Region eingereicht wird, ist diese von der Vorlage der in Paragraf 1, Absatz 2, Ziffer 5, a) und e) genannten Elemente befreit.

Art. D.VI.15. Der Antrag enthält einen Umweltbericht gemäß Artikel D.56 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches und gegebenenfalls eine angemessene Verträglichkeitsprüfung im Sinne von Artikel 29, Paragraf 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur sowie gegebenenfalls alle erforderlichen Unterlagen zur Beherrschung der Gefahren im Zusammenhang mit schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen.

In Abweichung von Artikel D.56, Paragraf 4 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches legt die Regierung nach Stellungnahme des Pols „Umwelt“, der Gemeinden und jeder anderen Instanz, deren Anhörung sie für sinnvoll erachtet, per Verordnung den Umfang und den Genauigkeitsgrad der Informationen fest, die der Umweltverträglichkeitsbericht für jede Art von Antrag auf eine Exklusivgenehmigung zusätzlich zu dem in Artikel D.56, Paragraf 3 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches genannten Mindestinhalt enthalten muss.

KAPITEL 3 — *Einreichen von Anträgen auf Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen*

Art. D.VI.16. Paragraf 1. Der Antrag ist unvollständig, wenn Angaben oder Unterlagen fehlen, die von oder gemäß Artikel D.VI.14 und D.VI.15 verlangt werden.

Paragraf 2. (1) Der Antrag ist unzulässig, wenn:

1° er unter Verletzung von Artikel D.VI.13 eingereicht wurde;

2° er zweimal als unvollständig eingestuft wird;

3° der Antragsteller die Ergänzungen nicht innerhalb der in Artikel D.VI.17, Paragraf 2 genannten Frist vorlegt.

Art. D.VI.17. Paragraf 1. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte entscheidet über Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags und sendet die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags dem Antragsteller innerhalb von 30 Tagen nach Eingang des Antrags zu.

Wenn der Antrag unvollständig ist, schickt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Antragsteller eine Liste der fehlenden Dokumente und erklärt, dass das Verfahren ab dem Datum des Eingangs dieser Dokumente wieder aufgenommen wird.

Paragraf 2. Der Antragsteller sendet die geforderten Ergänzungen innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Antrags auf Ergänzungen an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten. Hat der Antragsteller die geforderten Ergänzungen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingesandt, erklärt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte den Antrag für unzulässig. Die Ergänzungen sind in so vielen Exemplaren einzureichen, wie der ursprüngliche Antrag auf Erteilung einer Genehmigung umfasst.

Paragraf 3. Innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der Ergänzungen durch den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten sendet dieser dem Antragsteller die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

Wenn der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte den Antrag ein zweites Mal für unvollständig hält, erklärt er ihn für unzulässig.

Paragraf 4. Wenn der Antrag unzulässig ist, teilt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Antragsteller dies gemäß den in den Paragrafen 1 und 3 genannten Bedingungen und Fristen mit.

Art. D.VI.18. In der Entscheidung, mit der der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte den Antrag für vollständig und zulässig erklärt, benennt er die zu konsultierenden Instanzen und die Gemeinden, deren Gebiet sich in dem von dem Antrag betroffenen Umkreis befindet.

Die Regierung kann Gremien benennen, deren Anhörung obligatorisch ist.

Art. D.VI.19. Hat der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Antragsteller die in Artikel D.VI.17 Paragraf 1 oder die in Artikel D.VI.17 Paragraf 3 genannte Entscheidung nicht zugesandt, so gilt der Antrag nach Ablauf der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Fristen als zulässig. Das Verfahren wird fortgesetzt.

Art. D.VI.20. Jeder Antrag auf eine Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen wird gemäß den Bestimmungen von Buch 1 des Umweltgesetzbuches einer öffentlichen Untersuchung unterzogen.

Art. D.VI.21. Nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung hat der Antragsteller 30 Tage Zeit, um Einsicht in die Unterlagen der öffentlichen Untersuchung zu nehmen und auf Anmerkungen zu antworten.

Nach Ablauf dieser Frist übermittelt die Gemeinde innerhalb von acht Tagen die Akte an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten.

Art. D.VI.22. An dem Tag, an dem er die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gemäß Artikel D.VI.17, Paragraf 1 bestätigt, oder nach Ablauf der in Artikel D.VI.17, Paragraf 3 vorgesehenen Frist, sendet der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte eine Kopie der Antragsunterlagen sowie deren eventuelle Ergänzungen zur Stellungnahme an die benannten Begutachtungsinstanzen und die betroffenen Gemeinden.

Diese Stellen und Gemeinden geben ihre Stellungnahmen innerhalb von 120 Tagen nach ihrer Befassung durch den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten ab.

Die Beratungsinstanzen können ihre Frist nach einem begründeten Beschluss einmalig um höchstens 30 Tage verlängern.

Wenn die Stellungnahmen nicht innerhalb dieser Frist abgeschickt werden, wird das Verfahren fortgesetzt.

Art. D.VI.23. Paragraf 1. Auf der Grundlage der eingeholten Stellungnahmen oder nach Ablauf der in Artikel D.VI.22 genannten Frist erstellt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte innerhalb von 120 Tagen den Entwurf eines zusammenfassenden Berichts, der einen Vorschlag für eine Entscheidung enthält, der bei mehreren Anträgen den erfolgreichen Antrag bezeichnet und gegebenenfalls besondere Auflagen umfasst.

Unter der in Artikel D.VI.22 Absatz 3 genannten Annahme wird die Frist, die dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten für die Übersendung seines Entwurfs des zusammenfassenden Berichts gesetzt wurde, um die gleiche Frist verlängert, die für die Begutachtungsinstanzen und die Gemeinden festgelegt wurde.

Der Entwurf des zusammenfassenden Berichts erwähnt und berücksichtigt:

1° die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung und die im Laufe des Verfahrens eingeholten Stellungnahmen;

2° die Art und Weise, wie die Umweltauswirkungen in den Antrag einbezogen wurden, sowie eine Darstellung der wichtigsten Maßnahmen zur Überwachung der nicht unerheblichen Auswirkungen, die vom Inhaber der Exklusivgenehmigung durchgeführt werden können;

3° den in Artikel D.III.1 genannten strategischen Plan, falls dieser Anwendung findet;

4° die anwendbaren Klimaziele gemäß dem Recht der Europäischen Union und dem Dekret vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität, die Umweltziele und Bewirtschaftungs- und Schutzmaßnahmen im Sinne des Wassergesetzes und die Schutzregelungen gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

5° alle Elemente, die es ermöglichen, die in Artikel D.VI.14, Paragraf 1, Absatz 2, Ziffer 5 genannten objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien zu beurteilen, auf deren Grundlage der Antrag beurteilt wird;

6° jeglichen Mangel an Effizienz und Verantwortlichkeit, den der Antragsteller im Zusammenhang mit Aktivitäten gezeigt hat, die im Rahmen früherer Genehmigungen durchgeführt wurden.

Eine Bewertung der Anträge, die insbesondere auf den in Artikel D.VI.12 Paragraf 1, Absatz 4, Ziffer 4 genannten objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien beruht, wird vom für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten vorgeschlagen.

Der zusammenfassende Bericht über die Anträge auf Erteilung einer exklusiven Nutzungsgenehmigung enthält einen Vorschlag für den an die Gemeinden zu zahlenden Pauschalbeitrag, dessen Höhe gemäß Artikel D.VI.35, Paragraf 3 berechnet wird.

Paragraf 2. Die Akte mit dem Entwurf des zusammenfassenden Berichts wird dem Rat für die Nutzung des Untergrundes und dem unabhängigen wissenschaftlichen Ausschuss vorgelegt, die ihre Stellungnahmen innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Antrags des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten abgeben.

Der Rat für die Nutzung des Untergrundes oder der unabhängige wissenschaftliche Ausschuss kann seine Frist auf begründeten Beschluss hin einmalig um höchstens 20 Tage verlängern. Im Falle einer Verlängerung setzen sie den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten davon in Kenntnis.

Wenn die Stellungnahmen nicht innerhalb dieser Frist abgeschickt werden, wird das Verfahren fortgesetzt.

Paragraf 3. Innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der Stellungnahme des Rates für die Nutzung des Untergrundes und des unabhängigen wissenschaftlichen Ausschusses übermittelt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte seinen zusammenfassenden Bericht an die Regierung und die Antragsteller.

Die in Absatz 1 genannte Frist kann auf Beschluss des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten des Untergeschosses verlängert. Die Dauer der Verlängerung darf 30 Tage nicht überschreiten. Diese Entscheidung wird den Antragstellern innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist zugesandt.

Art. D.VI.24. Paragraf 1. Wenn der zusammenfassende Bericht nicht innerhalb der gesetzten Frist versandt wurde, setzt die Regierung das Verfahren unter Berücksichtigung der gesamten Akte und aller anderen ihr zur Verfügung stehenden Informationen fort.

Paragraf 2. Falls der Rat für die Nutzung des Untergrundes oder der unabhängige wissenschaftliche Ausschuss nicht gemäß Artikel D.VI.23 vom für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten konsultiert wurden, holt die Regierung innerhalb von fünfzehn Tagen deren Stellungnahmen ein. Der Rat für die Nutzung des Untergrundes oder der unabhängige wissenschaftliche Ausschuss geben ihre Stellungnahmen innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des Antrags der Regierung ab.

Der Rat für die Nutzung des Untergrundes oder der unabhängige wissenschaftliche Ausschuss kann seine Frist auf begründeten Beschluss hin einmalig um höchstens 20 Tage verlängern.

Wenn die Stellungnahme nicht innerhalb dieser Frist abgeschickt wird, wird das Verfahren fortgesetzt.

Paragraf 3. Wenn das Projekt, auf das sich der Antrag auf eine Exklusivgenehmigung bezieht, Gegenstand einer staatlichen Beihilfe ist, sendet die Regierung die Akte an die Europäische Kommission.

Art. D.VI.25. Paragraf 1. Die Regierung berät kollegial über die Anträge auf Exklusivgenehmigungen, unbeschadet der Klimaziele, die gemäß dem Recht der Europäischen Union und dem Dekret vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität gelten, der Umweltziele und der Maßnahmen zur Bewirtschaftung und zum Schutz der Gewässer gemäß Buch 2 des Umweltgesetzbuches mit dem Wassergesetzbuch und der Schutzregelungen gemäß dem Naturschutzgesetz vom 12. Juli 1973 sowie der Ziele des Luft-Klima-Energie-Plans (LKEP).

Paragraf 2. Die Regierung teilt ihre Entscheidung innerhalb von sechzig Tagen mit, ab:

1° Erhalt der Stellungnahme der Europäischen Kommission oder der Entscheidung der Kommission, keine Stellungnahme abzugeben, in dem in Artikel D.VI.24, Paragraf 3 genannten Fall;

2° Empfang des zusammenfassenden Berichts;

3° Ablauf der in Artikel D.VI.23, Paragraf 2 genannten Frist, wenn der zusammenfassende Bericht nicht innerhalb der Frist versandt wurde, als der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte den Rat für die Nutzung des Untergrundes konsultierte;

4° Erhalt der Stellungnahme des Rates für die Nutzung des Untergrundes in dem Fall, dass der Synthesebericht nicht innerhalb der gesetzten Frist versandt wurde und die Regierung den Rat für die Nutzung des Untergrundes konsultiert;

5° Ablauf der dem Rat für die Nutzung des Untergrundes gesetzten Frist in dem Fall, dass der zusammenfassende Bericht nicht innerhalb der gesetzten Frist versandt wurde, die Regierung den Rat für die Nutzung des Untergrundes konsultieren muss und der Rat für die Nutzung des Untergrundes seine Stellungnahme nicht innerhalb der gesetzten Frist abgeben hat.

Paragraf 3. Der Beschluss der Regierung wird dem Antragsteller und den Gemeinden, deren Gebiet von dem Beschluss betroffen ist, sowie durch gewöhnlichen Versand dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten, dem technischen Beamten, dem delegierten Beamten gemäß Artikel D.I.3 des GRE oder gegebenenfalls dem für Städtebau zuständigen Beamten innerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem mit der Aufsicht betrauten Beamten gemäß Artikel D.146 bis D.154 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches sowie jeder konsultierten Instanz mitgeteilt.

Paragraf 4. Falls die Regierung innerhalb der in Paragraf 2 genannten Frist keine Entscheidung trifft, kann der Antragsteller die Regierung innerhalb eines Jahres nach Erhalt des zusammenfassenden Berichts oder nach Ablauf der Frist für dessen Abgabe anmahnen.

Erfolgt innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist keine Erinnerung, wird davon ausgegangen, dass der Antragsteller auf seinen Antrag verzichtet.

Wenn die Regierung innerhalb von 60 Tagen nach Erhalt des Erinnerungsschreibens keine Entscheidung trifft, gilt die Genehmigung als verweigert.

Art. D.VI.26. Wurde ein Antrag auf eine Exklusivgenehmigung Gegenstand konkurrierender Anträge, so werden mit der Entscheidung, mit der die Genehmigung einem der Antragsteller erteilt wird, gleichzeitig die anderen Anträge für die Fläche innerhalb des Geltungsbereichs der Genehmigung abgelehnt.

Die Entscheidung wird den nicht berücksichtigten Antragstellern gleichzeitig mit der Versendung an den Empfänger mitgeteilt.

Die Entscheidung, mit der die Regierung beschließt, die Genehmigung nicht zu erteilen, wird allen Antragstellern gleichzeitig mitgeteilt.

Art. D.VI.27. Dem Regierungserlass, der über den Antrag auf eine Exklusivgenehmigung entscheidet, wird eine Umwelterklärung beigefügt, in der zusammengefasst wird, wie Umwelterwägungen in die Entscheidung eingeflossen sind und wie der Umweltbericht und die abgegebenen Stellungnahmen berücksichtigt wurden, sowie die Gründe für die Wahl des Plans oder Programms in der angenommenen Form, unter Berücksichtigung der in Betracht gezogenen vernünftigen Alternativen.

Ein Auszug des Regierungserlasses und die Umwelterklärung werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL 4 — Register

Art. D.VI.28. Paragraf 1. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte richtet ein Register der erteilten, abgetretenen, entzogenen oder abgelaufenen Exklusivgenehmigungen für die Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen ein und führt es.

Zweck des Registers ist es, einen klaren und kohärenten Überblick über alle laufenden, abgetretenen, entzogenen oder abgelaufenen Exklusivgenehmigungen zu geben.

Paragraf 2. Die in den in Paragraf 1 genannten Genehmigungen enthaltenen personenbezogenen Daten werden im Zuge der Ausstellung dieser Genehmigungen erhoben. Sie bleiben so lange im Register, wie diese Genehmigungen gelten.

Paragraf 3. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte ist im Sinne des Gesetzes vom 30. Juli 2018 über den Schutz des Privatlebens in Bezug auf die Verarbeitung personenbezogener Daten für die Verarbeitung der im Register erfassten personenbezogenen Daten verantwortlich.

TITEL 4 — Inhalt, Wirkung und Dauer von Exklusivgenehmigungen für die Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen

KAPITEL 1 — Inhalt, Wirkung und Dauer der Exklusivgenehmigung zur Erkundung von Bodenschätzen

Abschnitt 1 — Inhalt der Exklusivgenehmigung zur Erkundung von Bodenschätzen

Art. D.VI.29. Paragraf 1. Die exklusive Erkundungsgenehmigung enthält mindestens:

- 1° den Namen und die Adresse des Inhabers der Exklusivgenehmigung;
- 2° die Ressource(n), auf die sich die Exklusivgenehmigung bezieht;
- 3° die Gültigkeitsdauer der Genehmigung und das Datum ihrer Ausstellung;
- 4° den Umkreis und gegebenenfalls das Volumen, die von der Exklusivgenehmigung abgedeckt werden;
- 5° das allgemeine Forschungsprogramm;
- 6° die Art und Weise, wie die Umweltauswirkungen in die Entscheidung einbezogen wurden;
- 7° die Darstellung der wichtigsten Maßnahmen zur Überwachung der nicht unerheblichen Auswirkungen, die vom Inhaber der Exklusivgenehmigung getroffen werden müssen;
- 8° die besonderen Bedingungen für die Umsetzung der Exklusivgenehmigung;
- 9° die Informationen, die der Regierung in regelmäßigen Abständen zur Verfügung gestellt werden müssen;
- 10° die Mindestausgaben, die getätigt werden müssen, und ihre mögliche Indexierung;
- 11° die Höhe des Beitrags des Inhabers der Exklusivgenehmigung zum gemeinsamen Garantiefonds für Schäden im Zusammenhang mit der Nutzung von Bodenschätzen gemäß Artikel D.IX.4;
- 12° einen Plan für die Nachsorge gemäß Artikel D.VIII.5 sowie die Höhe der diesbezüglichen Sicherheit. Der Betrag entspricht den Kosten, die der Regierung entstehen würden, wenn sie die Nachsorgepflicht veranlassen müsste.

Paragraf 2. Die Regierung kann zusätzliche Angaben festlegen, die in der exklusiven Erkundungsgenehmigung enthalten sein müssen.

Abschnitt 2 — Wirkungen der Exklusivgenehmigung zur Erkundung von Bodenschätzen

Art. D.VI.30. Paragraf 1. Die Exklusivgenehmigung zur Erkundung verleiht, unbeschadet des Erhalts einer Umweltgenehmigung für die damit verbundenen Aktivitäten und Einrichtungen, das Exklusivrecht, in einem bestimmten Umkreis oder Volumen nach den darin aufgeführten Bodenschätzen zu suchen.

Paragraf 2. Die Exklusivgenehmigung zur Erkundung ist erst ab dem Zeitpunkt vollstreckbar, zu dem der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte feststellt, dass die Sicherheit geleistet wurde.

Die Sicherheit besteht nach Wahl des Antragstellers in einer Einlage bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder in einer unabhängigen Bankgarantie oder in jeder anderen Form von Sicherheit, die die Regierung bestimmt, bis zu dem in der Genehmigung angegebenen Betrag.

Besteht die Sicherheit in einer Geldzahlung, so ist der Inhaber der Exklusivgenehmigung verpflichtet, die Sicherheit jährlich um die im Vorjahr angefallenen Zinsen zu erhöhen.

Besteht die Sicherheit aus einer unabhängigen Bankgarantie, muss diese von einem Kreditinstitut ausgestellt werden, das entweder bei der Kommission für das Bank- und Finanzwesen oder bei einer Behörde eines EU-Mitgliedstaats, die Kreditinstitute beaufsichtigen darf, zugelassen ist.

Paragraf 3. Während der Gültigkeitsdauer einer Erkundungsgenehmigung darf keine andere Tätigkeit oder Handlung, die mit dem Gegenstand der Erkundungsgenehmigung unvereinbar ist, gemäß diesem Gesetzbuch oder in Anwendung einer anderen Verwaltungspolizei genehmigt werden.

Paragraf 4. Die Erkundungsgenehmigung darf nicht erteilt werden, wenn die damit verbundenen Tätigkeiten mit anderen Tätigkeiten oder Anlagen unvereinbar sind, die aufgrund einer anderen Verwaltungspolizei genehmigt wurden.

Art. D.VI.31. Vorbehaltlich der allgemeinen Verpflichtungen der Inhaber von Exklusivgenehmigungen und der besonderen Bedingungen der Genehmigung hat jeder Inhaber einer Exklusivgenehmigung zur Erkundung das Recht, über die Produkte der Erkundung zu verfügen, jedoch erst nach Feststellung durch den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten und unter der Voraussetzung, dass die eigentlichen Erkundungstätigkeiten und -einrichtungen gemäß den Bestimmungen der Umweltgenehmigung oder der Erklärung genehmigt und durchgeführt werden.

Die Feststellung bezieht sich auf den Ursprung der Produkte und die Bedingungen, unter denen sie gewonnen werden. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte übermittelt dem Inhaber innerhalb von 30 Tagen nach Aufforderung ein Protokoll über die Feststellung.

Abschnitt 3 — Geltungsdauer der Exklusivgenehmigung zur Erkundung von Bodenschätzen

Art. D.VI.32. Die Exklusivgenehmigung für die Erkundung wird für einen Zeitraum erteilt, der nicht länger ist als die für die Durchführung der Erkundung erforderliche Zeit, höchstens jedoch für zehn Jahre.

Die Gültigkeitsdauer der Genehmigung wird ab dem Tag nach der Benachrichtigung des Antragstellers berechnet.

KAPITEL 2 — Inhalt, Wirkung und Dauer der Exklusivgenehmigung zur Nutzung von Bodenschätzen

Abschnitt 1 — Inhalt der Exklusivgenehmigung zur Nutzung von Bodenschätzen

Art. D.VI.33. Paragraf 1. Die exklusive Nutzungsgenehmigung enthält mindestens:

- 1° den Namen und die Adresse des Inhabers der Exklusivgenehmigung;
 - 2° die Ressource(n), auf die sich die Exklusivgenehmigung bezieht;
 - 3° die Gültigkeitsdauer der Genehmigung und das Datum ihrer Ausstellung;
 - 4° den Umkreis und gegebenenfalls das Volumen, die von der exklusiven Nutzungsgenehmigung abgedeckt werden;
- die erwarteten positiven Auswirkungen des Projekts auf die Entwicklung der Wallonischen Region und der technologischen Aktivitäten auf ihrem Gebiet

- 6° das allgemeine Nutzungsprogramm;
- 7° die Art und Weise, wie die Umweltauswirkungen in die Entscheidung einbezogen wurden;
- 8° die Darstellung der wichtigsten Maßnahmen zur Überwachung der nicht unerheblichen Auswirkungen, die vom Inhaber der Exklusivgenehmigung getroffen werden müssen;
- 9° die besonderen Bedingungen für die Umsetzung der Exklusivgenehmigung, einschließlich eventueller Ausgleichsmaßnahmen;
- 10° die Informationen, die der Regierung in regelmäßigen Abständen zur Verfügung gestellt werden müssen;
- 11° die Mindestausgaben, die getätigt werden müssen, und ihre mögliche Indexierung;
- 12° gegebenenfalls die dem Erfinder zustehende Entschädigung für die Entdeckung des Vorkommens;
- 13° die Höhe des Pauschalbeitrags, der den Gemeinden gemäß Artikel D.VI.35, Paragraph 3 geschuldet wird;
- 14° die Höhe des Beitrags des Inhabers der Exklusivgenehmigung zum gemeinsamen Garantiefonds für Schäden im Zusammenhang mit der Nutzung von Bodenschätzen gemäß Artikel D.IX.4;
- 15° einen Plan für die Nachsorge gemäß Artikel D.VIII.5 sowie die Höhe der diesbezüglichen Sicherheit. Der Betrag entspricht den Kosten, die der Regierung entstehen würden, wenn sie die Nachsorgepflicht veranlassen müsste. In der Exklusivgenehmigung kann festgelegt werden, dass die Sicherheitsleistung in Abschnitte aufgeteilt wird, sofern diese den in der Genehmigung vorgesehenen Nutzungsphasen entsprechen.

Paragraf 2. Die Regierung kann zusätzliche Angaben festlegen, die in der Exklusivgenehmigung für die Nutzung von Bodenschätzen enthalten sein müssen.

Abschnitt 2 — Wirkungen der Exklusivgenehmigung zur Nutzung von Bodenschätzen

Art. D.VI.34. Paragraf 1. Die Exklusivgenehmigung für die Nutzung verleiht unbeschadet der Einholung einer Umweltgenehmigung oder einer Globalgenehmigung für die damit verbundenen Tätigkeiten und Einrichtungen das ausschließliche Recht auf die Nutzung der darin aufgeführten Bodenschätze in einem bestimmten Umkreis oder in einem bestimmten Volumen.

Mit der Erteilung einer Exklusivgenehmigung für die Nutzung werden die Exklusivgenehmigung für die Erkundung, die Genehmigung für die Suche nach Bergwerken und die Exklusivgenehmigung für die Suche nach Erdöl und brennbaren Gasen innerhalb des Umfangs oder Volumens, auf den sich die Exklusivgenehmigung für die Nutzung bezieht, für die Stoffe, die unter die Exklusivgenehmigung fallen, ungültig.

Paragraf 2. Die Exklusivgenehmigung für die Nutzung ist erst ab dem Zeitpunkt vollstreckbar, zu dem der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte feststellt, dass die Sicherheit geleistet wurde.

Wird die Sicherheit aufgeteilt, so ist die Umweltgenehmigung für einen Teil der Nutzung erst dann vollstreckbar, wenn der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte feststellt, dass der entsprechende Abschnitt der erforderlichen Sicherheit gebildet worden ist.

Die Sicherheit besteht nach Wahl des Antragstellers in einer Einlage bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder in einer unabhängigen Bankgarantie oder in jeder anderen Form von Sicherheit, die die Regierung bestimmt, bis zu dem in der Genehmigung angegebenen Betrag.

Besteht die Sicherheit in einer Geldzahlung, so ist der Inhaber der Exklusivgenehmigung verpflichtet, die Sicherheit jährlich um die im Vorjahr angefallenen Zinsen zu erhöhen.

Besteht die Sicherheit aus einer unabhängigen Bankgarantie, muss diese von einem Kreditinstitut ausgestellt werden, das entweder bei der Kommission für das Bank- und Finanzwesen oder bei einer Behörde eines EU-Mitgliedstaats, die Kreditinstitute beaufsichtigen darf, zugelassen ist.

Paragraf 3. Die exklusive Nutzungsgenehmigung darf nicht erteilt werden, wenn die damit verbundenen Tätigkeiten mit anderen Tätigkeiten oder Anlagen unvereinbar sind, die aufgrund einer anderen Verwaltungspolizei genehmigt wurden.

Art. D.VI.35. Paragraf 1. Vorbehaltlich der allgemeinen Verpflichtungen von Inhabern einer Exklusivgenehmigung und der besonderen Bedingungen der Genehmigung hat jeder Inhaber einer Exklusivgenehmigung für die Nutzung das Eigentum an den Produkten der Nutzung, auf die sich die Genehmigung bezieht, sofern die eigentlichen Nutzungstätigkeiten und -einrichtungen ordnungsgemäß genehmigt sind.

Der Inhaber der exklusiven Nutzungsgenehmigung kann über die nicht unter die exklusive Genehmigung fallenden Stoffe, deren Nutzung die Arbeiten notwendigerweise mit sich bringen, sowie über das Grubenwasser verfügen, mit Ausnahme der in Artikel D.I.5, 15° genannten bergbaulichen Stoffe.

Paragraf 2. Der Eigentümer der Fläche kann die Verfügung über diejenigen Stoffe beanspruchen, die nicht in der exklusiven Nutzungsgenehmigung enthalten sind und die nicht zur Nutzung der Bodenschätze verwendet werden, gegen Zahlung einer Entschädigung, die den normalen Nutzungskosten entspricht.

Paragraf 3. Die Erteilung der Exklusivgenehmigung für die Nutzung von Bodenschätzen führt zu einer jährlichen Abgabe, die den Gemeinden geschuldet wird, die in dem von der Exklusivgenehmigung erfassten Gebiet liegen.

Die Abgabe wird von der Regierung bei der Erteilung der Exklusivgenehmigung nach Rücksprache mit dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten und den betroffenen Gemeinden festgelegt.

Der Grundbetrag des Gemeindebeitrags beträgt 30 Euro pro Hektar und wird am 1. Januar jedes Jahres auf der Grundlage des Gesundheitsindex des vorangehenden Monats Oktober indiziert. Sie sind an den Pivot-Index für den Monat Oktober 2023 geknüpft.

Die von der Regierung festgelegte Höhe des Beitrags wird anteilig zur Fläche, in Abhängigkeit von der Art der Nutzung und der Umweltauswirkungen der angewandten Nutzungsmethode und in Abhängigkeit von den Werten dieser Parameter, die von der Regierung angegeben werden, nach folgender Formel berechnet:

$C=30 \times f \times T \times S$ wobei:

- C der jährliche Beitrag (in Euro) ist;
- T der Faktor ist, der sich auf die Art der Nutzung bezieht;
- f der Umweltfaktor der Nutzung ist;
- S die Fläche der exklusiven Nutzungsgenehmigung auf dem Gebiet der begünstigten Gemeinde (in Hektar) ist.

Die Parameter T und f werden von der Regierung nach Stellungnahme des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten, des Rates für die Nutzung des Untergrundes, des unabhängigen wissenschaftlichen Komitees und des Städte- und Gemeindeverbandes der Wallonie festgelegt und können revidiert werden.

Der Faktor f wird für den Geothermiesektor auf 0 gesetzt.

Abschnitt 3 — Geltungsdauer der Exklusivgenehmigung zur Nutzung von Bodenschätzen

Art. D.VI.36. Die Exklusivgenehmigung wird für einen Zeitraum von höchstens dreißig Jahren erteilt, der am Tag nach der Benachrichtigung des Antragstellers beginnt.

TITEL 5 — Abtretung, Erweiterung und Erneuerung von Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen**KAPITEL 1 — Ausweitung der Exklusivgenehmigungen für Erkundung und Nutzung auf andere Stoffe in derselben Lagerstätte**

D.VI.37. Mit einer von der Regierung erteilten Genehmigung und nach Stellungnahme des Rates für die Nutzung des Untergrundes und des Wissenschaftlichen Komitees können die gültigen Exklusivgenehmigungen für die Erkundung und Nutzung auf andere Substanzen in derselben Lagerstätte und im selben Umkreis ausgedehnt werden.

Art. D.VI.38. Paragraf 1. Der in Artikel D.VI.37 genannte Antrag auf Suche nach oder Nutzung von weiteren Substanzen in derselben Lagerstätte innerhalb des Perimeters einer Exklusivgenehmigung wird vom Inhaber der Exklusivgenehmigung an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten gerichtet.

Paragraf 2. Der Antrag auf Erweiterung enthält einen Bericht über die Umweltauswirkungen im Sinne von Artikel D.VI.15, eine Darstellung, wie die Umweltauswirkungen in den Antrag einbezogen wurden, sowie eine Darstellung der wichtigsten Maßnahmen zur Überwachung der nicht unerheblichen Auswirkungen im Sinne von Artikel D.VI.15.

Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Antrags sowie die Anzahl der Exemplare, die eingereicht werden müssen, den Maßstab und den Inhalt der verschiedenen Pläne, die beigefügt werden müssen.

Paragraf 3. Der Antrag ist unvollständig, wenn Angaben oder Unterlagen fehlen, die von oder gemäß Paragraf 2 verlangt werden.

Der Antrag ist unzulässig, wenn:

1° er unter Verletzung von Paragraf 1 gestellt wurde;

2° er zweimal als unvollständig eingestuft wird;

3° der Antragsteller die Ergänzungen nicht innerhalb der in Paragraf 4 genannten Frist vorlegt.

Paragraf 4. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte entscheidet über Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags und sendet die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags dem Antragsteller innerhalb von 30 Tagen nach Eingang des Antrags zu.

Wenn der Antrag unvollständig ist, schickt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Antragsteller eine Liste der fehlenden Dokumente und erklärt, dass das Verfahren ab dem Datum des Eingangs dieser Dokumente wieder aufgenommen wird.

Der Antragsteller sendet die geforderten Ergänzungen innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Antrags auf Ergänzungen an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten. Hat der Antragsteller die geforderten Ergänzungen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingesandt, erklärt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte den Antrag für unzulässig. Die Ergänzungen sind in so vielen Exemplaren einzureichen, wie der ursprüngliche Antrag auf Erteilung einer Genehmigung umfasst.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der Ergänzungen durch den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten sendet dieser dem Antragsteller die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

Wenn der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte den Antrag ein zweites Mal für unvollständig hält, erklärt er ihn für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, teilt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Antragsteller dies gemäß den in den Absätzen 1 und 3 genannten Bedingungen und Fristen mit.

Hat der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Antragsteller die in Absatz 1 oder die in Absatz 4 genannte Entscheidung nicht zugesandt, so gilt der Antrag nach Ablauf der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Fristen als zulässig. Das Verfahren wird fortgesetzt.

Paragraf 5. Der Antrag auf Erweiterung wird gemäß den Bestimmungen von Buch 1 des Umweltgesetzbuches einer öffentlichen Untersuchung unterzogen.

Innerhalb von neunzig Tagen nach der Entscheidung, mit der er die Akte für zulässig und vollständig erklärt, oder nach Ablauf der in Paragraf 4, Absatz 7 festgelegten Frist, legt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Rat für die Nutzung des Untergrundes und dem unabhängigen wissenschaftlichen Ausschuss einen Bericht vor.

Der Rat für die Nutzung des Untergrundes und der unabhängige wissenschaftliche Ausschuss haben nach Erhalt des Antrags 30 Tage Zeit, um ihre Stellungnahme abzugeben. Wenn die Stellungnahme nicht innerhalb dieser Frist abgeschickt wird, wird das Verfahren fortgesetzt.

Paragraf 6. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte übermittelt der Regierung seinen Bericht, der einen Vorschlag für eine Entscheidung enthält, innerhalb von 60 Tagen nach Erhalt der Stellungnahme des Rates für die Nutzung des Untergrundes und des unabhängigen wissenschaftlichen Ausschusses oder, falls dies nicht der Fall ist, nach Ablauf der Frist, die dem Rat für die Nutzung des Untergrundes zur Abgabe seiner Stellungnahme eingeräumt wurde.

Die Regierung entscheidet innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Berichts des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten, unbeschadet der Klimaziele, die gemäß dem Recht der Europäischen Union und dem Dekret vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität gelten, der Umweltziele und der Maßnahmen zur Bewirtschaftung und zum Schutz der Gewässer gemäß Buch 2 des Umweltgesetzbuches mit dem Wassergesetzbuch und der Schutzregelungen gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über den Naturschutz und der Ziele des Luft-Klima-Energie-Plans (LKEP).

Die Regierung legt die besonderen Pflichten der neuen Genehmigung und das Datum, an dem sie abläuft, fest.

Dem Beschluss der Regierung wird eine Umwelterklärung beigefügt, in der zusammengefasst wird, wie Umwelterwägungen in den Beschluss eingeflossen sind, wie der Umweltbericht und die abgegebenen Stellungnahmen berücksichtigt wurden und aus welchen Gründen der Plan oder das Programm in der beschlossenen Form unter Berücksichtigung der geprüften vernünftigen Alternativen gewählt wurde.

Der auszugsweise Regierungserlass und die Umwelterklärung werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL 2 — *Abtretung von Exklusivgenehmigungen für Erkundung und Nutzung*

Art. D.VI.39. Paragraf 1. Mit Genehmigung der Regierung und nach Stellungnahme des Rates für die Nutzung des Untergrundes und des unabhängigen wissenschaftlichen Ausschusses können die gültigen Exklusivgenehmigungen für die Erkundung und Nutzung ganz oder teilweise in jeder Form übertragen werden, insbesondere durch Fusion, Verschmelzung oder Übernahme von Gesellschaften, durch Abtretung von Aktien, Anteilen oder Vermögenswerten.

Der Antrag auf Genehmigung der Abtretung wird vom Abtretungsempfänger an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten gerichtet.

Paragraf 2. Der Antrag enthält mindestens die in Artikel

D.VI.14, Paragraf 1, Absatz 2, Ziffer 1 und 5, a), e) und f) verlangten Elemente.

Die Regierung bestimmt die Form und den Inhalt des Antrags sowie die Anzahl der Exemplare, die eingereicht werden müssen, den Maßstab und den Inhalt der verschiedenen Pläne, die beigefügt werden müssen.

Paragraf 3. Der Antrag ist unvollständig, wenn Angaben oder Unterlagen fehlen, die von oder gemäß Paragraf 2 verlangt werden.

Der Antrag ist unzulässig, wenn:

1° er unter Verletzung von Paragraf 1 gestellt wurde;

2° er zweimal als unvollständig eingestuft wird;

3° der Antragsteller die Ergänzungen nicht innerhalb der in Paragraf 4 genannten Frist vorlegt.

Paragraf 4. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte entscheidet über Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags und sendet die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags dem Antragsteller innerhalb von 30 Tagen nach Eingang des Antrags zu.

Wenn der Antrag unvollständig ist, schickt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Antragsteller eine Liste der fehlenden Dokumente und erklärt, dass das Verfahren ab dem Datum des Eingangs dieser Dokumente wieder aufgenommen wird.

Der Antragsteller sendet die geforderten Ergänzungen innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Antrags auf Ergänzungen an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten. Hat der Antragsteller die geforderten Ergänzungen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingesandt, erklärt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte den Antrag für unzulässig. Die Ergänzungen sind in so vielen Exemplaren einzureichen, wie der ursprüngliche Antrag auf Erteilung einer Genehmigung umfasst.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der Ergänzungen durch den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten sendet dieser dem Antragsteller die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

Wenn der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte den Antrag ein zweites Mal für unvollständig hält, erklärt er ihn für unzulässig.

Wenn der Antrag unzulässig ist, teilt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Antragsteller dies gemäß den in den Absätzen 1 und 3 genannten Bedingungen und Fristen mit.

Hat der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Antragsteller die in Absatz 1 oder die in Absatz 4 genannte Entscheidung nicht zugesandt, so gilt der Antrag nach Ablauf der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Fristen als zulässig. Das Verfahren wird fortgesetzt.

Paragraf 5. Innerhalb von sechzig Tagen nach der Entscheidung, mit der er die Akte für zulässig und vollständig erklärt, oder nach Ablauf der in Paragraf 4, Absatz 7 festgelegten Frist, legt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dem Rat für die Nutzung des Untergrundes und dem unabhängigen wissenschaftlichen Ausschuss einen Bericht vor.

Der Rat für die Nutzung des Untergrundes und der unabhängige wissenschaftliche Ausschuss müssen ihre Stellungnahmen innerhalb von 30 Tagen nach Eingang des Antrags abgeben. Wenn die Stellungnahmen nicht innerhalb dieser Frist abgeschickt werden, wird das Verfahren fortgesetzt.

Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte übermittelt der Regierung seinen Bericht, der einen Vorschlag für einen Beschluss enthält, innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt der Stellungnahme des Rates für die Nutzung des Untergrundes und des unabhängigen wissenschaftlichen Ausschusses oder, falls dies nicht der Fall ist, nach Ablauf der Frist, die dem Rat für die Nutzung des Untergrundes und dem unabhängigen wissenschaftlichen Ausschuss für die Abgabe ihrer Stellungnahmen eingeräumt wurde.

Die Regierung entscheidet innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Berichts des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten, unbeschadet der Klimaziele, die gemäß dem Recht der Europäischen Union und dem Dekret vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität gelten, der Umweltziele und der Maßnahmen zur Bewirtschaftung und zum Schutz der Gewässer gemäß Buch 2 des Umweltgesetzbuches mit dem Wassergesetzbuch und der Schutzregelungen gemäß dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über den Naturschutz und der Ziele des Luft-Klima-Energie-Plans (LKEP).

Die Entscheidung wird dem Antragsteller mitgeteilt und auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Entscheidung, mit der die Regierung die Abtretung genehmigt, wird erst von dem Zeitpunkt an wirksam, zu dem der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte bestätigt, dass die erforderliche Sicherheit geleistet worden ist.

Paragraf 6. Wenn die Wallonische Region aufgrund des in Artikel D.VI.12, Paragraf 4 vorgesehenen vereinfachten Verfahrens Begünstigte einer ausschließlichen Erkundungs- oder Nutzungsgenehmigung ist, kann sie die Genehmigung nicht übertragen, ohne das in Artikel D.VI.12, Paragraf 1 vorgesehene Ausschreibungsverfahren erneut zu beginnen.

KAPITEL 3 — *Erweiterung und Erneuerung von Exklusivlizenzen für Erkundung und Nutzung*

Art. D.VI.40. Exklusive Erkundungs- und Nutzungsgenehmigungen können:

1° auf Antrag des Inhabers einmal verlängert werden, wenn die Dauer nicht ausreicht, um die Forschung oder die Ausbeutung durchzuführen;

2° auf ein angrenzendes Gebiet ausgedehnt werden, sofern die beantragte Fläche nicht mehr als ein Drittel der Fläche beträgt, auf die sich die exklusive Nutzungsgenehmigung bezieht, höchstens jedoch dreihundert Hektar. Diese Möglichkeit gilt nur einmal und bis zum Ablauf der ursprünglichen Exklusivgenehmigung.

Die Fläche, auf die sich die neue Genehmigung bezieht, kann verkleinert werden; sie umfasst die bereits vom Genehmigungsinhaber anerkannten Vorkommen.

Art. D.VI.41. Die in den Artikeln D.VI.12 bis D.VI.27 enthaltenen Bestimmungen für den Antrag auf eine Exklusivgenehmigung zur Erkundung und Nutzung gelten für den Antrag auf Verlängerung der Genehmigung und den Antrag auf Erweiterung auf ein angrenzendes Gebiet, mit Ausnahme der in Artikel D.VI.12 Paragraph 1 vorgesehenen Ausschreibung.

Die Regierung kann den Inhalt der Antragsunterlagen und der Entscheidungen über diese speziellen Anträge näher bestimmen.

TITEL 6 — Rücknahme und Verzicht auf Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen

Art. D.VI.42. Paragraph 1. Dem Inhaber einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung kann die Exklusivgenehmigung in einem der folgenden Fälle entzogen werden:

1° fehlende Umsetzung des allgemeinen Arbeitsprogramms innerhalb von zwei Jahren nach Mitteilung über die Erteilung der Genehmigung;

2° fehlende oder unzureichende Umsetzung des Jahresprogramms in zwei aufeinanderfolgenden Jahren, insbesondere bei anhaltender Inaktivität oder bei einer Tätigkeit, die offensichtlich in keinem Verhältnis zu den unternommenen finanziellen Anstrengungen steht;

3° Nichteinhaltung der allgemeinen Verpflichtungen und der besonderen Bedingungen;

4° Nichtzahlung oder unzureichende Zahlung des Beitrags zum gemeinsamen Garantiefonds gemäß Artikel D.IX.4;

5° Nichtzahlung oder unzureichende Zahlung des jährlichen Beitrags, der den in Artikel D.VI.35 genannten Gemeinden geschuldet wird.

Paragraph 2. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte schickt dem Inhaber der Exklusivgenehmigung auf der Grundlage der Prüfung des Gesamtprogramms und des Jahresprogramms gemäß Paragraph 1:

1° einen Vorschlag für eine Entscheidung;

2° die Information, dass der Inhaber der Exklusivgenehmigung die Möglichkeit hat, innerhalb von 30 Tagen nach Erhalt des Schreibens seine Stellungnahme einzusenden und eine Anhörung beantragen kann;

3° die Möglichkeit, sich von einem Rechtsbeistand unterstützen oder vertreten zu lassen.

Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte bestimmt gegebenenfalls den Tag, an dem der Inhaber aufgefordert wird, seine Verteidigung mündlich darzulegen.

Paragraph 3. Nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist oder vor Ablauf dieser Frist, wenn der Inhaber die Tatsachen anerkennt, oder gegebenenfalls nach Anhörung des Inhabers oder seines Rechtsbeistands, der seine Verteidigung mündlich darlegt, übermittelt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte seinen Bericht mit den in Absatz 1 genannten Unterlagen an die Regierung.

Paragraph 4. Innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Berichts entscheidet die Regierung über den Bericht des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten. Der Beschluss, der den Entzug einer exklusiven Erkundungs- oder Nutzungsgenehmigung ausspricht, wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und dem Inhaber mitgeteilt.

Art. D.VI.43. Der Inhaber einer exklusiven Genehmigung kann auf diese verzichten, indem er den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten davon in Kenntnis setzt.

Die Verzichtserklärung wird zusammen mit der Auslösung der Verpflichtungen nach Teil VIII innerhalb von neunzig Tagen nach ihrer Mitteilung wirksam.

Art. D.VI.44. Mit der Rücknahme oder dem Verzicht auf die Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung erlöschen die Umweltgenehmigung und die Globalgenehmigung, soweit sie an die Stelle der Umweltgenehmigungen tritt, die für die Ausübung der für die Erkundung und Nutzung erforderlichen Tätigkeiten und Einrichtungen erteilt wurden, oder die Erklärung, mit Ausnahme der für die Sanierung und Nachsorge erforderlichen Tätigkeiten und Einrichtungen, sowie die damit verbundene Gefahrenabwehr.

TITEL 7 — Verpflichtungen der Inhaber von Exklusivgenehmigungen für die Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen

KAPITEL 1 — Allgemeine Verpflichtungen von Inhabern einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen

Art. D.VI.45. Der Inhaber einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen hält die allgemeinen Verpflichtungen und besonderen Bedingungen ein, die mit seiner Genehmigung verbunden sind.

Art. D.VI.46. Der Inhaber einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung und Nutzung:

1° wählt einen Verwaltungssitz in der Wallonischen Region und setzt den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten davon in Kenntnis;

2° benennt eine verantwortliche Person benennt, die für die Durchführung der Erkundung oder Nutzung verantwortlich ist.

Art. D.VI.47. Paragraph 1. Der Inhaber einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung legt dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten Folgendes vor:

1° innerhalb eines Monats nach Ausstellung der Genehmigung das Arbeitsprogramm für den Rest des laufenden Jahres;

2° vor dem 31. Dezember eines jeden Jahres das Arbeitsprogramm für das nächste Jahr mit einem Vorschlag zur Anpassung der Nachsorgemaßnahmen und der entsprechenden Sicherheit;

3° im ersten Quartal den Bericht über die im vergangenen Jahr durchgeführten Arbeiten.

Paragraph 2. Die Inhaber einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung und Nutzung einer geothermischen Lagerstätte legen dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten zusätzlich zu den in Paragraph 1 genannten Informationen einen monatlichen seismischen Bericht vor.

Paragraph 3. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte prüft den Vorschlag zur Anpassung der Nachsorgemaßnahmen innerhalb von 60 Tagen nach dessen Eingang. Er kann je nach Fall:

- den Vorschlag zur Anpassung der Nachsorgemaßnahmen genehmigen;

- den Inhaber der Exklusivgenehmigung auffordern, innerhalb einer von ihm gesetzten Frist bestimmte Nachsorgemaßnahmen zu ändern oder andere Nachsorgemaßnahmen vorzuschlagen;

- Nachsorgemaßnahmen auferlegen oder die vorgeschlagenen Maßnahmen ändern;

- beschließen, dass die Nachsorgemaßnahmen nicht angepasst werden müssen.

In der Entscheidung nach Absatz 1 legt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte gegebenenfalls die angepasste Höhe der Sicherheit fest.

Der Inhaber der Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen sendet den Nachweis der Anpassung der Sicherheit spätestens innerhalb eines Monats nach der Aktualisierung des Nachsorgeplans an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten.

Gegen die nach Absatz 1 zweiter und dritter Gedankenstrich getroffene Entscheidung kann der Inhaber der Exklusivgenehmigung bei der Regierung Beschwerde einlegen.

Die Beschwerde ist innerhalb von 30 Tagen nach Bekanntgabe dieser Entscheidung bei der Regierung einzulegen, andernfalls ist sie ausgeschlossen. Die Beschwerde bewirkt keine Aussetzung der angefochtenen Entscheidung.

Die Regierung übermittelt ihre Entscheidung innerhalb von dreißig Tagen ab dem ersten Tag nach Eingang der Beschwerde.

Wird innerhalb der in Absatz 6 vorgeschriebenen Frist keine Entscheidung getroffen, so gilt die Entscheidung, gegen die Beschwerde eingelegt wurde, als bestätigt.

Die Regierung kann die Modalitäten des Rechtsbehelfs festlegen.

Art. D.VI.48. Die Öffentlichkeit darf die Arbeiten und Nebengebäude nur mit ausdrücklicher Genehmigung und unter der Verantwortung des Inhabers der Exklusivgenehmigung betreten. Das Verbot wird vom Inhaber der Exklusivgenehmigung durch Zäune oder, falls keine Zäune vorhanden sind, durch genaue Beschriftung kenntlich gemacht.

Art. D.VI.49. Die Inhaber von Exklusivgenehmigungen erteilen dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten alle Auskünfte, die dieser für notwendig erachtet, um von ihnen Informationen über den von ihnen geplanten Abbau sowie über die geplanten Abbaustellen und oberirdischen Einrichtungen zu erhalten, die sie errichten wollen.

Art. D.VI.50. Unabhängig von der erteilten Genehmigung und unbeschadet der durch andere Bestimmungen auferlegten Verpflichtungen muss der Inhaber einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung:

1° alle notwendigen Vorsichtsmaßnahmen treffen, um Gefahren, Belästigungen oder Nachteile für die öffentliche Sicherheit, die Erhaltung von Gebäuden und die Gesundheit der Arbeiten und des Eigentums, die sich aus der Umsetzung seiner Exklusivgenehmigung ergeben, zu vermeiden, zu verringern oder zu beheben;

2° alle notwendigen Vorsichtsmaßnahmen ergreifen, um Umweltschäden, die durch die Umsetzung seiner Exklusivgenehmigung verursacht werden oder verursacht werden könnten, zu vermeiden, zu verringern oder gegebenenfalls auszugleichen;

3° dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten, dem technischen Beamten und dem Bürgermeister unverzüglich jeden Unfall oder Zwischenfall melden, der den unter 1° und 2° genannten Interessen schaden könnte;

4° jede notwendige Unterstützung leisten, damit die zuständigen Beamten die in Artikel D.162 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches genannten Maßnahmen durchführen können;

5° den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten und den technischen Beamten von jeder bedeutenden Unterbrechung des in Artikel D.VI.47 genannten Arbeitsprogramms mindestens zehn Tage vor dieser Operation unterrichten, außer in Fällen höherer Gewalt;

6° den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten und den technischen Beamten über die gerichtliche Reorganisation oder die Insolvenz innerhalb von zehn Tagen nach deren Verkündung informieren, außer im Falle höherer Gewalt;

7° den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten und den technischen Beamten mindestens sechs Monate vor seiner Entscheidung, die Aktivität einzustellen, informieren.

KAPITEL 2 — Führen von Plänen

Art. D.VI.51. Jeder Inhaber einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen führt genaue Pläne und Aufzeichnungen über den Fortschritt aller Arbeiten, die innerhalb des Geltungsbereichs der Exklusivgenehmigung durchgeführt werden.

Die Regierung legt die Pflichten in Bezug auf die Führung der Pläne fest.

Art. D.VI.52. Der Inhaber einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung lässt nach den Anweisungen des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten an oberirdischen Punkten innerhalb des von der Exklusivgenehmigung erfassten und von diesem zu bezeichnenden Perimeters Grenzsteine setzen, um die Grenzen und bestimmte wichtige Punkte zu markieren. Dies geschieht auf Aufforderung und in Anwesenheit des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten, der darüber ein Protokoll aufnimmt.

Art. D.VI.53. Der Inhaber der Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung hält einen Oberflächenparzellenplan in zweifacher Ausfertigung auf dem neuesten Stand, auf dem die Grenzen des von der Genehmigung betroffenen Perimeters, die Lage der Grenz- und Orientierungspunkte, die wichtigsten Verkehrswege, öffentliche Gebäude und wichtige Kunstbauten, die Lage der Schächte, Gebäude und sonstigen Bauten, die für die Erkundung oder Nutzung von Interesse sind, sowie alle an der Oberfläche bestehenden Siedlungen und Bauten innerhalb des Perimeters und in einem Umkreis von 100 Metern um den Perimeter der Genehmigung dargestellt sind. Ein Exemplar wird am Betriebssitz aufbewahrt, und das zweite Exemplar wird, sobald es aktualisiert ist, an die Verwaltung gesandt.

Der Inhaber der Exklusivgenehmigung übermittelt jeder Gemeinde, auf deren Gebiet sich die Exklusivgenehmigung erstreckt, auf Anfrage eine Kopie des in Absatz 1 genannten Plans.

KAPITEL 3 — Änderung der besonderen Bedingungen von Exklusivgenehmigungen für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen

Art. D.VI.54. Paragraf 1. Auf Initiative oder auf Antrag des Inhabers der Exklusivgenehmigung oder einer oder mehrerer Gemeinden, auf deren Gebiet sich der Perimeter der Exklusivgenehmigung erstreckt oder deren Gebiet an den Perimeter einer Exklusivgenehmigung angrenzt, kann die Regierung nach Stellungnahme des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten und der von der Regierung benannten Instanzen, die besonderen Bedingungen der Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder der Exklusivgenehmigung für die Nutzung von Bodenschätzen ergänzen oder ändern, falls sie feststellt, dass diese Bedingungen nicht mehr geeignet sind, Gefahren, Belästigungen oder Nachteile für die Umwelt, die Sicherheit oder die Gesundheit zu vermeiden, zu verringern oder zu beheben.

Die Regierung legt die Form und den Inhalt des Vorschlags zur Ergänzung oder Änderung der besonderen Bedingungen für die Nutzung und des Antrags auf Ergänzung oder Änderung der besonderen Bedingungen für die Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen sowie die Anzahl der einzureichenden Exemplare fest.

Paragraf 2. Unter Androhung der Unzulässigkeit ist der Antrag auf Ergänzung oder Änderung der in Paragraf 1 genannten besonderen Bedingungen an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten zu richten, zusammen mit entweder einem Bericht über die Umweltauswirkungen gemäß Artikel D.VI.15 oder einem begründeten Antrag auf Befreiung von der Umweltverträglichkeitsprüfung, wenn er der Ansicht ist, dass die Änderung wahrscheinlich keine nicht unerheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben wird. Im letzteren Fall begründet er seinen Antrag anhand der Kriterien zur Bestimmung des wahrscheinlichen Ausmaßes der Auswirkungen, die in Artikel D.54 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches genannt werden.

Paragraf 3. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte sendet seinen Vorschlag zur Ergänzung oder Änderung der in Paragraf 1 genannten besonderen Bedingungen an den Betreiber.

Dem Vorschlag wird ein Bericht über die Umweltauswirkungen gemäß Artikel D.VI.15 beigefügt. Wenn der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte der Ansicht ist, dass es sich um eine geringfügige Änderung der Exklusivgenehmigung handelt, die keine nicht unerheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben dürfte, kann er bei der Regierung eine Befreiung von der Umweltverträglichkeitsprüfung beantragen. Im letzteren Fall begründet er seinen Antrag anhand der Kriterien zur Bestimmung des wahrscheinlichen Ausmaßes der Auswirkungen, die in Artikel D.54 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches genannt werden.

Paragraf 4. Im Falle eines Antrags auf Befreiung von der Umweltverträglichkeitsprüfung konsultiert die Regierung den Pol „Umwelt“ und die Personen und Instanzen, deren Konsultation sie für sinnvoll erachtet. Die Stellungnahmen werden innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage der Regierung übermittelt. Nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren fortgesetzt. Innerhalb von dreißig Tagen nach Abschluss der Konsultationen entscheidet die Regierung über den Antrag auf Befreiung. Die Entscheidung des Ministers und die Gründe, warum er beschlossen hat, das Projekt von einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu befreien, werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Paragraf 5. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte schickt den Antrag oder den Vorschlag für eine Entscheidung zur Ergänzung oder Änderung der in Paragraf 1 genannten besonderen Bedingungen, falls zutreffend, zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht zur Stellungnahme an den Rat für die Nutzung des Untergrundes, an die Beratungsinstanzen, deren Anhörung er für sinnvoll hält, und an die betroffenen Gemeinden.

Diese Stellen und Gemeinden geben ihre Stellungnahmen innerhalb von dreißig Tagen nach ihrer Befassung durch den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten ab. Wenn die Stellungnahmen nicht innerhalb dieser Frist abgeschickt werden, wird das Verfahren fortgesetzt.

Paragraf 6. Wenn der Antrag oder der Vorschlag für eine Entscheidung über die Ergänzung oder Änderung der in Paragraf 1 genannten besonderen Bedingungen Gegenstand eines Umweltverträglichkeitsberichts ist, wird die Akte gemäß den Bestimmungen von Buch 1 des Umweltgesetzbuches einer öffentlichen Untersuchung unterzogen.

Nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt die Gemeinde innerhalb von acht Tagen die Akte an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten.

Paragraf 7. Innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der Stellungnahmen und gegebenenfalls der Bemerkungen der öffentlichen Untersuchung übermittelt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte der Regierung seinen zusammenfassenden Bericht zusammen mit einem Vorschlag für eine Entscheidung. Diese Frist kann einmal um maximal 30 Tage verlängert werden.

Paragraf 8. Die Regierung entscheidet über den Antrag oder den Vorschlag für einen Beschluss zur Ergänzung oder Änderung der in Paragraf 1 genannten besonderen Bedingungen innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt des zusammenfassenden Berichts.

Der Entscheidung des Ministers wird eine Umwelterklärung beigefügt, in der zusammengefasst wird, wie Umwelterwägungen in die Entscheidung eingeflossen sind und wie der Umweltverträglichkeitsbericht und die abgegebenen Stellungnahmen unter Berücksichtigung der in Betracht gezogenen vernünftigen Alternativen berücksichtigt wurden.

Der Auszug des Regierungserlasses und gegebenenfalls die Umwelterklärung werden im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Paragraf 9. Die Regierung kann die Verfahren zur Anwendung dieses Artikels näher bestimmen.

Teil 7 — Dingliche Rechte, Nutzung fremder Grundstücke, Dienstbarkeiten und Erwerb von Immobilien zum Zweck der Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen

TITEL I — Grundsätze

KAPITEL 1 — Unterirdische Tätigkeiten und Anlagen bis zu einer Tiefe von zwanzig Metern im Rahmen von Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen

Art. D.VII.1. Der Inhaber einer Exklusivgenehmigung zur Nutzung von Bodenschätzen muss über dingliche Rechte an Grundstücken verfügen, die unterirdische Aktivitäten und Anlagen umfassen, die für die Ausbeutung von Bodenschätzen bis zu und einschließlich 20 m Tiefe erforderlich sind.

In Abweichung von Absatz 1 muss der Inhaber einer Exklusivgenehmigung zur Nutzung von Bodenschätzen im Zusammenhang mit einem Tagebau entweder über ein dingliches Recht oder über ein Nutzungsrecht verfügen, das ihm vom Inhaber eines dinglichen Rechts eingeräumt wurde.

KAPITEL 2 — Oberirdische und unterirdische Tätigkeiten und Anlagen oder Bauwerke zwischen zwanzig und hundert Metern Tiefe im Rahmen der Umsetzung von Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen

Art. D.VII.2. § 1. Für oberirdische Tätigkeiten und Anlagen oder Bauwerke und unterirdische Tätigkeiten und Anlagen oder Bauwerke zwischen zwanzig und hundert Metern Tiefe, sowohl innerhalb als auch außerhalb des durch die Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung festgelegten Perimeters, sowie für private Kommunikationswege und Leitungen für den Transport von Flüssigkeiten oder Energie, kann die Regierung nach einer öffentlichen Untersuchung gemäß den Modalitäten von Buch 1 des Umweltgesetzbuchs festlegen, dass es von öffentlichem Nutzen ist, solche Anlagen oder Bauwerke zu errichten und solche Tätigkeiten auszuüben, und zwar unter, auf oder über Privatgrundstücken oder privatem Eigentum.

Diese Gemeinnützigkeitserklärung gibt dem Inhaber der Exklusivgenehmigung, zu dessen Gunsten sie gemacht wird, das Recht, solche Anlagen unter, auf oder über diesen nicht bebauten privaten Grundstücken bzw. Grundstücken des Privateigentums einzurichten, für deren Überwachung zu sorgen und die zu deren Betrieb und Unterhalt notwendigen Arbeiten durchzuführen, dies alles zu den in besagter Erklärung bestimmten Bedingungen.

Mit den Arbeiten darf erst nach Ablauf einer zweimonatigen Frist ab der Notifizierung begonnen werden, die den betroffenen Inhabern von dinglichen Rechten und Mietern per Einschreibebrief zugestellt wird.

§ 2. Der Anspruchsberechtigte der in § 1 vorgesehenen Dienstbarkeit zahlt dem Eigentümer des mit dieser Dienstbarkeit belasteten Grundstücks oder den Inhabern von mit diesem Grundstück verbundenen dinglichen Rechten eine Entschädigung.

Die Entschädigung ist Gegenstand einer einzigen Zahlung, die als pauschale Entschädigung gilt.

Im Falle einer ungeteilten Rechtsgemeinschaft zwischen mehreren Inhabern von dinglichen Rechten an dem mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstück, wird der Betrag der pauschalen Entschädigung im Verhältnis zu ihren jeweiligen Anteilen in der ungeteilten Rechtsgemeinschaft unter sie verteilt.

Im Falle einer Spaltung des mit dem mit einer Dienstbarkeit belasteten Grundstück verbundenen Eigentumsrechts wird der Betrag der pauschalen Entschädigung dem Inhaber des dinglichen Nutznießungsrechts an dem betroffenen Gebäude ausgezahlt, und zwar unbeschadet des eventuellen Einspruchs des bloßen Eigentümers, des Erbverpächters oder des Grund- und Untergrundeigentümers gegen diesen Inhaber des dinglichen Rechts auf der Grundlage der zivilrechtlichen Regeln, denen ihre Beziehungen unterliegen.

Im Falle einer bestehenden vertraglichen oder gesetzlichen Dienstbarkeit, die das Grundstück belastet, wird der Betrag der pauschalen Entschädigung vollständig dem Eigentümer des mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstücks ausgezahlt, und zwar unbeschadet des gegen diesen Eigentümer auf der Grundlage der zivilrechtlichen Regeln, denen ihre Beziehungen unterliegen.

§ 3. Die Regierung bestimmt:

1° das für die in § 1 erwähnte Gemeinnützigkeitserklärung zu befolgende Verfahren insbesondere die Form des Antrags, die Unterlagen, die diesem beizufügen sind, die Untersuchung der Akte und die Fristen, innerhalb deren die zuständige Behörde entscheiden und dem Antragsteller ihre Entscheidung zustellen muss;

2° den Betrag der in § 2 genannten Entschädigung, der nach folgender Formel berechnet wird: $E = R \times F$, wobei:
E der Wert der Entschädigung in Euro ist;

R der Referenzbetrag in Euro/m² ist, der auf der Grundlage von gesetzlich festgelegten Werten für die Art der betroffenen Anlage, die betroffene Provinz und die Nutzung des genutzten Grundstücks berechnet wird;

F die Fläche in m² ist, die von den vertikalen Ebenen begrenzt wird, die 1,50 m von den Außengrenzen der Anlagen oder Bauwerke entfernt sind, für die die Gemeinnützigkeitserklärung gilt.

Der Referenzbetrag R wird am 1. Januar eines jeden Jahres auf der Grundlage des Gesundheitsindex des vorhergehenden Monats Oktober indiziert. Er wird an den Schwellenindex für den Monat Oktober 2023 gebunden.

Art. D.VII.3. Die teilweise Belegung von privaten Grundstücken bzw. Grundstücken des Privateigentums beachtet die Verwendung, die für diese vorgesehen ist. Sie bewirkt keine Enteignung, bildet jedoch eine gesetzliche gemeinnützige Dienstbarkeit, die jegliche Handlung verbietet, die den Anlagen oder deren Bewirtschaftung schaden könnte.

Die Regierung bestimmt die Verbote und Vorschriften, die jeder einhalten muss, der Handlungen und Arbeiten in der Nähe der Anlagen vornimmt, vornehmen lässt oder vorzunehmen beabsichtigt.

Im Falle eines Verstoßes gegen die durch und aufgrund des vorliegenden Artikels vorgesehenen Verbote und Vorschriften hat der Dienstbarkeitsberechtigte das Recht die errichteten Bauten und Bepflanzungen abzureißen und den Ort in seinen ursprünglichen Zustand zurückzusetzen, sowie alle als nützlich erachteten Sicherheitsmaßnahmen zu treffen, und zwar all dies auf Kosten des Zuwiderhandelnden, unbeschadet der Schadensersatzansprüche, zu denen der Verstoß Anlass geben könnte.

Ist der Verstoß kein Hindernis für einen dringend notwendigen Eingriff an den Anlagen, die die Dienstbarkeit in Anspruch nehmen, setzt der Dienstbarkeitsberechtigte den Zuwiderhandelnden vorher in Verzug, den Verstoß unverzüglich zu beenden und den Ort in seinen ursprünglichen Zustand zurückzusetzen. Zu diesem Zweck setzt er dem Zuwiderhandelnden eine Frist, die nicht unter dreißig Tagen liegen darf.

Art. D.VII.4. Der Eigentümer des mit dieser Dienstbarkeit belasteten Grundstücks kann innerhalb der durch die Regierung festgesetzten Frist die Regierung davon informieren, dass er den Inhaber dieser Dienstbarkeit darum bittet, das besetzte ganz oder teilweise Grundstück zu erwerben.

Dasselbe gilt, wenn die vorgenommenen Arbeiten nur vorübergehend sind, wenn die Besetzung des Grundstücks dem Eigentümer des Bodens den Genuss des Einkommens über ein Jahr hinaus verwehrt oder wenn das Grundstück nach den Arbeiten nicht mehr für die normale Nutzung geeignet ist.

Kommt keine Kaufvereinbarung zwischen dem Eigentümer des belasteten Grundstücks und dem Dienstbarkeitsberechtigten auf gutlichem Wege zustande, so sind die Bestimmungen des Artikels D.VII.7 anwendbar. Wenn der Inhaber der Exklusivgenehmigung auf Antrag des Eigentümers das gesamte oder einen Teil des von dem Letzteren belegten Grundstücks erwirbt oder enteignet lässt, bildet die als Gegenleistung zu der das Grundstück belastenden gemeinnützigen Dienstbarkeit empfangene pauschale Entschädigung einen Vorschuss auf den Erwerbspreis oder auf die Enteignungsentschädigung, der bzw. die auf gutlichem Wege zu vereinbaren oder gegebenenfalls von dem Richter im Rahmen des Enteignungsverfahrens festzulegen ist.

Zur Festlegung dieses Preises oder dieser Enteignungsentschädigung wird der Minderwert, der sich aus den Belastungen in Verbindung mit der Belegung des Grundstücks durch die Anlagen des Inhabers der Exklusivgenehmigung ergibt, nicht berücksichtigt.

Gegebenenfalls wird der Aktivsaldo zwischen dem Erwerbspreis oder der Enteignungsentschädigung und dem empfangenen Vorschuss um einen Zinsbetrag erhöht, der zu dem für die Periode ab dem Datum des Beginns der effektiven Belegung des Grundstücks durch den Inhaber der Exklusivgenehmigung bis zum Datum des ersten, von dem Inhaber der Exklusivgenehmigung an den Eigentümer gerichteten gutlichen Erwerbsangebots geltenden gesetzlichen Zinssatz berechnet wird.

Art. D.VII.5. § 1. Die Anlagen werden auf Antrag des Eigentümers des belasteten Grundstücks bzw. desjenigen, der berechtigt ist, darauf Bauten zu errichten, verlegt und gegebenenfalls entfernt, wenn sie dieses Recht in Anspruch nehmen wollen. Die Regierung kann dem Inhaber der Dienstbarkeit eine weitere Frist gewähren, damit er die durch diese Verlegung erforderten Genehmigungen erhalten kann.

Wenn die Betroffenen dieses Recht in Anspruch nehmen, ohne die Verlegung oder das Entfernen der Anlagen anzufordern, behält der Inhaber der Dienstbarkeit das Recht, diese Anlagen zu überwachen und die zu deren Betrieb, deren Unterhalt und deren Instandsetzung notwendigen Arbeiten durchzuführen.

Die Kosten für die Verlegung oder das Entfernen der Anlagen gehen zu Lasten des Inhabers der Dienstbarkeit; die in Absatz 1 erwähnten Personen teilen jedoch ihre Absicht sechs Monate vor dem Anfang der geplanten Arbeiten schriftlich mit. Wenn die Arbeiten innerhalb von zwei Jahren nach der Benachrichtigung nicht substanziell begonnen werden, müssen die Kosten für die Verlegung der Anlagen dem Inhaber der Dienstbarkeit auf dessen Antrag hin erstattet werden.

§ 2. Ungeachtet des § 1 kann der Inhaber der Dienstbarkeit, um die Verlegung der Anlagen zu vermeiden, dem Eigentümer des Grundstücks anbieten, das belegte Grundstück zu erwerben. Er setzt die Regierung davon in Kenntnis. Wenn keine gütliche Einigung zwischen dem Eigentümer des belasteten Grundstücks und dem Verwalter der Anlagen zustande kommt, sind die Bestimmungen des Artikels D.VII.7 anwendbar.

Art. D.VII.6. Der Inhaber der Exklusivgenehmigung sorgt für die Wiedergutmachung der Schäden, die durch die Arbeiten verursacht worden sind, die er bei der Einrichtung oder der Betreibung seiner Anlagen vorgenommen hat, sowie für die Entschädigung der Dritten zugefügten Schäden, sei es aufgrund seiner Arbeiten oder aufgrund der Verwendung des mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstücks. Die Entschädigungen für die verursachten Schäden gehen völlig zu Lasten dieses Inhabers der Exklusivgenehmigung. Sie sind den Personen, denen diese Schäden zugefügt wurden, geschuldet; deren Betrag wird entweder auf gütliche Weise oder durch die Gerichte bestimmt.

Art. D.VII.7. Der Inhaber der Exklusivgenehmigung der Anlagen, zugunsten dessen die Regierung einen Erlass zur Gemeinnützigkeitserklärung verabschiedet hat, kann auf seinen Antrag hin und innerhalb der Grenzen dieses Erlasses durch die Regierung dazu ermächtigt werden, die nötigen Enteignungen auf seine Kosten, im Namen der wallonischen Region oder in seinem eigenen Namen, wenn er aufgrund einer Dekretsbestimmung über die Befugnis zur Enteignung verfügt, weiterzuführen.

Art. D.VII.8. In dem Abschnitt seiner Trasse auf einem nicht bebauten Privateigentum darf weder ein ober- oder unterirdischer Bau noch eine Gehölzpflanzung über dem Anschluss, auf der Fläche, die sich beiderseits der Leitungssachse bis auf eine Entfernung von einem Meter und fünfzig Zentimetern ab dieser Achse erstreckt, eingerichtet werden.

KAPITEL 3 — *Unterirdische Tätigkeiten, Anlagen und Bauwerke in einer Tiefe von mehr als hundert Metern im Rahmen von Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen*

Art. D.VII.9. Die Errichtung von unterirdischen Anlagen oder Bauwerken, die für die Nutzung von Bodenschätzen in einer Tiefe von mehr als hundert Metern erforderlich sind, und die Ausübung der damit verbundenen Tätigkeiten begründen eine gesetzliche Dienstbarkeit von öffentlichem Nutzen, wobei der Inhaber der Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung für die Überwachung der Anlagen und Bauwerke sowie für die Durchführung der für ihren Betrieb und ihre Instandhaltung erforderlichen Arbeiten verantwortlich ist.

KAPITEL 4 — *Andere Fälle, die den Erwerb von dinglichen Rechten erfordern*

Art. D.VII.10. Die Regierung kann weitere Fälle festlegen, in denen die Umsetzung der Exklusivgenehmigung und die Beantragung von Städtebau- und Umweltgenehmigungen in Bezug auf die in Artikel D.I.1, § 2, Absatz 1 Ziffern 1 bis 4 genannten Aktivitäten und Anlagen zur Nutzung von Bodenschätzen vom Erwerb dinglicher Rechte durch den Inhaber der Genehmigung an den von der Nutzung betroffenen Gütern abhängig gemacht werden.

KAPITEL 5 — *Vermerke in den Abtretungsurkunden*

Art. D.VII.11. In jeder privatschriftlichen oder authentischen Urkunde unter Lebenden zur Feststellung, Bestellung oder Abtretung eines dinglichen oder persönlichen Nutznießungsrechts während mehr als neun Jahren, einer Erbpacht- oder Erbbaurechtsurkunde für das gesamte Grundstück oder einen Teil davon, die sich auf ein bebautes oder unbebautes Grundstück beziehen, einschließlich in den Urkunden, die eine Landpacht feststellen, wird Folgendes erwähnt:

- 1° die Existenz einer Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen und deren Dauer;
- 2° das Vorhandensein einer Genehmigung für die Suche nach Bergwerken oder einer Bergbaukonzession;
- 3° die Existenz einer Exklusivgenehmigung für die Suche nach oder die Ausbeutung von bituminösem Gestein, Erdöl und brennbaren Gasen gemäß Artikel 2 des Königlichen Erlasses Nr. 83 vom 28. November 1939 über die Prospektion und den Abbau von bituminösem Gestein, Erdöl und brennbaren Gasen;
- 4° die Existenz der in Artikel D.VII.2 erwähnten Dienstbarkeit.
- 5° das Vorhandensein eines Bergwerksschachts und -ausgangs, der zu einer bestehenden oder entzogenen Konzession gehört, die Gegenstand von Sicherungsmaßnahmen war oder vor Ort bekannt ist.

TITEL 2 — *Erwerb von Grundstücken*

Art. D.VII.12. Die Regierung kann verfügen, dass es von öffentlichem Nutzen ist, jede Immobilie zu enteignen, die für die Erkundung und die Nutzung von Bodenschätzen gemäß Artikel D.I.1, § 2, Absatz 1, 1°, 3°, 4° und 6°, für die Einrichtung ihrer Zugangswege oder für ergänzende Infrastrukturarbeiten erforderlich ist.

Art. D.VII.13. § 1. Die in Anwendung von Artikel D.VII.12 erworbenen Grundstücke werden den Nutzern durch Verpachtung, Erbpacht oder Verkauf zur Verfügung gestellt.

Die Urkunde über die Zurverfügungstellung enthält eine Klausel, in der die auf dem Grundstück geplante wirtschaftliche Tätigkeit sowie die weiteren Nutzungsmodalitäten, und insbesondere das Datum, an dem die Tätigkeit beginnen sollte, angegeben werden.

Im Falle eines Verkaufs enthält die Urkunde zudem eine Klausel, nach der die Region oder die ein Interesse habende öffentlich-rechtliche Person die Möglichkeit hat, das Grundstück zurückzukaufen, wenn der Nutzer die angegebene wirtschaftliche Tätigkeit einstellt, oder die Nutzungsmodalitäten nicht beachtet.

In diesem Fall und wenn keine Einigung zwischen den Parteien erzielt werden kann, wird der Preis für den Rückkauf der Grundstücke von den Erwerbsausschüssen der Verwaltung festgelegt, die im Rahmen des Enteignungsverfahrens handeln.

Andererseits, und wenn keine Einigung zwischen den Parteien erzielt werden kann, werden das Material und die Gerätschaften, die errichteten Gebäude und die eingerichtete Infrastruktur, die seit der Abtretung des Gutes durch die Region oder die ein Interesse habende öffentlich-rechtliche Person vorhanden sind, beim Rückkauf des Grundstücks zum Verkaufswert bezahlt. Dieser Wert wird durch die Erwerbsausschüsse bestimmt.

Im Falle eines Verkaufs darf der Nutzer das Gut nur dann weiterverkaufen, wenn sich die Region oder die als Verkäuferin handelnde öffentlich-rechtliche Person damit als einverstanden erklärt hat, wobei die in Absatz 1 und 3 erwähnten Klauseln in der Weiterverkaufsurkunde stehen müssen.

§ 2. Ungeachtet der betroffenen öffentlich-rechtlichen Person sind die Erwerbssausschüsse der Verwaltung sowie die Einnehmer des Domänenamtes befugt, ohne besondere Formalitäten und nach den in § 1 vorgesehenen Modalitäten den freihändigen Verkauf oder die freihändige Verpachtung für einen Zeitraum von höchstens neunundneunzig Jahren von die kraft des vorliegenden Dekrets erworbenen oder enteigneten Immobilien oder die Domanialliegenschaften, für die die Regierung eine in dem vorliegenden Dekret vorgesehene Nutzung beschließt, vorzunehmen. Es können von den in diesem Absatz erwähnten Urkunden Ausfertigungen ausgestellt werden.

Die ein Interesse habenden öffentlich-rechtlichen Personen können die Immobilien, die sie kraft des vorliegenden Dekrets erworben oder enteignet haben, selbst verkaufen oder verpachten. Wenn die öffentlich-rechtliche Person den Ausschuss oder den Einnehmer nicht in Anspruch nimmt, dann legt sie einem von diesen den Entwurf der Kauf- oder Pachturkunde zur Beglaubigung vor. Der Ausschuss oder der Einnehmer übermittelt seine Beglaubigung oder seine Ablehnung einer Beglaubigung innerhalb einer einmonatigen Frist ab dem Empfangsdatum der Akte. Falls erforderlich kann diese Frist auf Antrag des Ausschusses oder des Einnehmers um einen Monat verlängert werden.

Bei einer Ablehnung der Beglaubigung bestimmt der Ausschuss oder der Einnehmer die von ihm verlangten Bedingungen zur Gewährung der Beglaubigung, unter Beifügung einer Begründung dafür. Die Beglaubigung gilt als gewährt, wenn der Ausschuss oder der Einnehmer die in Absatz 2 bestimmte Frist verstreichen lässt.

TITEL 3 — Recht auf Besetzung und Nutzung von fremden Grundstücken für den Tagebau

Art. D.VII.14. In Ermangelung der Zustimmung des Eigentümers darf die Regierung jedem Unternehmen, das diesbezüglich einen Antrag stellt, das Recht zusprechen, fremde Grundstücke zu benutzen und zu bewirtschaften, um die Versorgung eines Steinwerks, in dem dieselben Rohstoffe schon mindestens seit fünf Jahren gewonnen werden, sicherzustellen, vorausgesetzt, dass diese Grundstücke von seinem Betriebsfeld umschlossen sind bzw. darin hineinragen, und dass sie die wirtschaftliche und rationelle Ausbeutung des Vorkommens beeinträchtigen, und insofern die von diesem Recht betroffenen Lagerstätten nicht für die Fortführung der Gewerbetätigkeit oder für die befriedigende Amortisierung der Anlagen eines ähnlichen benachbarten Unternehmens, in dessen Besitz sie waren, notwendig sind.

Die zwecks Erhaltung solcher Rechte zu beachtende Verfahrensweise wird durch die Regierung festgelegt und umfasst insbesondere eine öffentliche Untersuchung gemäß den in Buch 1 des Umweltgesetzbuches festgelegten Modalitäten.

Der Inhaber eines Rechts zur Benutzung und Bewirtschaftung eines fremden Grundstücks schuldet dem Eigentümer eine Abfindung, die mangels gütlicher Einigung zwischen den Parteien, nach dem bei gemeinnützigen Enteignungen vorgesehenen Verfahren festgelegt wird.

TITEL 4 — Vertrag über die Landpacht von Grundstücken, für die eine Umweltgenehmigung für einen Tagebau erteilt wurde, sowie deren Nebenanlagen

Art. D.VII.15. Im Falle eines Pachtvertrags über Grundstücke, für die eine Umweltgenehmigung für einen Tagebau erteilt wurde, sowie deren Nebenanlagen und in Ermangelung einer Vereinbarung zwischen den Parteien darf der Unternehmer über die den Gegenstand einer Umweltgenehmigung bildenden Grundstücke erst nach der Ernte der darauf zur Zeit der Erteilung dieser Genehmigung heranwachsenden Produkte verfügen. Die dem Pächter zustehenden Entschädigungen sind die in den Artikeln 45 und 46 des Zivilgesetzbuches, Buch 3, Titel 8, Kapitel 2, Abschnitt 3: Besondere Regeln über die Landpachtverträge vorgesehenen Entschädigungen.

TITEL 5 — Aufhebung oder Revision von Beschränkungen, die bei der Schließung von Bergwerksschächten auferlegt werden

Art. D.VII.16. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte kann die Auflagen, die in den Beschlüssen des Ständigen Ausschusses des Provinzialrates gemäß Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. April 1992 zur Festlegung des Verfahrens und der Bedingungen für den Entzug einer Bergbaugenehmigung oder aufgrund früherer Gesetzgebungen getroffen wurden, auf Antrag des Eigentümers des an der Oberfläche liegenden Grundstücks oder anlässlich von Anträgen auf eine Städtebau- oder Verstärkungsgenehmigung im Sinne des GRE oder gleichwertiger Genehmigungen in Bezug auf die Deutschsprachige Gemeinschaft aufheben oder revidieren.

Teil 8 — Bestimmungen für die Nachsorge in Bezug auf Exklusivgenehmigungen für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen

TITEL 1 — Grundsätze

Art. D.VIII.1. Paragraf 1. Die mit einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen verbundenen Rechte enden entweder mit Ablauf der Exklusivgenehmigung oder durch Rücknahme oder Verzicht des Inhabers.

Paragraf 2. Ablauf, Entzug oder Verzicht auf die Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung lassen die Bestimmungen über die Nachsorge vollständig bestehen, bis der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte festgestellt hat, dass die Nachsorgeverpflichtungen vollständig erfüllt sind, und der Freigabe der damit verbundenen Sicherheit zugestimmt hat.

Paragraf 3. Spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen muss der Inhaber der Exklusivgenehmigung entweder:

- 1° einen Antrag auf Verlängerung der Exklusivgenehmigung oder gegebenenfalls einen neuen Antrag stellen;
- 2° die in der Umweltgenehmigung vorgesehenen ersten Maßnahmen der Sanierung und die Maßnahmen der Nachsorge durchführen.

Art. D.VIII.2 Die aufgelösten Gesellschaften dürfen ihre Liquidation nicht abschließen, bevor der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte die vollständige Erfüllung der durch die Exklusivgenehmigung auferlegten Nachsorgeverpflichtungen festgestellt und die Aufhebung der diesbezüglichen Sicherheit genehmigt hat oder von Amts wegen Verpflichtungen realisiert und die Sicherheit aktiviert hat.

Art. D.VIII.3. Paragraf 1. Innerhalb von sechzig Tagen nach dem Verzicht, dem Ablauf der in Artikel D.VIII.1 genannten Frist oder dem Rückzug kann die Regierung beschließen, die Erfüllung der Nachsorgeverpflichtungen auszusetzen, falls die Wallonische Region beschließt, die Nutzung oder Erkundung selbst wieder aufzunehmen oder eine Ausschreibung gemäß Artikel D.VI.12 durchzuführen.

In einem solchen Fall nimmt der Inhaber der Exklusivgenehmigung während eines Zeitraums von drei Jahren ab der Zustellung des Regierungsbeschlusses die Instandhaltung der unterirdischen Arbeiten und Anlagen, einschließlich der Tagebaugruben, vor, die für ihre Erhaltung erforderlich sind. Im Falle einer tatsächlichen Wiederaufnahme der Erkundung oder Nutzung kann die Dreijahresfrist von der Regierung verkürzt werden.

Diese Entscheidung bedeutet, dass die Verpflichtungen zur Wiederherstellung des ursprünglichen Zustands ausgesetzt werden.

Paragraf 2. Der Verzicht des Inhabers der exklusiven Nutzungsgenehmigung zieht von Rechts wegen die in Paragraf 1 genannte Unterhaltspflicht nach sich, es sei denn, der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte befreit den Inhaber davon durch eine Entscheidung, die feststellt, dass die Lagerstätte genutzt wurde oder nicht mehr wirtschaftlich abbaubar ist.

Art. D.VIII.4. Kommt der Inhaber einer Exklusivgenehmigung seinen Verpflichtungen zur Nachsorge oder Instandhaltung nicht nach, so kann der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte diese nach Aufforderung durch den Inhaber der ausschließlichen Genehmigung auf dessen Kosten von Amts wegen übernehmen. In dringenden Fällen kann der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte dies auch ohne diese Formalität veranlassen.

Um diese Amtshandlungen durchzuführen, greift der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte auf die Sicherheit zurück. Wenn der Betrag nicht ausreicht, fordert er die zusätzlich entstandenen Kosten vom Inhaber der Exklusivgenehmigung zurück.

TITEL 2 — *Nachsorgeplan*

Art. D.VIII.5. Paragraf 1. Der Nachsorgeplan, der gegebenenfalls gemäß Artikel D.VI.47, Paragraf 1 angepasst wird, legt die Ziele und den Gesamtrahmen auf der Ebene des Perimeters der Exklusivgenehmigung fest:

1° der Wiedereingliederung der Standorte von Erkundungs- und Nutzungsaktivitäten und der von diesen Aktivitäten beeinflussten Gebiete in ihre Umwelt;

2° der Überwachung nach erfolgter Instandsetzung;

3° oder Maßnahmen zur Linderung der dauerhaften negativen Folgen, wie z. B. der Entwässerung.

Paragraf 2. Der Nachsorgeplan enthält mindestens die operativen Bestimmungen bezüglich:

1° der Auswirkungen von Senkungen;

2° der geotechnischen Risiken, die mit unterirdischen Bauwerken verbunden sind;

3° des Zustands des Grund- und Oberflächenwassers;

4° der induzierten Seismizität;

5° des Aufsteigens von Gasen und radioaktiven Elementen;

6° der Erhaltung, Schaffung oder Beseitigung von natürlichen Lebensräumen und/oder Arten;

7° der Entwässerung.

Die Regierung kann den Mindestinhalt des Plans ergänzen und präzisieren.

Teil 9 — **Behebung von Schäden, die im Rahmen von Exklusivgenehmigungen für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen verursacht wurden**

TITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. D.IX.1. Paragraf 1. Der Inhaber einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen ersetzt von Rechts wegen alle Schäden, die entweder durch die Erkundung oder durch die Nutzung von Bodenschätzen verursacht wurden, einschließlich Umweltschäden im Sinne von Teil VII des Buches 1 des Umweltgesetzbuches und aller anderen ökologischen Schäden.

Paragraf 2. Unbeschadet seines Beitragsanteils zum gemeinsamen Garantiefonds für die Wiedergutmachung von Schäden gemäß Artikel D.IX.4 stellt der Inhaber der Erkundungs- oder Nutzungsgenehmigung auf Verlangen des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten eine Sicherheit, wenn die Arbeiten geeignet sind, innerhalb einer kurzen Frist einen bestimmten Schaden zu verursachen, und wenn zu befürchten ist, dass seine Mittel nicht ausreichen, um seiner eventuellen Haftung nachzukommen.

Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte legt die Art und Höhe der in Absatz 1 genannten Sicherheit fest.

Paragraf 3. Im Falle des Übergangs oder der Übertragung der Rechte aus einer Erkundungs- oder Nutzungsgenehmigung haften der bisherige und der neue Inhaber der Exklusivgenehmigung gesamtschuldnerisch für Schäden, die aus Arbeiten herrühren, die zum Zeitpunkt des Übergangs oder der Übertragung bereits durchgeführt wurden.

Art. D.IX.2. Der Inhaber einer abgelaufenen, zurückgezogenen oder aufgegebenen Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen ersetzt die in Artikel D.IX.1 Paragraf 1 genannten Schäden, die durch seine Arbeiten, einschließlich der fest installierten Schächte, Stollen und anderen unterirdischen Bauwerke, verursacht wurden, bis zur Entscheidung des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten, die die vollständige Erfüllung seiner Nachsorgeverpflichtungen bescheinigt.

Art. D.IX.3. Paragraf 1. Jede verfahrenseinleitende Klage auf Entschädigung einer durch Handlungen und Arbeiten zur Nutzung von Bodenschätzen geschädigten Person, die Eigentümer ist, wird auf Antrag einer der Parteien vorab dem zuständigen Richter der ersten Instanz zur Schlichtung vorgelegt.

Im Falle einer Anfechtung der Haftung erklärt der Inhaber der Exklusivgenehmigung dies beim Erscheinen im Schlichtungsverfahren.

Wenn seine Haftung nicht bestritten wird, macht der Inhaber der Exklusivgenehmigung dem Kläger innerhalb von sechs Monaten nach Antragstellung ein unwiderrufliches Vergleichsangebot. In dringenden Fällen wird vom zuständigen Richter eine kürzere Frist festgelegt. Kommt es zu einer Einigung, wird diese im Schlichtungsprotokoll festgehalten und die Ausfertigung mit der Vollstreckungsklausel versehen.

Paragraf 2. Die Sachverständigen werden aus dem Kreis der Personen ausgewählt, die einen Abschluss als Bergbauingenieur oder Bergbauingenieur und Geologe haben, oder aus dem Kreis der Personen, die auf dem Gebiet des Bergbaus und seiner Arbeiten oder der Nutzung von Gas oder geothermischen Ressourcen bekannt und erfahren sind, je nachdem, was zutrifft.

Paragraf 3. Kein Plan wird als Beweisstück in einem Streitfall zugelassen, wenn er nicht von einer Person aufgenommen oder überprüft wurde, die das Diplom eines Bauingenieurs für Bergbau oder eines Bauingenieurs für Bergbau und Geologie hat. Die Überprüfung der Pläne ist immer kostenlos.

Paragraf 4. Die Wiedergutmachung jedes anderen ökologischen Schadens, der nicht unter die Umweltschäden im Sinne von Teil VII des Buches 1 des Umweltgesetzbuches fällt, wird vom Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten beantragt.

TITEL 2 — Gemeinsamer Garantiefonds für die Wiedergutmachung von Schäden im Zusammenhang mit der Nutzung von Bodenschätzen

Art. D.IX.4. Paragraf 1. Es wird ein gemeinsamer Haushaltsgarantiefonds für die Wiedergutmachung von Schäden im Zusammenhang mit der Nutzung von Bodenschätzen im Anwendungsbereich dieses Gesetzbuches eingerichtet.

Paragraf 2. Der Fonds wird gespeist durch:

1° Inhaber von Exklusivlizenzen für die Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen nach folgender Aufteilung:

a) ein pauschaler Teil des Beitrags wird vor der Umsetzung der Genehmigung gezahlt. Die tatsächliche Zahlung des Beitrags ist Voraussetzung für die Vollstreckbarkeit der Genehmigung;

b) ein Teil des Beitrags wird jährlich gezahlt, abhängig vom

Stand der Erkundungs- und Nutzungsarbeiten;

2° einen Pauschalbeitrag der Inhaber von Förderkonzessionen und Exklusivgenehmigungen für die Suche und Förderung von Erdöl und brennbaren Gasen in Höhe von dreißig Euro pro Schacht, der auf der Konzession oder dem Perimeter der Exklusivgenehmigung gezahlt wurde.

Die Regierung legt den Betrag des pauschalen Teils des in Absatz 1, Ziffer 1, a) genannten Beitrags fest.

Paragraf 3. Der jährliche Beitrag zum Fonds für die Inhaber von Exklusivgenehmigungen gemäß Paragraf 2, mit Ausnahme von Exklusivgenehmigungen für Standorte zur geologischen Speicherung von Wärme- oder Kälteenergie und von Exklusivgenehmigungen für Lagerstätten der Tiefengeothermie zum Zwecke der Energieerzeugung, ist proportional zum jährlich geförderten Volumen.

Er wird in Abhängigkeit von der verwendeten Betriebstechnik durch einen von der Regierung festgelegten Umweltfaktor für den Betrieb bestimmt, der umweltfreundliche Techniken begünstigt.

Die Berechnung erfolgt nach folgender Formel:

$C.F. = f \times V \times tF$ wobei:

- C.F. der jährliche Beitrag zum Fonds, ausgedrückt in Euro, ist;

- f der Umweltfaktor der Nutzung ist;

- V das im vergangenen Jahr genutzte Volumen, einschließlich Nebenprodukten und Bergematerial, ausgedrückt in Nm³ für gasförmige Extrakte und in m³ für nicht gasförmige Extrakte ist;

- tF der Beitragssatz zum Fonds ist, ausgedrückt in Euro/Nm³.

Die Regierung legt die Werte des tF-Satzes für jede Art von genutztem Stoff fest.

Paragraf 4. Abweichend von Paragraf 3 beträgt der jährliche Beitrag zum Fonds für die Inhaber einer Exklusivgenehmigung für Standorte zur geologischen Speicherung von Wärme- oder Kälteenergie und einer Exklusivgenehmigung für Lagerstätten der Tiefengeothermie zum Zwecke der Energieerzeugung fünftausend Euro pro Jahr pro doppelter Bohrung, d. h. zweitausendfünfhundert Euro pro Bohrung, indiziert am 1. Januar jedes Jahres auf der Grundlage des Gesundheitsindex des vorangehenden Monats Oktober. Sie sind an den Pivot-Index für den Monat Oktober 2023 geknüpft.

Art. D.IX.5. Paragraf 1. Der Fonds leistet Ersatz für Schäden an Gebäuden, Infrastrukturen und Straßen, die durch Nutzungen verursacht wurden, die aufgrund einer Exklusivgenehmigung für die Erkundung oder Nutzung oder aufgrund einer Exklusivgenehmigung zur Suche und Förderung von Erdöl und brennbaren Gasen erfolgen, wenn der Inhaber der Genehmigung insolvent ist oder nicht mehr existiert, unter der Bedingung, dass die beschädigten Güter ordnungsgemäß durch oder aufgrund einer Erklärung oder einer Umweltgenehmigung oder einer Baugenehmigung oder einer Globalgenehmigung oder einer ähnlichen Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder einer anderen erforderlichen Genehmigung genehmigt wurden.

Paragraf 2. Der Fonds tritt für die Behebung von Schäden an Gebäuden, Infrastrukturen und Straßen ein, die durch Nutzungen verursacht werden, die aufgrund einer bestehenden oder entzogenen Bergbaukonzession erfolgen, wenn der Konzessionär zahlungsunfähig ist oder nicht mehr existiert, und zwar unter folgenden Bedingungen:

1° Die gesetzlich vorgeschriebenen Verfahren zur Geltendmachung von Ansprüchen wurden zuvor vom Antragsteller eingeleitet und führten nicht zu einer Entschädigung;

2° Der Schaden steht im Zusammenhang mit alten Schächten und Grubenausgängen oder einem Abschnitt eines Stollens in geringer Tiefe, die in der Konzession enthalten sind;

3° Die beschädigten Güter sind ordnungsgemäß aufgrund einer Umweltgenehmigung oder einer Baugenehmigung oder einer Globalgenehmigung oder einer ähnlichen Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder einer anderen erforderlichen Genehmigung zugelassen.

Art. D.IX.6. Paragraf 1. Der Fonds tritt in den folgenden Fällen ein:

1° bei Schadenersatzansprüchen auf der Grundlage eines Urteils oder einer Vereinbarung, die den säumigen Genehmigungsinhaber zum Schadenersatz verpflichtet;

2° für die vom Bürgermeister angeordneten Sicherungsarbeiten, den mit der Überwachung beauftragten Beamten gemäß Artikel D.146 bis D.154 des ersten Buches des Umweltgesetzbuches oder dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten gemäß den in Artikel D.X.3 und Artikel D.169 des ersten Buches des Umweltgesetzbuches festgelegten Verfahren, unter der Bedingung, dass diese Arbeiten vorher vom für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten genehmigt wurden, für die Gesamtheit oder einen Teil der genehmigungspflichtigen Arbeiten, unbeschadet der anderen erforderlichen Genehmigungen;

3° für Sicherungsarbeiten, die an seinem Eigentum vom Eigentümer, der keine Bodenschätze nutzt, durchzuführen sind, und unter der Voraussetzung, dass diese Arbeiten vorher vom für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten genehmigt wurden, für alle oder einen Teil der genehmigungspflichtigen Arbeiten, unbeschadet der anderen erforderlichen Genehmigungen;

4° für die Finanzierung von Studien und Maßnahmen zur Vermeidung von Risiken im Untergrund.

Paragraf 2. Die Regierung sieht das Verfahren für die vorherige Zustimmung zu den Arbeiten sowie das Verfahren für die Rückerstattung der Kosten für die Sicherungsarbeiten vor.

Die Person, die für eine Entschädigung zur Deckung von Schäden im Zusammenhang mit der Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen in Frage kommt und einen entsprechenden Antrag stellt, muss den Beweis für den ursächlichen Zusammenhang zwischen der Tätigkeit im Untergrund und dem erlittenen Schaden erbringen.

Die Gewährung der Entschädigung hängt ggf. von der vorherigen Sicherung der Schadensursache gemäß den Anweisungen des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten ab.

Das Erstattungsverfahren ist nur dann anwendbar, wenn der Schaden nicht bereits durch ein anderes Entschädigungssystem abgedeckt wurde.

Paragraf 3. Die ordnungsgemäße Durchführung der Arbeiten wird vom für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten festgestellt. Die Intervention basiert auf einer Rechnung eines von Buildwise zugelassenen Unternehmens.

Art. D.IX.7. Die Regierung legt die Regeln für die Funktionsweise und die Intervention des Gemeinsamen Garantiefonds für die Wiedergutmachung von Schäden im Zusammenhang mit der Nutzung von Bodenschätzen fest.

Teil 10 — Überwachung, Verwaltungsmaßnahmen, Verstöße und Sanktionen

TITEL 1 — Überwachung und Verwaltungsmaßnahmen

KAPITEL 1 — Überwachung

Art. D.X.1. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte und die von der Regierung ernannten Vertrags- oder statutarischen Bediensteten üben eine polizeiliche Aufsicht über die Erhaltung von Gebäuden und die Sicherheit des Bodens aus. Sie beobachten, wie die Nutzung erfolgt, um die Betreiber über Mängel oder Verbesserungen bei der Nutzung aufzuklären.

Art. D.X.2. Unbeschadet der Bestimmungen in Buch 1 des Umweltgesetzbuches stellen die Inhaber von Exklusivgenehmigungen dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten und den von der Regierung ernannten statutarischen oder vertraglichen Bediensteten alle Mittel zur Verfügung, um die Arbeiten zu besichtigen und insbesondere jeden Ort zu betreten, mit Ausnahme dessen, was eine Wohnung darstellt. Sie legen auf Verlangen alle für die Mission notwendigen Dokumente vor. Bei Besuchen unter Tage lassen sie sie von einer Person begleiten, die befugt ist, die zur Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlichen Angaben zu machen.

Art. D.X.3. Unbeschadet der in Buch 1 des Umweltgesetzbuches und im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Bestimmungen gewähren die Eigentümer und Bewohner von Grundstücken, auf denen sich ehemalige Schächte oder Bauwerke befinden, die in der in Artikel D.IV.1 genannten Untergrunddatenbank verzeichnet sind, dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten, den von der Regierung ernannten statutarischen oder vertraglichen Bediensteten und den Inhabern von Exklusivgenehmigungen oder Bergbaukonzessionen zwecks Überprüfung des Zustands und der Sicherheit der Bauwerke Zugang zu den Schächten und Bauwerken.

Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte hat das Recht, die Grundstücke zu betreten, die durchquert werden müssen, um die in Absatz 1 genannten Grundstücke zu erreichen.

KAPITEL 2 — Verwaltungsmaßnahmen

Art. D.X.4. Paragraf 1. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte ist ebenso wie die von der Regierung ernannten Bediensteten dafür zuständig, die in Artikel 71 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Maßnahmen für die Tätigkeiten, Anlagen und Einrichtungen zu ergreifen, die gemäß diesem Teil einer Umweltgenehmigung unterliegen. Die in dem genannten Artikel vorgesehenen Interventionsmöglichkeiten werden auf Bedrohungen der Erhaltung unterirdischer Bauwerke, der Solidität von Arbeiten, die im Untergrund oder an der Oberfläche vorgenommen werden, sowie auf die Erhaltung von Eigentum ausgeweitet.

Paragraf 2. Die Arbeiten, einschließlich der Arbeiten, die zur Sicherung der alten Schächte, die innerhalb des Umfangs der ausschließlichen Bergbaugenehmigung bestehen, durchzuführen sind, gehen zu Lasten des Inhabers der exklusiven Nutzungsgenehmigung oder des Betreibers einer Einrichtung, die einer Umweltgenehmigung unterliegt, auch wenn diese Arbeiten von Amts wegen durchgeführt werden.

Paragraf 3. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte und die in Paragraf 1 genannten Beamten können bei der Ausübung ihrer Aufgaben die öffentliche Gewalt anfordern.

Art. D.X.5. Wenn es keinen Betreiber mehr gibt oder der Betreiber zahlungsunfähig ist, haben die in Artikel D.X.4 genannten Beamten die gleichen Vorrechte gegenüber den Eigentümern der betroffenen Güter.

TITEL 2 — Verstöße und Strafmaßnahmen

Art. D.X.6. § 1. Begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Artikel D.178, § 2, Absatz 3 des Buches I des Umweltgesetzbuches, derjenige der:

1° die in Artikel D.I.1, § 2, Absatz 1, 1° bis 4° genannten Bodenschätze erkundet oder nutzt, ohne über die nach den Artikeln D.VI.1 und D.VI.3 erforderliche Exklusivgenehmigung zu verfügen;

2° gegen die Klauseln und Bedingungen verstößt, die in die Exklusivgenehmigungen für die Erkundung oder die Nutzung, die Urkunden über die Bergbaukonzession und die Lastenhefte der Genehmigungen zur Erkundung und Nutzung aufgenommen wurden;

3° gegen die allgemeinen und besonderen Bedingungen für Exklusivgenehmigungen verstößt, die in den Artikeln D.VI.45 bis D.VI.54 vorgesehen sind;

4° den Anordnungen des für die Nutzung des Untergrundes zuständiger Beamten gemäß Artikel D.X.4 nicht Folge leistet;

5° eine Vorrichtung zur Sicherung oder Schließung alter Bergwerksschächte und -ausgänge beschädigt, entfernt oder den Zugang dazu behindert;

6° in Bauwerke und Bergbauschächte eindringt, zu denen der Zugang verboten ist;

7° die Aufgabe des für die Nutzung des Untergrundes zuständiger Beamten behindert, die stillgelegten Schächte zu kontrollieren, die gemäß Artikel D.IV.1 in der Datenbank für den Untergrund eingetragen sind.

§ 2. Eine Straftat der zweiten Kategorie im Sinne von Teil VIII des dekretalen Teils von Buch 1 des Umweltgesetzbuches begeht der Inhaber einer Bergbaukonzession, der die in Artikel D.XII.2 genannte Verpflichtung zur Sicherung aller Schächte seiner Konzession und zur Berichterstattung an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten innerhalb von drei Jahren nach Inkrafttreten des Gesetzbuches nicht erfüllt.

Art. D.X.7. Begeht einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Artikel D.178 des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der gegen die Bestimmungen des Titels V oder gegen die in Anwendung dessen verabschiedeten Verordnungsbestimmungen verstößt.

Teil 11 — Bestimmungen für die geologische Speicherung von Kohlendioxid

TITEL 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. D.XI.1 Dieser Teil gilt für die Erkundung und geologische Speicherung von CO₂.

Dieser Teil gilt nicht für die geologische Speicherung von CO₂ mit einer geplanten Gesamtspeicherkapazität von weniger als 100 Kilotonnen, die zu Forschungs- und Entwicklungszwecken oder zur Erprobung neuer Produkte und Verfahren durchgeführt wird.

Art. D.XI.2 Für die Anwendung dieses Teils gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° geologische Speicherung von CO₂: die Injektion mit gleichzeitiger Speicherung von CO₂-Flüssen in unterirdische geologische Formationen;

2° die Speicherstätte: ein definiertes Volumen innerhalb einer geologischen Formation, das für die geologische Speicherung von CO₂ genutzt wird, sowie die dazugehörigen Oberflächen- und Injektionsanlagen;

3° Leckage: jede Freisetzung von CO₂ aus dem Speicherkomplex;

4° Speicherkomplex: die Speicherstätte und der umgebende geologische Bereich, der die Gesamtintegrität und -sicherheit des Speichers beeinflussen kann, d. h. die sekundären Umschließungsformationen;

5° die hydraulische Einheit: der mit der hydraulischen Aktivität verbundene poröse Raum, in dem eine technisch messbare Druckleitfähigkeit beobachtet wird und der durch Strömungsbarrieren wie Verwerfungen, Salzdome, lithologische Barrieren oder durch einen Schwund oder einen Aufschluss der Formation begrenzt wird;

6° Erkundung: die Bewertung potenzieller Speicherkomplexe für die geologische Speicherung von CO₂ durch Aktivitäten in unterirdischen Formationen wie Bohrungen zur Gewinnung geologischer Informationen über die im potenziellen Speicherkomplex enthaltenen Schichten und gegebenenfalls die Durchführung von Injektionstests zur Charakterisierung der Speicherstätte;

7° Erkundungsgenehmigung: die Entscheidung der Regierung, die die Erkundung genehmigt und die Bedingungen festlegt, unter denen sie stattfinden darf;

8° Betreiber: jede natürliche oder juristische Person des öffentlichen oder privaten Sektors, die eine Speicherstätte betreibt oder kontrolliert oder der eine entscheidende wirtschaftliche Verfügungsgewalt über den technischen Betrieb der Speicherstätte übertragen wurde;

9° Speichergenehmigung: der Regierungsbeschluss, der die geologische Speicherung von CO₂ in einer Speicherstätte durch den Betreiber genehmigt und die Bedingungen festlegt, unter denen diese stattfinden kann;

10° wesentliche Änderung: jede nicht in der Speichergenehmigung vorgesehene Änderung, die wahrscheinlich erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt oder die menschliche Gesundheit haben wird;

11° CO₂-Fluss: ein Stofffluss, der aus Verfahren zur CO₂-Abscheidung resultiert;

12° das CO₂-Diffusionsgebiet: das Volumen, in dem CO₂ in geologischen Formationen diffundiert;

13° Migration: die Bewegung von CO₂ innerhalb des Speicherkomplexes;

14° erhebliche Unregelmäßigkeit: jede Unregelmäßigkeit bei den Injektions- oder Speichervorgängen oder in Bezug auf den Zustand des Speicherkomplexes selbst, die ein Leckagerisiko oder ein Risiko für die Umwelt oder die menschliche Gesundheit mit sich bringt;

15° signifikantes Risiko: die Kombination aus der Wahrscheinlichkeit des Eintretens eines Schadens und der Schwere des Schadens, die nicht verkannt werden kann, ohne die umweltverträgliche geologische Speicherung von Kohlendioxid als Beitrag zum Kampf gegen den Klimawandel für die betreffende Speicherstätte in Frage zu stellen;

16° Korrekturmaßnahmen: Maßnahmen, die ergriffen werden, um erhebliche Unregelmäßigkeiten zu korrigieren oder Lecks zu stoppen, um die Freisetzung von CO₂ aus dem Speicherkomplex zu verhindern oder zu stoppen;

17° Schließung einer Speicherstätte: die endgültige Einstellung der Injektion von CO₂ in diese Speicherstätte;

18° Nachsorge: der Zeitraum nach der Schließung einer Speicherstätte, einschließlich des Zeitraums nach der Übertragung der Verantwortung auf die Wallonische Region;

19° das Transportnetz: das Pipelinennetz, einschließlich der zugehörigen Verdichtungs- und Entspannungsstationen, das dazu bestimmt ist, das CO₂ zur Speicherstätte zu transportieren;

20° das Dekret vom 10. November 2004: das Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und zu den flexiblen Mechanismen des Kyoto-Protokolls;

21° die Richtlinie 2009/31/EG: die Richtlinie 2009/31/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid und zur Änderung der Richtlinie 85/337/EWG des Rates, der Richtlinien 2000/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG und 2008/1/EG sowie der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates.

TITEL 2 — Auswahl der Speicherstätten

Art. D.XI.3. Paragraf 1. Die Speicherstätten werden von der Regierung nach einer Bewertung der verfügbaren Speicherkapazität in bestimmten Teilen oder der Gesamtheit des Gebiets der Wallonischen Region bestimmt.

Paragraf 2. Die Bewertung der verfügbaren Speicherkapazität erfolgt durch den Inhaber einer Erkundungsgenehmigung gemäß Artikel D.XI.4 Paragraf 1 und gemäß den in Anhang 1 festgelegten Kriterien für die Charakterisierung und Bewertung.

Paragraf 3. Eine geologische Formation innerhalb eines festgelegten Bereichs wird nur dann als Speicherstätte bestimmt, wenn unter den vorgeschlagenen Nutzungsbedingungen weder ein signifikantes Leckagerisiko noch ein signifikantes Umwelt- oder Gesundheitsrisiko besteht.

TITEL 3 — Bestimmungen zu Erkundungs- und Speichergenehmigungen

KAPITEL 1 — Gemeinsame Bestimmungen

Art. D.XI.4. Paragraf 1. Die Erkundung darf nicht ohne eine Erkundungsgenehmigung durchgeführt werden, die nach den Bestimmungen dieses Kapitels erteilt wird.

Die geologische Speicherung von CO₂ darf nur in einer gemäß Artikel D.XI.3 ausgewiesenen Speicherstätte erfolgen und darf nicht ohne eine nach den Bestimmungen dieses Kapitels erteilte Speichergenehmigung aufgenommen werden.

Paragraf 2. Der Inhaber einer Erkundungsgenehmigung ist als einziger berechtigt, den potenziellen CO₂-Speicherkomplex zu erkunden. Es darf nur einen Betreiber pro Speicherstätte geben.

Während der Gültigkeitsdauer einer Erkundungsgenehmigung und während des Verfahrens zur Erteilung einer Speichergenehmigung dürfen nach diesem Teil oder nach einer anderen Verwaltungspolizei keine weiteren Aktivitäten oder unvereinbaren Nutzungen des Komplexes genehmigt werden. Erkundungs- und Speichergenehmigungen dürfen nicht erteilt werden, wenn die damit verbundenen Tätigkeiten mit anderen Tätigkeiten oder Anlagen unvereinbar sind, die aufgrund einer anderen Verwaltungspolizei genehmigt wurden.

Paragraf 3. Die Speichergenehmigung für eine bestimmte Stätte wird vorrangig dem Inhaber der Erkundungsgenehmigung für diese Stätte erteilt, sofern die Erkundung der betreffenden Stätte abgeschlossen ist, alle in der Erkundungsgenehmigung festgelegten Bedingungen erfüllt sind und der Antrag auf eine Speichergenehmigung gemäß Artikel D.XI.5, Paragraf 3 während der Gültigkeitsdauer der Erkundungsgenehmigung abgeschickt wurde.

Art. D.XI.5. Paragraf 1. Der Antrag auf eine Genehmigung wird in fünffacher Ausfertigung an die Regierung geschickt.

Paragraf 2. Der Antrag auf eine Erkundungsgenehmigung enthält mindestens die folgenden Angaben:

1° Name, Vornamen, Eigenschaft und Wohnsitz des Antragstellers:

a) wenn der Antrag im Namen einer Gesellschaft gestellt wird, den Namen, die Rechtsform und den Sitz der Gesellschaft, ein Exemplar der koordinierten Satzung und einen Nachweis der Befugnisse der Person, die den Antrag unterzeichnet hat;

b) wenn der Antrag von mehreren Unternehmen gestellt wird, die gemeinsam und gesamtschuldnerisch handeln, werden die Angaben zum Antragsteller von jedem dieser Unternehmen gemacht;

2° die Lage und Beschreibung der Anlagen und/oder Aktivitäten, die im Rahmen der Erkundung geplant sind;

3° die Art, die Mengen und die signifikanten Auswirkungen der vorhersehbaren Emissionen der Erkundungstätigkeit in jedes Medium;

4° die Identifizierung der vorgesehenen Techniken zur Vermeidung oder, falls dies nicht möglich ist, zur Verringerung dieser Emissionen;

5° Beschreibung von durch den Menschen verursachten Dienstbarkeiten und/oder konventionellen Verpflichtungen bezüglich der Bodennutzung, die der Durchführung der Erkundung entgegenstehen;

6° die Geltungsdauer der beantragten Erkundungsgenehmigung;

7° ihre geografischen Grenzen;

8° Bergbaugenehmigungen und -konzessionen, Exklusivgenehmigungen für die Suche und Förderung von Erdöl und brennbarem Gas, Genehmigungen für die Erkundung und Nutzung eines geothermischen Vorkommens, Genehmigungen für die Erkundung und Speicherung, die in Anwendung des vorliegenden Dekrets erteilt wurden, und föderale Genehmigungen für den Betrieb eines Standorts „unterirdische Erdgasspeicher“, der ganz oder teilweise im beantragten Perimeter liegt und sich im Besitz des Antragstellers oder von Dritten befindet;

9° das allgemeine Programm und die zeitliche Abfolge der Arbeiten, die der Antragsteller während der Dauer der Erkundungsgenehmigung durchzuführen beabsichtigt;

10° die finanzielle Mindestinvestition, zu der sich der Antragsteller für die Suche verpflichtet;

11° die folgenden Dokumente, die die technischen und finanziellen Fähigkeiten des Antragstellers belegen, die Arbeiten zu beginnen und durchzuführen sowie die aus der Erteilung der Erkundungsgenehmigung resultierenden Kosten zu tragen:

a) Titel, Diplome und berufliche Referenzen der Führungskräfte des Unternehmens, die für die Leitung und Überwachung der Erkundungs- oder Nutzungsarbeiten verantwortlich sind;

b) eine Liste der Arbeiten zur Erkundung oder Förderung von Erdöl, brennbaren Gasen oder Bergwerken, an denen das Unternehmen in den letzten drei Jahren beteiligt war, mit einer Kurzbeschreibung der wichtigsten Arbeiten;

c) eine Beschreibung der personellen und technischen Mittel, die für die Ausführung der Arbeiten vorgesehen sind;

d) die letzten drei Bilanzen und Abschlüsse des Unternehmens;

e) die außerbilanziellen Verpflichtungen des Unternehmens, die von ihm gewährten Garantien und Bürgschaften, eine Darstellung der laufenden Rechtsstreitigkeiten und der finanziellen Risiken, die sich daraus für das Unternehmen ergeben könnten;

f) die Garantien und Bürgschaften, die dem Unternehmen gewährt werden;

g) alle anderen geeigneten Dokumente zum Nachweis seiner finanziellen Leistungsfähigkeit;

h) alle vom für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten verlangten zusätzlichen Erläuterungen zu den in diesem Absatz genannten Informationen und Unterlagen;

12° die folgenden kartografischen Unterlagen, vom allgemeinen bis zum genauesten, vom Antragsteller unterzeichnet und unter Bedingungen vorgelegt, die ihre Erhaltung gewährleisten:

a) ein Exemplar einer Karte im kleinen Maßstab 1:100.000, auf der der Perimeter eingezeichnet ist in einem Teil des Gebiets der Region beantragt;

b) ein Exemplar einer Karte im Maßstab 1:20.000, auf der die Gipfel und Grenzen des beantragten Perimeters, die zu ihrer Definition dienenden geografischen und geodätischen Punkte und gegebenenfalls die Grenzen der in Punkt 8 genannten Rechtsakte, die ganz oder teilweise innerhalb dieses Perimeters liegen, angegeben sind;

13° ein Schriftstück, das die Grenzen dieses Perimeters begründet und Informationen über die bereits innerhalb dieses Perimeters durchgeführten Erkundungs- oder Nutzungsarbeiten und deren Ergebnisse enthält;

14° eine elektronische Kopie der Antragsakte.

Paragraf 3. Der Antrag auf eine Speichergenehmigung enthält mindestens die folgenden Angaben:

1° die in Paragraf 2, Ziffer 1, 5, 7, 8, 10 und 11 genannten Informationen;

2° die Charakterisierung der Speicherstätte und des Speicherkomplexes und die Bewertung der wahrscheinlichen Sicherheit der Speicherung gemäß Artikel D.XI.3, Paragrafen 2 und 3;

3° die Gesamtmenge an CO₂, die injiziert und gespeichert werden soll, sowie die geplanten Quellen und Transportmethoden, die Zusammensetzung der CO₂-Flüsse, die Injektionsraten und -drücke und der Standort der Injektionsanlagen;

4° eine Beschreibung von Maßnahmen zur Verhinderung von erheblichen Unregelmäßigkeiten;

5° einen Vorschlag für einen Überwachungsplan gemäß Artikel D.XI.23, Paragraf 2;

6° einen Vorschlag für Korrekturmaßnahmen gemäß Artikel D.XI.26, Paragraf 2;

7° einen Vorschlag für einen vorläufigen Nachsorgeplan gemäß Artikel D.XI.27, Paragraph 3;

8° eine Umweltverträglichkeitsprüfung des Projekts, die den Bestimmungen des Kapitels 3 von Teil 5 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches entspricht;

9° den Nachweis, dass die finanzielle Sicherheit oder eine andere gleichwertige Bestimmung nach Artikel D.XI.29 vor Beginn der Injektion gültig und wirksam ist;

10° eine elektronische Kopie der Antragsakte.

Art. D.XI.6. Paragraph 1. Der Antrag ist unvollständig, wenn Angaben oder Unterlagen fehlen, die nach Artikel D.XI.5 Paragraph 2 oder 3 erforderlich sind, je nachdem, ob es sich um einen Antrag auf Erteilung einer Erkundungsgenehmigung oder um einen Antrag auf Erteilung einer Speichergenehmigung handelt.

Paragraph 2. (1) Der Antrag ist unzulässig, wenn:

1° er unter Verletzung von Artikel D.XI.5 Paragraph 1 eingereicht wurde;

2° er zweimal als unvollständig eingestuft wird;

3° der Antragsteller die Ergänzungen nicht innerhalb der in Artikel D.XI.7, Paragraph 2 genannten Frist vorlegt.

Art. D.XI.7. Paragraph 1. Die Regierung entscheidet über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags und sendet dem Antragsteller innerhalb von 30 Tagen nach Eingang des Antrags die Entscheidung zu, mit der der Antrag für vollständig und zulässig erklärt wird.

Wenn der Antrag unvollständig ist, schickt die Regierung dem Antragsteller eine Liste der fehlenden Dokumente und gibt an, dass das Verfahren ab dem Tag, an dem die Dokumente bei der Regierung eingehen, neu beginnt.

Paragraph 2. Der Antragsteller sendet der Regierung die geforderten Ergänzungen innerhalb von sechs Monaten nach Erhalt des Antrags auf Ergänzungen zu. Wenn der Antragsteller die geforderten Ergänzungen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt hat, erklärt die Regierung den Antrag für unzulässig. Die Ergänzungen sind in so vielen Exemplaren einzureichen, wie der ursprüngliche Antrag auf Erteilung einer Genehmigung umfasst.

Paragraph 3. Innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der Ergänzungen durch die Regierung sendet diese dem Antragsteller die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu.

Wenn die Regierung den Antrag ein zweites Mal für unvollständig hält, erklärt sie ihn für unzulässig.

Paragraph 4. Wenn der Antrag unzulässig ist, teilt die Regierung dem Antragsteller dies gemäß den in den Paragraphen 1 und 3 genannten Bedingungen und Fristen mit.

Art. D.XI.8. In der Entscheidung, mit der die Regierung den Antrag nach Artikel D.XI.7 für vollständig und zulässig erklärt, benennt die Regierung die Stellen, die zu konsultieren sind.

Art. Hat die Regierung dem Antragsteller die in Artikel D.XI.7 Paragraph 1, Absatz 1 oder die in Artikel D.XI.7 Paragraph 3 genannte Entscheidung nicht zugesandt, so wird der Antrag nach Ablauf der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Fristen als zulässig angesehen. Das Verfahren wird fortgesetzt.

Art. D.XI.10. Die Verfahrensdauer bis zu einer Entscheidung nach Artikel D.XI.15 berechnet sich:

1° ab dem Tag, an dem die Regierung oder ihr Beauftragter ihre Entscheidung, die Zulässigkeit des Antrags zu bescheinigen, verschickt hat;

2° andernfalls ab dem Tag, der auf den Tag folgt, an dem die Frist zur Übermittlung der Entscheidung über die Zulässigkeit des Antrags abgelaufen war.

Art. D.XI.11. Paragraph 1. Die öffentliche Untersuchung zum Antrag auf eine Speichergenehmigung wird gemäß Kapitel 3, Titel 3, Teil 3, Buch 1 des Umweltgesetzbuches durchgeführt.

Paragraph 2. An dem Tag, an dem die Regierung gemäß Artikel D.XI.7 die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags bescheinigt, oder nach Ablauf der in Artikel D.XI.9 genannten Frist, sendet sie eine Kopie der Antragsunterlagen sowie eventueller Ergänzungen an die gemäß Artikel D.29-4 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches bestimmten Gemeinden.

Paragraph 3. Die Bekanntmachung der öffentlichen Untersuchung gemäß Artikel D.29-7 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches wird innerhalb von fünf Tagen nach Erhalt der in Absatz 2 genannten Unterlagen ausgehängt.

Das Gemeindegremium jeder Gemeinde, in der eine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, sendet innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der Untersuchung die während der öffentlichen Untersuchung schriftlich und mündlich vorgebrachten Einwände und Beobachtungen, einschließlich des Protokolls gemäß Artikel D.29-19 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches, an die Regierung. Es fügt seine eventuelle Stellungnahme bei.

Art. D.XI.12. An dem Tag, an dem die Regierung die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags nach Artikel D.XI.7 bescheinigt, oder nach Ablauf der in Artikel D.XI.9 vorgesehenen Frist, übersendet sie eine Kopie der Antragsunterlagen sowie etwaige Ergänzungen zur Stellungnahme an die verschiedenen Instanzen, die sie nach Artikel D.XI.8 bestimmt.

Diese Instanzen schicken ihre Stellungnahmen innerhalb von 150 Tagen nach ihrer Befassung durch die Regierung oder ihren Beauftragten ab.

Innerhalb eines Monats ab dem Tag, an dem die Regierung den Antrag auf Erteilung einer Speichergenehmigung als vollständig und zulässig erachtet, informiert sie die Europäische Kommission darüber, dass der Antrag bei ihr vorliegt.

Art. D.XI.13. Paragraph 1. Auf der Grundlage der eingeholten Stellungnahmen erstellt die Regierung innerhalb von 200 Tagen den zusammenfassenden Bericht, der die im Laufe des Verfahrens eingeholten Stellungnahmen enthält und einen Vorschlag für eine Entscheidung enthält, der gegebenenfalls auch Betriebsbedingungen umfasst. Sie benachrichtigt den Antragsteller darüber.

Paragraph 2. Die in Paragraph 1 genannte Frist kann verlängert werden. Die Dauer der Verlängerung darf hundert Tage nicht überschreiten. Diese Entscheidung wird dem Antragsteller innerhalb der in Paragraph 1 genannten Frist zugesandt.

Paragraph 3. Wenn der Antrag sich auf eine Speichergenehmigung bezieht, schickt die Regierung den Antrag auf eine Speichergenehmigung, den zusammenfassenden Bericht und den diesem Bericht beigefügten Entscheidungsentwurf an die Europäische Kommission.

Ab dem Datum dieser Übersendung wird das Verfahren für einen Zeitraum von vier Monaten ausgesetzt, es sei denn, die Europäische Kommission hat die Regierung über ihren Beschluss informiert, keine Stellungnahme zu dem Entwurf abzugeben; in diesem Fall endet die Aussetzung, sobald die Regierung diesen Beschluss erhalten hat.

Nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist entscheidet die Regierung oder ihr Beauftragter innerhalb der in Artikel D.XI.15 genannten Frist über den Antrag.

Art. D.XI.14. Wenn der zusammenfassende Bericht nicht innerhalb der gesetzten Frist erstellt wurde, setzt die Regierung das Verfahren fort und berücksichtigt dabei insbesondere die Unterlagen zur Umweltverträglichkeitsprüfung und alle anderen ihr zur Verfügung stehenden Informationen.

Wenn sich der Antrag auf eine Speichergenehmigung bezieht, sendet die Regierung die in Absatz 1 genannten Elemente an die Europäische Kommission.

Ab dem Datum der in Absatz 2 genannten Sendung wird das Verfahren für einen Zeitraum von vier Monaten ausgesetzt, es sei denn, die Europäische Kommission hat die Regierung von ihrem Beschluss unterrichtet, keine Stellungnahme zu dem Entwurf abzugeben; in diesem Fall endet die Aussetzung mit dem Eingang dieses Beschlusses.

Nach Ablauf der in Absatz 3 genannten Frist entscheidet die Regierung innerhalb der in Artikel D.XI.15 genannten Frist über den Antrag.

Art. D.XI.15. Die Regierung sendet ihre Entscheidung innerhalb einer Frist von 250 Tagen, gegebenenfalls zuzüglich der in Artikel D.XI.13 Paragraph 2 genannten Verlängerungsfrist, an den Antragsteller sowie mit normaler Post an jede Behörde oder Verwaltung, die konsultiert wurde.

Wenn der zusammenfassende Bericht vor Ablauf der in Artikel D.XI.13 Paragraph 1 genannten Frist erstellt wird, sendet die Regierung ihre Entscheidung innerhalb von fünfzig Tagen nach Erstellung des zusammenfassenden Berichts an den Antragsteller sowie mit normaler Post an jede konsultierte Behörde oder Verwaltung.

Wenn die Regierung von der Stellungnahme der Europäischen Kommission abweicht, gibt sie die Gründe dafür an.

Die Regierung teilt ihre Entscheidung der Europäischen Kommission mit.

Art. D.XI.16. Die Genehmigung gilt als verweigert, wenn die Entscheidung nicht innerhalb der in Artikel D.XI.15 festgelegten Frist versandt wurde.

KAPITEL 2 — *Besondere Bestimmungen für die Erkundungsgenehmigung*

Art. D.XI.17. Paragraph 1. Der Beschluss über die Erteilung der Erkundungsgenehmigung enthält mindestens:

- 1° den Namen und die Adresse des Inhabers der Genehmigung;
- 2° die Gültigkeitsdauer der Genehmigung;
- 3° die Modalitäten, nach denen die Genehmigung verlängert werden kann, wenn sich herausstellt, dass die Gültigkeitsdauer der Genehmigung nicht ausreicht, um die Erkundung abzuschließen, wenn sie gemäß der Genehmigung durchgeführt wurde;
- 4° die geografischen Grenzen, innerhalb derer die Erkundung durchgeführt werden kann;
- 5° die Modalitäten und die Häufigkeit, mit der der Inhaber der Genehmigung der Regierung die in Artikel D.XI.24 genannten Elemente mitteilt.

Paragraph 2. Die Erkundungsgenehmigung wird für ein begrenztes Volumen und für eine Dauer erteilt, die nicht länger ist als die für die Durchführung der Erkundung erforderliche Zeit.

Paragraph 3. Die Regierung kann zusätzliche Vermerke für den Beschluss über die Erteilung der Erkundungsgenehmigung festlegen.

KAPITEL 3 — *Besondere Bestimmungen für die Speichergenehmigung*

Art. D.XI.18. Die Regierung stellt eine Speichergenehmigung nur dann aus, wenn sie sich auf Grundlage des nach Artikel D.XI.5 gestellten Antrags und aller anderen relevanten Informationen vergewissert hat, dass:

- 1° alle Anforderungen, die durch oder aufgrund dieses Teils und anderer einschlägiger Rechts- oder Verwaltungsvorschriften, die auf Anforderungen des europäischen Rechts folgen, erforderlich sind, erfüllt werden;
- 2° die Finanzen des Betreibers gesund sind und der Betreiber zuverlässig und technisch kompetent ist, um die Stätte zu betreiben und zu kontrollieren;
- 3° die berufliche und technische Weiterbildung und Schulung des Betreibers und aller Mitarbeiter sichergestellt wird;
- 4° wenn eine hydraulische Einheit mehr als eine Speicherstätte hat, die potenziellen Druckwechselwirkungen so sind, dass beide Stätten gleichzeitig die Anforderungen dieses Teils erfüllen können.

Die Regierung berücksichtigt jede Stellungnahme der Europäischen Kommission zum Entwurf der Speichergenehmigung, die gemäß Artikel D.XI.13, Paragraph 3, und D.XI.14 abgegeben wurde.

Art. D.XI.19. Paragraph 1. Der Beschluss über die Erteilung der Speichergenehmigung enthält mindestens:

- 1° Namen und Adresse des Betreibers;
- 2° die Lage und Abgrenzung der Speicherstätte und des Speicherkomplexes sowie nützliche Informationen über die hydraulische Einheit;
- 3° die Bedingungen, die für den Speichervorgang erfüllt werden müssen, die Gesamtmenge an CO₂, für die die geologische Speicherung genehmigt wurde, die Druckgrenzen des Reservoirs und die maximalen Injektionsraten und -drücke;
- 4° die Anforderungen an die Zusammensetzung des CO₂-Flusses und das Verfahren zur Annahme des CO₂-Flusses gemäß Artikel D.XI.22 sowie gegebenenfalls weitere Anforderungen an die Injektion und Speicherung, die insbesondere darauf abzielen, erhebliche Unregelmäßigkeiten zu verhindern;
- 5° den von der Regierung genehmigten Überwachungsplan, die Verpflichtung zur Umsetzung des Plans und die Anforderungen an die Aktualisierung des Plans gemäß Artikel D.XI.23 sowie die Anforderungen an die zu liefernden Informationen gemäß Artikel D.XI.24;

6° die Verpflichtung, die Regierung im Falle eines Lecks oder einer erheblichen Unregelmäßigkeit zu informieren, den genehmigten Korrekturmaßnahmenplan und die Verpflichtung, diesen im Falle eines Lecks oder einer erheblichen Unregelmäßigkeit umzusetzen, gemäß Artikel D.XI.26;

7° die Bedingungen für die Schließung und den genehmigten Plan vorläufiger Nachsorge gemäß Artikel D.XI.27;

8° alle Bestimmungen zur Änderung, Überprüfung, Aktualisierung und zum Entzug der Speichergenehmigung gemäß Artikel D.XI.20;

9° die Verpflichtung, eine finanzielle Sicherheit oder eine andere gleichwertige Bestimmung gemäß Artikel D.XI.29 zu erstellen und aufrechtzuerhalten.

Paragraph 2. Die Regierung kann zusätzliche Vermerke für den Beschluss über die Erteilung der Speichergenehmigung festlegen.

Art. D.XI.20. Paragraf 1. Der Betreiber informiert die Regierung über alle geplanten Änderungen beim Betrieb einer Speicherstätte, auch über Änderungen, die ihn selbst betreffen. Gegebenenfalls aktualisiert die Regierung die Speichergenehmigung oder die an sie geknüpften Bedingungen.

Paragraf 2. Keine wesentliche Änderung darf vorgenommen werden, ohne dass eine neue oder aktualisierte Speichergenehmigung durch oder gemäß diesem Teil ausgestellt wurde.

Paragraf 3. Die Regierung überprüft und aktualisiert oder entzieht die Speichergenehmigung, falls erforderlich, entweder:

1° wenn ihr gemäß Artikel D.XI.26, Paragraf 1 Leckagen oder erhebliche Unregelmäßigkeiten mitgeteilt wurden oder sie davon Kenntnis erhalten hat;

2° wenn aus den nach Artikel D.XI.24 vorgelegten Berichten oder aus den nach Artikel D.XI.25 durchgeführten Umweltinspektionen hervorgeht, dass die mit der Genehmigung verbundenen Auflagen nicht eingehalten werden oder dass die Gefahr von Leckagen oder erheblichen Unregelmäßigkeiten besteht;

3° wenn sie über andere Verstöße des Betreibers gegen die in der Genehmigung festgelegten Bedingungen informiert wird;

4° wenn dies nach den neuesten wissenschaftlichen Erkenntnissen und technologischen Entwicklungen notwendig erscheint;

5° unbeschadet von Ziffer 1 bis 4 fünf Jahre nach dem Datum der Ausstellung der Genehmigung und danach alle zehn Jahre.

Wenn die Regierung die Aktualisierung oder den Entzug einer Speichergenehmigung in Erwägung zieht, benachrichtigt sie den Betreiber, es sei denn, es handelt sich um einen besonders begründeten Notfall. Der Betreiber verfügt über eine Frist von 30 Tagen, um der Regierung schriftlich seine Bemerkungen zu übermitteln und anzugeben, ob er angehört werden möchte. Die Regierung teilt dem Betreiber unverzüglich das Datum und den Ort der Untersuchung mit, die innerhalb von 30 Tagen nach Eingang des Antrags auf Untersuchung stattfindet.

Paragraf 4. Nach dem Entzug einer Speichergenehmigung gemäß Paragraf 3 stellt die Regierung eine neue Speichergenehmigung aus oder schließt die Speicherstätte gemäß Artikel D.XI.27, Paragraf 1, Ziffer 3.

Bis eine neue Speichergenehmigung erteilt wird, übernimmt die Regierung vorübergehend alle gesetzlichen Verpflichtungen in Bezug auf:

1° die Akzeptanzkriterien, wenn sie sich für die Fortsetzung der CO₂-Injektionen entscheidet;

2° Überwachung und Korrekturmaßnahmen gemäß den Anforderungen dieses Teils;

3° die Rückgabe von Zertifikaten im Falle von Leckagen gemäß dem Dekret vom 10. November 2004;

4° Maßnahmen zur Vorbeugung und Wiedergutmachung gemäß Artikel D.112, Absatz 1 und D.113 Absatz 1 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches.

Die Regierung fordert alle entstandenen Kosten vom früheren Betreiber zurück, auch unter Rückgriff auf die in Artikel D.XI.29 genannte finanzielle Sicherheit.

Im Falle einer Schließung der Speicherstätte gemäß Artikel D.XI.27, Paragraf 1, Ziffer 3 gilt Artikel D.XI.27, Paragraf 4.

TITEL 4 — Landnutzung

Art. D.XI.21. Paragraf 1. Der Inhaber einer Erkundungs- oder Speichergenehmigung darf in dem durch die Genehmigung abgegrenzten Gebiet und unter den nachstehend aufgeführten Bedingungen Land nutzen, um dort alle erforderlichen Gebäude und Oberflächenanlagen zu errichten und die Arbeiten durchzuführen, die für die Durchführung der Aktivitäten, auf die sich die Genehmigung bezieht, erforderlich sind.

Die Nutzung von Grundstücken, auf denen Gebäude errichtet werden, erfordert die Zustimmung aller Personen, die Anspruch auf die Bodenfläche und die darauf errichteten Gebäude haben.

Unbeschadet des Absatzes 2 gestatten die in Bezug auf die Bodenfläche Berechtigten dem Inhaber einer nach diesem Teil erteilten Erkundungs- oder Speichergenehmigung, dort die Erkundung oder geologische Speicherung von CO₂ gemäß den Vorschriften, denen diese Tätigkeiten unterliegen, durchzuführen, wenn diese Tätigkeiten in einer Tiefe von mindestens achthundert Metern unter der Erdoberfläche stattfinden.

Diese Verpflichtung berührt nicht das Recht der Anspruchsberechtigten auf Entschädigung für Schäden an der Bodenoberfläche und den darauf errichteten Gebäuden sowie auf vorherige Entschädigung für den Nutzungsausfall infolge der Besetzung ihrer Grundstücke.

Die Nutzung von anderen als den in Absatz 2 genannten Grundstücken ist nur nach Zahlung einer jährlichen Entschädigung an alle Inhaber eines dinglichen Rechts auf die betreffende Bodenfläche möglich. Eine Entschädigung wird gemäß Artikel 45 und 46 des Pachtgesetzes an Pächter gezahlt, deren laufender Pachtvertrag auf der Grundlage von Artikel 6, Paragraf 3 des Pachtgesetzes gekündigt wird.

Kommt keine Einigung zustande, wird die Höhe der Entschädigung für die Inhaber eines dinglichen Rechts auf Antrag der am schnellsten handelnden Partei vom Friedensrichter festgelegt, der erforderlichenfalls Sachverständige in dieser Sache hinzuziehen kann. Die Entschädigung beträgt mindestens das Eineinhalbfache der Einnahmen, die das Land dem Inhaber des dinglichen Rechts eingebracht hätte, wenn es nicht genutzt worden wäre.

Paragraf 2. Gebäude und Anlagen, die vom Genehmigungsinhaber errichtet werden, bleiben abweichend von Artikel 546 des Zivilgesetzbuches a. F. Eigentum des ursprünglichen Eigentümers. Artikel 555 des Zivilgesetzbuches a. F. gilt weder für ihn noch für den Inhaber der Genehmigung.

Paragraf 3. Die Nutzung von Grundstücken durch den Inhaber der Genehmigung ist ein widerrufliches Recht, das in jedem Fall und spätestens mit Ablauf der Gültigkeitsdauer der Genehmigung endet. Der Genehmigungsinhaber entfernt die von ihm auf diesen Grundstücken errichteten Gebäude und Anlagen innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf der Genehmigung oder der Einstellung der genehmigten Aktivitäten.

Paragraf 4. Der Eigentümer der Grundstücke oder Bauten kann beim Friedensrichter beantragen, dass dieser den Inhaber der Genehmigung dazu verurteilt, ihm das Grundstück oder die Bauten abzukaufen. Der Friedensrichter gibt diesem Antrag statt, wenn nach Beendigung der Aktivitäten, auf die sich die Genehmigung bezieht, das Grundstück oder die darauf errichteten Gebäude für die Nutzung, die vor der Ingebrauchnahme erfolgte, nicht mehr geeignet sind oder sein werden oder wenn die Dauer der Ingebrauchnahme dazu führt, dass der Eigentümer in unverhältnismäßiger Weise von der ungestörten Nutzung ausgeschlossen ist.

Kommt keine Einigung zustande, wird der Verkaufspreis auf Antrag der am schnellsten handelnden Partei vom Friedensrichter festgelegt, der bei Bedarf Sachverständige in diesem Bereich hinzuziehen kann. Der Verkaufspreis entspricht mindestens dem Eineinhalbfachen des Wertes, den diese Grundstücke oder Gebäude vor ihrer Ingebrauchnahme hatten. Entschädigungen, die dem Eigentümer im Rahmen von Paragraph 1 bereits gezahlt wurden, werden bei der Festlegung des Verkaufspreises berücksichtigt.

Paragraph 5. Die in Bezug auf die Bodenfläche Berechtigten an den Speicheranlagen, deren Verantwortung gemäß Artikel D.XI.28 auf die Wallonische Region übertragen wurde, sind verpflichtet, jederzeit freien Zugang zu diesen Anlagen zu gewähren, um Inspektions-, Überwachungs- und Wartungsarbeiten zu ermöglichen.

TITEL 5 — *Pflichten im Zusammenhang mit dem Betrieb, der Schließung und der Nachsorge*

Art. D.XI.22. Paragraph 1. Ein CO₂-Fluss besteht überwiegend aus Kohlendioxid. Zu diesem Zweck darf ihm kein Abfall oder anderes Material zur Entsorgung hinzugefügt werden. Ein CO₂-Fluss kann jedoch Substanzen enthalten, die sich bereits an der Quelle oder während der Abscheidung oder Injektion unbeabsichtigt verbunden haben, und es können Spurenstoffe hinzugefügt werden, um bei der Kontrolle und Verifizierung der CO₂-Migration zu helfen. Die Konzentrationen aller unbeabsichtigt assoziierten oder hinzugefügten Stoffe liegen unter den Werten, die entweder:

- 1° die Integrität der Speicherstätte oder der geeigneten Transportinfrastruktur gefährden;
- 2° ein erhebliches Risiko für die Umwelt oder die menschliche Gesundheit darstellen;
- 3° gegen die Bestimmungen des geltenden Rechts verstoßen.

Paragraph 2. Der Betreiber berücksichtigt bei der Erfüllung der in Paragraph 1 genannten Kriterien die von der Europäischen Kommission gemäß Artikel 12, Paragraph 2 der Richtlinie 2009/31/EG verabschiedeten Leitlinien.

Paragraph 3. Der Betreiber nimmt CO₂-Flüsse nur dann an und injiziert sie nur dann, wenn eine Analyse ihrer Zusammensetzung, einschließlich korrosiver Stoffe, und eine Risikobewertung durchgeführt wurde und diese ergeben hat, dass die Kontaminationsniveaus den in Paragraph 1 genannten Bedingungen entsprechen.

Für jede Injektionsstelle führt der Betreiber Aufzeichnungen über die Mengen und Eigenschaften der gelieferten und injizierten CO₂-Flüsse, einschließlich der Zusammensetzung dieser Flüsse.

Paragraph 4. Die Regierung kann die Ebenen festlegen, die die Integrität der Speicherstätte oder der geeigneten Transportinfrastruktur gefährden, ein erhebliches Risiko für die Umwelt oder die menschliche Gesundheit darstellen oder gegen die Bestimmungen der anwendbaren Gesetzgebung verstoßen könnten.

Die Regierung kann auch die Methoden zur Berechnung dieser Werte festlegen, gegebenenfalls unter Berücksichtigung der von der Europäischen Kommission festgelegten Leitlinien.

Art. D.XI.23. Paragraph 1. Der Betreiber überwacht die Injektionsanlagen, den Speicherkomplex, nach Möglichkeit einschließlich der CO₂-Diffusionszone, und gegebenenfalls die Umgebung, um:

- 1° das tatsächliche Verhalten von CO₂ und Lagerstättenwasser in der Speicherstätte mit der Modellierung dieses Verhaltens zu vergleichen;
- 2° auffällige Unregelmäßigkeiten aufzudecken;
- 3° die Migration von CO₂ nachzuweisen;
- 4° CO₂-Lecks aufzuspüren;
- 5° offensichtliche schädliche Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich insbesondere des Trinkwassers, auf die menschliche Bevölkerung oder auf die Nutzer der umgebenden Biosphäre festzustellen;
- 6° die Wirksamkeit der nach Artikel D.XI.26 ergriffenen Korrekturmaßnahmen zu bewerten;
- 7° die Bewertung der kurz- und langfristigen Sicherheit und Integrität des Speicherkomplexes zu aktualisieren, einschließlich der Feststellung, ob das gespeicherte CO₂ vollständig und dauerhaft eingeschlossen bleiben wird.

Paragraph 2. Zur Durchführung der Überwachung gemäß Paragraph 1 erstellt der Betreiber einen Überwachungsplan und stützt sich auf diesen gemäß den in Anhang 2 festgelegten Kriterien, der detaillierte Überwachungsdaten gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Betriebe, die einer Tätigkeit nachgehen, die Treibhausgasemissionen verursacht, und der Leitlinien gemäß Artikel 14 und Artikel 23 enthält, Absatz 2 der Richtlinie 2003/87/EG des Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Gemeinschaft und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates.

Dieser Plan wird gemäß den in Anhang 2 festgelegten Anforderungen und in jedem Fall alle fünf Jahre aktualisiert, um Änderungen des bewerteten Leckagerisikos, Änderungen der bewerteten Risiken für die Umwelt und die menschliche Gesundheit, neue wissenschaftliche Erkenntnisse und Verbesserungen bei den besten verfügbaren Technologien zu berücksichtigen. Die aktualisierten Pläne werden der Regierung erneut zur Genehmigung vorgelegt.

Art. D.XI.24. In regelmäßigen Abständen, die von der Regierung festgelegt werden, mindestens jedoch einmal jährlich, übermittelt der Betreiber ihr:

- 1° alle Ergebnisse der Überwachung, die gemäß Artikel D.XI.23 während des Berichtszeitraums durchgeführt wurde, einschließlich der Informationen über die angewandten Überwachungstechniken;
- 2° die Mengen und Eigenschaften der gelieferten und injizierten CO₂-Flüsse, einschließlich der Zusammensetzung dieser Flüsse, während des Berichtszeitraums, aufgezeichnet gemäß Artikel D.XI.22, Paragraph 3, Absatz 2;
- 3° den Nachweis über die Einrichtung und Aufrechterhaltung der finanziellen Sicherheit gemäß Artikel D.XI.29 und Artikel D.XI.19, Paragraph 1, Ziffer 9;
- 4° alle anderen Informationen, die von der Regierung als nützlich erachtet werden, um die Einhaltung der in der Speichergenehmigung festgelegten Bedingungen zu bewerten und um die Kenntnisse über das Verhalten von CO₂ in der Speicherstätte zu verbessern.

TITEL 6 — *Überwachung und Verwaltungsmaßnahmen*

Art. D.XI.25. Paragraph 1. Die Regierung richtet ein System von routinemäßigen oder punktuellen Inspektionen aller unter diesen Teil fallenden Speicherkomplexe ein, um die Einhaltung der Anforderungen dieses Teils zu kontrollieren und zu fördern und die Auswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit zu überwachen.

Paragraph 2. Die Inspektionen umfassen Besichtigungen der Anlagen an der Oberfläche, einschließlich der Injektionsanlagen, die Bewertung der vom Betreiber durchgeführten Injektions- und Überwachungsmaßnahmen und die Überprüfung aller vom Betreiber geführten Aufzeichnungen.

Paragraf 3. Routineinspektionen werden bis drei Jahre nach der Schließung mindestens einmal jährlich und bis zum Übergang der Verantwortung auf die Wallonische Region alle fünf Jahre durchgeführt. Sie beziehen sich auf die Injektions- und Überwachungseinrichtungen und prüfen alle Auswirkungen, die der Speicherkomplex auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit haben könnte.

Paragraf 4. Punktuelle Inspektionen werden durchgeführt:

1° wenn der Regierung gemäß Artikel D.XI.26, Paragraf 1 Leckagen oder erhebliche Unregelmäßigkeiten mitgeteilt wurden oder sie davon Kenntnis erhalten hat;

2° wenn die in Artikel D.XI.24 erwähnten Berichte ergeben haben, dass die in den Genehmigungen festgelegten Bedingungen nicht korrekt eingehalten wurden;

3° um ernsthafte Beschwerden in Bezug auf die Umwelt oder die menschliche Gesundheit zu untersuchen;

4° in allen Fällen, in denen die Regierung dies für sinnvoll erachtet.

Paragraf 5. Die Regierung erstellt einen Bericht über die Ergebnisse der Inspektion. In diesem Bericht wird die Einhaltung der Anforderungen dieses Teils bewertet und angegeben, ob weitere Maßnahmen ergriffen werden müssen. Er wird dem betreffenden Betreiber innerhalb von zwei Monaten nach der Inspektion zugesandt und innerhalb desselben Zeitraums veröffentlicht.

Paragraf 6. Die Regierung kann im Zusammenhang mit den in diesem Artikel genannten Überwachungsmaßnahmen die Dienste eines Sachverständigen in Anspruch nehmen.

Paragraf 7. Die Regierung kann zusätzliche Inspektions- und Überwachungsmaßnahmen in Anwendung dieses Artikels festlegen.

Art. D.XI.26. Paragraf 1. Im Falle eines Lecks oder einer auffälligen Unregelmäßigkeit informiert der Betreiber sofort die Regierung sowie den Bürgermeister und den Gouverneur der betroffenen Provinz. Er ergreift die erforderlichen Abhilfemaßnahmen, insbesondere Maßnahmen, die sich auf den Schutz der menschlichen Gesundheit beziehen. Im Falle eines Lecks oder einer erheblichen Unregelmäßigkeit, die ein Leckagerisiko mit sich bringt, informiert der Betreiber auch die in Artikel 10, Paragraf 1, Absatz 1 des Dekrets vom 10. November 2004 genannte Behörde.

Paragraf 2. Die in Paragraf 1 genannten Abhilfemaßnahmen werden mindestens auf der Grundlage eines Abhilfemaßnahmenplans ergriffen, der der Regierung gemäß Artikel D.XI.5 Paragraf 3, Ziffer 6 und Artikel D.XI.19 Paragraf 1, Ziffer 6 vorgelegt wird. Paragraf 3. Die Regierung kann den Betreiber jederzeit dazu auffordern, die erforderlichen Korrekturmaßnahmen sowie Maßnahmen im Zusammenhang mit dem Schutz der menschlichen Gesundheit zu ergreifen. Dabei kann es sich um zusätzliche oder andere Maßnahmen als die im Korrekturmaßnahmenplan vorgesehenen handeln.

Die Regierung kann ebenfalls jederzeit Korrekturmaßnahmen ergreifen.

Paragraf 4. Wenn der Betreiber nicht die notwendigen Korrekturmaßnahmen ergreift, ergreift die Regierung selbst diese Maßnahmen.

Paragraf 5. Die Aufstellung der Kosten, die im Zusammenhang mit den in den Paragrafen 3 und 4 genannten Maßnahmen entstanden sind, ist vollstreckbar.

Die Regierung fordert diese Kosten vom Betreiber zurück, auch unter Rückgriff auf die in Artikel D.XI.29 vorgesehene finanzielle Sicherheit.

Art. D.XI.27. Paragraf 1. Eine Speicherstätte wird geschlossen:

1° wenn die in der Genehmigung festgelegten Bedingungen erfüllt sind;

2° auf begründeten Antrag des Betreibers nach Genehmigung durch die Regierung;

3° wenn die Regierung dies nach Entzug der Speichergenehmigung gemäß Artikel D.XI.20, Paragraf 3 beschließt.

Paragraf 2. Nach Schließung einer Speicherstätte gemäß Paragraf 1, Ziffer 1 oder 2 bleibt der Betreiber für die Überwachung, Berichterstattung und Abhilfemaßnahmen gemäß den Anforderungen dieses Teils verantwortlich und übernimmt weiterhin alle Verpflichtungen in Bezug auf die Rückgabe von Zertifikaten bei Leckagen gemäß dem Dekret vom 10. November 2004 und die Vermeidungs- und Abhilfemaßnahmen gemäß den Artikeln D.112 bis D.129 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches, bis die Verantwortung für die Speicherstätte gemäß Artikel D.XI.28, Paragrafen 1 bis 5 an die Wallonische Region übergeht.

Der Betreiber ist auch für die Versiegelung der Lagerstätte und den Abbau der Injektionsanlagen verantwortlich.

Paragraf 3. Die in Paragraf 2 genannten Verpflichtungen werden auf der Grundlage eines Nachsorgeplans erfüllt, der vom Betreiber auf der Grundlage bewährter Verfahren und gemäß den Anforderungen in Anhang 2 erstellt wird.

Ein vorläufiger Nachsorgeplan wird der Regierung oder ihrem Beauftragten gemäß Artikel D.XI.5, Paragraf 3, Ziffer 7 und Artikel D.XI.19, Paragraf 1, Ziffer 7 zur Genehmigung vorgelegt.

Vor der Schließung einer Speicherstätte gemäß Paragraf 1, Ziffer 1 oder Ziffer 2 wird der vorläufige Nachsorgeplan:

1° je nach Bedarf unter Berücksichtigung der Risikoanalyse, bewährter Praktiken und technologischer Verbesserungen aktualisiert;

2° der Regierung zur Genehmigung vorgelegt;

3° von der Regierung als endgültiger Nachsorgeplan genehmigt.

Paragraf 4. Nach Schließung einer Speicherstätte gemäß Paragraf 1, Ziffer 3 ist die Wallonische Region für die Überwachung und die Messungen gemäß den Anforderungen dieses Teils verantwortlich und übernimmt alle Verpflichtungen in Bezug auf die Rückgabe von Zertifikaten bei Leckagen gemäß dem Dekret vom 10. November 2004 und die Maßnahmen zur Vermeidung und Sanierung gemäß den Artikeln D.112 und D.113 Absatz 1 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches.

Die Wallonische Region erfüllt die in diesem Teil geforderten Nachsorgeanforderungen auf der Grundlage des in Paragraf 3 genannten vorläufigen Nachsorgeplans, der je nach Bedarf aktualisiert wird.

Paragraf 5. Die Regierung erstellt und genehmigt eine Aufstellung der Kosten, die im Rahmen der in Paragraf 4 genannten Maßnahmen entstanden sind. Diese Aufstellung ist vollstreckbar.

Die Regierung fordert diese Kosten vom Betreiber zurück, auch unter Rückgriff auf die in Artikel D.XI.29 vorgesehene finanzielle Sicherheit.

TITEL 7 — Übergang der Verantwortung

Art. D.XI.28. Paragraf 1. Wurde eine Speicherstätte gemäß Artikel D.XI.27 geschlossen, gehen alle gesetzlichen Verpflichtungen in Bezug auf die Überwachung und die Korrekturmaßnahmen gemäß den Anforderungen dieses Teils, die Rückgabe von Zertifikaten bei Leckagen gemäß dem Dekret vom 10. November 2004 und die Vorbeugungs- und Sanierungsmaßnahmen gemäß den Artikeln D.112 Absatz 1 und D.113 Absatz 1 des Buchs 1 des Umweltgesetzbuches auf Beschluss der Regierung oder auf Antrag des Betreibers auf die Wallonische Region über, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° Alle verfügbaren Informationen deuten darauf hin, dass das eingelagerte CO₂ vollständig und dauerhaft eingeschlossen bleibt;

2° Ein von der Regierung festzulegender Mindestzeitraum ist verstrichen. Die Dauer dieses Mindestzeitraums darf nicht weniger als zwanzig Jahre betragen, es sei denn, die Regierung oder der von ihr Beauftragte ist davon überzeugt, dass das in Ziffer 1 genannte Kriterium vor Ablauf dieses Zeitraums erfüllt wird;

3° Die in Artikel D.XI.30 genannten finanziellen Verpflichtungen wurden eingehalten;

4° Die Versiegelung der Stätte und der Abbau der Injektionsanlagen wurden vorgenommen.

Paragraf 2. Der Betreiber erstellt einen Bericht, der die Erfüllung der in Paragraf 1, Ziffer 1 genannten Bedingung belegt, und übermittelt diesen der Regierung zur Genehmigung der Übertragung der Verantwortung.

Dieser Bericht belegt mindestens Folgendes:

1° Das tatsächliche Verhalten des injizierten CO₂ stimmt mit dem modellierten Verhalten überein;

2° Es gibt kein feststellbares Leck;

3° Die Speicherstätte entwickelt sich in Richtung einer langfristig stabilen Situation.

Die Regierung kann Modalitäten bezüglich der Bewertung der in Absatz 2 genannten Elemente festlegen, wobei sie die eventuellen Auswirkungen auf die technischen Kriterien, die bei der Festlegung der in Paragraf 1, Ziffer 2 genannten Mindestdauer zu berücksichtigen sind, hervorhebt und die von der Europäischen Kommission in Anwendung von Artikel 18, Absatz 8 der Richtlinie 2009/31/EG angenommenen Leitlinien berücksichtigt.

Paragraf 3. Nachdem sich die Regierung vergewissert hat, dass die in Paragraf 1, Ziffer 1 und 2, genannten Bedingungen erfüllt sind, erstellt sie einen Entwurf für einen Beschluss zur Genehmigung der Übertragung der Verantwortung. Dieser Entscheidungsentwurf legt die Methode zur Anwendung der in Paragraf 1, Ziffer 4 genannten Bedingungen fest und enthält etwaige aktualisierte Anforderungen für die Versiegelung der Speicherstätte und für den Abbau der Injektionsanlagen.

Ist die Regierung der Auffassung, dass die in Paragraf 1, Ziffer 1 und 2 genannten Bedingungen nicht erfüllt sind, so teilt sie dem Betreiber die Gründe dafür mit.

Paragraf 4. Die Regierung stellt der Europäischen Kommission die in Paragraf 2 genannten Berichte innerhalb eines Monats nach Erhalt zur Verfügung. Sie stellt auch alle anderen damit zusammenhängenden Unterlagen zur Verfügung, die sie bei der Erstellung eines Entwurfs für eine Genehmigungsentscheidung über die Übertragung der Verantwortung berücksichtigt.

Sie übermittelt der Kommission alle gemäß Paragraf 3 erstellten Entwürfe von Genehmigungsentscheidungen sowie alle anderen Unterlagen, die bei der Erstellung ihres Abschlusses berücksichtigt wurden.

Die Regierung setzt ihre Entscheidung für einen Zeitraum von vier Monaten ab dieser Absendung aus, es sei denn, die Europäische Kommission gibt an, dass sie beschließt, keine Stellungnahme abzugeben; in diesem Fall wird das Verfahren nur für einen Monat ab der Absendung des Entwurfs der Genehmigungsentscheidung ausgesetzt.

Paragraf 5. Nachdem sich die Regierung vergewissert hat, dass die in Paragraf 1, Ziffer 1 bis 4 genannten Bedingungen erfüllt sind, erlässt sie die endgültige Entscheidung und sendet sie an den Betreiber. Die Regierung schickt auch die endgültige Entscheidung an die Kommission und begründet diese, wenn sie von der Stellungnahme der Kommission abweicht.

Paragraf 6. Sobald die Übertragung der Verantwortung erfolgt ist, werden die in Artikel D.XI.25, Paragraf 3 vorgesehenen routinemäßigen Inspektionen eingestellt und die Überwachung kann auf ein Niveau reduziert werden, das die Entdeckung von Lecks oder erheblichen Unregelmäßigkeiten ermöglicht. Wenn Lecks oder erhebliche Unregelmäßigkeiten entdeckt werden, wird die Überwachung je nach Bedarf intensiviert, um das Ausmaß des Problems und die Wirksamkeit der Korrekturmaßnahmen zu ermitteln.

Paragraf 7. Im Falle eines Verschuldens des Betreibers, einschließlich unzureichender Daten, Vorenthaltung relevanter Informationen, Fahrlässigkeit, bewusster Täuschung oder mangelnder Sorgfalt, fordert die Regierung vom früheren Betreiber die Kosten zurück, die nach dem Übergang der Verantwortung angefallen sind.

Die Regierung verfasst eine Aufstellung der in diesem Zusammenhang entstandenen Kosten. Diese Aufstellung ist vollstreckbar.

Unbeschadet des Artikels D.XI.30 gibt es nach dem Übergang der Verantwortung keine weitere Rückforderung von Kosten.

Paragraf 8. Wenn eine Speicherstätte gemäß Artikel D.XI.27, Paragraf 1, Ziffer 3 geschlossen wurde, gilt die Übertragung der Verantwortung als wirksam, wenn alle verfügbaren Informationen darauf hindeuten, dass das gespeicherte CO₂ vollständig und dauerhaft eingeschlossen wird und die Stätte versiegelt und die Injektionsanlagen abgebaut wurden.

TITEL 8 — Finanzielle Bestimmungen

Art. D.XI.29. Paragraf 1. Der potenzielle Betreiber legt im Rahmen seines Antrags auf eine Speichergenehmigung den Nachweis vor, dass geeignete Vorkehrungen in Form einer finanziellen Sicherheit oder einer anderen gleichwertigen Bestimmung getroffen werden können, um sicherzustellen, dass alle Verpflichtungen aus der gemäß diesem Teil erteilten Genehmigung, einschließlich der Anforderungen für die Schließung und Nachsorge sowie der Vermeidungs- und Sanierungsmaßnahmen gemäß den Artikeln D.112, Absatz 1, und D.113 Absatz 1, Buch 1 des Umweltgesetzbuches sowie die Verpflichtungen, die sich aus der Einbeziehung der Speicherstätte in den Anwendungsbereich des Dekrets vom 10. November 2004 ergeben, erfüllt werden.

Diese finanzielle Garantie ist vor Beginn der Injektion gültig und wirksam.

Paragraf 2. Die finanzielle Sicherheit wird regelmäßig angepasst, um der Entwicklung des bewerteten Leckagerisikos und den geschätzten Kosten aller Verpflichtungen aus der gemäß diesem Teil erteilten Genehmigung sowie aller Verpflichtungen aus der Einbeziehung der Speicherstätte in den Anwendungsbereich des Dekrets vom 10. November 2004 Rechnung zu tragen.

Die finanzielle Sicherheit wird nur durch die ausdrückliche schriftliche Zustimmung der Regierung, die den neuen Vertrag oder dessen Zusatzvertrag visiert, rechtsgültig angenommen.

Paragraf 3. Die in Paragraf 1 genannte finanzielle Sicherheit oder eine andere gleichwertige Bestimmung bleibt gültig und wirksam:

1° nach der Schließung einer Speicherstätte gemäß Artikel D.XI.27, Paragraf 1, Ziffer 1 oder 2, bis die Verantwortung für die Speicherstätte gemäß Artikel D.XI.28, Paragrafen 1 bis 5 auf die Regierung übergegangen ist;

2° nach dem Entzug einer Speichergenehmigung gemäß Artikel D.XI.20, Paragraf 3:

a) bis eine neue Speichergenehmigung erteilt wurde;

b) im Falle der Schließung des Standorts gemäß Artikel D.XI.27, Paragraf 1, Ziffer 3 bis zum Übergang der Verantwortung gemäß Artikel D.XI.28, Paragraf 8, vorausgesetzt, dass die in Artikel D.XI.30 genannten finanziellen Verpflichtungen eingehalten wurden.

Paragraf 4. Die Regierung kann die Modalitäten festlegen, nach denen die finanzielle Sicherheit gestellt wird und freigegeben werden kann.

Art. D.XI.30. Paragraf 1. Der Betreiber stellt der Regierung einen finanziellen Beitrag zur Verfügung, bevor die Übertragung der Verantwortung nach Artikel D.XI.28 stattgefunden hat.

Der Beitrag des Betreibers berücksichtigt die in Anhang 1 genannten Kriterien und die Elemente im Zusammenhang mit der Geschichte der CO₂-Speicherung, die für die Festlegung der Verpflichtungen nach der Übertragung relevant sind, und deckt mindestens die voraussichtlichen Kosten der Überwachung während eines Zeitraums von 30 Jahren.

Dieser finanzielle Beitrag kann zur Deckung der Kosten verwendet werden, die der Regierung nach der Übertragung der Verantwortung entstehen, um sicherzustellen, dass das CO₂ nach der Übertragung der Verantwortung vollständig und dauerhaft in den geologischen Speicherstätten eingeschlossen bleibt.

Paragraf 2. Die Regierung kann zusätzliche Bedingungen und Modalitäten bezüglich des in Paragraf 1 genannten finanziellen Beitrags festlegen, wobei sie die von der Europäischen Kommission in Anwendung von Artikel 20, Absatz 2 der Richtlinie 2009/31/EG angenommenen Leitlinien berücksichtigt.

TITEL 9 — Zugang für Dritte

Art. D.XI.31. Paragraf 1. Potenzielle Nutzer erhalten zum Zweck der geologischen Speicherung von erzeugtem und abgeschiednem CO₂ gemäß diesem Artikel Zugang zu Transportnetzen und Speicherstätten.

Der Betreiber des Übertragungsnetzes gewährleistet den in Absatz 1 genannten Zugang auf transparente und nicht diskriminierende Weise, gemäß den von ihm vorgeschlagenen und von der Regierung genehmigten Modalitäten, unter Berücksichtigung der folgenden Elemente:

1° der verfügbaren oder vernünftigerweise verfügbar zu machenden Speicherkapazität sowie der verfügbaren oder vernünftigerweise verfügbar zu machenden Transportkapazität;

2° des Anteils der CO₂-Reduktionsverpflichtungen der Region, den sie durch die Abscheidung und geologische Speicherung von CO₂ zu erfüllen beabsichtigt;

3° der Notwendigkeit, den Zugang im Falle einer Inkompatibilität der technischen Spezifikationen, die nicht auf vernünftige Weise gelöst werden kann, zu verweigern;

4° der Notwendigkeit, die angemessenen und ordnungsgemäß begründeten Anforderungen des Eigentümers oder Betreibers der Speicherstätte oder des Transportnetzes und die Interessen aller anderen Nutzer der Speicherstätte oder des Netzes oder der Verarbeitungs- oder Umschlagseinrichtungen, die möglicherweise betroffen sind, zu respektieren.

Paragraf 2. Die Betreiber der Transportnetze und die Betreiber der Speicherstätten können den Zugang unter Berufung auf fehlende Kapazitäten verweigern. Die Ablehnung wird ordnungsgemäß begründet.

Paragraf 3. Der Betreiber, der den Zugang aufgrund mangelnder Kapazität oder eines fehlenden Anschlusses verweigert, nimmt alle notwendigen Anpassungen vor, sofern diese wirtschaftlich durchführbar sind oder ein potenzieller Kunde bereit ist, die Kosten zu übernehmen, und sofern dies keine negativen Auswirkungen auf die Sicherheit des Transports und der geologischen Speicherung von CO₂ aus Sicht der Umwelt hat.

Art. D.XI.32. Bei grenzüberschreitenden Streitigkeiten gilt das Streitbeilegungssystem des Mitgliedstaats, dessen Rechtsprechung das Transportnetz oder die Speicherstätte unterliegt, zu dem/der der Zugang verweigert wurde.

Wenn bei einer grenzüberschreitenden Streitigkeit mehr als ein Mitgliedstaat für das betreffende Transportnetz oder die betreffende Speicherstätte zuständig ist, konsultieren die Mitgliedstaaten einander, um sicherzustellen, dass die Bestimmungen der Richtlinie 2009/31/EG einheitlich angewandt werden.

TITEL 10 — Register

Art. D.XI.33. Paragraf 1. Die Regierung erstellt und führt:

1° ein Register der erteilten Speichergenehmigungen;

2° ein laufendes Register aller geschlossenen Speicherstätten und der umliegenden Speicherkomplexe, einschließlich Karten und Ausschnitte, aus denen ihre Ausdehnung hervorgeht, die verfügbaren Informationen, die belegen, dass das gespeicherte CO₂ vollständig und dauerhaft eingeschlossen bleibt, sowie alle technischen Aufzeichnungen über diese Stätte.

Paragraf 2. Für die sie betreffende Verwaltungspolizei berücksichtigt jede zuständige Behörde die in Paragraf 1 genannten Register in den einschlägigen Planungsverfahren und bei der Genehmigung von Tätigkeiten, die sich auf die geologische Speicherung von CO₂ in den registrierten Speicherstätten auswirken oder durch diese gestört werden könnten.

Art. D.XI.34. Umweltinformationen über die geologische Speicherung von CO₂ werden der Öffentlichkeit gemäß Buch 1 des Umweltgesetzbuches zugänglich gemacht.

TITEL 11 — Entschädigung für Schäden

Art. D.XI.35. Der Inhaber einer Erkundungs- oder Speichergenehmigung ersetzt von Rechts wegen alle Schäden, die entweder durch die Suche oder durch den Betrieb der Speicherstätte verursacht wurden.

TITEL 12 — Strafrechtliche Sanktionen

Art. D.XI.36. Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne von Artikel D.178, Paragraf 2, Buch 1 des Umweltgesetzbuches begeht, wer gegen die Bestimmungen dieses Teils oder die in Anwendung dieses Teils erlassenen Ausführungsbeschlüsse verstößt.

Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Artikel D.178, Paragraph 2 von Buch 1 des Umweltgesetzbuches begehrt jedoch, wer gegen Artikel D.XI.20, Paragraph 1 verstößt.

Teil 12 — Übergangsbestimmungen

TITEL 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. D.XII.1. Paragraph 1. Innerhalb von zwei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzbuches müssen die Inhaber von Schürfrechten, die Konzessionäre von Schürfrechten, die die in Artikel 71, Absatz 1 erster und zweiter Gedankenstrich des Dekrets vom 7. Juli 1988 über den Bergbau genannten Meldepflichten innerhalb der in Artikel 71, Absatz 2 desselben Dekrets vorgeschriebenen Fristen erfüllen, oder die nach Inkrafttreten des Dekrets vom 7. Juli 1988 über den Bergbau ausgestellt wurden, einen Antrag auf eine Umweltgenehmigung für die Anlagen und Tätigkeiten stellen, die für die Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen für die in der Förderkonzession oder der Exklusivgenehmigung genannten Stoffe notwendig oder nützlich sind, einschließlich der Einrichtungen für die Entsorgung von Abfällen aus der Gewinnung, der Schächte, Stollen, unterirdischen Verbindungen und Gruben für die Gewinnung.

Die in diesen Genehmigungen und Konzessionen festgelegten besonderen Bedingungen und Spezifikationen bleiben anwendbar, ungeachtet der Anwendung der in Teil 6, Titel 7 genannten allgemeinen Verpflichtungen der Inhaber von Exklusivgenehmigungen. Im Falle eines Widerspruchs zwischen den besonderen Bedingungen und den allgemeinen Verpflichtungen haben die allgemeinen Verpflichtungen Vorrang.

Die in Artikel D.VI.54 enthaltenen Bestimmungen über die Änderung der besonderen Bedingungen von Exklusivgenehmigungen gelten für die in diesen Genehmigungen und Konzessionen festgelegten besonderen Bedingungen und Auflagen.

Wird der in Absatz 1 genannte Antrag nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist gestellt, so werden die betreffenden Genehmigungen mit Ausnahme der Verpflichtungen zur Wiederherstellung und Nachsorge hinfällig, und es wird davon ausgegangen, dass die Konzessionäre auf ihre Konzession verzichten.

Konzessionäre reichen innerhalb von zwei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzbuches einen Antrag auf Verzicht gemäß Artikel D.XII.6 und D.XII.7 ein, um die Konzession zu widerrufen.

Paragraph 2. Förderkonzessionen, deren Konzessionäre die in Artikel 71, Absatz 1, erster und zweiter Gedankenstrich des Bergbaudekrets vom 7. Juli 1988 genannten Meldeanforderungen nicht innerhalb der in Artikel 71, Absatz 2 desselben Dekrets vorgeschriebenen Fristen erfüllt haben, werden mit Inkrafttreten dieses Gesetzbuches hinfällig, mit Ausnahme der Verpflichtungen zur Sanierung und Nachsorge.

Die in Absatz 1 genannten Konzessionäre reichen innerhalb von zwei Jahren nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzbuches eine Akte mit einem Antrag auf Verzicht gemäß Artikel D.XII.6 und D.XII.7 ein.

Abweichend von Absatz 2 behalten die in Absatz 1 genannten Konzessionäre, die einen Antrag auf Verzicht gemäß Artikel 48 des Bergbaudekrets vom 7. Juli 1988 und den zu seiner Durchführung erlassenen Verordnungen und Erlassen gestellt haben, die Vorteile ihres Antrags.

Die Einziehung von Konzessionen wird nach dem in Artikel D.XII.8 festgelegten Verfahren fortgesetzt.

Art. D.XII.2. Paragraph 1. Die Inhaber von Bergbaukonzessionen sorgen für die Sicherheit der Schächte in der Konzession. Sie erstellen einen Bericht über diese Sicherung, den sie innerhalb von drei Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzbuches dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten zukommen lassen.

Der Bericht enthält mindestens:

- 1° die bekannte oder vermutete Lage des Schachts oder des Minenausgangs;
- 2° das Datum der letzten Inspektion;
- 3° eine Beschreibung des Sicherungszustands des Schachts;
- 4° einen fotografischen Bericht über diesen Sicherungszustand;
- 5° eine historische Darstellung des Zustands des Schachtes oder des Grubenausgangs seit seiner Schließung;
- 6° im Falle der Nicht-Sicherung eine Analyse, die ein akzeptables Einsturzrisiko belegt.

Die Regierung kann den Inhalt des in Absatz 1 genannten Berichts erweitern und die Modalitäten seiner Erstellung und Übermittlung sowie die Modalitäten der Kontrolle des Sicherungszustands der Schächte durch den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten festlegen.

Paragraph 2. Die Abtretung von Förderkonzessionen in jeglicher Form, einschließlich durch Abtretung oder Fusion von Gesellschaften oder Abtretung von Aktien, Anteilen oder Vermögenswerten, sowie die Vermietung und Verpachtung von Förderkonzessionen sind untersagt.

Art. D.XII.3. Paragraph 1. Die Bestimmungen von Teil VI, Titel V und VII sowie der Teile VIII, IX und X gelten für Schürfgenehmigungen, Förderkonzessionen, Exklusivgenehmigungen für die Suche nach Erdöl und brennbaren Gasen und Exklusivgenehmigungen für die Förderung von Erdöl und brennbaren Gasen.

Paragraph 2. Der Inhaber eines Schürfrechts, das aus irgendeinem Grund entzogen wurde, ersetzt die Schäden, die durch seine Arbeiten, einschließlich der Schächte, Stollen und anderer fest angelegter unterirdischer Bauwerke, verursacht wurden. Falls das Schürfrecht aufgrund eines akzeptierten Verzichts zurückgezogen wird, gilt diese Verpflichtung bis zu einem Beschluss der Regierung, der die vollständige Erfüllung ihrer Nachsorgeverpflichtungen bescheinigt.

Paragraph 3. Die Bestimmungen von Kapitel 2, Teil VII, Titel 1 gelten nur für Anlagen und Tätigkeiten, die im Rahmen der in Paragraph 1 genannten Genehmigungen und Konzessionen nach Inkrafttreten dieses Gesetzbuches an der Oberfläche platziert oder ausgeübt werden, nicht aber in einer Tiefe von zwanzig bis hundert Metern.

Paragraph 4. Die Regierung kann die Anwendungsmodalitäten der in den Paragraphen 1 bis 3 genannten Bestimmungen, auf die verwiesen wird, präzisieren.

Art. D.XII.4. Paragraph 1. Vor Inkrafttreten dieses Gesetzbuches erteilte Exklusivgenehmigungen für die Suche und Förderung von Erdöl und brennbaren Gasen bleiben unbeschadet der in Artikel D.XII.3, Paragraph 1 vorgesehenen Bestimmungen für die in der Genehmigung festgelegte Dauer gültig und werden Exklusivgenehmigungen im Sinne dieses Gesetzbuches gleichgestellt.

Die Bestimmungen von D.XII.3 Paragraph 1 gelten ab dem 1. Januar des dritten Jahres nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzbuches.

Paragraph 2. Anträge auf Erteilung einer Genehmigung, die vor dem Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzbuches gestellt wurden, sowie diesbezügliche Verwaltungsbeschwerden werden nach den am Tag der Antragstellung geltenden Vorschriften behandelt.

Paragraf 3. Von der in Artikel D.VI.12 genannten Ausschreibung befreit sind Anträge auf Exklusivgenehmigungen, die von einem Inhaber einer Exklusivgenehmigung zur Suche und Förderung von Erdöl und brennbaren Gasen gestellt werden und die für die gleichen Stoffe ein zusammenhängendes Gebiet betreffen, sofern die beantragte Fläche nicht mehr als ein Drittel der Fläche der ursprünglichen Genehmigung beträgt, höchstens jedoch dreihundert Hektar. Diese Möglichkeit ist nur einmalig gültig.

Art. D.XII.5. Die Klassifizierung von Halden, die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. März 1995 zur Festlegung der Klassifizierung von Halden festgelegt wurde, bleibt bis zum Inkrafttreten der in Artikel D.VI.8 vorgesehenen Klassifizierung von historischen Halden nach ihrer Zweckbestimmung in Kraft.

TITEL 2 — *Verzicht auf Förderkonzessionen*

Art. D.XII.6. Der Antrag auf vollständigen oder teilweisen Verzicht auf eine Förderkonzession ist in zweifacher Ausfertigung per Einschreiben mit Rückschein an den für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten zu richten.

Art. D.XII.7. Paragraf 1. Im Antrag werden angegeben:

1° Name, Vorname, Eigenschaft, Staatsangehörigkeit, Wohnsitz des Antragstellers und, wenn es sich um eine Gesellschaft handelt, deren Firma, Rechtsform und Sitz;

2° die Schürfrechte für die genannten Stoffe, deren Inhaber der Antragsteller ist, unter Angabe derjenigen, die ganz oder teilweise in dem Perimeter liegen, für den der Verzicht beantragt wird.

Zu Absatz 1, Ziffer 1: Wenn der Antrag von mehreren Gesellschaften gestellt wird, die gemeinsam und gesamtschuldnerisch handeln, werden die Angaben zum Antragsteller von jeder dieser Gesellschaften gemacht.

Paragraf 2. Dem Antrag auf Verzicht werden folgende Unterlagen beigefügt:

1° alle Dokumente, die die Rechte des Antragstellers und gegebenenfalls die Befugnisse des Unterzeichners des Antrags belegen können. Wenn die Konzession von mehreren Inhabern gemeinsam gehalten wird, sind die Angaben zum Antragsteller von jedem dieser Inhaber zu machen;

2° die folgenden kartografischen Unterlagen, die vom Antragsteller unterzeichnet sind und in einer Weise vorgelegt werden, die ihre Erhaltung sicherstellt:

a) eine Kopie der Karte im Maßstab 1:100.000, auf der das Gebiet, für das der Verzicht beantragt wird, auf dem Territorium der betreffenden Provinzen eingezeichnet ist;

b) ein Exemplar der Karte im Maßstab 1:20 000, auf der die Gipfel und die Grenzen des Gebiets, für das der Verzicht beantragt wird, die geografischen oder geodätischen Punkte, die zu ihrer Festlegung dienen, sowie gegebenenfalls die folgenden Punkte verzeichnet sind, die Grenzen der Konzessionen und Suchgenehmigungen für Bergwerke aller Art, die ganz oder teilweise innerhalb dieses Perimeters liegen, die Namen der benachbarten Konzessionen, die Grenzen der Gebiete, die aufgrund der Konzession, für die der Verzicht beantragt wird, ausgebeutet wurden, die Grenzen der Gebiete, die Gegenstand von Pachtverträgen waren;

3° im Falle eines Antrags auf teilweisen Verzicht, der eine Änderung der Grenzen des Umfangs der Konzession beinhaltet, tragen die in Ziffer 2 erwähnten Pläne die Angaben des neuen Perimeters;

4° eine Bescheinigung des Hypothekenamts, die besagt, dass keine Hypothekeneinträge auf der Konzession bestehen, oder im gegenteiligen Fall eine Aufstellung der Hypothekeneinträge, die vorgenommen wurden, unter Beifügung der Löschung dieser Eintragungen;

5° eine erschöpfende Liste der Schächte und Grubenausgänge, die Gegenstand eines Aufhebungsbeschlusses des Ständigen Ausschusses des Provinzialrats gemäß Artikel 16 des Beschlusses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. April 1992 zur Festlegung des Verfahrens und der Bedingungen für den Entzug eines Schürfrechts waren, oder die aufgrund früherer Rechtsvorschriften getroffen wurden, mit den Referenzen dieses Beschlusses;

6° eine vollständige Liste und eine Karte im Maßstab 1:10.000, auf der die Lage der Schächte und Minausgänge verzeichnet ist, die nicht Gegenstand einer Auflassung waren, unabhängig davon, ob sie an der Oberfläche verzeichnet sind oder nicht, aber aus den Plänen bekannt sind;

7° eine von dem oder den Inhabern unterzeichnete ehrenwörtliche Erklärung, die bestätigt, dass die in Ziffer 5 genannten Schächte und Ausgänge die Bedingungen der Auflassungsbeschlüsse erfüllen;

8° eine Risikoanalyse, deren Inhalt von der Regierung festgelegt wird;

Ist dies nicht der Fall, teilen die Inhaber die Frist mit, innerhalb derer sie die Situation zu bereinigen beabsichtigen.

Art. D.XII.8. Paragraf 1. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte überprüft innerhalb eines Jahres, ob der Antragsteller seinen Verpflichtungen nachgekommen ist oder nicht. Wenn der Antragsteller seinen Verpflichtungen nicht nachgekommen ist, legt der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte Fristen fest, innerhalb derer der Antragsteller einerseits die vorgeschriebenen Sicherungsarbeiten gemäß den Gesetzen und Vorschriften durchführen und andererseits die Löschung aller bezüglich des Bergwerks vorgenommenen Eintragungen erwirken muss.

Paragraf 2. Nach Ablauf der in Paragraf 1 vorgesehenen Fristen sendet der Antragsteller dem für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten eine Bescheinigung des Hypothekenamtes zu, in der festgestellt wird, dass das Bergwerk frei von jeglichen Eintragungen ist, und informiert ihn über die Durchführung der vorgeschriebenen Arbeiten.

Paragraf 3. Innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des in Absatz 2 genannten Dokuments richtet der Beamte einen Bericht mit einem Vorschlag für einen Beschluss an die Regierung.

Paragraf 4. Innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Berichts des für die Nutzung des Untergrundes zuständigen Beamten entscheidet die Regierung über den Antrag auf Verzicht.

Im Falle eines Teilverzichts werden dem Konzessionär in dem Erlass möglicherweise neue Pflichten und ein neues Lastenheft auferlegt.

Paragraf 5. Der Regierungserlass, der den vollständigen oder teilweisen Entzug der Konzession aufgrund eines Verzichts ausspricht, wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und dem Antragsteller mitgeteilt.

TITEL 3 — *Zwangweise Entziehung von Förderkonzessionen*

Art. D.XII.9. Paragraf 1. Die Regierung kann in folgenden Fällen von Amts wegen Förderkonzessionen entziehen:

1° wenn der Konzessionär nicht mehr existiert oder unauffindbar ist;

2° nach einer Mahnung, wenn der Konzessionär weiterhin seinen Verpflichtungen nicht nachkommt, eine Verzichtserklärung gemäß Artikel D.XII.6 bis D.XII.8 oder Artikel 48 des Dekrets vom 7. Juli 1988 über den Bergbau und der zu seiner Ausführung erlassenen Erlasse und Verordnungen zu beantragen;

3° nach Mahnung des Konzessionärs bei Nichteinhaltung des im Lastenheft vorgesehenen Arbeitsprogramms oder der allgemeinen Verpflichtungen der Konzessionäre.

Paragraf 2. Der für die Nutzung des Untergrundes zuständige Beamte verfasst einen Bericht über die Zwangsentziehung.

Das in Artikel D.XII.8, Paragraphen 4 und 5 vorgesehene Verfahren ist anwendbar.

Der Regierungserlass, der den Entzug der Konzession oder der Suchgenehmigung von Amts wegen ausspricht, wird beim Hypothekenamt eingetragen.

TITEL 4 — *Anträge, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes gestellt wurden*

Art. D.XII.10. Anträge auf Genehmigungen für die Verwertung von Halden gemäß Artikel 2 des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Verwertung von Halden, deren Empfangsbestätigung vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches ausgestellt wurde, werden gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 9. Mai 1985 über die Verwertung von Halden weiter bearbeitet.

Art. D.XII.11. Anträge auf Umweltgenehmigungen und Globalgenehmigungen für Projekte zur Tiefengeothermie und/oder zur geologischen Speicherung von Wärme oder Kälte, deren Empfangsbestätigung vor dem Inkrafttreten des Gesetzbuches ausgestellt wurde, werden gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über Umweltgenehmigungen weiter bearbeitet.

TITEL 5 — *Aktivitäten, die neu einer Exklusivgenehmigung unterliegen*

Art. D.XII.12. Für die in Artikel D.I.1, Paragraf 2 genannten Aktivitäten zur Erkundung von Ressourcen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gesetzbuches ordnungsgemäß ausgeübt werden und neu einer Exklusivgenehmigung unterliegen, muss der in Artikel D.VI.12, Paragraf 1, Absatz 2 genannte Antrag vom Inhaber der Genehmigung, die diese Aktivität erlaubt, oder von demjenigen, der diese Aktivität ausübt, die keine Genehmigung erfordert, innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten des Gesetzbuches gestellt werden und innerhalb von sechs Monaten von der Einreichung eines Antrags auf eine Exklusivgenehmigung gefolgt werden.

Kommt der in Absatz 1 genannte Inhaber diesen Verpflichtungen nicht nach, hat der Inhaber der Genehmigung oder derjenige, der die Tätigkeit ausübt, keinen Anspruch auf die Garantie der Exklusivität für die Fortsetzung der Erkundungstätigkeiten an dem betreffenden Standort.

Die Regierung veröffentlicht die in Artikel D.VI.12, Paragraf 1 genannte Bekanntmachung innerhalb von 60 Tagen nach Erhalt des Antrags, der von dem in Absatz 1 genannten Inhaber gestellt wurde.

Wird dem in Absatz 1 genannten Inhaber die Exklusivgenehmigung nicht erteilt, muss er seine Tätigkeit innerhalb von sechs Monaten nach Erhalt des Ablehnungsbescheids gemäß D.VI.25, Paragraf 1 oder der Mitteilung gemäß Artikel D.VI.26, Absatz 2 einstellen.

Hat der in Paragraf 1 genannte Inhaber die in Artikel D.VI.25, Paragraf 4 vorgesehene Mahnung nicht ausgesprochen, muss er bei Fehlen einer Entscheidung gemäß D.VI.25, Paragraf 1 seine Tätigkeit innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf der in Artikel D.VI.25, Paragraf 4, Absatz 2 genannten Frist einstellen.

Wenn die Regierung nach dem in Artikel D.VI.24, Paragraf 4, Absatz 2 genannten Mahnschreiben keine Entscheidung trifft, muss der Inhaber seine Tätigkeit innerhalb von sechs Monaten nach der in Artikel D.VI.25 genannten stillschweigenden Ablehnungsentscheidung einstellen.

Art. D.XII.13. Paragraf 1. Für Aktivitäten zur Nutzung einer tiefen geothermischen Lagerstätte und/oder eines geologischen Reservoirs zur Speicherung von Wärme und Kälte, die aufgrund einer Umweltgenehmigung oder einer Baugenehmigung oder einer Globalgenehmigung oder einer ähnlichen Genehmigung in der Deutschsprachigen Gemeinschaft genehmigt wurden, oder einer anderen erforderlichen Genehmigung, die keine Exklusivgenehmigung im Sinne dieses Gesetzbuches ist, oder die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzbuches tatsächlich ausgeübt werden, ohne über eine der oben genannten Genehmigungen verfügen zu müssen, stellt der Betreiber innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten dieses Gesetzbuches bei der Verwaltung einen vereinfachten Antrag auf Erteilung einer Exklusivgenehmigung.

Kommt der in Absatz 1 genannte Inhaber diesen Verpflichtungen nicht nach, hat der Inhaber der Genehmigung oder derjenige, der die Tätigkeit ausübt, keinen Anspruch auf die Garantie der Exklusivität für die Fortsetzung der Nutzungstätigkeiten an dem betreffenden Standort.

Paragraf 2. Die Regierung legt die Modalitäten für die Einreichung des vereinfachten Antrags auf eine Exklusivgenehmigung fest.

Paragraf 3. Abweichend von den Artikeln D.VI.12 und D.VI.13 erteilt die Regierung eine Exklusivgenehmigung für eine Dauer von drei Jahren mit kreisförmigem Umfang und einem Radius von 1,5 km, der auf jede zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes aktive Förderbohrung zentriert ist.

Paragraf 4. Der Betreiber hat nach Erteilung der Genehmigung drei Jahre Zeit, die Bestimmungen der Titel V und VII von Teil VI sowie der Teile VIII, IX und X zu erfüllen.

Wenn der Betreiber die in Absatz 1 genannten Bestimmungen nicht einhält, hat der Inhaber der Genehmigung oder derjenige, der die Tätigkeit ausübt, keinen Anspruch auf die Garantie der Exklusivität für die Fortsetzung der Nutzungstätigkeiten an dem betreffenden Standort.

Anhang 1 - Kriterien für die Charakterisierung und Bewertung des potenziellen Kohlendioxid-Speicherkomplexes und seiner Umgebung

Die Charakterisierung und Bewertung des potenziellen Speicherkomplexes und seiner Umgebung erfolgt in drei Schritten, die sich an den zum Zeitpunkt der Bewertung geltenden bewährten Verfahren und den nachstehenden Kriterien orientieren. Abweichungen von einem oder mehreren dieser Kriterien können von der Regierung genehmigt werden, sofern der Betreiber den Nachweis erbracht hat, dass dies die Wirksamkeit der Charakterisierung und Bewertung nicht beeinträchtigt.

Schritt 1: Datensammlung

Es sollten genügend Daten gesammelt werden, um ein statisches volumetrisches und dreidimensionales (3D) geologisches Modell der Speicherstätte und des Speicherkomplexes einschließlich des Deckgebirges sowie der Umgebung einschließlich der durch hydraulische Phänomene kommunizierenden Bereiche zu erstellen.

Diese Daten beziehen sich mindestens auf die folgenden intrinsischen Merkmale des Speicherkomplexes:

a) Geologie und Geophysik;

- b) Hydrogeologie (insbesondere das Vorhandensein von Grundwasserleitern für den Verbrauch);
 - c) Reservoir-Engineering (einschließlich volumetrischer Berechnungen des Porenvolumens für die CO₂-Injektion und der endgültigen Speicherkapazität);
 - d) Geochemie (Auflösungsraten, Mineralisierungsraten);
 - e) Geomechanik (Permeabilität, Bruchdruck);
 - f) Seismizität;
 - g) Vorhandensein natürlicher oder vom Menschen geschaffener Durchlässe, einschließlich Bohrlöchern, die zu Leckagen führen könnten, und der Zustand dieser Durchlässe.
- Es werden Dokumente zu den folgenden Merkmalen der Umgebung des Komplexes vorgelegt:
- a) Bereiche, die den Speicherkomplex umgeben und von der CO₂-Speicherung in der Speicherstätte betroffen sein könnten;
 - b) Verteilung der Bevölkerung in der Region, unterhalb derer sich die Speicherstätte befindet;
 - c) Nähe zu wichtigen natürlichen Ressourcen;
 - d) Aktivitäten in der Umgebung der Speicherstätte und mögliche Wechselwirkungen mit diesen Aktivitäten (z. B. Erkundung, Produktion und Speicherung von Kohlenwasserstoffen, geothermische Nutzung von Grundwasserleitern und Nutzung von Grundwasservorräten);
 - e) Nähe zu potenziellen CO₂-Quellen (einschließlich Schätzungen der potenziellen CO₂-Gesamtmasse, die wirtschaftlich günstig gelagert werden kann) und geeigneten Transportnetzen.

Schritt 2: Aufbau des statischen dreidimensionalen geologischen Modells

Mit Hilfe der in Schritt 1 gesammelten Daten wird ein statisches dreidimensionales geologisches Modell oder eine Reihe von Modellen des vorgeschlagenen Speicherkomplexes, einschließlich des Deckgebirges und der Bereiche, in denen Flüssigkeiten durch hydraulische Phänomene kommunizieren können, unter Verwendung von computergestützten Reservoirsimulatoren erstellt. Das oder die statischen geologischen Modelle charakterisieren den Komplex unter folgenden Gesichtspunkten:

- a) geologische Struktur der natürlichen Falle;
- b) geomechanische und geochemische Eigenschaften und Fließeigenschaften des Reservoirs, der darüber liegenden Schichten (Deckgebirge, undurchlässige Formationen, poröse und permeable Horizonte) und der umgebenden Formationen;
- c) Charakterisierung des Bruchsystems und eventuelles Vorhandensein von durch Menschenhand geschaffenen Durchlässen;
- d) Fläche und Höhe des Speicherkomplexes;
- e) Hohlraumvolumen (einschließlich der Verteilung der Porosität);
- f) Verteilung der Flüssigkeiten in der Referenzsituation;
- g) jedes andere relevante Merkmal.

Die Unsicherheit, die mit jedem der zur Erstellung des Modells verwendeten Parameter verbunden ist, wird bewertet, indem für jeden Parameter eine Reihe von Szenarien entwickelt und die entsprechenden Konfidenzintervalle berechnet werden. Die Unsicherheit, die möglicherweise mit dem Modell selbst verbunden ist, wird ebenfalls bewertet.

Schritt 3: Charakterisierung des dynamischen Speicherverhaltens, Charakterisierung der Empfindlichkeit, Risikobewertung

Die Charakterisierung und Bewertung beruht auf einer dynamischen Modellierung, die Simulationen der CO₂-Injektion in die Speicherstätte mit unterschiedlichen Zeitschritten unter Verwendung des oder der statischen dreidimensionalen geologischen Modelle umfasst, die von dem in Schritt 2 entworfenen computergestützten Simulator des Speicherkomplexes bereitgestellt werden.

Schritt 3.1: Charakterisierung des dynamischen Verhaltens im Speicher Mindestens die folgenden Faktoren werden berücksichtigt:

- a) mögliche Injektionsraten und Eigenschaften der CO₂-Flüsse;
- b) Effizienz der gekoppelten Prozessmodellierung (die Art und Weise, wie die verschiedenen Effekte, die von dem/den Simulator(en) reproduziert werden, miteinander interagieren);
- c) reaktive Prozesse (die Art und Weise, wie die Reaktionen des injizierten CO₂ mit den Mineralien in situ in das Modell integriert werden);
- d) verwendeter Reservoirsimulator (zur Validierung bestimmter Beobachtungen können mehrere Simulationen erforderlich sein);
- e) Kurz- und Langzeitsimulationen (um den Verbleib von CO₂ und das Verhalten des Reservoirs im Laufe von Jahrhunderten und Jahrtausenden sowie die Geschwindigkeit der CO₂-Auflösung im Wasser zu bestimmen). Die dynamische Modellierung liefert Informationen über:
 - a) Druck und Temperatur der Speicherformation abhängig von der Injektionsrate und der zeitlich kumulierten Injektionsmenge;
 - b) Fläche und Höhe der CO₂-Diffusionszone in Abhängigkeit von der Zeit;
 - c) die Art des CO₂-Flusses in das Reservoir sowie das Verhalten der injizierten Phasen;
 - d) Mechanismen und Geschwindigkeiten der CO₂-Abscheidung (einschließlich Leckstellen und seitlicher und vertikaler Dichtformationen);
 - e) sekundäre Rückhaltesysteme innerhalb des globalen Speicherkomplexes;
 - f) die Speicherkapazität und die Druckgradienten der Speicherstätte;
 - g) das Risiko der Frakturierung der Speicherformationen und des Deckgesteins;
 - h) das Risiko des Eindringens von CO₂ in das Deckgebirge;
 - i) das Risiko von Leckagen aus der Speicherstätte (z. B. durch aufgabene oder schlecht versiegelte Schächte);

- j) die Migrationsgeschwindigkeit;
- k) die Geschwindigkeiten, mit denen Brüche verstopft werden;
- l) Änderungen in der Fluidchemie sowie nachfolgende Reaktionen, die in den Formationen auftreten (z. B. Änderung des pH-Werts, Bildung von Mineralien), und die Einbeziehung reaktiver Modellierungen zur Bewertung der Auswirkungen;
- m) die Verdrängung von Flüssigkeiten, die in den Formationen vorhanden sind;
- n) die Zunahme der Seismizität und des Anstiegs auf das Oberflächenniveau.

Schritt 3.2: Charakterisierung der Sensibilität

Es werden multiple Simulationen durchgeführt, um die Sensibilität der Bewertung gegenüber den getroffenen Annahmen bezüglich bestimmter Parameter zu bestimmen. Die Simulationen werden durchgeführt, indem die Parameter in dem/den statischen geologischen Modell(en) variiert werden und die Funktionen des Durchflusses und die damit verbundenen Annahmen in der dynamischen Modellierung geändert werden. Bei der Risikobewertung wird eine nennenswerte Sensibilität berücksichtigt.

Schritt 3.3: Risikobewertung

Die Risikobewertung umfasst unter anderem die folgenden Komponenten:

3.3.1. Charakterisierung der Gefahren

Bei der Gefahrencharakterisierung wird das Risiko einer Leckage aus dem Speicherkomplex beschrieben, wie es durch die oben beschriebene dynamische Modellierung und Sicherheitscharakterisierung ermittelt wurde. Zu diesem Zweck werden insbesondere die folgenden Aspekte berücksichtigt:

- a) potenzielle Leckagewege;
- b) das mögliche Ausmaß von Leckagen für die ermittelten Leckagewege (Durchflussmengen);
- c) kritische Parameter für das Leckagerisiko (z. B. maximaler Reservoirdruck, maximale Injektionsrate, Temperatur, Empfindlichkeit des/der statischen geologischen Modells/Modelle gegenüber verschiedenen Annahmen);
- d) Sekundäreffekte der CO₂-Speicherung, einschließlich der Verlagerung von Fluiden in Formationen und neuer Substanzen, die durch die CO₂-Speicherung entstehen;
- e) alle anderen Faktoren, die eine Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt darstellen können (z. B. mit dem Projekt verbundene physische Strukturen).

Die Gefahrencharakterisierung deckt alle möglichen Betriebsbedingungen ab, mit denen die Sicherheit des Speicherkomplexes getestet werden kann.

3.3.2. Expositionsbewertung auf der Grundlage der Merkmale der Umwelt und der Verteilung und Aktivitäten der menschlichen Bevölkerung am Speicherkomplex sowie des Verhaltens und des potenziellen Verbleibs von CO₂, das über die in Schritt 3.3.1 aufgezeigten Leckagewege austritt.

3.3.3. Bewertung der Auswirkungen auf der Grundlage der Empfindlichkeit bestimmter Arten, Gemeinschaften oder Lebensräume gegenüber den in Schritt 3.3.1. betrachteten potenziellen Leckagen. Gegebenenfalls sind die Auswirkungen einer Exposition gegenüber hohen CO₂-Konzentrationen in der Biosphäre (einschließlich Böden, Meeressedimenten und benthischen Gewässern (Asphyxie, Hyperkapnie) und des aufgrund von CO₂-Leckagen verringerten pH-Werts in diesen Umgebungen) zu berücksichtigen. Die Bewertung umfasst auch die Auswirkungen anderer Stoffe, die möglicherweise in den austretenden CO₂-Flüssen enthalten sind (Verunreinigungen im Injektionsstrom oder neue Stoffe, die durch die CO₂-Speicherung entstehen).

Diese Effekte werden für verschiedene zeitliche und räumliche Skalen betrachtet und mit Leckagen unterschiedlichen Ausmaßes in Verbindung gebracht.

3.3.4. Risikocharakterisierung, die eine Bewertung der kurz- und langfristigen Sicherheit und Integrität des Standorts sowie eine Bewertung des Leckagerisikos unter den vorgeschlagenen Nutzungsbedingungen und der Gesundheits- und Umweltfolgen im schlimmsten Fall umfasst. Die Risikocharakterisierung stützt sich auf die Bewertung der Gefahren, der Exposition und der Auswirkungen. Sie umfasst eine Bewertung der Unsicherheitsquellen, die in den Phasen der Charakterisierung und Bewertung der Speicherstätte ermittelt wurden, und, falls die Umstände dies zulassen, eine Beschreibung der Möglichkeiten zur Verringerung der Unsicherheit.

Anhang 2 - Kriterien für die Erstellung und Aktualisierung des Überwachungsplans sowie für die Überwachung nach der Schließung der geologischen Speicherstätte für Kohlendioxid

1. Erstellung und Aktualisierung des Überwachungsplans

Der Überwachungsplan gemäß Artikel D.XI.23 Paragraph 2 wird auf der Grundlage der Analyse der Risikobewertung in Schritt 3 von Anhang 1 erstellt und mit dem Ziel aktualisiert, die Überwachungsanforderungen gemäß Artikel D.XI.23 Paragraph 1 zu erfüllen, wobei folgende Kriterien gelten:

1.1. Erstellung des Plans

Der Überwachungsplan enthält Einzelheiten zur Überwachung, die in den wichtigsten Phasen des Projekts durchgeführt werden soll, einschließlich der grundlegenden Überwachung, der operativen Überwachung und der Überwachung nach der Schließung. Für jede Phase wird Folgendes angegeben:

- a) Parameter, die Gegenstand der Überwachung sind;
- b) eingesetzte Überwachungstechniken und Begründung für die Wahl dieser Techniken;
- c) Orte der Überwachung und Begründung der räumlichen Probenahme;
- d) Anwendungshäufigkeit und Begründung der zeitlichen Probenahme.

Die Parameter, die Gegenstand der Überwachung sind, werden so gewählt, dass sie den Zielen der Überwachung entsprechen. Der Plan sieht jedoch immer eine kontinuierliche oder intermittierende Überwachung der folgenden Elemente vor:

- e) flüchtige CO₂-Emissionen an der Injektionsanlage;
- f) CO₂-Volumenstrom an den Köpfen der Injektionsbohrlöcher;
- g) CO₂-Druck und -Temperatur an den Köpfen der Injektionsbohrlöcher (zur Bestimmung des Massendurchflusses);
- h) chemische Analyse des injizierten Materials
- i) Temperatur und Druck des Reservoirs (zur Bestimmung des Verhaltens und des Phasenzustands des CO₂).

Die Wahl der Überwachungstechniken richtet sich nach den besten zum Zeitpunkt der Konzeption verfügbaren Techniken. Die folgenden Lösungen werden in Betracht gezogen und gegebenenfalls ausgewählt;

j) Techniken zur Erkennung von Vorhandensein, Standort und

Migrationen von CO₂ in unterirdischen Formationen und an der Oberfläche;

k) Techniken, die Informationen über das Druck-Volumen-Verhalten und die vertikale und horizontale Verteilung der CO₂-Diffusionszone liefern, um die numerische 3D-Simulation an die geologischen 3D-Modelle der Speicherformation anzupassen, die gemäß Artikel D.XI.3 und Anhang 1 entworfen wurden;

l) Techniken, die eine breite Oberflächenabdeckung ermöglichen, um Informationen über mögliche, noch nicht geortete Leckagewege auf der gesamten Fläche des Speicherkomplexes und der Umgebung zu sammeln, falls es zu auffälligen Unregelmäßigkeiten oder zur Migration von CO₂ aus dem Speicherkomplex kommt.

1.2. Aktualisierung des Plans

Die bei der Überwachung erfassten Daten werden gesammelt und interpretiert. Die beobachteten Ergebnisse werden mit dem Verhalten verglichen, das durch die dynamische 3D-Simulation des Druck-Volumen- und Sättigungsverhaltens vorhergesagt wurde, die im Rahmen der Sicherheitscharakterisierung gemäß Artikel D.XI.3 und Anhang 1, Schritt 3 durchgeführt wurde.

Bei einer großen Abweichung zwischen dem beobachteten und dem erwarteten Verhalten wird das 3D-Modell neu berechnet, um das beobachtete Verhalten zu verstehen. Die Neuberechnung stützt sich auf die Beobachtungen aus dem Überwachungsplan sowie auf zusätzliche Daten, die gegebenenfalls gewonnen werden, um die Zuverlässigkeit der Neuberechnungsannahmen zu verbessern.

Die Schritte 2 und 3 in Anhang 1 werden mit dem/den neu berechneten 3D-Modell(en) wiederholt, um neue Gefahrenszenarien und Durchflussmengen zu erhalten und die Risikobewertung zu überarbeiten und zu aktualisieren.

Für den Fall, dass die historische Korrelation und die Modellneuberechnung neue CO₂-Quellen und neue Leckagewege und Durchflussraten aufzeigen oder zu erheblichen Abweichungen von früheren Bewertungen führen, wird der Überwachungsplan entsprechend aktualisiert.

2. Überwachung nach der Schließung

Die Überwachung nach der Schließung basiert auf den Informationen, die während der Durchführung des in Artikel D.XI.23, Paragraph 2 und Abschnitt 1.2 dieses Anhangs genannten Überwachungsplans gesammelt und modelliert wurden. Sie dient insbesondere dazu, die für die Zwecke von Artikel D.XI.28, Paragraph 1 erforderlichen Informationen zu liefern.

KAPITEL 2 — Abänderungs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Abschnitt 1 — Abänderungsbestimmungen

Unterabschnitt 1 — Gerichtsgesetzbuch

Art. 2 - In Artikel 591 des Gerichtsgesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 10. Juli 2013, wird Ziffer 10 aufgehoben.

Unterabschnitt 2 — Zivilgesetzbuch - Gesetz über die Landpachtverträge

Art. 3 - In Artikel 6 § 3 von Abschnitt 3 ("Besondere Regeln über die Landpachtverträge") von Buch 3, Titel 8, Kapitel 2 des Zivilgesetzbuchs, ersetzt durch das Gesetz vom 7. November 1988 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Juli 2013, werden die Wörter "Artikel 22 des Dekrets vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid" durch die Wörter "Artikel D.XI.21 des Gesetzbuchs über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen" ersetzt.

Unterabschnitt 3 — Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur

Art. 4 - In Artikel 1bis Ziffer 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, eingefügt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, werden die Buchstaben c) und e) aufgehoben.

Unterabschnitt 4 — Dekret vom 7. Juli 1988 über den Bergbau

Art. 5 - Die Artikel 1 bis 4, 6 und 7, 9 bis 12, 13, abgeändert durch das Dekret vom 31. Mai 2007, 15 und 16, 24 bis 35, 36, abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2016, 37 bis 46, 47, abgeändert durch das Dekret vom 1. März 2018, 48 bis 56, 61, ersetzt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, 63, ersetzt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, 65, 67 bis 73, des Dekrets vom 7. Juli 1988 über den Bergbau werden aufgehoben.

Unterabschnitt 5 — Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 6 - In Artikel 13 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, in seiner durch die Dekrete vom 18. Dezember 2008, 10. Juli 2013 und 20. Juli 2016 abgeänderten Fassung, wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"In Abweichung von Absatz 1 ist der technische Beamte zuständig, um über die Erklärungen und die Anträge auf Genehmigung der Umweltgenehmigung bezüglich der folgenden Projekte zu befinden:

1° mobile Betriebe;

2° Betriebe, die sich auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden befinden;

3° Betriebe, die eine Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der Abbautätigkeit, so wie durch die Regierung bestimmt, bilden;

4° Aktivitäten und Einrichtungen im Zusammenhang mit der Umsetzung einer Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen;

5° Kohlendioxid (CO₂)-Abscheidungs- und der CO₂-Speicherungsanlagen sowie der Bohranlagen und der Brunnenausrüstungen für die Exploration und Injektion zwecks der geologischen Speicherung von CO₂;

6° Anträge auf eine Umweltgenehmigung über geringe Abänderungen der in Absatz 4 erwähnten, von der Regierung erteilten Genehmigungen. "

Art. 7 - Artikel 50 § 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 1. März 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 3 wird durch das Folgende ersetzt:

“Die Genehmigung für Aktivitäten und Einrichtungen im Zusammenhang mit den Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen, die im Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen genannt werden, wird für einen Zeitraum ausgestellt, der bis zum Ablauf der Exklusivgenehmigung reicht, auf die sie sich bezieht.”;

2° er wird um einen Absatz 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Umweltgenehmigungen, durch die Aktivitäten und Einrichtungen genehmigt werden, die für das Nachsorge-management erforderlich sind, das in den im Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen genannten Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen vorgesehen ist, können über die Laufzeit der Exklusivgenehmigung hinaus erteilt werden, dürfen aber 20 Jahre nicht überschreiten.”.

Art. 8 - In Artikel 81 § 2, Absatz 3 desselben Dekrets, zuletzt geändert durch das Dekret vom 2. Mai 2019, wird die Wortfolge “betreffend einen Betrieb, der eine wie durch die Regierung bestimmte Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie darstellt und betreffend Aktivitäten und Anlagen, die zur Umsetzung einer Schürfgenehmigung oder einer Bergbaukonzession (einschließlich der Schächte und Stollen, der unterirdischen Kommunikationen und der Fördergruben) notwendig oder nützlich sind,” durch die Wortfolge “betreffend einen Betrieb, der eine Einrichtung darstellt, die im Rahmen einer Exklusivgenehmigung zur Erkundung oder Nutzung von Bodenschätzen gemäß dem Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen erforderlich ist, sowie betreffend Einrichtungen zur Bewirtschaftung von Bergbauabfällen gemäß der Definition der Regierung” ersetzt.

Unterabschnitt 6 — Änderungen in Buch I des Umweltgesetzbuches

Art. 9 - In Artikel D.29 des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 31. Mai 2007 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 3 wird um eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“9° Exklusivgenehmigungen zur Erkundung und Nutzung von Bodenschätzen, die unter das Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen fallen.”;

2° Paragraph 4 Buchstabe *a*) wird um eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“11° Entscheidungen über die Klassifizierung von historischen Halden gemäß Artikel D.VI.8 des Gesetzbuches über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen;”;

3° Paragraph 4 Buchstabe *a*) wird um eine Ziffer 12 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“12° die Gemeinnützigkeitserklärungen für die Errichtung von Anlagen oder Bauwerken zur Nutzung von Bodenschätzen gemäß Artikel D.VII.2 des Gesetzbuches über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen;”;

4° in Paragraph 4 Buchstabe *b*) werden die Ziffern 2° und 4° aufgehoben;

5° Paragraph 4 Buchstabe *b*) wird um eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“9° die Gewährung von Rechten zur Besetzung und Nutzung von fremden Grundstücken, die im Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen vorgesehen sind.”;

6° in Absatz 4, b., 7° wird die Wortfolge “Artikel 2 Ziffer 11° und 5 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid” durch die Wortfolge “dem Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen” ersetzt.

Art. 10 - In Artikel D.46 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“6° ein strategischer Plan zur Bewirtschaftung der Bodenschätze gemäß dem Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen.”.

Art. 11 - In Artikel D.49 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 31. Mai 2007 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 1. März 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Buchstabe *c*) wird aufgehoben;

2° in Buchstabe *f*) wird die Wortfolge “Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid” durch die Wortfolge “Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen” ersetzt.

Art. 12 - Artikel D.138 Absatz 1 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. November 2021, wird wie folgt ergänzt:

1° Ziffer 6 wird wie folgt ersetzt:

“6° Buch 3 des Umweltgesetzbuches, das das Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen beinhaltet;”;

2° Ziffer 13 wird aufgehoben.

Art. 13 - In Ziffer 12 von Anhang I desselben Gesetzbuchs, eingefügt durch das Dekret vom 22. November 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Juli 2013 wird die Wortfolge “Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid” durch die Wortfolge “Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen” ersetzt.

Unterabschnitt 7 — Buch 2 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Art. 14 - In Artikel D.170 Ziffer 8 von Buch 2 des Umweltgesetzbuchs, das das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert durch das Dekret vom 10. Juli 2013, wird die Wortfolge "im Einklang mit dem Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid oder ist gemäß Artikel 2, § 2 jenes Dekrets aus seinem Geltungsbereich ausgenommen." durch die Wortfolge "im Einklang mit dem Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen oder ist gemäß Artikel D.VI.11. dieses Gesetzbuchs aus seinem Geltungsbereich ausgenommen." ersetzt. "

Unterabschnitt 8 — Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion

Art. 15 - Artikel 1, Ziffer 3 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, ersetzt durch das Dekret vom 16. Februar 2017 wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: "u. Rat für die Nutzung des Untergrunds

v. Wissenschaftlicher Ausschuss, eingesetzt durch oder gemäß dem Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen

".

Art. 16 - In Ziffer 12 von Anhang I desselben Gesetzbuchs, eingefügt durch das Dekret vom 16. Februar 2017 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Juli 2013 wird die Wortfolge "Dekret vom 9. Mai 1985 bezüglich der

Erschließung von Halden" durch die Wortfolge "Gesetzbuch über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen" ersetzt.

Unterabschnitt 9 — Gesetzbuch über die räumliche Entwicklung

Art. 17 - In Artikel D.IV.106 desselben Gesetzbuchs wird Absatz 1 durch folgenden Absatz ersetzt:

"Die Städtebaugenehmigung wird vom beauftragten Beamten erteilt, wenn sie Handlungen und Arbeiten betrifft, die sich auf Aktivitäten und Anlagen beziehen, die für die Erkundung und die Nutzung von Bodenschätzen gemäß Artikel D.I.1, § 2, Absatz 1, 1° bis 4° des Gesetzbuchs über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen erforderlich sind".

Art. 18 - In Artikel D.IV.4 Absatz 1 desselben Gesetzbuchs wird eine Ziffer 17 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"17° eine Vorrichtung zur Sicherung eines gesicherten Ausgangs oder eines gesicherten Minenschachts abdecken oder verändern".

Abschnitt 2 — Aufhebende Bestimmungen

Art. 19 - Die durch Königlichen Erlass vom 15. September 1919 koordinierten Gesetze über die Bergwerke, Gruben und Steinbrüche, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 4. Juli 2002, werden für die Wallonische Region aufgehoben.

Art. 20 - Der Königlicher Erlass Nr. 83 über die Prospektion und den Abbau von bituminösem Gestein, Erdöl und brennbaren Gasen, bestätigt durch das Gesetz vom 16. Juni 1947 und abgeändert durch das Dekret vom 19. Februar 1998, wird für die Wallonische Region aufgehoben.

Art. 21 - Der Königliche Erlass Nr. 84 vom 28. November 1939 mit der Verpflichtung, Erkundungen des Untergrunds zu melden, bestätigt durch das Gesetz vom 16. Juni 1947, wird für die Wallonische Region aufgehoben.

Art. 22 - Artikel 3 des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der

Erschließung von Halden, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2018, wird aufgehoben.

Art. 23 - Das Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid wird aufgehoben.

Abschnitt 3 — Schlussbestimmungen

Art. 24 - § 1. Die Regierung kann die Verweise, die in den Bestimmungen der Gesetze und Dekrete, die nicht durch die Artikel 19 bis 23 aufgehoben werden, enthalten sein könnten, ändern, um sie mit der Nummerierung von Buch 3 des Umweltgesetzbuches in Einklang zu bringen.

§ 2. Die Regierung kann die Verweise auf die durch die Artikel 19 bis 23 aufgehobenen Bestimmungen ändern, die in den Bestimmungen der Dekrete enthalten sind, die die Änderung oder Aufhebung der durch die Artikel 19 bis 23 aufgehobenen Bestimmungen zum Gegenstand haben und die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Dekrets noch nicht in Kraft getreten sind.

Die Regierung kann auch die Übergangsbestimmungen in Bezug auf diese Änderungen oder Aufhebungen anpassen, koordinieren oder in Einklang bringen, ohne jedoch deren Bedeutung oder Tragweite ändern zu können.

§ 3. Die Regierung kann die Verweise auf die Bestimmungen der Gesetze und Dekrete ändern, die in den Bestimmungen des dekretalen Teils von Buch 3 des Umweltgesetzbuches enthalten sind und die zum Zeitpunkt der Verabschiedung oder des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets noch nicht in Kraft getreten sind.

Art. 25 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum und spätestens am 1. Juli 2024 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 14. März 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2023-2024.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1510 (2023-2024) Nrn. 1 bis 1^{ter} bis 9

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 13. März 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/006599]

14 MAART 2014. — Decreet tot instelling van het Wetboek van het beheer van de ondergrondse rijkdommen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Wetboek van het beheer van de ondergrondse rijkdommen*

Artikel 1 - De volgende bepalingen vormen het decreetgevend gedeelte van Boek 3 van het Milieuwetboek, dat het Wetboek van het beheer van de ondergrondse rijkdommen vormt.

"Boek 3 - Beheer van de ondergrondse rijkdommen;

Deel 1. — Principes, toepassingsgebied en definities

TITEL 1. — *Principes en toepassingsgebied*

Art. D.I.1. § 1. De ondergrondse rijkdommen van het Waalse Gewest zijn het gemeenschappelijk erfgoed van zijn inwoners.

Ze worden geëxploiteerd volgens het principe van verstandig beheer, met inachtneming van de gezondheid en veiligheid van de mens en de bescherming van het milieu, in overeenstemming met de milieudoelstellingen, beschermingsmaatregelen en waterbeheermethoden bedoeld in Boek 2 van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt en de beschermingsregelingen in de wet van 12 juli 1973 op het Natuurbehoud

§ 2. Daartoe regelt dit Wetboek het beheer van de Waalse ondergrondse rijkdommen, met inbegrip van activiteiten in het ondergrondse milieu, en regelt, met inachtneming van duurzame ontwikkeling, het klimaat, het water en de biodiversiteit, de exploratie en exploitatie, met inbegrip van, in voorkomend geval, het na-beheer, in het bijzonder :

1° de mijnen;

2° de koolwaterstof- en brandbare gasafzettingen;

3° de locaties voor de geologische opslag van energie, warmte of koude;

4° de diepe geothermische afzettingen voor energieproductie (warmte of elektriciteit);

5° de historische terrils en slakkenbergen;

6° de door de mens gemaakte of natuurlijke ondergrondse holten;

7° locaties voor de geologische opslag van kooldioxide in het Waals Gewest.

Massa's minerale of fossiele stoffen die niet als mijn worden geïdentificeerd, worden niet beschouwd als Waalse ondergrondse rijkdommen in de zin van dit Wetboek.

§ 3. Dit Wetboek is van toepassing onverminderd de steengroevewetgeving, de waterwetgeving en andere wetgevingen met betrekking tot andere vergunningen.

§ 4. Dit Wetboek is niet van toepassing op de volgende activiteiten:

1° de ontginning van groeven;

2° de archeologie;

3° de speleologie;

4° bezoeken en verkenningen voor wetenschappelijke doeleinden;

5° ondiepe geothermische energie onder 500 meter; 6° exploitatie van grondwater.

In afwijking van lid 1 is het volgende van toepassing op deze activiteiten :

1° de artikelen D.V.1 tot en met D.V.3 met betrekking tot aangiften van exploratie en exploitatie en ontdekkingen van holtes;

2° artikel D.IV.1 met betrekking tot de databank;

3° artikel D.III.1 met betrekking tot het strategisch plan, met uitzondering van de ontginning van de steengroeven;

4° de artikelen D.II.1 en D.II.2 met betrekking tot de "Conseil du sous-sol" (Raad voor de ondergrond);

5° artikel D.VI.7, uitsluitend voor ondiepe geothermie.

Art. D.I.2. De ondergrondse rijkdommen bedoeld in artikel D.I.1, § 2, eerste lid, 1° tot 4° en 7°, die exploiteerbaar zijn en zich bevinden op het grondgebied van het Waals Gewest worden beheerd door het Gewest. Het beheer en de exploitatie van de rijkdommen, vermeld in artikel D.I.1, § 2, eerste lid, 1°, met uitzondering van steenkool, bruinkool en bitumineuze schisten, 3°, 4° en 7°, zijn van algemeen belang.